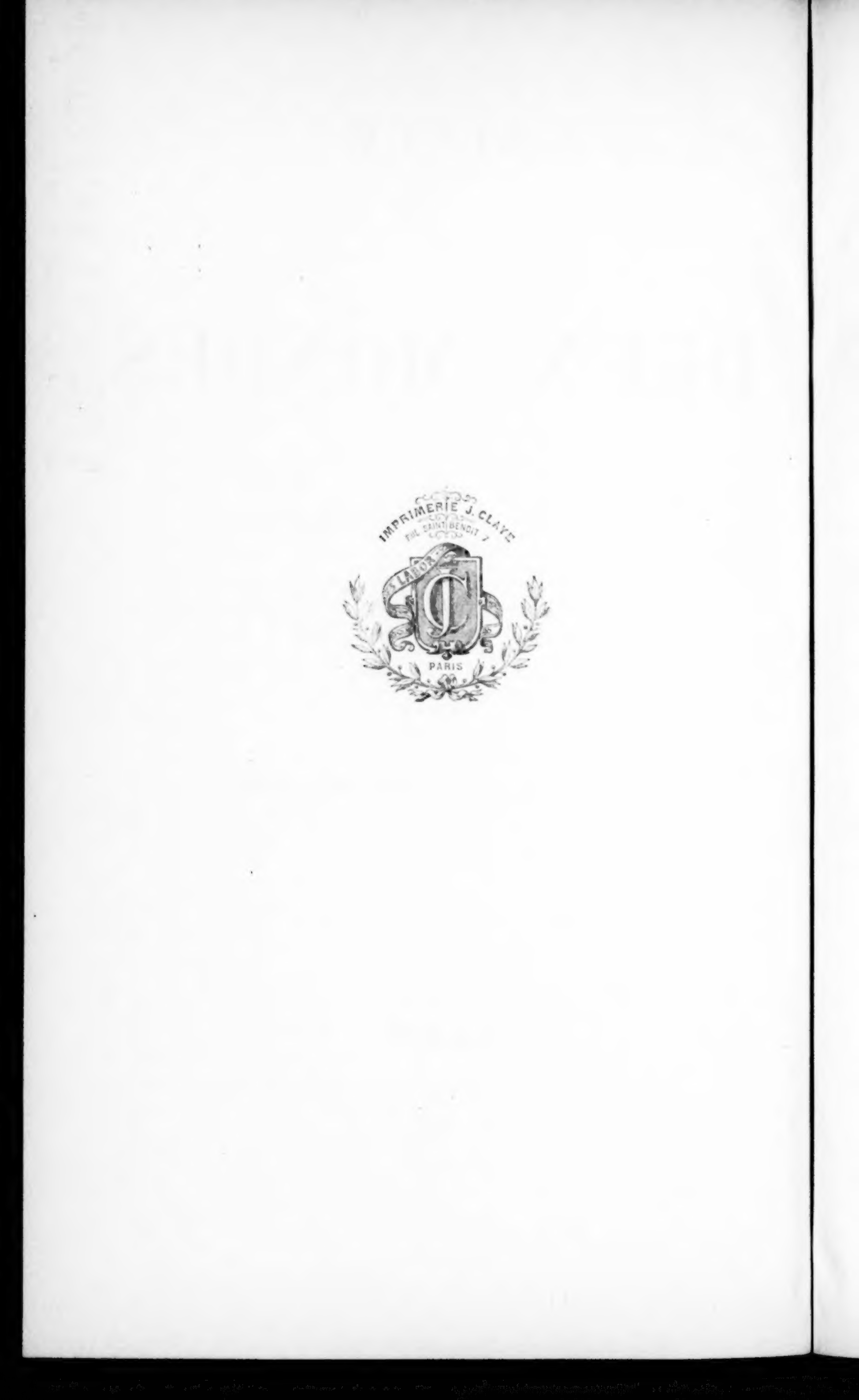
REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIX[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE


IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1869

HISTOIRE

DES SCIENCES

I.

LA PHYSIQUE DE VOLTAIRE.

Nous sommes très fiers de l'état actuel de nos sciences. Qui sait si dans cent ans nos neveux seront aussi contens de nous que nous paraissons l'être de nous-mêmes? Qui sait ce qui restera des conceptions auxquelles nous attachons le plus d'importance, et qui nous guident dans nos travaux scientifiques? Il est bon en tout cas de jeter de temps en temps un regard en arrière sur cette grande route du savoir où l'humanité s'avance d'une allure irrégulière, ralentissant le pas à certains momens et dévorant quelquefois le terrain. C'est en considérant ainsi le passé que nous pouvons juger du chemin parcouru, et constater si nous sommes vraiment en train, comme on le dit, de faire une forte étape. Voyons donc quel était l'état général des sciences il y a cent ans, au milieu du XVIIIe siècle? Voilà une recherche qu'on pourrait aborder de front, et qui donnerait lieu à un tableau des plus intéressans; mais on ne se propose pas, dans les pages qui suivent, un travail si complet : on veut seulement éclairer la question dans une certaine mesure par un exemple particulier. A toute époque, il y a un petit nombre d'hommes, une élite, qui possèdent, au moins dans leurs données essentielles, les connaissances acquises avant eux. Parmi les grands esprits du XVIIIe siècle, nous prendrons le plus ouvert à toutes les idées, le

plus apte à les embrasser et à les rendre toutes, le plus encyclopédique en un mot, nous prendrons Voltaire; nous nous demanderons ce qu'il a su et pensé sur les principaux problèmes qui composent le domaine des sciences proprement dites.

L'esquisse que nous ferons ainsi nous donnera un aperçu de l'état des choses; mais elle sera nécessairement incomplète et tout empreinte de la personnalité de notre auteur. Voltaire en effet est avant tout un homme de combat; sa vie est une lutte de soixante ans, lutte incessante pour le triomphe de la raison. Il a cherché des armes de toutes parts; il a discipliné pour les mener à la guerre tous les genres de littérature, la prose et les vers, la tragédie et la comédie, la philosophie et le roman, l'histoire et l'épopée. Les sciences lui ont aussi fourni leurs bataillons; elles prennent donc entre ses mains l'allure militante, elles courent sus à l'ennemi, elles s'occupent de détruire au moins autant que d'édifier. On sait ce que Voltaire répondait à ceux qui lui reprochaient de ne faire que des ruines. « Eh quoi! disait-il, je vous délivre des monstres qui vous dévoraient, et vous me demandez ce que je veux mettre à leur place! » C'est ainsi qu'en fait de sciences il s'attaque souvent aux systèmes sans prétendre à les remplacer.

Quant à la physionomie même de Voltaire, il y a sans doute quelque inconvénient à la présenter sous un jour où l'on n'est pas accoutumé de la voir. Il n'est pas, à proprement parler, un homme de science, et la science ne joue dans sa vie qu'un rôle secondaire. En n'éclairant qu'un seul côté, et le côté même qui reste ordinairement dans l'ombre, on risque de faire grimacer le modèle. Heureusement les traits en sont assez connus pour que chacun puisse les rétablir sans peine. Il est donc entendu que le Voltaire qu'on va voir est présenté non de face, de trois quarts ou de profil, mais sous un angle très effacé et presque de dos. Nous tâcherons cependant de le placer de façon qu'on puisse à la rigueur le reconnaître en apercevant un coin de sa lèvre moqueuse.

I.

Voltaire n'avait reçu chez les jésuites, au collége de Louis-le-Grand, qu'une instruction purement littéraire; s'il y avait acquis quelques notions sur les élémens des sciences, il les avait sans doute perdues dans les premiers entraînemens de sa carrière. La tragédie d'*Œdipe* et le poème de *la Henriade* avaient dû faire tort au peu qu'il pouvait savoir de géométrie ou de physique. L'incident qui le fit exiler en Angleterre après ses premiers succès contribua puissamment à lui ouvrir des voies nouvelles; il prit à Londres le goût

des sciences. C'est en 1725 que Voltaire fut bâtonné par les gens du chevalier de Rohan. Il avait alors trente et un ans. Sa gloire était déjà établie, et, mécontent sans doute du nom d'Arouet, qu'il tenait de son père, il s'en était choisi un autre mieux fait pour les bouches de la renommée; il l'avait emprunté d'un petit domaine que sa mère possédait dans le Poitou. Ce détail choqua le chevalier de Rohan, et, rencontrant à l'Opéra l'auteur de *la Henriade:* « Ah çà! lui dit-il, comment vous appelle-t-on décidément? Est-ce mons Arouet ou mons de Voltaire? — Monsieur le chevalier, répondit Voltaire, il vaut mieux se faire un nom que de traîner celui qu'on a reçu. » On sait comment le chevalier se vengea de cette repartie. Un jour que Voltaire dînait chez le duc de Sully, on vint l'avertir qu'un carrosse l'attendait devant la porte de l'hôtel. Il descendit aussitôt, et fut saisi par des laquais qui le frappèrent à coups de bâton. Le chevalier, du fond de son carrosse, assistait à cette exécution et encourageait ses gens. « Frappez, frappez, disait-il; seulement ménagez la tête, il en peut encore sortir quelque chose de bon. » Ce chevalier de Rohan, comme on voit, avait le mot pour rire. Il avait aussi l'oreille des ministres et celle du lieutenant-criminel, si bien que Voltaire, pour avoir voulu poursuivre la réparation de son injure, fut d'abord embastillé, puis contraint de passer de l'autre côté de la Manche.

L'Angleterre était dès lors un pays libre, où la nation faisait elle-même ses affaires, et où la dignité des citoyens était inviolablement garantie par les lois. Les institutions politiques d'une pareille nation étaient faites pour exciter l'intérêt d'un exilé qui venait de quitter une terre où florissait le régime du bon plaisir. La littérature anglaise lui offrait en même temps de riches sujets d'étude; mais surtout l'Angleterre se distinguait par une sorte de rénovation des sciences. Depuis cent ans, Bacon avait posé les principes de la méthode expérimentale. On s'était habitué à considérer directement la nature, à l'interroger sans parti-pris et à ne lui demander que les enseignemens qu'elle peut donner. Au moment même où il mettait le pied sur le sol anglais, Voltaire put voir les splendides funérailles que la nation faisait à un homme de génie qui avait su arracher à la nature quelques-uns de ses secrets; la dépouille mortelle de Newton était portée en terre avec tout l'éclat d'une magnificence royale; on eût dit d'un souverain « qui aurait fait le bonheur de ses peuples. » Cette nation qui s'administrait elle-même se faisait donc remarquer par les soins qu'elle donnait aux sciences; elles s'y développaient comme des fruits spontanés du génie national. La Société royale de Londres s'était fondée, comme on sait, avec tous les caractères d'une institution privée. C'est à ce mouvement que ren-

dait hommage quelques années plus tard le rédacteur de la préface de l'*Encyclopédie*. « Les savans, disait-il, n'ont pas toujours besoin d'être récompensés pour se multiplier, témoin l'Angleterre, à qui les sciences doivent tant, sans que le gouvernement fasse rien pour elles. Il est vrai que la nation les considère, qu'elle les respecte même, et cette espèce de récompense, supérieure à toutes les autres, est sans doute le moyen le plus sûr de faire fleurir les sciences et les arts, parce que c'est le gouvernement qui donne les places et le public qui distribue l'estime... L'amour des sciences, qui est un mérite chez nos voisins, n'est encore à la vérité qu'une mode parmi nous, et ne sera peut-être jamais autre chose. »

Les impressions variées que la société anglaise fit sur Voltaire se retrouvent dans les *Lettres philosophiques* ou *Lettres sur les Anglais*, qu'il écrivit pendant son séjour à Londres. Publiées en anglais dès l'année 1728, elles ne parurent en France que vers 1735, et devinrent alors pour l'auteur la cause de mille tracas. Ces lettres, ces correspondances vives et légères, — comme nous dirions maintenant, — passent en revue la politique, la religion, la condition des gens de lettres, la littérature proprement dite sous toutes ses formes. Voltaire y trouve mille occasions de signaler et de combattre les préjugés de la société française; mais on peut dire que le mouvement scientifique y occupe une place d'honneur. Voltaire sent vivement que, sous le rapport des sciences et de la méthode philosophique, la France est fort en retard sur l'Angleterre, et il s'applique à le faire comprendre à ses concitoyens. Trois noms lui servent surtout à cet usage, trois noms illustres, ceux de Bacon, de Locke et de Newton.

Bacon était fort estimé en France, mais plus estimé que connu, et, si l'on y approuvait sa méthode, on ne la suivait guère. Il avait tracé le premier les véritables règles de la philosophie expérimentale; il avait montré comment les hommes doivent établir l'édifice de leurs sciences par l'observation et l'expérimentation; il avait dressé le bilan bien modeste des connaissances positives de son temps et indiqué les voies où l'on devait s'engager pour en acquérir de nouvelles. L'œuvre de Bacon avait porté ses fruits en Angleterre, ses conseils avaient été entendus et suivis, ses livres mêmes en étaient venus à ce point où arrivent beaucoup de travaux éminens qu'on néglige parce qu'on en a tiré tout le profit qu'ils peuvent donner. En France au contraire, il y avait opportunité à les rappeler à un public trop épris de chimères, et qui avait encore beaucoup à apprendre dans le *Novum Organum* et dans le traité *De dignitate et augmentis scientiarum*.

Locke avait appliqué à l'étude de l'homme le principe de restau-

ration des sciences inauguré par Bacon. Pourvu de connaissances médicales aussi étendues que son temps le comportait, il avait étudié sévèrement le mécanisme de notre intelligence. Descendant profondément en lui-même, il s'était longtemps contemplé, et il avait présenté aux hommes, dans son traité *de l'Entendement humain*, le miroir dans lequel il s'était vu. Il avait créé une sorte de physique expérimentale de l'esprit, et marqué ainsi l'origine d'une science qui n'a guère reçu que de nos jours, c'est-à-dire après un siècle et demi d'attente, ses premiers développemens. Avant Locke, de grands philosophes avaient décidé positivement ce que c'est que l'âme; mais, comme ils n'en savaient rien du tout, ils avaient tous été d'avis différens. Locke apprit aux hommes à ne pas prendre le problème de si haut, à l'étudier patiemment dans ses détails, à l'éclairer par des faits lentement accumulés, et à se passer d'une solution radicale aussi longtemps qu'il n'y aurait pas d'élémens pour la formuler. L'homme est un corps matériel, et il pense. Faut-il décider pour cela que la matière est incapable de penser? A ceux qui n'hésitent pas à l'affirmer, Voltaire présente la réponse de Locke : « votre imagination ni la mienne ne peuvent concevoir comment un corps a des idées; mais comprenons-nous mieux comment une substance telle qu'elle soit, comment un esprit peut en avoir? Nous ne concevons ni la matière ni l'esprit; comment osez-vous assurer quelque chose? » C'est ainsi que Voltaire vulgarisait des idées qui devaient ruiner en France la métaphysique de Descartes.

Descartes du reste devait tomber tout entier, sa physique devait disparaître comme sa métaphysique. Les *Lettres sur les Anglais* sont pleines de la gloire de Newton. Le système newtonien, encore peu répandu en France, allait faire une campagne victorieuse contre le cartésianisme et en triompher avec éclat. « Un Français qui arrive à Londres, dit la lettre XIV[e], trouve les choses bien changées en philosophie comme dans tout le reste. Il a laissé le monde plein, il le trouve vide. A Paris, on voit l'univers composé de tourbillons de matière subtile; à Londres, on ne voit rien de cela. Chez nous, c'est la pression de la lune qui cause le flux de la mer; chez les Anglais, c'est la mer qui gravite vers la lune... Chez vos cartésiens, tout se fait par une impulsion qu'on ne comprend guère; chez M. Newton, c'est par une attraction dont on ne connaît pas mieux la cause. A Paris, vous vous figurez la terre faite comme une boule; à Londres, elle est aplatie des deux côtés. La lumière pour un cartésien existe dans l'air; pour un newtonien, elle vient du soleil en six minutes et demie... Voilà de sérieuses contrariétés. » Voltaire ne se pique point d'ailleurs d'être entré fort avant dans

les vérités nouvelles qu'il veut faire connaître au public français. Comme il est encore fort novice dans les sciences, il se borne à énoncer les résultats généraux, les faits qu'il a pu comprendre. Il y met une grande modestie. « Je vais vous exposer, dit-il, si je puis sans verbiage, le peu que j'ai pu attraper de toutes ces sublimes idées. » Sa seule ambition est d'être clair « comme les petits ruisseaux, qui sont transparens parce qu'ils sont peu profonds. » Bientôt cependant nous le retrouverons mieux armé, plus instruit et plus capable d'aller au fond des choses.

Il saisissait en tout cas les idées pratiques des Anglais et les nouveautés qu'il pouvait être utile d'introduire en France. C'est ainsi que les *Lettres philosophiques* recommandent vivement deux mesures hygiéniques pour lesquelles Voltaire fit pendant toute sa vie une propagande active. Les Anglais avaient pris l'habitude d'enterrer leurs morts hors des centres de population, et il y avait là un exemple salutaire à suivre, car en France non-seulement les cimetières étaient situés au milieu des villes, mais les églises mêmes, remplies de sépultures, devenaient souvent de véritables foyers d'infection. La seconde des mesures dont Voltaire se montra le zélé défenseur est l'inoculation de la petite vérole. Les Circassiens avaient les premiers, à ce qu'il paraît, imaginé de donner la petite vérole à leurs enfans sous une forme bénigne pour les empêcher de subir ensuite le fléau dans toute sa violence. Ils avaient été conduits à cette coutume par le désir de préserver la beauté de leurs filles, destinées aux grands harems de la Turquie et de la Perse. Répandue à Constantinople par les femmes circassiennes, la pratique de l'inoculation y avait été recueillie par une ambassadrice d'Angleterre, lady Wortley Montague, qui n'avait pas hésité à l'appliquer à son jeune fils. De retour à Londres vers 1720, lady Montague gagnait à ses idées la princesse de Galles, qui fit elle-même inoculer ses enfans. L'Angleterre entière suivit cet exemple, et Voltaire, après avoir constaté de ses propres yeux les bons résultats de l'inoculation, n'eut pas de cesse qu'il ne l'eût fait adopter en France. Il y dut mettre une grande persévérance, car les « Welches » avaient la tête dure, et d'ailleurs les médecins aussi bien que le clergé s'opposaient vivement à cette nouveauté.

II.

Voltaire revint d'Angleterre en 1733, et c'est à cette époque qu'il se lia avec la marquise du Châtelet, la docte Émilie, celle que le grand Frédéric, dans la langue galante de l'époque, appelait Vénus-Newton. Cet attachement, qui remplit quinze années de la vie de

Voltaire, devint pour lui un puissant motif de cultiver les sciences. La marquise, au moins dans le commencement de leur liaison, ne laissait pas d'exercer sur lui un grand ascendant. Passionnée pour la géométrie et la physique, elle entraînait Voltaire à sa suite; c'est pendant les années de leur séjour commun à Cirey que Voltaire s'initia réellement au mouvement scientifique de son temps et produisit même, comme nous le verrons, quelques travaux originaux. Ce ne fut pas cependant Newton qui servit à rapprocher la marquise et Voltaire. Le poète avait connu autrefois Mlle de Breteuil avant son mariage avec le marquis du Châtelet-Laumont. Quand il revint d'Angleterre, il avait trente-neuf ans et la marquise en avait vingt-sept; il paraît bien qu'elle fit les premiers pas et qu'elle eut la plus grande part dans les incidens qui les attachèrent l'un à l'autre. Voltaire s'était installé rue de Long-Pont, en face de l'église Saint-Gervais, et avait repris à Paris sa vie laborieuse. Mme du Châtelet était liée alors avec la duchesse de Saint-Pierre, qui avait pour amant le duc de Forcalquier. Les deux jeunes femmes se faisaient accompagner par le duc et venaient relancer le poète dans son logis; on saccageait ses alexandrins, on mettait en déroute ses notes historiques, et on faisait des collations au vin de Champagne. Bientôt recommencent pour Voltaire les inquiétudes, les persécutions. Les *Lettres sur les Anglais*, qui avaient touché à tant de sujets politiques et philosophiques, offraient assez de prise à ses ennemis pour lui susciter de sérieux embarras. Il avait pour un temps conjuré le danger en s'engageant envers le cardinal de Fleury et le garde des sceaux à ne pas publier ces lettres en France; mais on en faisait des éditions en Hollande, on en faisait même à Rouen et ailleurs sous la rubrique d'Amsterdam. En vain Voltaire cherchait à dégager sa responsabilité, tonnait contre les libraires; on le soupçonnait, on l'accusait d'une secrète connivence avec eux, si bien que les *Lettres* furent enfin condamnées par un arrêt de la grand'chambre du parlement et brûlées au pied du grand escalier du palais. Pendant ces démêlés, Voltaire avait cru devoir se retirer en lieu sûr. Le marquis du Châtelet, un mari des moins gênans, un vrai mari de la régence, lui offrit un asile en Champagne au château de Cirey, près de Chaumont; c'était une retraite commode, à deux pas de la frontière de Lorraine, et d'où l'on pouvait fuir à la première alerte. Voltaire courut s'y cacher, et Mme du Châtelet vint l'y rejoindre. Cirey était fort délabré. Il fallut d'abord le rendre habitable. Voilà Voltaire changé en architecte, faisant construire des corps de bâtimens, mettant des cheminées où il y avait des escaliers et des escaliers à la place des cheminées, faisant peindre, lambrisser, vernisser, dorer les murs, présidant à

la plantation des jardins, installant les écuries. C'est ainsi qu'il organisa cette résidence de Cirey, où, sauf quelques excursions à Paris et en Hollande, une visite au prince royal de Prusse et quelques séjours à la cour du roi Stanislas, il demeura jusqu'en 1749.

Comme les années passées à Cirey sont celles qui marquent le plus dans la carrière scientifique de Voltaire, comme nous nous proposons d'examiner avec quelques développemens les divers travaux qu'il y produisit, on nous pardonnera de donner avant tout, pour n'y plus revenir, quelques indications sur les lieux mêmes, sur les hôtes du château, sur la vie qu'on y menait. On aura ainsi le cadre où se place plus particulièrement la figure de Voltaire physicien. Cette retraite de Cirey, où l'auteur de *la Henriade* et son amie passèrent près de quinze années, était devenue pour les beaux esprits du temps un objet de curiosité, et plusieurs séries de mémoires nous en ont transmis la description détaillée. Mme de Grafigny, l'auteur des *Lettres d'une Péruvienne*, qui fut quelque temps l'hôtesse de Cirey, nous en fait connaître l'intérieur par le menu. Voltaire occupait une petite aile adossée au principal corps de bâtiment. Voici d'abord une petite antichambre « grande comme la main; » vient ensuite la chambre, qui est petite, basse, tendue de velours cramoisi : — des glaces, des encoignures de laque admirables, peu de tapisseries, mais beaucoup de lambris dans lesquels sont encadrés des tableaux charmans. La pièce principale de l'appartement était une galerie longue de quarante pieds environ, et qui acquit une sorte de célébrité historique; elle nous touche en tout cas, car c'était, à proprement parler, le laboratoire de physique de Voltaire. La galerie donnait sur les jardins par une porte formant grotte à l'extérieur. Sur le panneau opposé se dressaient d'une part une bibliothèque et de l'autre une vaste vitrine pleine d'instrumens de physique, entre les deux une grande statue de l'Amour lançant une flèche et dont le piédestal portait ce distique :

> Qui que tu sois, voici ton maître;
> Il l'est, le fut ou le doit être.

C'était comme un madrigal permanent à l'adresse de la maîtresse de la maison. Enfin à l'extrémité de la galerie se trouvait une chambre obscure pour les expériences d'optique. Quant à l'appartement de la marquise, nous pourrions le décrire aussi, et l'on verrait qu'il était du dernier galant : la chambre était boisée en vernis du Japon et tendue de moire bleue, le boudoir garni de panneaux peints par Watteau; c'étaient les cinq sens et les trois grâces, puis deux contes de La Fontaine, *le Baiser pris et rendu*

et *les Oies du frère Philippe*. Ajoutez une cheminée en encoignure, des encoignures partout avec mille brimborions luxueux, ici en évidence un encrier d'ambre envoyé par Frédéric de Prusse, et vous aurez l'aspect de ce boudoir où Émilie passait ses nuits à étudier et à commenter Newton.

Quant au portrait même de la dame du lieu, il a été fait plusieurs fois, et notamment par des plumes féminines, celle de Mme Du Deffand, celle de Mlle de Launay. Ce ne sont point là des esquisses flattées, et tout y est poussé au laid. A travers ces peintures perfides, nous pouvons nous représenter la marquise comme une femme grande et un peu raide, mais non sans élégance, ayant quelque chose de viril dans les allures, avec un goût très vif pour la parure et surtout pour les diamans, avide de tous les plaisirs, aimant le jeu plus encore que la géométrie, la danse au moins autant que la métaphysique (1), extrême d'ailleurs en tout, et ne connaissant guère de milieu entre l'attitude la plus sérieuse et la gaîté la plus bruyante. Mme Du Deffand ne manque pas de prétendre qu'Émilie, née sans goût et sans imagination, ne s'était faite géomètre que pour se singulariser et se donner une supériorité sur les autres femmes. « Sa science, dit-elle, est un problème difficile à résoudre; elle n'en parle que comme Sganarelle parlait latin, devant ceux qui ne le savaient pas. » En regard de ce jugement, il faut placer celui de Voltaire. « Elle joignait au goût de la gloire une simplicité qui ne l'accompagne pas toujours. Jamais personne ne fut si savante, et jamais personne ne mérita moins qu'on dît d'elle : c'est une femme savante. Elle ne parlait jamais de science qu'à ceux avec qui elle croyait s'instruire, et jamais elle ne parla pour se faire remarquer. Elle a vécu longtemps dans des sociétés où l'on ignorait ce qu'elle était, et elle ne prenait pas garde à cette ignorance. Les dames qui jouaient avec elle chez la reine étaient loin de se douter qu'elles fussent à côté du commentateur de Newton. On la prenait pour une personne ordinaire; seulement on s'étonnait de la rapidité et de la justesse avec laquelle on la voyait faire des comptes et terminer les différends. Dès qu'il y avait quelque combinaison à faire, la philosophe ne pouvait plus se cacher. Je l'ai vue un jour diviser neuf chiffres par neuf autres chiffres, de tête et sans aucun secours,

(1) On connaît les vers où Mme de Boufflers peignait la variété des goûts de Mme du Châtelet :

> Tout lui plaît, tout convient à son vaste génie,
> Les livres, les bijoux, les compas, les pompons,
> Les vers, les diamans, le biribi, l'optique,
> L'algèbre, les soupers, le latin, les jupons,
> Les grâces, l'opéra, le bal et la physique.

en présence d'un géomètre étonné qui ne pouvait la suivre. » Il nous faut prendre la moyenne, comme il convient ordinairement de le faire, entre ces jugemens de témoins intéressés. L'aptitude naturelle de Mme du Châtelet pour les sciences ne peut être contestée; mais il y avait bien aussi dans sa constance à les cultiver quelque chose d'un rôle soutenu avec effort.

Au reste Émilie n'était pas seulement sensible aux sciences, elle goûtait tous les genres de travaux auxquels Voltaire appliquait son activité. Mme de Grafigny l'accuse bien d'exercer une pression constante sur Voltaire pour le détourner de la littérature. « Elle lui tourne la tête, dit-elle, avec la géométrie : elle n'aime que cela; » mais Émilie s'est défendue elle-même de ce reproche. « Nous sommes bien loin d'abandonner ici la poésie pour les mathématiques, écrit-elle à l'ami de Voltaire, au comte d'Argental. Ce n'est pas dans cette heureuse solitude qu'on est assez barbare pour mépriser aucun art. C'est un étrange rétrécissement d'esprit que d'aimer une science pour haïr toutes les autres; il faut laisser ce fanatisme à ceux qui croient qu'on ne peut plaire à Dieu que dans leur secte. On peut donner des préférences, mais pourquoi donner des exclusions? La nature nous a laissé si peu de portes par où le plaisir et l'instruction peuvent entrer dans nos âmes! Faudrait-il n'en ouvrir qu'une? » Quant à Voltaire, on pense bien que son génie était capable de mener de front toutes les études et tous les travaux. Il écrit à ses amis de Paris, à Cideville, à Thiriot, au comte d'Argental : « Nous étudions le divin Newton à force. Vous autres vous n'aimez que les opéras. Eh! pour Dieu! aimez les opéras et Newton. C'est ainsi qu'en use Émilie. » Et encore : « J'aime les gens qui savent quitter le sublime pour badiner. Je voudrais que Newton eût fait des vaudevilles, je l'en estimerais davantage. Celui qui n'a qu'un talent peut être un grand génie, celui qui en a plusieurs est plus aimable. » Il écrit encore à Cideville : « Newton est ici le dieu auquel je sacrifie, mais j'ai des chapelles pour d'autres divinités subalternes. » Il y a cependant des momens où la physique et la géométrie l'absorbent complétement; l'époque de sa plus grande ferveur est entre les années 1736 et 1738. Les travaux littéraires sont alors délaissés par instans. Il écrit à Thiriot : « Les comédiens comptaient qu'ils auraient une pièce de moi cet hiver, mais ils ont très mal compté. Je me casse la tête contre Newton, et je ne pourrais pas à présent trouver deux rimes. » M. d'Argental et son frère, M. de Pont-de-Veyle, le pressent du moins de corriger *l'Enfant prodigue*, qui n'a besoin que d'être revu pour être remis aux comédiens. Il leur répond : « Je vis en philosophe, j'étudie beaucoup, je tâche d'entendre Newton et de le faire entendre. Il

n'y a pas moyen de refondre à présent *l'Enfant prodigue*. Je pourrais bien travailler à une tragédie le matin et à une comédie le soir; mais passer en un jour de Newton à Thalie, je ne m'en sens pas la force. Attendez le printemps, messieurs, la poésie servira son quartier; mais à présent c'est le tour de la physique. Si je ne réussis pas avec Newton, je me consolerai bien vite avec vous. » Toutefois la poésie n'a pas besoin d'attendre le printemps pour reconquérir son empire. Il reçoit un poème de Cideville, *la Déesse des songes*. « Aussitôt, dit-il, j'ai jeté par terre les livres de mathématiques dont ma table était couverte, et je me suis écrié :

Que ces agréables mensonges
Sont au-dessus des vérités!
Et que la déesse des songes
Vaut mieux que les réalités! »

La muse tragique reprend ses droits. « Une tragédie nouvelle, écrit-il en décembre 1737, est actuellement le démon qui tourmente mon imagination (c'était *Mérope*). J'obéis au dieu ou au diable qui m'agite. Physique, géométrie, adieu jusqu'à Pâques. Sciences et arts, vous servez par quartier chez moi. »

Les mémoires du temps, ceux de Mme de Grafigny surtout, nous ont dépeint la vie laborieuse que menaient chacun de leur côté la châtelaine de Cirey et son illustre ami. Sauf les heures de repas, Voltaire ne se laissait pas approcher. Faisait-il une visite à quelque hôte du château, il avait soin de ne pas s'asseoir pour ne pas être entraîné à perdre un temps précieux. Quant à la dame du lieu, non-seulement elle travaillait le jour, mais elle passait les nuits à son secrétaire, n'entrait dans son lit qu'à cinq ou six heures du matin, et n'y restait jamais que deux ou trois heures. Dans les premiers temps du séjour à Cirey, ce régime de travail était tempéré par quelques exercices hygiéniques. Mme du Châtelet faisait de longues promenades à cheval; quant à Voltaire, il chassait le chevreuil, il avait fait venir par l'entremise de l'abbé Moussinot, qui était son agent d'affaires à Paris, un attirail complet de chasse, des armes perfectionnées, un costume de Nemrod élégant. Le cheval et la chasse furent bientôt abandonnés, et les journées de Cirey restèrent entièrement consacrées au travail. Cette existence à la fois calme et remplie a été peinte par Mme du Châtelet dans le quatrain suivant, qui resta longtemps gravé au milieu des jardins du château :

Du repos, une douce étude,
Peu de livres, point d'ennuyeux,
Un ami dans la solitude,
Voilà mon sort; il est heureux.

Comme Émilie n'était point très portée à faire des vers, il est bien possible que ceux-là, quoique mis sous son nom, ne soient point de sa fabrique; elle n'avait pas loin à chercher pour trouver un faiseur de quatrains. La solitude n'était point telle d'ailleurs qu'on n'eût toujours quelque hôte de distinction; c'était à tour de rôle Clairaut, Maupertuis, le Vénitien Algarotti, Bernoulli, La Condamine, Helvétius, le président Hénault, dom Calmet, pour ne mentionner que les plus illustres; nous ne parlons pas de M. du Châtelet, qui venait soigner sa goutte à Cirey quand son régiment ne le retenait pas, ni de l'abbé de Breteuil, le frère de la marquise, vicaire-général de l'archevêché de Sens, bon vivant, toujours farci de contes drolatiques qui faisaient pousser des cris effarouchés à Voltaire même. Quelle que fût la société réunie à Cirey, l'emploi des journées était uniformément réglé. Vers onze heures, on se réunissait pour déjeuner dans la fameuse galerie de Voltaire, une conversation d'une demi-heure environ suivait le déjeuner; puis Voltaire se levait et faisait une grande révérence aux personnes présentes; on savait ce que cela voulait dire, et chacun se retirait. On ne se réunissait plus que vers les neuf heures du soir, pour le souper. Presque toujours il fallait arracher Voltaire à son écritoire pour l'amener à table, et il n'y arrivait qu'au milieu du repas. Est-il besoin de dire qu'il allumait tout de suite l'esprit des convives, et que sa verve intarissable faisait les frais du souper? Il y avait des jours pourtant où les habitans de Cirey sortaient de ces habitudes régulières : c'étaient les jours de représentation ou de répétition dramatique. Cirey avait son théâtre, une petite galerie de bois légèrement construite, et, quand le vent était à la tragédie, on y jouait quelquefois jusqu'à vingt et vingt-cinq actes de suite; au besoin, à défaut de tragédies, on y faisait venir les marionnettes, et même Voltaire ne dédaignait pas d'y montrer la lanterne magique en tirant de son sac pour ces occasions quelques grosses bouffonneries.

III.

Dans la période qui nous occupe surtout maintenant, c'est-à-dire dans les années qui s'écoulent de 1736 à 1740, la galerie de Voltaire ou plutôt le laboratoire de physique et de chimie qu'il y avait installé était l'objet de tous ses soins. Il voulait mettre ce laboratoire sur un excellent pied. A chaque instant il commandait à l'abbé Moussinot de nouveaux instrumens, tantôt une machine pneumatique, tantôt un télescope; le roulage était incessamment occupé à transporter à Cirey des livres et des colis scientifiques. Il ne recu-

lait devant aucune dépense. Ayant appris que S'Gravesande, un célèbre professeur de mathématiques qu'il avait connu en Hollande, venait d'inventer un instrument (nommé héliostat) pour fixer un rayon de soleil, il lui en demande aussitôt le dessin et se hâte de faire construire l'appareil; il se réjouissait de pouvoir entreprendre ainsi des expériences d'optique que la mobilité du soleil lui rendait auparavant fort difficiles. « Depuis Josué, écrivait-il à S'Gravesande, personne avant vous n'avait arrêté le soleil. » Non-seulement il mettait des instrumens dans son laboratoire, mais il voulait y placer aussi des préparateurs, des jeunes gens capables de l'aider dans ses expériences. A l'abbé Moussinot, il demandait de lui chercher un jeune chimiste; il est vrai qu'il voulait un chimiste à deux fins qui fût en état de dire la messe dans la chapelle de Cirey. A son ami Thiriot, il demandait un aide-physicien versé dans la pratique de l'astronomie. Moussinot ne paraît pas avoir trouvé de chimiste; mais Thiriot fournit son physicien : ce fut un jeune homme, du nom de Cousin, que Voltaire entretint quelque temps à Paris en lui donnant l'ordre de suivre les travaux de l'Observatoire et de s'habituer à la manipulation des instrumens.

Pour compter comme physicien, c'est déjà quelque chose que d'avoir un laboratoire et aussi un préparateur. Pourtant ce n'est pas tout, et il est temps que nous jugions Voltaire d'après ses travaux. Deux œuvres principales, deux petits traités, marquent la période pendant laquelle il s'adonna aux sciences dans la retraite de Cirey : ce sont d'une part les *Élémens de la philosophie de Newton* et d'autre part un *Essai sur la nature du feu*. Le premier de ces livres est ce que nous appelons maintenant une œuvre de vulgarisation; cependant Voltaire n'a pas laissé d'y introduire quelques vues personnelles. Quant à l'essai sur le feu, c'est un travail tout à fait original et le résultat d'études intéressantes.

Les *Élémens de la philosophie de Newton* sont divisés en trois parties, dont la première se rapporte à la métaphysique, la seconde contient l'exposé des travaux de Newton sur l'optique, la troisième est consacrée à la grande découverte de l'attraction universelle. La première partie était le résumé d'une polémique qui avait été soulevée vers 1715 par Leibniz au sujet des idées de Newton. Newton, déjà vieux et affaibli, avait laissé Clarke, son disciple, entrer en lice à sa place, et les deux adversaires avaient donné au monde littéraire le spectacle d'une sorte de tournoi philosophique. On y avait traité des principales questions qui intéressent la conception de l'univers, et qui formaient dans les idées du temps les préliminaires obligés de toute théorie physique.

D'accord sur l'existence de Dieu et sur la preuve qu'on en peut

donner par l'ordre qui règne dans l'univers, les deux adversaires se séparaient sur la question de la liberté divine. Newton soutenait que Dieu, infiniment libre comme infiniment puissant, a fait toutes choses sans autre raison que sa seule volonté. Par exemple, que les planètes se meuvent d'occident en orient plutôt qu'en sens inverse, que les animaux, que les étoiles, les mondes, soient en tel nombre plutôt qu'en tel autre, ce sont là des choses dont la volonté de l'être suprême est la seule raison. Leibniz, se fondant sur cet ancien axiome que « rien ne se fait sans cause ou sans volonté suffisante, » prétendait que Dieu avait été nécessairement déterminé à faire en tout le meilleur. Il n'y a pas de meilleur, disait Clarke, dans les choses indifférentes. — Mais il n'y a pas de choses indifférentes, répondait Leibniz. — Votre idée mène à la fatalité absolue, disait le philosophe anglais; votre Dieu est un être qui agit par nécessité. — Le vôtre, répondait le philosopbe allemand, est un ouvrier capricieux qui se détermine sans raison suffisante. — En somme, ajoutait Voltaire par manière de conclusion, l'étude de l'univers nous montre bien qu'il y a un Dieu; mais elle est impuissante à nous apprendre ce qu'il est, ce qu'il fait, comment et pourquoi il le fait, s'il est dans le temps, s'il est dans l'espace, s'il a commandé une fois, s'il est dans la matière, s'il n'y est pas : il faudrait être lui-même pour le savoir. — Si la question de la liberté divine demeure obscure, celle de la liberté humaine n'est pas plus claire. Suivant Newton et Clarke, l'être infiniment libre a communiqué à l'homme, sa créature, une portion limitée de cette liberté, de telle sorte qu'il peut vouloir, au moins de temps en temps, sans autre raison que sa volonté; mais c'est là un point de vue auquel refuse de se placer l'auteur du système de la raison suffisante.

Sur la constitution de l'homme, c'est-à-dire sur les rapports de l'âme et du corps, Leibniz avait émis sa théorie bizarre de l'harmonie préétablie. Cette théorie avait une sorte de précédent dans le système des causes occasionnelles imaginé par Descartes et développé par Malebranche. Suivant Malebranche, l'âme ne peut pas avoir d'influence sur le corps ni réciproquement. Qu'arrive-t-il donc? La matière, comme cause occasionnelle, fait une impression sur notre corps, et alors Dieu produit une idée dans notre âme. Réciproquement l'homme produit un acte de volonté, et Dieu agit immédiatement sur le corps en conséquence de cette volonté. Tous les actes humains ont ainsi Dieu pour intermédiaire, l'homme n'agit et ne pense que par une sorte de réflexion en Dieu. Leibniz résolvait le problème d'une façon encore plus bizarre. « Dans son hypothèse, dit Voltaire, l'âme n'a aucun commerce avec son corps; ce sont deux horloges que Dieu a faites, qui ont chacune un ressort, et qui

vont un certain temps dans une correspondance parfaite : l'une montre les heures, l'autre sonne. L'horloge qui montre l'heure ne la montre pas parce que l'autre sonne; mais Dieu a établi leur mouvement de façon que l'aiguille et la sonnerie se rapportent continuellement. Ainsi l'âme de Virgile produisait l'*Énéide*, et sa main écrivait l'*Énéide* sans que cette main obéît en aucune façon à l'intention de l'auteur; mais Dieu avait réglé de tout temps que l'âme de Virgile ferait des vers et qu'une main attachée au corps de Virgile les mettrait par écrit. » Newton et Clarke, en entendant parler d'une telle opinion, jetèrent les hauts cris; ils ne s'étaient point fait d'ailleurs de système sur la manière dont l'âme est unie au corps, et ils s'en tenaient à peu près aux sages hésitations de Locke. « Si l'on veut savoir, dit Voltaire, ce que Newton pensait sur l'âme et sur la manière dont elle opère, et quel sentiment il embrassait parmi ceux qui ont été émis à cet égard, je répondrai qu'il n'en suivait aucun. Que savait donc sur cette matière celui qui avait soumis l'infini au calcul et qui avait découvert les lois de la pesanteur? Il savait douter. »

Quant à la nature de la matière, Leibniz avait essayé de l'expliquer au moyen des monades. Tout corps, disait-il, est composé de parties étendues: mais les parties étendues, de quoi sont-elles composées? Quelle est leur raison suffisante? Chercher dans l'étendue la raison suffisante de l'étendue, ce serait faire un cercle vicieux; il faut donc trouver la raison, la cause des êtres étendus dans des êtres qui ne le sont pas, dans des êtres simples, dans des monades; la matière n'est ainsi qu'un assemblage de monades. Était-il bien facile de comprendre comment un composé n'a rien de semblable à ce qui le compose? Leibniz se comprenait-il lui-même quand il produisait ce système? Ce qui est certain, c'est que ni les Anglais ni Voltaire ne le prirent au sérieux. Newton, sans prétendre à connaître l'essence de la matière, prenait pour base de ses calculs l'existence d'atomes à peu près semblables à ceux qu'admettent les chimistes de nos jours. Il s'en tenait à la conception des quatre élémens, — air, eau, terre et feu, — qui était celle de la physique de l'époque; mais il inclinait pourtant à penser qu'il y a une matière unique, uniforme, qui par des arrangemens divers produit tous les corps. Cette vue le conduisait à admettre la transmutabilité des élémens. Une expérience autrefois célèbre et due à l'illustre Robert Boyle, le fondateur de la physique en Angleterre, avait beaucoup contribué à confirmer Newton dans cette dernière pensée. En chauffant de l'eau distillée dans un vase de verre hermétiquement clos, Boyle finissait par trouver une poudre fine qu'il regardait comme de l'eau changée en terre. Newton avait pu vérifier cette expérience; il en

tirait cette conclusion que les divers élémens pouvaient se changer les uns dans les autres, et que ce qu'il constatait ou croyait constater sur deux d'entre eux arriverait à se vérifier d'une façon générale. Voltaire, ennemi des hypothèses, se prononce énergiquement contre la conception newtonienne. Il commence par arguer des progrès de la chimie, qui retirent à Newton le bénéfice de l'expérience sur laquelle il s'appuyait. Boerhaave, célèbre médecin et chimiste, est venu prouver que le résidu trouvé au fond du vase provenait, pour la plus grande partie au moins, de la substance même du verre, décomposé par l'eau à la longue; il n'y a donc plus là de transmutation d'élémens; ce ne sont pas les parties primitives de l'eau qui se changent en parties primitives de terre. Aussi bien Voltaire ne voit nulle part de transmutation d'élémens, et ce n'est pas lui qui admettra un système sans preuve. Il s'en tient prudemment aux données vulgaires de l'expérience, et non-seulement il regarde les élémens comme irréductibles, mais il attribue la même vertu à un certain nombre d'espèces qui correspondent à peu près à ce qu'on appelle maintenant en chimie les corps simples. « Pour que les parties primitives de sel se changent en parties primitives d'or, il faut, je crois, deux choses, anéantir les élémens du sel et créer les élémens de l'or : voilà au fond ce que c'est que ces prétendues métamorphoses d'une matière homogène et uniforme admises par certains philosophes. »

La seconde partie de l'essai de Voltaire contient l'exposé des travaux de Newton sur l'optique. Ici Voltaire se contente d'exposer avec clarté les lois de la réflexion et de la réfraction; il donne, d'après Newton, la théorie générale des couleurs et quelques théories particulières, comme celles des anneaux colorés et de l'arc-en-ciel. S'il faut en croire Voltaire, les physiciens français n'admettaient encore qu'avec répugnance la différente réfrangibilité des rayons lumineux. Il prétend que Mariotte, un des expérimentateurs les plus autorisés du XVII[e] siècle, ayant essayé de reproduire les expériences de Newton sur le prisme et les ayant manquées, sans doute par l'imperfection de ses appareils, les savans français étaient restés étrangers aux nouvelles théories de l'optique. Il les accuse même d'y mettre une sorte d'amour-propre national, et il les objurgue en leur disant : « Il n'y a, pour quiconque pense, ni Français ni Anglais; celui qui nous instruit est notre compatriote. »

Ici Voltaire est entraîné trop loin par son zèle; il ne tient aucun compte d'une controverse qui s'était élevée au sujet des idées de Newton sur la nature de la lumière, et dont l'initiative revenait à Malebranche et à Huyghens, c'est-à-dire à la France. Newton, pour rendre compte de la lumière, avait supposé que les corps lumineux

lancent de petits corpuscules dont le choc vient émouvoir notre rétine. C'est la théorie de l'émission. A cette théorie, on ne laissait pas de faire de graves objections. On demandait à Newton : « Où va la lumière quand elle s'éteint? que deviennent à la longue ces corpuscules qui sortent sans cesse des sources lumineuses? » Descartes avait, comme on sait, émis l'idée qu'une matière subtile remplit les espaces planétaires. On s'empara de cette conjecture à l'aide de laquelle il avait vainement essayé d'expliquer les phénomènes astronomiques, on l'appliqua à la lumière. Malebranche fut des premiers à soupçonner que la lumière est produite par les ondulations d'un éther, et que les différences des longueurs d'ondes constituent les couleurs. Huyghens adopta ce système et en soumit les déductions au calcul. Newton et Clarke, ayant eu connaissance de ces travaux, défendirent énergiquement leur théorie de l'émission. Huyghens faisait remarquer que, si l'on ouvre un très petit trou dans le volet d'une chambre obscure, on reçoit un faisceau lumineux qui diverge du trou sous forme conique; or des corpuscules qui viendraient directement du soleil suivant l'opinion newtonienne et qui passeraient par le trou du volet devraient former, au sortir de ce trou, un cylindre étroit et non un cône. Newton retournait l'argument. Si la lumière est le mouvement d'une matière subtile, disait-il, elle ne devrait pas rester confinée dans un cône étroit, elle devrait se répandre dans tous les sens et se disperser en sphère autour de chaque point d'ébranlement. — Sans doute, répondait Huyghens, en chaque point du rayon lumineux des ondulations sphériques partent latéralement à ce rayon et se répandent dans tout l'espace environnant; mais elles ne sont pas assez répétées pour produire la sensation de lumière, elles n'obéissent pas à une discipline aussi forte que celles qui se trouvent dans le sens même du rayon, et elles se détruisent les unes les autres dans leur confusion. — Ainsi la théorie des ondulations lumineuses se présentait déjà dans ses lignes principales, et bien que le triomphe ne dût en être assuré que beaucoup plus tard, grâce aux travaux de Young, de Malus et de Fresnel, elle faisait déjà bonne figure en regard de la théorie de l'émission; mais elle échappe complétement à Voltaire, qui ne la mentionne même pas. Il n'y vit sans doute qu'une des rêveries qu'inspirait aux cartésiens l'hypothèse de la matière subtile.

Voltaire reste donc sur les traces de Newton, il s'en tient à la théorie de l'émission lumineuse; mais en même temps il exagère sur un point la pensée de son guide. Dès l'instant que Newton supposait que le soleil et les autres sources lumineuses émettent incessamment des corpuscules, il était naturel de regarder ces corpuscules comme soumis à l'attraction universelle; c'est ce que fait

Newton sans s'attacher d'ailleurs à cette vue. Voltaire au contraire s'enflamme à cette idée, et s'ingénie à expliquer toutes les lois de la lumière par l'action attractive des milieux qu'elle traverse. Ainsi, quand un rayon lumineux tombe d'une substance plus légère, comme l'air, dans une substance plus dense, comme l'eau, s'il se brise en se rapprochant de la perpendiculaire, c'est que la matière de l'eau l'attire dans ce sens. Il y a plus, Voltaire montre que la lumière peut être attirée, déviée de sa route, par un milieu dans lequel elle ne pénètre pas; il suffit que le rayon passe dans le voisinage de l'arête d'un prisme pour qu'il s'infléchisse par attraction. C'est à cet ordre d'idées que se rapporte une expérience que Voltaire avait organisée dans la chambre obscure de sa galerie de Cirey, et dont il aimait à donner le spectacle à ses visiteurs. Cette expérience est basée sur ce que nous appelons maintenant la réflexion totale. Si l'on place un prisme de verre de façon qu'une des faces soit horizontale et qu'on reçoive un rayon lumineux sur un des autres côtés, sous un angle invariable, une partie du rayon réfracté dans le prisme se réfléchit sur la face horizontale, et vient ressortir par le troisième côté; cette portion de rayon qui suit ainsi une sorte de ligne courbe dans le cristal varie avec l'angle d'incidence; le maximun a lieu pour une incidence donnée. Voltaire supposa, d'après des indications de Newton, que, si on pouvait enlever l'air de dessous la face horizontale du prisme, le rayon en viendrait à se refléchir entièrement, et que toute la lumière ressortirait ainsi par le prisme même. « J'en ai fait l'expérience, dit-il. Je fis enchâsser un excellent prisme dans le milieu d'une platine de cuivre; j'appliquai cette platine au haut d'un récipient ouvert posé sur la machine pneumatique; je fis porter la machine dans ma chambre obscure. Là, recevant la lumière par un trou sur le prisme et la faisant tomber à l'angle requis, je pompai l'air très longtemps : ceux qui étaient présens virent qu'à mesure qu'on pompait l'air, il passait moins de lumière dans le récipient, et qu'enfin il n'en passa presque plus du tout. C'était un spectacle très agréable de voir cette lumière se refléchir par le prisme tout entière au plancher. » Voltaire explique ce phénomène par l'attraction que la substance du verre exerce sur le rayon lumineux, et qui n'est plus contre-balancée par rien dès que l'air a été enlevé sous le prisme. Cette explication est plus qu'arbitraire, et Voltaire montre ici trop d'enthousiasme pour l'attraction; mais du moins nous le voyons dès maintenant, comme nous le verrons mieux tout à l'heure, jaloux de faire lui-même des expériences et de mesurer les phénomènes avec des instrumens précis.

Aussi bien c'est l'exposé complet de cette grande découverte de l'attraction universelle qui constitue, à vrai dire, le principal titre

scientifique de Voltaire. Cet exposé remplit la troisième et dernière partie des *Élémens de philosophie de Newton*. Sans avoir poussé l'étude de la géométrie et de l'analyse mathématique aussi loin que Mme du Châtelet, Voltaire en avait appris assez pour pouvoir suivre la pensée de Newton et pour la traduire fidèlement (1). Ce n'était pas là une œuvre inutile, car, même parmi les savans, il y avait alors bien peu de gens qui eussent une idée nette de l'attraction, et qui comprissent exactement la nature des problèmes que Newton avait résolus dans une vaste synthèse. Les indications données par Voltaire furent décisives. La publication de son livre assura le triomphe définitif du newtonianisme et la ruine de la physique cartésienne.

Les élémens dont Newton avait pu disposer étaient d'une part les trois grandes lois astronomiques proclamées par Kepler et de l'autre les lois de la chute des corps découvertes par Galilée. Voltaire rapporte, conformément à la tradition, que Newton, retiré à la campagne pendant l'année 1666, vit une pomme tomber d'un arbre, et que, sa pensée s'étant alors dirigée vers le système du monde, il conçut l'idée que cette force qui attirait les corps vers la surface du sol était aussi celle qui faisait tourner la lune autour de la terre et les planètes autour du soleil. Combinant alors les lois de Kepler, il s'éleva au principe d'où elles dérivent toutes les trois. Chaque planète est soumise à une attraction constamment dirigée vers le soleil, et qui varie en raison inverse des carrés des distances. Il établit en outre que toutes les planètes, à masses et à distances égales, devaient être attirées de la même façon par le soleil. La

(1) On a signalé, dans un recueil de lettres inédites de Voltaire imprimées pour la première fois en 1856, une lettre adressée à Pitot de Launay, de l'Académie des Sciences, et qui montre qu'à l'époque où elle fut écrite (1736) Voltaire n'était encore qu'un écolier médiocre en géométrie. « Il faut, monsieur, dit-il à son correspondant, que je vous importune sur une petite difficulté. Mme la marquise du Châtelet me faisait, il y a quelques jours, l'honneur de lire avec moi la *Dioptrique* de Descartes; nous admirions tous deux la proportion qu'il dit avoir trouvée entre le sinus de l'angle d'incidence et le sinus de réflexion; mais en même temps nous étions étonnés qu'il dît que les angles ne sont pas proportionnels, quoique les sinus le soient. Je n'y entends rien; je ne conçois pas que la mesure d'un angle soit proportionnelle et que l'angle ne le soit pas. Oserai-je vous supplier d'éclairer sur cela mon ignorance? » Voltaire, comme on voit, ne savait pas alors ce que c'est qu'un sinus, puisqu'il regardait les sinus comme proportionnels aux angles. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'à cette époque même (1736-1738) il compléta son instruction géométrique, et apprit ce qu'il avait besoin de savoir. Quant à Mme du Châtelet, on éprouve quelque étonnement à voir qu'à ce moment, jouissant déjà d'une réputation de géomètre, elle ne fût pas en état de lever une pareille difficulté; mais remarquons que ce n'est point elle qui consulte Pitot. Peut-être Voltaire fait-il ici quelque confusion, et nous présente-t-il la marquise comme plus ignorante qu'elle n'était.

même égalité de pesanteur existe dans tous les systèmes de satellites, et Newton s'en assura pour la lune ainsi que pour les satellites de Jupiter.

C'est par l'attraction lunaire qu'il commença la vérification de sa théorie. Il s'agissait de déterminer si la force qui dévie sans cesse la lune vers la terre est identique à la pesanteur terrestre. Dans ce cas, les actions de ces forces rapportées au centre de la terre devaient être dans le rapport du rayon terrestre pris pour unité au carré de la distance qui sépare les deux astres. Newton entreprit cette vérification en partant des expériences de Galilée sur les corps graves; mais on n'avait alors qu'une mesure grossièrement inexacte du rayon terrestre. Newton s'en tint à l'estime erronée des pilotes, qui comptaient 60 milles d'Angleterre, c'est-à-dire 20 lieues de France, pour 1 degré de latitude, tandis qu'il fallait compter environ 70 milles; il arriva donc, au bout de son calcul, à un résultat qui était en désaccord avec son hypothèse. Persuadé dès lors que des forces inconnues s'ajoutaient à la pesanteur lunaire, il renonça pour un temps à ses idées. Quelques années plus tard, en 1677, notre Académie des Sciences chargea l'astronome Picard de mesurer à nouveau un degré du méridien, et, une nouvelle mesure du rayon terrestre étant résultée de ce travail, Newton reprit ses recherches. Cette fois il trouva que la lune était retenue dans son orbite par le seul pouvoir de la gravité. La vue de ce résultat, dont il avait désespéré, lui causa, au dire de ses biographes, une si vive excitation qu'il ne put vérifier son calcul, et qu'il dut confier ce soin à un ami. Ainsi une même loi, une loi unique et grandiose, expliquait tous les mouvemens des corps à la surface des planètes et ceux des astres dans l'espace.

Voltaire indique ainsi avec une grande netteté la route qu'a suivie Newton pour s'élever à un principe qui embrasse l'ensemble de l'univers; il fait voir comment s'est opérée cette grande synthèse, la plus puissante que l'esprit humain ait encore faite. Une fois en possession du principe de l'attraction, Newton en tira de brillantes conséquences. Il montra comment la terre, par suite de la rotation, a dû s'aplatir vers les pôles, et il détermina la mesure suivant laquelle doivent varier les degrés du méridien. Il vit comment les actions du soleil et de la lune font naître et entretiennent dans l'océan les oscillations qui en constituent le flux et le reflux. Il analysa enfin le phénomène de la précession des équinoxes, et montra qu'il s'explique naturellement par le renflement de la terre à l'équateur et l'inclinaison de l'axe terrestre sur l'écliptique. L'ensemble du renflement terrestre, tout ce qui forme la partie extra-sphérique, peut être considéré, pour la facilité de la démonstra-

tion, comme une sorte d'anneau concentré à l'équateur. Le plan de cet anneau fait ainsi avec celui de l'écliptique un angle de 23 degrés environ. Or la partie de l'anneau qui est la plus proche du soleil en est plus attirée que la plus éloignée; le plan de l'anneau tend donc à se redresser pour se confondre avec l'écliptique et à redresser en conséquence l'axe des pôles. Il en résulterait, si la terre ne tournait pas sur elle-même, un mouvement oscillatoire de cet axe des pôles; il se déplacerait comme un pendule dont la course aurait 23 degrés de chaque côté de sa position moyenne. La rotation de la terre intervient pour transformer ce mouvement pendulaire en un mouvement conique; l'axe terrestre décrit en réalité un cône de 23 degrés d'ouverture, entraînant avec lui la ligne des équinoxes, c'est-à-dire la ligne suivant laquelle l'écliptique est coupée par l'équateur terrestre. Ce déplacement de l'axe polaire s'accomplit d'ailleurs avec une extrême lenteur, puisque la révolution n'en est complète qu'au bout de vingt-six mille ans. Newton étudia aussi quelques-unes des perturbations que les planètes exercent les unes sur les autres. Si l'on considère une seule planète gravitant vers le centre du soleil, elle doit obéir strictement aux lois de Kepler; mais il n'en est plus de même, si l'on considère l'attraction de plusieurs astres les uns vers les autres, si au lieu de deux corps on en prend trois; les conditions changent alors, et les mouvemens se compliquent jusqu'à devenir très difficilement abordables à l'analyse. Newton put cependant assigner la valeur numérique de quelques-unes des perturbations les plus simples; mais en considérant la complication de ces phénomènes, en voyant que d'une part les orbites sidérales ne restent pas toujours également inclinées sur un plan fixe, qu'elles coupent l'écliptique suivant des lignes qui se meuvent dans l'espace, et que d'autre part les ellipses planétaires se déforment à la longue, qu'elles s'approchent ou s'éloignent successivement de la forme circulaire, une pensée décourageante entra dans son esprit : il craignit pour l'ordre du monde qu'il venait de découvrir, il lui sembla que les faibles valeurs de toutes ces variations, en s'ajoutant à la suite des siècles, doivent bouleverser l'univers, et il déclara que le monde a besoin d'être remis en place à certains intervalles par une puissance supérieure (*manum emendatricem desiderat*). Aussi bien il fallut par la suite de longs et mémorables travaux pour que l'ordre constant du système solaire parût conciliable avec les perturbations planétaires; cela ne demanda pas moins que les efforts accumulés de Clairaut, d'Euler, de d'Alembert, de Lagrange, de Laplace, et encore ne peut-on pas dire que tout soit fait à l'heure qu'il est.

Les *Élémens de la philosophie de Newton* furent imprimés en

1738, et il semble, d'après l'analyse que nous venons d'en faire, qu'un pareil livre dût voir le jour sans difficulté. C'était ainsi que l'entendait Voltaire; il écrivait à M. d'Argental : « C'est un ouvrage purement physique où le plus imbécile fanatique et l'hypocrite le plus envenimé ne sauraient rien entendre et rien trouver à redire. » Cependant le chancelier Daguesseau refusa l'autorisation d'imprimer le livre, et Voltaire dut aller en Hollande pour en publier une édition. Quel était le motif de la sévérité du chancelier? Était-il offusqué des doctrines de Locke sur la matière pensante? était-il scandalisé de quelques-uns de ces traits que Voltaire savait toujours, quelque sujet qu'il traitât, décocher par occasion contre le fanatisme et l'intolérance? C'étaient peut-être là des motifs secondaires; mais la principale raison pour laquelle le chancelier proscrivit les *Élémens*, c'est l'irrévérence avec laquelle y étaient traitées les doctrines cartésiennes. Il se faisait, la loi à la main, le champion de Descartes. Le cartésianisme, comme il a été dit tout à l'heure, était encore en pleine faveur à cette époque, et la physique même de Descartes n'avait été que faiblement ébranlée par les doctrines nouvelles. Toute la société polie était cartésienne; il était de bon ton de faire acte de foi aux trois élémens et aux tourbillons. Les grandes dames et les petites-maîtresses avaient sur leur toilette les *Entretiens sur la pluralité des mondes* de Fontenelle, où toutes les grâces du style étaient mises au service du système astronomique de Descartes. On défendait Descartes dans les cercles les plus élégans, on l'étudiait à la petite cour de Sceaux, chez la duchesse du Maine, comme en témoigne ce couplet du marquis de Saint-Aulaire, un des « bergers » de Sceaux, qui, lui du moins, met Descartes et Newton dans le même sac :

Bergère, détachons-nous
De Newton et de Descartes.
Ces deux espèces de fous
N'ont jamais vu le dessous
Des cartes, des cartes, des cartes.

Et ce n'étaient pas seulement les gens du monde, c'étaient les savans mêmes qui étaient cartésiens; à peine comptait-on à l'Académie des Sciences trois ou quatre jeunes géomètres, comme Clairaut et Maupertuis, qui fissent profession de connaître et de comprendre Newton.

Les bases mêmes de la théorie newtonienne, les faits élémentaires, les lois de Kepler, par exemple, n'étaient pas encore à l'abri de la discussion. Dans les premières années du XVIIIe siècle, le célèbre Dominique Cassini, le directeur de l'observatoire de Paris,

prétendait encore que l'ellipse de Kepler rend imparfaitement compte de la marche des planètes, et il essayait d'y substituer une courbe qui a pris le nom de *cassinoïde*. Dans l'ellipse, la somme des rayons vecteurs menés d'un point aux deux foyers est constante; dans la cassinoïde, c'est le produit des deux rayons qui est constant. Faire cette substitution dans la théorie des orbites planétaires, c'était neutraliser la synthèse de Newton. Les fils de Cassini, héritiers des traditions paternelles, niaient les principales conséquences que Newton avait tirées de la gravité universelle, l'aplatissement des pôles par exemple. Non-seulement les Cassini contestaient cet aplatissement, mais ils prétendaient que la terre était un sphéroïde allongé dans le sens des pôles, et les faits semblaient leur donner raison. La géométrie montre que dans un sphéroïde aplati la longueur des degrés va en augmentant à mesure qu'on avance de l'équateur vers les pôles. On avait mesuré plusieurs arcs de méridien dans les premières années du siècle, on avait fait notamment une mesure en France, entre les Pyrénées et Dunkerque, et l'on trouvait que les degrés étaient d'autant plus petits qu'on approchait plus du nord; on en concluait naturellement qu'on avait affaire à un sphéroïde allongé. C'était là une circonstance d'un grand poids et qui tenait à elle seule en échec les partisans de Newton. Cependant la mesure du méridien faite en France inspirait des doutes. En 1735, l'Académie des Sciences organisa une grande expédition pour étudier cette question tant controversée. Bouguer et La Condamine partirent pour le Pérou. Clairaut et Maupertuis allèrent en Laponie, accompagnés de Camus et de Lemonnier comme assistans. En mesurant un arc près de l'équateur, un autre près du pôle, et comparant les résultats ainsi obtenus aux mesures exécutées en France, on devait avoir tous les élémens nécessaires pour trancher le litige. Cette vérification solennelle donna raison à ceux qui tenaient pour l'aplatissement du sphéroïde terrestre. Les travaux des quatre associés ne purent être réunis et comparés que vers 1740, la mission du Pérou ayant été retardée par divers contre-temps; mais dès l'année 1736 Maupertuis revint, rapportant les mesures prises en Laponie, et dont la comparaison avec les mesures françaises suffisait à la rigueur pour décider la question. Les degrés voisins du pôle étaient décidément les plus longs. Maupertuis proclama ce résultat, en fit retentir tous les échos; dès l'année 1738, sans attendre le retour de Bouguer et de La Condamine, il publia un livre sur *la Figure de la terre* qui fut considéré comme décisif. Il usurpa ainsi auprès du public la gloire de l'œuvre commune. Les gravures du temps le représentent, en costume de Lapon, écrasant de sa main le pôle du monde, et Voltaire, dont il était alors l'ami,

put le féliciter hautement d'avoir « aplati les pôles et les Cassini. » Ainsi tomba la principale défense que le cartésianisme opposait à la physique de Newton. Celle-ci dès lors ne cessa de gagner du terrain, et les *Élémens* de Voltaire, répandus en France malgré les prohibitions du chancelier Daguesseau, la portèrent dans tous les esprits.

IV.

Examinons maintenant la seconde des œuvres scientifiques que Voltaire produisit à Cirey, l'*Essai sur la nature du feu*. L'Académie des Sciences avait proposé pour sujet d'un prix à décerner en 1738 une étude sur la nature et la propagation du feu. Voltaire résolut de concourir, et rédigea une dissertation qu'on peut lire encore aujourd'hui avec intérêt. Mme du Châtelet, mise au fait du travail de son ami pendant qu'il le préparait, n'en approuva pas les conclusions, et fit de son côté, sans prévenir Voltaire, un mémoire qu'elle envoya au concours. On raconte que, pressée par le temps, elle l'écrivit en huit nuits, se plongeant les mains dans l'eau glacée pour combattre la fatigue qui l'accablait. Ni Voltaire ni Mme du Châtelet n'obtinrent le prix. Il fut partagé entre trois dissertations, dont l'une avait été envoyée de Saint-Pétersbourg par Euler, mathématicien déjà célèbre à cette époque; les deux autres lauréats étaient le père Lozerande de Fiesc, jésuite, et le comte de Créqui-Canaple. Les deux mémoires de Cirey eurent du moins l'honneur d'être imprimés par l'Académie à la suite des travaux couronnés. Le mémoire d'Euler ne contenait sur la nature du feu aucune vue neuve, ni aucune expérience remarquable. Il s'en tenait, suivant la méthode de l'ancienne physique, à de pures spéculations. Pour lui, la matière ignée est un fluide spécial emprisonné dans les molécules des corps comme le serait de l'air fortement comprimé dans de petites bulles de verre; les molécules éclatent à un moment donné, comme le feraient les bulles de verre, et se brisent les unes les autres : c'est là la combustion. Si le mouvement ne va pas jusqu'à rompre les enveloppes, le corps s'échauffe sans brûler. Le mémoire d'Euler contenait seulement un détail de haut intérêt; il apportait une formule pour déterminer la vitesse des ondes dans les milieux élastiques : c'était là une question que Newton avait étudiée en vain, et qu'il avait renoncé à résoudre. La solution d'Euler n'était qu'à demi exacte, et il fallut la corriger plus tard; c'en était assez cependant pour frapper les juges du concours, et cette circonstance explique la décision de l'Académie en ce qui concerne Euler. On comprend moins le succès des deux autres mémoires couronnés, ou plutôt on ne peut en

rendre compte que par cette considération qu'ils étaient écrits de façon à flatter l'esprit cartésien de l'Académie. Le père de Fiesc explique tout par les petits tourbillons et le comte de Créqui par deux courans contraires d'un fluide éthéré qui produisent également un tourbillonnement. Ces tourbillons entraînèrent les juges. Quant au mémoire de Voltaire, il était en avance sur la physique du temps, et on ne devait en apprécier la valeur que plus tard. Condorcet n'hésite point à affirmer qu'il méritait le prix.

La dissertation de Voltaire portait pour épigraphe ce distique :

> Ignis ubique latet, naturam amplectitur omnem,
> Cuncta parit, renovat, dividit, unit, alit.

D'Alembert lui demandait plus tard dans une de ses lettres quel était l'auteur de ces deux vers, et Voltaire répondait : « Mon cher philosophe, ces deux mauvais vers sont de moi. Je suis comme l'évêque de Noyon, qui disait dans ses sermons : Mes frères, je n'ai pris aucune des vérités que je viens de vous dire ni dans l'Écriture ni dans les pères; tout cela part de la tête de votre évêque. » Cette raillerie s'applique très exactement aux physiciens de l'époque, qui prenaient leur physique dans leur tête, au lieu de la prendre dans la nature; mais le mérite de Voltaire est précisément d'avoir donné dans ce travers beaucoup moins que les autres, et d'avoir nourri sa dissertation d'un certain nombre de faits bien observés. Ce n'est pas à dire qu'en réagissant contre la tendance générale il s'en soit tout à fait affranchi. Il fait aussi ses théories; il faut bien qu'il parle de la nature du feu, puisque le programme même le demande, et qu'il en parle sans la connaître, puisqu'on ne connaît guère la nature des choses. En fait d'hypothèse, il va du moins au plus simple, et il ne se met pas en frais d'imagination. Le feu pour lui est un élément, un des quatre élémens qu'admet la tradition, et nous avons déjà dit que Voltaire, contrairement à l'opinion de Newton, se prononçait contre la transmutabilité des élémens. Le feu « ne change donc aucune substance en la sienne propre, et n'est transformé en aucune des substances auxquelles il se mêle. » Tout de suite Voltaire se demande quelles sont les propriétés de cette substance inaltérable, et d'abord si elle est pesante. Ici il a recours à l'expérience, et il expérimente sur une grande échelle. Il va dans une forge, à Chaumont, il fait réformer les balances, remplacer les cordes par des chaînes, afin de ne pas être trompé par le dessèchement du chanvre; il pèse ensuite depuis une livre jusqu'à deux mille livres de fer ardent et refroidi. Il trouve le même poids pour le métal chaud et pour le métal froid. Il recommence alors ses essais avec de la fonte; il fait suspendre trois marmites à trois ba-

lances très exactes, et fait puiser de la fonte en fusion dans un fourneau; on porte cent livres de ce feu liquide dans une marmite, trente-cinq livres dans une autre, vingt-cinq livres dans la troisième. Au bout de six heures, il constate qu'en se refroidissant la première marmite a acquis quatre livres, la seconde une livre environ, la troisième une livre une once et demie. Il fait ainsi avec de la fonte blanche une série d'épreuves qui lui donnent toujours le même résultat; puis il opère avec de la fonte grise, et celle-ci, soit froide, soit ardente, lui donne un même poids. Que conclure de ces expériences en apparence contradictoires (1)? Voltaire les discute avec soin et incline à donner au feu une certaine pesanteur; mais dans cette discussion il entrevoit, chemin faisant, une vérité de haute conséquence. Il s'aperçoit que les cas où l'augmentation de poids a été incontestable sont ceux où le métal a pu le mieux attirer à lui une partie de la matière répandue dans l'atmosphère. Il insinue que la masse métallique a bien pu fixer quelques-uns des élémens contenus dans l'air. Notez que Voltaire, tout en considérant l'air proprement dit comme un élément, c'est-à-dire comme un corps indécomposable, considère l'atmosphère comme composée de substances diverses. « L'air de notre atmosphère, dit-il, est un assemblage de vapeurs de toute espèce qui lui laissent très peu de matière propre. » On voit qu'il fut bien près de comprendre le phénomène de l'oxydation, et cette sagacité paraîtra d'autant plus remarquable que la France ne connaissait pas même encore la doctrine de Stahl sur la combustion, qui devait précéder la découverte de l'oxygène.

En continuant à examiner les propriétés spéciales du feu, Voltaire arrive à émettre, sur la constitution moléculaire des corps, des vues qui offrent plus d'une analogie avec celles des physiciens de nos jours. Et d'abord ce que Voltaire, conformément au programme de l'Académie, désigne sous le nom de feu, c'est ce que

(1) Non content de ses propres expériences, Voltaire ouvrait par lettres une sorte d'enquête sur cette question. Il charge entre autres son agent, l'abbé Moussinot, de prendre des renseignemens auprès d'un savant modeste, Geoffroy, apothicaire et membre de l'Académie des Sciences. « Entrez, lui écrit-il, chez votre voisin, le sieur Geoffroy; liez conversation avec lui au moyen d'une demi-livre de quinquina que vous lui achèterez et que vous m'enverrez... Interrogez-le sur les expériences de Lémeri et de Homberg (relatives à la calcination) et sur les miennes. Vous êtes un négociateur très habile, vous saurez aisément ce que M. Geoffroy pense de tout cela, et vous m'en direz des nouvelles, le tout sans me commettre. » Quelques jours après, il écrit de nouveau à l'abbé : « Encore une petite visite, mon cher ami, au sieur Geoffroy. Remettez-le encore, moyennant quelques onces de quinquina, ou de séné, ou de manne, ou de tout ce qu'il vous plaira acheter pour votre santé ou pour la mienne, remettez-le, dis-je, sur le chapitre du plomb et du régule d'antimoine augmenté de poids après la calcination. »

plus tard on a pris l'habitude d'appeler le calorique. Il en fait une substance répandue partout, logée dans l'intérieur des corps. Quel effet produit-elle sur les particules de ces corps? Elle les met dans un état incessant de mouvement et de vibration. « Les parties élémentaires, étant nécessairement très solides et se repoussant avec force proportionnellement à leur choc, doivent faire des vibrations continuelles dans les corps. » Supprimez cet agent intérieur, ce calorique matériel, et vous avez à peu près la notion de nos physiciens modernes, pour qui la chaleur est le mouvement même des molécules. Il est même des cas où Voltaire comprend la chaleur exactement comme nous le faisons. « Les rayons du soleil ou le feu ordinaire ajoutent de la matière ignée au fer; mais l'attrition causée par un caillou n'y ajoute que du mouvement sans nouvelle matière. Ce mouvement seul fait un si grand effet par les vibrations qu'il excite dans ce fer qu'une partie en tombe incontinent brûlante, lumineuse et vitrifiée. » La conception de Voltaire devient surtout nette quand il l'applique aux corps gazeux, à l'air par exemple, parce que là en effet les phénomènes sont moins compliqués et plus faciles à saisir. Il se représente l'air comme un assemblage de petites balles élastiques qui rebondissent les unes contre les autres, et qui, ainsi écartées en tous sens, pressent également tout ce qu'elles rencontrent. N'est-ce point là précisément la façon dont nous concevons actuellement les fluides aériformes? « Si l'air était absolument privé de feu, dit-il, il serait sans mouvement et sans action. » Voilà ce que nous appelons le zéro absolu de température, dont la notion précise n'a été introduite dans la science que depuis vingt-cinq ans. On pourrait pousser encore ces rapprochemens, et il ne faudrait pas beaucoup d'artifice pour montrer dans le livre dont nous parlons des signes avant-coureurs de notre théorie moderne de la chaleur. Toutefois n'exagérons pas le mérite de l'*Essai sur la nature du feu*. Il faut se défier de cette facilité avec laquelle on trouve dans un écrit ancien des vérités qui n'ont été reconnues que plus tard; il y suffit souvent de quelques passages arbitrairement commentés, de quelques phrases dont parfois on force involontairement le sens. Ne prêtons rien à Voltaire; il est assez riche de son propre fonds. Il y a en tout cas une remarque dont on ne peut se défendre en lisant les notes que les éditeurs ont placées au bas des pages de l'*Essai*. Ces notes ont pour objet de signaler les principales erreurs qui tiennent à la physique et à la chimie du temps et d'indiquer comment les idées de l'auteur doivent être rectifiées en raison des progrès de la science. L'édition de Kehl porte ainsi des commentaires de Condorcet; ils sont exacts et judicieux pour la plupart; dans plusieurs cas cependant, les corrections faites

au nom de la science de 1780 paraissent inopportunes et surannées; le temps a donné raison au texte, c'est l'annotation qui est en retard et l'auteur qui est en avance.

Au reste Voltaire n'attache qu'une médiocre importance à cette métaphysique des molécules, et il poursuit son essai en exposant les lois de la propagation du feu. Ce sont des lois expérimentales auxquelles l'ont conduit ses recherches personnelles. Il en formule huit, et il en ajoute même par prudence, en véritable expérimentateur, une neuvième qui exprime que les autres ne doivent être considérées que comme approximatives. « On pourrait mettre pour neuvième loi qu'il doit y avoir des variations dans la plupart des lois précédentes. » C'est ainsi qu'il démontre l'égale propagation de la chaleur en tout sens. C'était encore là une question controversée. Le vulgaire, en voyant monter la flamme, déclarait que le feu se communique de bas en haut; les physiciens prétendaient au contraire que le feu tend toujours en bas, parce qu'un tison mis sur des matières sèches s'y enfonce en propageant la combustion. Voltaire fit rougir un fer qu'il plaça entre deux fers exactement semblables, et par des mesures précises il s'assura que ceux-ci étaient également échauffés; le feu se communique donc également en tout sens quand il ne trouve pas d'obstacle. Voltaire découvre aussi qu'une même quantité de chaleur produit, suivant les corps où elle est introduite, des effets thermométriques différens; en un mot, il entrevoit ce que l'on a appelé depuis la capacité calorifique des corps. Il mêle ensemble par portions égales de l'huile bouillante et de l'eau froide, de l'huile bouillante et du vinaigre, et il constate que la température du mélange n'est pas la température moyenne des élémens; il cherche même la loi de ce phénomène, il dresse des tables de valeurs. « J'ai préparé des expériences sur la quantité de chaleur que les liqueurs communiquent aux liqueurs, les solides aux solides, et j'en donnerai la table si messieurs de l'Académie jugent que cela puisse être de quelque utilité. » Voilà des expériences certaines, des faits nouveaux habilement découverts, des travaux marqués au bon coin, et dont la valeur ne peut être contestée.

V.

Nous venons de voir Voltaire étudiant la physique de Newton et faisant lui-même une théorie de la chaleur; nous allons le trouver maintenant aux prises avec une question de mécanique qui eut le privilége de passionner les savans du XVIII[e] siècle : nous voulons parler de la mesure de la force. En 1741, il soumit à l'Académie

des Sciences un mémoire intitulé : *Doutes sur la mesure des forces motrices et sur leur nature*. Ce mémoire peut prendre rang après les *Élémens* et l'*Essai sur le feu*; c'est la troisième des œuvres sorties du laboratoire de Cirey, si on les classe d'après l'importance. Cette question de la mesure de la force était depuis longtemps à l'ordre du jour et partageait le monde savant. Les uns prétendaient qu'on doit estimer la force par la *quantité de mouvement* qui est dans les corps, et qui est le produit de la masse par la vitesse; les autres soutenaient qu'il faut la mesurer par la *force vive*, qui est le produit de la masse par le carré de la vitesse. Descartes s'était servi le premier de cette notion de la quantité de mouvement. « Je tiens, disait-il, qu'il y a une certaine quantité de mouvement dans toute matière créée qui n'augmente et ne diminue jamais, et ainsi, lorsqu'un corps en fait mouvoir un autre, il perd autant de mouvement qu'il en donne, comme lorsqu'une pierre tombe de haut contre la terre, si elle ne retourne pas et qu'elle s'arrête, je conçois que cela vient de ce qu'elle ébranle cette terre et ainsi lui transfère tout son mouvement. » Pour Descartes, la force se trouvait déterminée par la quantité de mouvement qu'elle communique à un corps. Newton s'en était tenu à cette manière de voir, et avec lui ses principaux disciples, Clarke par exemple; mais Leibniz vint présenter la question sous un nouvel aspect. Ayant introduit dans la science la notion de la force vive telle que nous la définissions tout à l'heure, il montra qu'elle donne la mesure de l'effet, du travail mécanique qu'un corps peut produire, et il déclara que c'était là, non ailleurs, qu'il fallait chercher la véritable estimation de la force. Une longue controverse s'engagea au sujet de la doctrine de Leibniz entre les savans de l'Europe entière. Cette question était une de celles qui étaient le plus souvent agitées dans le petit cénacle de Cirey. Mme du Châtelet avait été convertie aux idées de Leibniz par un mathématicien suisse nommé Kœnig; elle se prononçait pour la force vive; Clairaut et Maupertuis étaient dans le même camp. Voltaire tenait pour la quantité de mouvement; une fois par hasard il suivait l'étendard de Descartes. Il est vrai qu'en cette circonstance Descartes et Newton se trouvaient du même côté.

Il nous serait difficile d'entrer dans le détail des argumens qu'on présentait de part et d'autre; nous pouvons du moins indiquer d'une façon sommaire, par un exemple familier, comment la question se posait. On jette une balle en l'air en lui imprimant une certaine vitesse; la balle monte à dix pieds, — parlons par pieds, puisque nous sommes en plein XVIIIe siècle. On jette de nouveau la balle en lui imprimant une vitesse double. A quelle hauteur montera-t-elle? Ira-t-elle au double, à vingt pieds? Non, elle montera

quatre fois plus haut, elle atteindra quarante pieds. Les *forceviviers*, — c'est Voltaire qui les appelle ainsi, — trouvaient là la confirmation de leur théorie. Pour une vitesse double, l'élévation de la balle, c'est-à-dire le travail produit par elle, est quadruple; il est comme le carré de la vitesse. Il semblait donc que la question fût tranchée; mais les adversaires de Leibniz ne restaient pas sans réponse. La balle, disaient-ils, met dans le premier cas un certain temps pour s'élever à dix pieds. Combien de temps met-elle dans le second cas pour s'élever à quarante? Elle met un temps double. Il y a donc deux temps pendant chacun desquels agit la vitesse double, et de là vient l'effet quadruple; mais la vitesse n'agit que par sa première puissance et non par son carré. La controverse ne finissait pas là : il restait à voir ce qui se passe dans chacun des deux temps et si le raisonnement qui précède n'a pas quelque vice rédhibitoire; mais ce n'est point ici le lieu de pousser bien loin cet examen : il nous suffit d'avoir fait comprendre la nature du litige. D'ailleurs la discussion portait surtout sur des cas plus compliqués; on argumentait sur ce qui se passe dans le choc des corps soit mous, soit élastiques; comme on n'avait alors sur la théorie des chocs que des données fort incomplètes et même fort erronées, on raisonnait sur des faits ou faux ou incertains, et on n'échangeait en somme que de fort médiocres argumens.

Dans son *Mémoire sur la mesure des forces motrices et sur leur nature*, Voltaire examine le problème en algébriste expert. Nous avons dit déjà dans quel sens il se prononce sur la mesure de la force. Il le fait avec une certaine vivacité, car il avait pris cette question fort à cœur, et il n'épargnait pas d'ordinaire les quolibets aux « forceviviers. » En ce qui concerne la nature même de la force, il a çà et là des aperçus très justes, et il semble près d'indiquer le nœud même de la difficulté en proposant de renoncer à la notion de force pour s'attacher uniquement aux phénomènes; puis bientôt, entraîné par les idées courantes, il en revient à vouloir saisir la force dans son principe interne, et il fait alors de la métaphysique aussi stérile que celle des leibniziens. Nous disons que Voltaire obéit à une heureuse inspiration quand il tend à rejeter l'idée même de force, et qu'il est fâcheux qu'il ne s'en tienne pas à ce bon mouvement. La notion de force est de celles en effet qui n'ont pas porté bonheur aux géomètres et qui ont beaucoup obscurci les origines de la mécanique; il y aurait tout profit à la supprimer. Nous voyons les phénomènes et nous pouvons les mesurer; quant aux causes de ces phénomènes, ce sont d'autres phénomènes. Qu'on donne à ces causes le nom de forces, il n'y a pas grand mal, si on le fait avec prudence et en sachant bien ce qu'on fait; mais il faut craindre une

certaine tendance qui nous porte à regarder les forces comme des êtres de raison, des manières d'entités distinctes des corps et capables de les animer. Ainsi, pour ne parler que de la querelle qui nous occupe en ce moment, les deux partis s'efforçaient en vain d'atteindre ce principe abstrait qu'ils appelaient la force; en dehors de cette recherche, il n'y avait plus entre eux qu'un malentendu, une pure chicane de mots. Certains effets produits par un corps en mouvement dépendent de la simple vitesse et sont ainsi en rapport avec la quantité de mouvement. D'autres dépendent du carré de la vitesse; de ce nombre est l'effet principal, celui qui a une importance tout à fait prépondérante, nous voulons dire le travail mécanique que produit le corps et qui peut se mesurer par l'élévation d'un poids. A ce point de vue, les partisans de la force vive étaient dans le vrai, et l'avenir devait développer les conséquences de leur doctrine; mais encore une fois il n'y avait rien que de chimérique dans la prétention qu'on élevait de part et d'autre d'atteindre le principe même du mouvement. Les faits allégués par les deux partis avaient les uns et les autres leur valeur; il suffisait de ne pas les détourner de leur signification propre et de ne pas les rapporter à une cause d'ordre transcendant.

L'Académie fit un rapport au mois d'avril 1741 sur le mémoire de Voltaire. Elle était elle-même assez divisée sur la question de la force. Le secrétaire perpétuel, Dortous de Mairan, tenait pour l'opinion de Voltaire. Des deux commissaires chargés du rapport, l'un, Clairaut, était, comme nous avons vu, partisan de Leibniz; l'autre, Pitot de Launay, était de l'avis contraire. Le rapport fut donc assez éclectique, et se garda bien de décider la question. On louait Voltaire d'avoir présenté d'une façon claire et abrégée toutes les raisons qui peuvent être données contre la force vive; mais on le félicitait surtout d'avoir dit, en forme de conclusion, que « la véritable physique consiste à tenir registre des opérations de la nature avant que de vouloir tout asservir à une loi générale. »

On se demandera peut-être ce qui portait Voltaire à adresser à l'Académie des Sciences un mémoire sur une question de pure mécanique, sur un sujet qui semblait réservé aux géomètres de profession. Cela peut s'expliquer par un certain désir de toucher à tout et de ne se montrer étranger à aucune branche d'études; mais nous inclinons à penser que Voltaire avait un motif plus spécial en s'adressant à l'Académie et en cherchant à faire auprès d'elle ses preuves de géomètre. Divers indices nous font supposer qu'à l'époque où nous sommes parvenus il avait conçu secrètement la pensée d'entrer lui-même à l'Académie des Sciences. Il y voyait sans doute un double avantage, une malice à faire et une mesure de précau-

tions à prendre. En 1741, Voltaire n'avait encore aucune attache officielle; ce n'est que quatre ou cinq ans plus tard que, par la faveur de M[me] de Pompadour, il fut coup sur coup nommé historiographe du roi, puis gentilhomme de la chambre et enfin appelé à l'Académie française. Tout cela lui vint, comme il dit, pour « une farce de la foire; » c'est ainsi qu'il nommait l'opéra-ballet de la *Princesse de Navarre*, qu'il composa à l'occasion du premier mariage du dauphin. Dès l'année 1741, l'auteur de *la Henriade*, de *Zaïre*, de *Mérope*, était un des hommes de lettres les plus illustres de l'Europe, et il était choquant qu'il ne fût point entré à l'Académie française; il avait fallu tout le crédit de ses ennemis et l'aversion de Louis XV pour l'en éloigner. Dans ces conditions, c'était un bon tour que de fausser compagnie aux quarante et de se glisser chez leurs voisins. Là était le côté malicieux du projet; quant à la pensée de prudence, c'est une chose avérée qu'à cette époque Voltaire désirait un titre quelconque comme un bouclier contre ses ennemis, et, faute de mieux, il devait trouver quelque sûreté à se placer sous l'égide officielle de la science. Il est certain qu'il affecte à ce moment de tenir les quarante en petite estime et de réserver tout son intérêt pour l'autre académie. On trouve ce point de vue marqué à diverses reprises dans sa correspondance. Un jour, par exemple, il a demandé à l'abbé Moussinot de lui envoyer les mémoires de l'Académie des Sciences où sont insérés les pièces qu'elle a couronnées. Moussinot annonce l'envoi de trente et un volumes. Voltaire se récrie; il lui semble impossible que la collection dont il parle soit si volumineuse; il faut que Moussinot ait fait quelque confusion; ce sont sans doute les quarante qui ont mis leurs archives en trente et un volumes, l'Académie des Sciences en a bien moins. « Si l'on a fait le quiproquo, dit-il, il faut vite acheter les volumes des pièces qui ont remporté les prix à la véritable académie, et je vous renverrai les ennuyeux complimens de la pauvre Académie française. Franchement il serait dur d'avoir des complimens, que je ne lis pas, au lieu des bons ouvrages dont j'ai besoin. » Moussinot ne recevait pas seulement des railleries de ce genre, il était chargé aussi de commissions plus directes; il avait ordre, — est-ce par hasard? — de faire des avances d'argent à plusieurs savans de l'Académie qui se trouvaient dans une position embarrassée. Voltaire songeait à tout, et il estimait peut-être que ces petits moyens ne pouvaient pas nuire à sa candidature. Aussi bien ses titres sérieux ne laissaient pas d'être assez respectables, comme on a pu en juger par ce qui précède, et nous ne voyons pas qu'il eût fait trop mauvaise figure à côté des Clairaut et des Maupertuis.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, si Voltaire eut réellement l'in-

tention que nous lui prêtons, ce ne fut qu'un dessein passager. Bientôt même il renonça complétement aux études de physique. On dit que Clairaut fut pour beaucoup dans cette résolution. « Laissez les sciences, lui disait-il, à ceux qui ne peuvent pas être poètes. » Voltaire trouva sans doute que ses progrès dans les sciences ne répondaient pas à ses efforts, et il cessa d'y consacrer un temps qu'il trouvait facilement à mieux employer pour sa gloire. « Tous les hommes, écrivait-il plus tard, ne sont pas nés avec toutes les sortes d'intelligence. J'ai connu le nombre prodigieux de choses pour lesquelles je n'avais aucun talent. J'ai trouvé que mes organes n'étaient pas disposés à aller bien loin dans les mathématiques. J'ai éprouvé que je n'avais nulle disposition pour la musique. Dieu a dit à chaque homme : Tu pourras aller jusque-là, et tu n'iras pas plus loin. *Non omnia possumus omnes*... Dieu a donné la voix aux rossignols et l'odorat aux chiens. » Dans sa réaction contre l'entraînement de la physique, Voltaire apporte la vivacité et la passion qu'il met à tout. Après avoir déployé tant d'ardeur à répandre les idées de Newton, il trouve tout à coup que Paris s'occupe trop d'un pareil sujet. Il écrit à M. d'Argental à la fin de 1741 : « La supériorité qu'une physique sèche et abstraite a usurpée sur les belles-lettres commence à m'indigner. Nous avions, il y a cinquante ans, de bien plus grands hommes en physique et en géométrie qu'aujourd'hui, et à peine parlait-on d'eux. Les choses ont bien changé. J'ai aimé la physique tant qu'elle n'a point voulu dominer sur la poésie; à présent qu'elle écrase tous les arts, je ne veux plus la regarder que comme un tyran de mauvaise compagnie... On ne saurait parler physique un quart d'heure et s'entendre. On peut parler poésie, musique, histoire, littérature, tout le long du jour. » Et en effet, à partir de 1742, Voltaire ne s'occupe plus guère de Newton et consorts; les études historiques reprennent chez lui tout le terrain que la physique a perdu. Voici venir d'ailleurs l'année 1743, pendant laquelle il devient une manière de diplomate; il court sur les bords du Rhin avec une mission secrète obtenue par le crédit de Mme de Châteauroux; il va à La Haye, il va à Potsdam; il est chargé de brouiller les états-généraux de Hollande avec le roi de Prusse et d'amener ce prince à recommencer la guerre contre l'Autriche. Les quatre ou cinq dernières années du séjour à Cirey sont consacrées à de nombreux voyages à Paris, puis à des excursions fréquentes à la cour du roi Stanislas. Nous arrivons ainsi aux incidens qui coûtèrent la vie à Mme du Châtelet, et qui, en brisant tout à coup les liens qui retenaient Voltaire depuis quinze années, vinrent le jeter dans une nouvelle existence.

On a maintes fois raconté la mort de Mme du Châtelet, et tout le

monde connaît les épisodes singuliers qui l'amenèrent; nous pouvons cependant rappeler en quelques mots ces incidens bizarres, burlesques parfois, qui devaient aboutir à une catastrophe; ils sont, à vrai dire, dans notre sujet, tant les souvenirs de Cirey et de la marquise sont inséparables de tout ce qui touche aux études scientifiques de Voltaire. La marquise et Voltaire se trouvaient en 1747 à Lunéville, où se tenait la cour du roi Stanislas. C'est là que Mme du Châtelet fit la connaissance du marquis de Saint-Lambert, capitaine aux gardes lorraines, officier brillant et spirituel. Treize années de liaison avec Voltaire avaient amené quelque langueur dans l'affection d'abord si ardente de la marquise; peut-être avait-elle été un peu refroidie par la tiédeur même de son amant, qui mettait dans ses tragédies le plus vif de son tempérament, et qui avait d'ailleurs cinquante-trois ans bien sonnés. Saint-Lambert fut-il pressant, irrésistible? Bref, elle prit feu pour lui, et elle se jeta dans ce nouvel attachement avec tout l'entrain d'une passion née sur le tard (la marquise avait elle-même quarante et un ans). Voltaire ne vit rien d'abord ou fit semblant de ne rien voir jusqu'à ce qu'un soir, à Cirey, pour être entré trop brusquement dans la chambre où se tenaient les deux nouveaux amans, force lui fut d'éclater. Il se répand en injures, insulte Saint-Lambert, qui se met à sa disposition, puis il va s'enfermer chez lui, donnant l'ordre à son valet de tout préparer pour son départ dès le lendemain matin. Cependant Mme du Châtelet, le premier moment de surprise passé, monte à l'appartement de Voltaire; il s'était mis au lit, elle s'assied à son chevet, et alors commence une scène qu'il faut lire dans les mémoires laissés par Longchamp, le valet de chambre de Voltaire; il ne fallait rien moins qu'un pareil historiographe pour nous transmettre ce récit intime. Avec une audace toute féminine, elle veut faire croire à Voltaire qu'il s'est exagéré les choses et qu'elles n'ont pas été aussi loin qu'il l'imagine; mais Voltaire est sûr de son fait, il a vu, ce qui s'appelle vu. Elle se retourne alors, elle avoue ce qui ne peut être nié, mais elle explique la situation. « Faut-il pour si peu renoncer aux douceurs d'un commerce où tous deux ont trouvé de tels charmes? Que Voltaire y réfléchisse. Rien ne désunit leurs esprits, leurs tempéramens seuls sont devenus différens; elle n'est pas comme lui, que l'âge et les maladies ont attiédi et à qui sa santé commande le repos. Pourquoi dès lors ne pas s'accommoder de la situation que les circonstances ont créée et qui n'est pas faite pour porter atteinte à leur amitié? » Voltaire, décontenancé, à demi furieux, à demi attendri, finit par rire à travers ses reproches. Il était désarmé, et Mme du Châtelet triomphait. Il restait encore à calmer Saint-Lambert, qui se regardait comme grièvement offensé. Ce ne

fut pas difficile; elle lui représenta ce qu'il y aurait de monstrueux, de ridicule même pour un homme comme lui, — il avait trente ans, — à provoquer un vieillard illustre dans toute l'Europe. Dès le lendemain, Saint-Lambert, convenablement chapitré, assez embarrassé pourtant de sa contenance, vient s'expliquer avec Voltaire. Il commence quelques mots d'excuse, mais Voltaire ne le laisse pas achever; il lui prend les mains, les serre avec effusion. « Mon enfant, s'écrie-t-il, j'ai tout oublié, et c'est moi qui ai eu tort. Vous êtes dans l'âge heureux où l'on aime, où l'on plaît; jouissez de ces instans trop courts : un vieillard, un malade comme je suis, n'est plus fait pour les plaisirs. »

Dès lors la liaison avec Saint-Lambert fut acceptée, et Voltaire n'en continua pas moins de vivre à Cirey ou à la cour de Lorraine, auprès de l'amie qui avait pris une si grande part dans les habitudes de son esprit; mais voici qu'à quelque temps de là il se produit un émoi secret à Cirey. Mme du Châtelet mande Saint-Lambert, alors absent, elle appelle Voltaire; elle tient conseil avec eux. Pourquoi ce mystérieux conciliabule? C'est qu'elle était enceinte et qu'il s'agissait de savoir sous quelle rubrique on mettrait l'enfant. Dans cette consultation cynique, Voltaire, il faut l'avouer, jouait un rôle essentiellement bizarre ; il était le premier à le sentir et à en rire. « Mettez l'enfant, disait-il, parmi les œuvres mêlées de madame. » On décida enfin qu'on ferait venir M. du Châtelet à Cirey, pour se couvrir de son pavillon. Le brave marquis, mandé auprès de sa femme, reçu à bras ouverts par les trois complices, cajolé à qui mieux mieux dans des scènes de haute comédie, resta le temps nécessaire pour assumer la paternité qu'on lui avait faite. Tout alla bien d'abord. La marquise, pendant sa grossesse, continuait ses habitudes de travail entremêlé de divertissemens mondains. A l'approche de l'hiver de 1749, les châtelains de Cirey s'étaient rendus à Lunéville, où l'on menait joyeuse vie. « Mme du Châtelet, écrivait Voltaire, joue la comédie et travaille à Newton sur le point d'accoucher. » Il envoyait à ses nombreux correspondans le bulletin de cette grossesse; il écrivait à Mme d'Argental : « La marquise, qui vous fait des complimens, compte accoucher ici d'un garçon, et moi d'une tragédie (il travaillait à *Catilina ou Rome sauvée*); je crois que son enfant se portera mieux que le mien. » — Au roi de Prusse : « Mme du Châtelet n'accouche encore que de problèmes. » — A M. d'Argenson : « Mme du Châtelet est plus grosse que jamais ; elle a plus de peine à faire un enfant qu'un livre. » Elle accoucha enfin le 4 septembre, dans des conditions de vigueur et de santé dont Voltaire rendait compte à ses amis avec sa gaîté habituelle. « Mon cher abbé Greluchon, écrivait-il le jour même à

l'abbé de Voisenon, saura que Mme du Châtelet, étant cette nuit à son secrétaire, selon sa louable coutume, a dit : Mais je sens quelque chose! Ce quelque chose était une petite fille, qui est venue au monde sur-le-champ. On l'a mise sur un gros livre de géométrie qui se trouvait là tout ouvert, et la mère est allée se coucher... Pour moi, qui ai accouché d'une tragédie de *Catilina*, je suis cent fois plus fatigué qu'elle. » Quelques jours à peine écoulés, l'abbé recevait une lettre de douleur et de lamentation. « Mon cher abbé, mon cher ami, que vous avais-je écrit! Quelle joie malheureuse, quelle suite funeste! Quelle complication de malheurs qui rendraient encore mon état plus affreux, s'il pouvait l'être! Je viendrai bientôt verser dans votre sein des larmes qui ne tariront jamais. » L'événement que Voltaire avait d'abord pris si gaîment avait eu soudain une issue funeste. Une imprudence de l'accouchée, une boisson glacée prise dans l'ardeur de la fièvre, détermina une crise mortelle, et six jours après sa délivrance Mme du Châtelet expirait subitement au milieu de ses amis consternés. La douleur de Voltaire fut vive et emportée; il versa des larmes amères sur cette amie de quinze ans pour qui, malgré son infidélité dernière, il avait conservé un profond attachement; le commerce d'amitié qui avait survécu à cette épreuve critique tenait une telle part dans son existence qu'il semblait que tout lui manquât. Il s'enfuit de Lunéville, et, ne faisant que traverser Cirey, il vint se réfugier à Paris.

Ainsi finit par un brusque dénoûment cette période de la vie de Voltaire qui nous a plus particulièrement occupé aujourd'hui et à laquelle se rattachent ses travaux sur la physique proprement dite. De nouveaux objets vont s'emparer de son esprit. Il ne retournera plus à Cirey; son laboratoire, ses instrumens, seront abandonnés. Nous ne retrouverons plus dans sa vie une phase où la science joue un rôle si soutenu. Toutefois, dans sa longue existence, il aura mainte occasion de manifester sa pensée sur les querelles des savans de son siècle; il dira son mot sur la géologie, sur l'histoire du globe, sur la genèse des êtres, sur toutes les questions qui constituent, dans notre langage contemporain, le domaine des sciences naturelles. Il nous reste à le suivre sur ce terrain, et c'est ce que nous ferons dans une prochaine étude.

EDGAR SAVENEY.

L'ISRAËL DES ALPES

OU

LES VAUDOIS DU PIÉMONT

IV.

CAPTIVITÉ ET DÉLIVRANCE.

Le moment approche où le peuple élu va être arraché à sa terre promise (1). Tant qu'il a touché de la plante du pied le sol natal, il a été invincible dans sa protestation, il a résisté aux moyens pacifiques et aux moyens violens de la propagande romaine; mais, attaqué par le haut et le bas des Alpes, en butte aux efforts combinés de la France et du Piémont, il sera bientôt jeté hors des états de la maison de Savoie. La catastrophe vaudoise de 1686 parut aux contemporains le coup de grâce de la secte antique. Le peuple entier fut dispersé parmi les nations protestantes, ou massacré, ou réduit à fléchir le genou devant les dieux étrangers. Le sanctuaire vaudois est démoli, et de la cité sainte des Alpes il ne reste pas pierre sur pierre. Des colons venus de la Savoie et du Piémont occupent maintenant la terre du valdisme, et des mains catholiques recueillent le fruit de l'activité et du travail de vingt générations hérétiques. La foi elle-même, ce précieux héritage auquel la patrie a été sacrifiée, la foi s'éteint chez plusieurs au milieu des tortures de la captivité, et l'émigration n'emporte que ceux que la violence

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1867, des 1er avril et 1er août 1868.

n'a pu réduire à l'unité romaine. C'en est donc fait du valdisme. La réformation désespère de le rétablir dans ses vallées natales, et les souverains de l'Allemagne, émus d'un si grand désastre, recueillent les expulsés errans et leur fournissent des terres vacantes à cultiver. A Rome au contraire, on est dans la joie, on fête la dispersion par des *Te Deum* retentissans, comme on avait fêté auparavant les Pâques piémontaises et la Saint-Barthélemy française, et le pape expédie au duc de Savoie Victor-Amédée II un bref solennel pour le féliciter d'avoir enfin dissipé le point noir de l'hérésie au bord de l'horizon immaculé de la terre italienne; mais cette joie est de courte durée : trois ans après la catastrophe, les proscrits reparaissent en armes sur la crête des Alpes. Ils n'ont pu vivre sur la terre étrangère malgré l'empressement affectueux des peuples et des souverains protestans qui les ont accueillis, l'amour invincible du montagnard pour le lieu de sa naissance les a ressaisis et les ramène aux Alpes. La « glorieuse rentrée, » comme les écrivains vaudois nomment ce retour, est l'événement le plus extraordinaire que nous ayons à décrire; mais, avant d'arriver à la grande crise de 1686, il faut connaître la période traversée depuis la paix de Pignerol de 1655, par laquelle se termine notre dernière étude.

I.

Cette paix, obtenue par la médiation française, avait mis fin à la première guerre des *banditti*, ainsi nommée parce qu'elle fut soutenue par les vaudois échappés au massacre des Pâques piémontaises et bannis par les édits de la cour de Turin. Elle fut suivie d'une série de persécutions de détail et de crimes commis par les soldats de la forteresse de la Torre, qui finirent par pousser à bout la patience des vaudois et par faire éclater une seconde guerre. La forteresse de la Torre a dominé pendant deux siècles la patrie vaudoise. Bâtie au XVIe siècle par Charles-Emmanuel Ier, au confluent des vallées du Pellice et de l'Angrogna, elle était d'abord destinée à défendre contre la France les pentes du versant italien. Les successeurs de Charles-Emmanuel Ier la laissèrent tomber en ruine : la France semblait avoir abandonné tout projet sur l'Italie depuis l'échange du marquisat de Saluces contre la Bresse en 1601; mais, sous le règne de Louis XIII, Richelieu ayant de nouveau franchi les monts et occupé Pignerol et Casale, la forteresse fut relevée et agrandie; elle devait servir à la fois à surveiller les vallées vaudoises et à tenir en échec les forces françaises établies dans la citadelle de Pignerol. Louis XIV, déjà sous l'influence fatale qui devait le conduire à la révocation de l'édit de Nantes, semble avoir vu sans dé-

faveur l'érection de cette bastille formidable dirigée contre l'hérésie des Alpes. En vain le maréchal de Créqui, gouverneur du Dauphiné, et le commandant de Pignerol lui firent-ils observer ce que ces fortifications présentaient de menaçant pour la France, il les laissa terminer sans réclamation. La Torre se remplit bientôt d'une garnison nombreuse. En 1662, la fameuse association turinaise de la propagande désigna au choix du souverain pour gouverneur du fort un aventurier sans scrupules, le comte de Bagnolo. Quoique la paix de Pignerol eût mis à néant le passé, Bagnolo somma les hommes marquans de la dernière guerre, l'historien Léger, Josué Janavel et vingt autres vaudois, d'avoir à se présenter à Turin par-devant le sénat du Piémont. Aller à Turin en ce temps-là, c'était pour un vaudois aller à la mort ou tout au moins à la prison perpétuelle. Ils refusèrent, s'enfuirent aux montagnes, et y vécurent de la vie errante du banni, du *banditto*. Leurs biens furent confisqués, leurs maisons démolies, et sur l'emplacement de celle de l'historien Léger une pyramide fut élevée avec cette inscription : *Alla memoria infame di Legero, reo di lesa-maestà*. La même peine atteignait tous ceux qui donnaient un asile ou des vivres aux fugitifs : les soldats de Bagnolo arrivaient, démolissaient ou incendiaient la maison hospitalière. Le premier noyau des proscrits s'accrut des victimes de ces violences, et bientôt l'élite de la population se trouva sur les hauteurs et armée. On y pouvait vivre en été : sous la *muanda* ou chalet vaudois, le *banditto* était assuré de trouver toujours nourriture et sympathie; mais, l'hiver venu, il fallut descendre et combattre pour ne pas mourir de faim. Des bandes de partisans organisées par Janavel pendant l'hiver de 1662 à 1663 s'élancent sur la zone catholique de la plaine, et les soldats du comte fuient devant ces montagnards affamés. Les villages, les bourgs, même les petites villes fortifiées, sont emportés d'assaut et mis à contribution. Ainsi commença la seconde guerre des bandits.

L'attitude du souverain devant cette nouvelle levée de boucliers montre qu'il en ignorait absolument la cause. Par son édit du 25 juin 1663, il ordonna au peuple vaudois de faire lui-même la guerre aux bannis. Se figure-t-on un peuple si odieusement traité se levant contre ses chefs aimés, ses coreligionnaires, contre ceux qui l'ont déjà une fois sauvé de l'extermination? L'édit fixait le nombre de volontaires que chaque communauté devait fournir; personne ne répondit à l'appel. L'abstention résignée des vaudois étonna le duc et l'irrita. L'ignorance dans laquelle l'avaient maintenu ses ministres, presque tous membres de l'odieuse association de la propagande, allait enfin aboutir au résultat espéré; la guerre fut résolue. Le duc trompé n'avait plus devant lui des religionnaires incorrigi-

bles à qui il aurait volontiers permis d'adorer Dieu à leur manière, s'il avait été abandonné à ses propres inspirations; on lui montrait des sujets révoltés, des sujets d'autant plus dangereux que, placés à l'extrême frontière de ses états, ils pouvaient servir de point d'appui aux entreprises de l'étranger; il fallait les soumettre à tout prix. L'édit du 25 juin avait accordé quinze jours pour livrer les bannis. Avant l'expiration de ce délai, le 29 juin, 6 régimens, commandés par le marquis de Fleury, pénètrent dans les vallées et tentent de s'emparer de la montagne de la Vachère en combinant l'attaque avec la garnison de la forteresse, qui monte vers le même point par le Roccamanéot. Les guerres antérieures avaient révélé l'importance stratégique de la Vachère. C'est là que s'étaient reformés et organisés les échappés des Pâques piémontaises. Pour y arriver, il fallait franchir les Thermopyles vaudoises, le fameux défilé des *portes d'Angrogna.* Janavel le fit couper par des retranchemens en terre, et y posta 60 hommes destinés à mourir pour retarder la marche de l'ennemi. « Là, dit-il en les quittant, vous arrêteriez une armée, et vous couvririez à la fois la Vachère et le Roccamanéot. Allez, priez et tenez ferme. » Ils tinrent ferme en effet, et toute une journée ils arrêtèrent les régimens du marquis pendant que le héros vaudois, fuyant devant le comte de Bagnolo, l'attirait sur les pentes du Roccamanéot jusqu'à un lieu élevé et hérissé de rochers et de buissons où il avait caché une partie de sa troupe. Les Piémontais viennent donner dans cette embuscade; une fusillade meurtrière les arrête tout à coup au moment où ils se croyaient sûrs du triomphe, et met le désordre dans leurs rangs. Janavel crie alors en faisant allusion aux batailles bibliques de Barac et de Débora : « C'est ici notre Thabor, ô Dieu, couvre-nous de ta puissante main! » et, s'élançant le sabre au poing, il rejette sur le flanc de la montagne l'ennemi débandé. Au lieu de le poursuivre, il remonte en toute hâte vers le défilé que gardent ses 60 braves. Leur situation était des plus critiques. L'ennemi, ne pouvant les déloger par une attaque de front, s'était d'abord couvert d'un retranchement semblable au leur, ce qui lui avait pris beaucoup de temps, puis, se hissant sur un côté du défilé, il allait tourner la position. Déjà les vaudois, dont le nombre est fort réduit, reçoivent d'en haut les feux plongeans, ils vont périr jusqu'au dernier. C'est alors que Janavel apparaît avec sa bande victorieuse sur les hauteurs escaladées par l'ennemi. Il prend en écharpe les 6 régimens, et les force d'abandonner la position en laissant sur le champ de bataille 600 hommes tués ou blessés.

Après cet échec, la propagande suggéra au duc de Savoie un nouvel édit par lequel les vaudois étaient déclarés rebelles, coupa-

bles de lèse-majesté, et comme tels condamnés en masse à la mort; mais les exceptions arrivèrent l'une après l'autre, et le duc, s'adoucissant peu à peu, finit par ne plus comprendre dans sa terrible déclaration que les principaux d'entre les bannis, ceux-là mêmes qui avaient fui les premiers aux montagnes. Le but de cette mesure était de séparer leur cause de celle du peuple. Le résultat fut tout l'opposé de celui qu'on attendait, et la guerre continua. La réformation n'était pas restée les bras croisés depuis le commencement de la lutte. Des encouragemens moraux et des secours matériels arrivaient chaque jour de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Allemagne et de la Suisse protestante aux persécutés de la cause vaudoise, tandis que sur la cour persécutrice pleuvaient les énergiques représentations diplomatiques. A Cromwell, mort en 1658, avait succédé dans la protection du protestantisme opprimé Frédéric-Guillaume de Hohenzollern, dit le grand-électeur, le véritable fondateur de cette monarchie qui domine aujourd'hui le centre de l'Europe. Il avait entendu des bords de la Sprée le cri de douleur de l'Israël des Alpes, et par une note en latin du 17 mars 1662 il s'était efforcé d'émouvoir la pitié de Charles-Emmanuel II. « Nous avons appris, lui écrit-il, les souffrances et les malheurs de vos sujets qui habitent les vallées du Piémont, et qui ont la même religion que nous. Il nous a été rapporté qu'ils sont écrasés d'impôts exceptionnels, qu'on leur interdit l'industrie et le commerce, que leurs pasteurs sont condamnés à mort et les principaux d'entre eux bannis de leur pays. » Il supplie le duc de rendre à ce peuple la liberté de religion, garantie par les édits des princes de sa maison, et que lui-même à confirmée récemment par les patentes de grâce de Pignerol. Cette première note n'ayant point fait cesser la persécution, il en écrit une seconde à la date du 15 décembre 1663. Pour amener le duc à une politique de tolérance, il lui propose en exemple la conduite qu'il tient à l'égard de la minorité catholique de ses états. L'exemple des Hohenzollern en cette matière est en effet digne d'attention. Maîtres d'un pays en majorité protestant, protestans eux-mêmes et très attachés aux principes de la réforme, ils se sont néanmoins bien gardés de proscrire la religion de la minorité. La Prusse est peut-être de toutes les nations la seule qui n'ait point connu la proscription en matière religieuse. Grâce à cette politique inspirée par l'équité naturelle et la raison, ce pays est devenu le refuge du protestantisme rejeté des autres nations tout en ne perdant aucun des élémens de la population catholique qu'il contenait, et ses plaines arides, ses vastes landes désertes, se sont ainsi chargées d'une population serrée qui dicte aujourd'hui des lois à l'Allemagne entière. Dans sa réponse, également en latin, le duc

de Savoie s'engage à user envers les vaudois de la même mesure que l'électeur applique à ses sujets catholiques. Nous aimons à croire que le Savoyard était porté à suivre l'exemple du Hohenzollern, car ces deux familles souveraines ont entre elles plus d'un trait de ressemblance. Toutes deux sont tolérantes par tempérament ou par politique; mais elles différaient alors en un point essentiel que cette correspondance singulière met en pleine lumière. Frédéric-Guillaume puise dans la loi et dans la charité chrétiennes les motifs de cette protection qu'il accorde à sa minorité catholique, tandis que Charles-Emmanuel subordonne sa conduite à l'égard des vaudois à l'obéissance qu'il doit à son église, *salvo tamen ecclesiæ romanæ et orthodoxæ obsequio*. L'un règle sa conduite sur les inspirations de sa conscience, l'autre sur le mot d'ordre venu de Rome. De là les différences de la politique suivie par ces deux familles à l'égard de leurs minorités dissidentes respectives.

Aux représentations du grand-électeur vinrent se joindre celles des états-généraux de Hollande et celles des six cantons protestans de la Suisse. Louis XIV s'abstint d'intervenir, quoiqu'il eût été invité par Frédéric-Guillaume à offrir de nouveau sa médiation; mais la France des huguenots ne s'abstint pas, elle. Il en vint quelque chose de plus efficace que des notes diplomatiques, des armes, des munitions de toute sorte et des hommes. Les frères de l'autre versant passèrent les cols de la montagne comme autrefois, et dans les sanglantes affaires des portes d'Angrogna et du Roccamanéot que nous avons rappelées les armes françaises et les soldats français avaient fait merveille. Devant ce peuple si bien soutenu, entouré de tant et de si éclatantes sympathies, résolu d'ailleurs à mourir dans la foi de ses pères, la cour de Turin réfléchit, le duc prit une idée plus claire de la situation; il accepta la proposition des ambassadeurs suisses de réunir à Turin une conférence où les montagnards viendraient plaider leur cause. Un sauf-conduit signé de sa main fut accordé nominalement à six vaudois désignés par les ambassadeurs, et la conférence s'ouvrit le 21 décembre à l'hôtel de ville. Dans la première séance, les délégués vaudois firent la longue énumération des crimes du gouverneur qui avaient provoqué la guerre. Le vol, l'assassinat, l'incendie, la démolition des maisons, le pillage et la confiscation, rien ne manque à ce réquisitoire, dressé avec l'énergie d'une douleur longtemps contenue. Il résulte de ce document, que nous trouvons dans le procès-verbal de la conférence publié à Turin l'année suivante, que les vallées avaient été soumises au régime militaire connu vingt ans plus tard en France sous le nom de dragonnades. Le comte de Bagnolo donna son mémoire justificatif. Les faits odieux mis à sa charge n'y sont pas

contestés, il essaie de les justifier d'une curieuse façon : il a tué, pillé, incendié et torturé, cela est vrai; mais il s'agit de bannis qu'aucune loi ne protége, que nul n'est tenu de respecter dans leurs biens et leurs personnes, et si par aventure d'autres ont souffert, c'est sûrement quelqu'un des leurs, de leurs amis, de leurs proches ou de ceux qui leur fournissaient des vivres.

Ces étranges argumens trahissent la pensée secrète de la propagande : le peuple vaudois est hors la loi par cela même qu'il est hors de l'église une et indivisible; nul n'est tenu à lui garder la foi, selon le mot fameux d'Innocent III, et on ne commet rien de contraire à la loi de Dieu ou des hommes en lui courant sus, en le traquant dans ses montagnes. Cette pensée se fit jour pendant la conférence même par la plus odieuse des violations du droit des gens. Pendant que l'on discute avec les vaudois, après un armistice conclu, après les saufs-conduits accordés, le comte de San Damiano, colonel piémontais qui avait déjà figuré dans le drame sanglant de 1655, monte à l'assaut des vallées par quatre points à la fois. La propagande espérait trouver les vaudois endormis dans la confiance qu'avait fait naître l'ouverture des conférences; mais le chef des bandits veillait. Janavel repoussa trois des colonnes d'attaque, et la quatrième, qui avait réussi à pénétrer dans le vallon de Roccapiatta, où elle commit des atrocités qui rappellent les Pâques piémontaises, se retira précipitamment dès qu'elle apprit l'insuccès des autres. La nouvelle de ce coup monté par la propagande jeta dans un douloureux étonnement les ambassadeurs présens à la conférence; mais on ne voit pas dans le procès-verbal qu'ils aient eu la pensée d'en faire remonter la responsabilité au duc de Savoie. L'ordre d'attaquer n'émanait pas de lui. Il a été retrouvé dans les archives d'état à Turin sous ce titre : *Distribuzion delle trupe per li quatro attachi che si devon fare dimani, 21 decembre, alli ribelli delle valli*. Il ne porte pas la signature souveraine, et semble plutôt émaner d'un comité occulte que d'un gouvernement régulier. Le duc se hâta de faire oublier cette violation du droit des gens par ses patentes de grâce du mois de janvier 1664. Le passé est mis à néant, les sentences de mort sont rapportées, les bannis peuvent rentrer dans leurs foyers, à l'exception de Léger et de Janavel; les prisonniers sont rendus, et nul ne pourra être recherché pour des faits commis pendant la guerre. Quant à ce qui tenait le plus au cœur des vaudois, l'exercice de leur religion, il demeure toléré, selon les anciens édits, dans la région vaudoise, excepté dans la communauté de Saint-Jean, qui touche à la plaine piémontaise. Cette communauté est retranchée de la région de la tolérance. Le temple y sera démoli, et le barbe n'y pourra mettre

les pieds que pour donner ses secours aux malades et aux mourans, et encore n'y pourra-t-il séjourner une nuit pleine, « à peine de la vie. »

Malgré ces restrictions, qui du reste ne furent pas suivies à la lettre, les patentes de grâce de 1664 ont ouvert une période relativement heureuse et libre qui a duré jusqu'en 1686. Après ce premier pas dans la réconciliation du souverain avec son peuple, il s'en fit bientôt d'autres, suppression des impôts et des lois d'exception, liberté du trafic avec les catholiques sous la seule restriction de ne pas faire de propagande. Par ces mesures réparatrices, les vallées maudites rentrèrent peu à peu dans la communion civile du reste des états de Savoie; les émigrans purent comme autrefois se répandre sur les deux versans et rapporter dans la ruche natale le butin amassé au dehors : aussi la condition matérielle du peuple s'éleva bien au-dessus de celle des populations des vallées catholiques du même versant. C'est pendant cette période de paix que la terre vaudoise se couvrit de ces travaux d'irrigation qu'on admire encore aujourd'hui. Quelques-unes des belles prairies naturelles du bas des vallées remontent à cette époque. Il faut dire aussi que la sympathie étrangère fut pour quelque chose dans ce relèvement matériel. Les amis du dehors, en Angleterre, en Hollande, en Suisse et en Allemagne, avaient fait de larges collectes pour soutenir les vaudois pendant la guerre; le flot continua de couler quand la paix fut venue, et féconda ce petit coin de terre, qui présenta bientôt un aspect de prospérité souverainement irritant pour l'ennemi traditionnel. Un certain monsignor Mosti, nonce du pape à Turin, vit dans cette prospérité hérétique un scandale pour le bon peuple catholique et en parla au duc; mais celui-ci, qui voyait la chose d'un œil différent, lui fit répondre par le comte de Butigliera que, « si on ne consultait que la politique, il faudrait plutôt laisser croître et multiplier les hommes des vallées, car ils sont fidèles, dévoués, laborieux, utiles au pays. » Cette lettre, dont l'original est aux archives de cour à Turin, montre qu'à cette époque la pression de Rome et de son clergé ne suffisait déjà plus pour jeter la maison de Savoie dans la persécution. Sa politique d'agrandissement formait déjà un utile contre-poids aux inspirations de l'intolérance, et elle trouvait dans cette population guerrière des soldats tout formés qui ne demandaient pas mieux que de combattre pour leur souverain au lieu de combattre contre lui. Les vaudois s'étant bravement conduits dans la guerre contre la république de Gênes en 1673, le duc leur en témoigna sa haute satisfaction par une lettre affectueuse, qui fut lue le dimanche dans tous les temples de la montagne. C'était la première fois qu'un prince de Savoie adressait directement

une parole cordiale à la population réfractaire. Elle en fut vivement touchée, si l'on en croit les écrivains nationaux, pour qui cette lettre est un grand événement. « L'Israël des Alpes, dit l'un d'eux, rendit grâce à l'Éternel, chanta le cantique d'allégresse, et la montagne de Sion se couvrit de feux de joie. » Victor-Amédée II persévéra dans la politique inaugurée par son père; à la date du 4 décembre 1681, on trouve encore un édit qui confirme les édits antérieurs en faveur des vaudois. La dissidence religieuse semble donc un fait légal, accepté désormais par le prince sinon par le sanfédisme d'une partie de son peuple, et les vaudois pouvaient alors espérer que l'épée de la persécution ne s'approcherait plus de leurs retraites séculaires; « mais, dit un écrivain vaudois, les voies de Dieu ne sont pas nos voies, et ces pauvres églises, déjà si éprouvées, étaient alors plus près que jamais d'être anéanties par une catastrophe extraordinaire. » En langage plus clair, Louis XIV venait de révoquer l'édit de Nantes et de déclarer que le protestantisme français avait cessé d'exister. La catastrophe vaudoise fut le contre-coup de la révocation française.

II.

On sait les conséquences de cette grande iniquité. Moins d'un an après, la France avait perdu, d'après les calculs de Vauban, 100,000 habitans, et des meilleurs, 60 millions d'argent monnayé emportés par les proscrits, 9,000 matelots, 12,000 soldats aguerris, 600 officiers, ses manufactures les plus florissantes. Le commerce en fut ruiné, ajoute Saint-Simon, et le quart du royaume sensiblement dépeuplé. La perte morale fut plus grande encore. Cette violation de ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, de la liberté de conscience, de la famille, de la propriété, à l'égard de 2 millions de Français, altéra la notion des principes essentiels sur lesquels repose la société, et cette perte fut irréparable. Au dehors, le contre-coup fut terrible. Ces milliers d'émigrés s'échappant de la France comme d'un bagne remplirent l'Europe de leurs cris de désolation et de colère. A la vue des tristes épaves de la persécution, le protestantisme, pris d'une haine furieuse contre le persécuteur, se leva en masse sous la conduite de Guillaume d'Orange. Le nouveau roi d'Angleterre réunit bientôt en un même faisceau les haines religieuses et les haines nationales surexcitées par la politique superbe de Louis XIV, et deux coalitions successives infligèrent à la France les désastres et les humiliations qui rendirent si sombres les dernières années du « roi-soleil. »

Non content de supprimer le protestantisme en France, il voulut imposer sa politique aux souverains étrangers. La pression diplomatique exercée sur le duc de Savoie par Louis XIV est demeurée très obscure jusqu'à ces derniers temps, et les écrivains contemporains, ne la connaissant pas, ont fait peser sur Victor-Amédée II des responsabilités qui ne lui reviennent pas entièrement. La correspondance de Louis XIV avec son ambassadeur à Turin, M. le marquis d'Arcy, extraite par M. Guizot des archives diplomatiques, va éclairer d'un jour nouveau la catastrophe vaudoise. Il écrit le 12 octobre 1685, six jours avant la révocation de l'édit de Nantes, qu'il a donné ordre au gouverneur de Pignerol « d'essayer de convertir les vallées qui sont de son gouvernement par le logement des troupes. » Pignerol et les vallées qui y conduisent, Pragela, Pérouse, Bardonnèche, Oulx et Fenestrelles, appartenaient alors à la France. « Comme ces vallées, dit-il, sont limitrophes de celles du Piémont qui sont sujettes du duc de Savoie, et dans lesquelles ses prédécesseurs ont toujours montré souffrir avec peine l'exercice de la religion prétendue réformée, je désire que vous donniez part à ce prince de ce que je vous écris, et que vous l'exhortiez de ma part à se servir des mêmes mesures dans ses états, ne doutant pas qu'elles n'aient le même succès. » Le 27, l'ambassadeur répond qu'il a vu le duc, afin de l'engager « à profiter de la conjoncture que lui offre le voisinage des troupes de votre majesté pour obliger les gens de la religion prétendue réformée à se convertir, et pour ramener de la sorte ses peuples à une même croyance. » Le duc savait ce qu'il en avait coûté à ses ancêtres pour avoir tenté de réduire les vaudois à l'unité religieuse, et il ne cacha pas à l'ambassadeur français les difficultés de l'entreprise. « Il m'a témoigné, ajoute l'ambassadeur, qu'il recevait avec tous les sentimens possibles de respect et de reconnaissance les conseils de votre majesté, mais qu'il devait examiner mûrement les choses, car plusieurs de ses prédécesseurs avaient tenté inutilement de le faire, et avaient même porté de grands désordres dans ce pays-ci par de telles entreprises. » A une nouvelle insistance du roi et de son ambassadeur, le duc répondit assez vivement qu'il ne lui appartenait pas de tenter dans ses états ce que sa majesté très chrétienne n'avait pu mener à bonne fin dans les siens. « Il paraît, écrit encore Louis XIV le 10 novembre, il paraît que le duc de Savoie n'a pas encore pris la ferme résolution de travailler efficacement à cette grande affaire... Il faut lui faire entendre que sa gloire est intéressée à ce qu'il ramène ses sujets, à quelque prix que ce soit, aux genoux de l'église. S'il n'a pas assez de troupes de ce côté-là, ajoute-t-il dans sa dépêche du 16, vous pouvez l'assurer qu'il sera assisté des miennes,

et que je lui donnerai tout le secours dont il aura besoin pour exécuter un si pieux dessein. »

Cette promesse de troupes, transmise par l'ambassadeur, fit sur le duc l'impression la plus désagréable, et sa réserve en devint plus grande. « C'est un prince fort réservé, répond le marquis d'Arcy. Il s'est borné à me réitérer ses remercîmens pour l'intérêt que votre majesté porte à ses affaires. » Les ministres de Victor-Amédée ne gardèrent pas la même mesure que lui, et pendant que leur maître résiste aux conseils du roi de France, le président Truchi et le marquis de San Tomaso promettent de travailler à la réduction des vaudois, ainsi qu'il résulte de la dépêche de l'ambassadeur français du 27 octobre. « Le marquis de Saint-Thomas, dit-il, et le président Truchi sont ceux qui goûtent le mieux les conseils de votre majesté. » Enfin l'orgueil de Louis XIV s'irrite des résistances de Victor-Amédée, et il écrit à la date du 27 décembre ces paroles menaçantes : « Vous devez lui faire entendre que, tant qu'il laissera subsister des huguenots sur la frontière de mes états, son autorité ne sera point assez grande pour empêcher la désertion de mes sujets calvinistes, et comme il peut bien juger que je ne le souffrirai pas, et que l'insolence de ces hérétiques me donnerait du mécontentement, il pourrait bien arriver que je n'aurais plus pour lui les mêmes sentimens d'amitié que je lui ai témoignés jusqu'à présent. Je m'assure qu'il fera sur ce sujet les plus sérieuses réflexions. » Il lui tarde de voir appliquer sur le versant italien des Alpes le régime des dragonnades, déjà en vigueur en-deçà, et il demande l'époque précise où Victor-Amédée voudra bien commencer. « Il n'y a pas de temps à perdre, écrit-il au marquis d'Arcy, pour pouvoir réussir facilement, et je serais bien aise que le marquis de Saint-Thomas me marquât le temps dans lequel il voudrait agir, et que vous me le fissiez savoir au plus tôt. » Le duc promet enfin de voir ce qu'on pourrait tenter pour amener les vaudois à se soumettre; mais il a soin d'avertir l'ambassadeur qu'il n'a pas besoin des troupes de la France, qu'il veut agir par lui-même. Louis ne se contente point de cette promesse, et il fait au prince de Savoie l'injure de le croire capable de donner une parole qu'il n'a pas l'intention de tenir. « Je crains, dit-il, qu'il ne se contente de vous faire part de ses projets sans les exécuter. C'est pourquoi vous devez lui représenter fortement que tous les ménagemens qu'il aurait pour ces gens-là ne serviraient qu'à les rendre plus opiniâtres. Il doit tout d'un coup leur retirer les grâces et les permissions qui leur ont été octroyées par ses prédécesseurs, ordonner la démolition de leurs temples, leur défendre de faire aucun exercice de religion, et dans le même temps charger du logement de ses

troupes ceux qui seront les plus opiniâtres. » Cette lettre est du 17 janvier 1686, et le 25, sans attendre la réponse de l'ambassadeur, il lui ordonne d'insister pour la révocation immédiate et les grands moyens. Le duc résiste toujours. « Il ne s'ouvre encore clairement à aucun de ses ministres, répond le marquis d'Arcy; mais je continue à faire si bien connaître ici la résolution de votre majesté de ne point souffrir si près de ses états une retraite semblable, que, nonobstant la mauvaise foi et la lenteur qu'on apporte à cette entreprise, je ne puis croire qu'on s'empêche de la terminer à la satisfaction de votre majesté. »

Pour apprécier ce qu'il y a d'honorable dans cette résistance du prince de Savoie, il faut connaître dans quelle situation il se trouvait vis-à-vis de la France. Louis XIV le tenait pour ainsi dire sous ses pieds; il le tenait par les forteresses de Pignerol et de Casale, qui serraient le Piémont comme dans un étau; il le tenait par une armée de 12,000 hommes, échelonnée de Briançon à Pignerol et occupée à *dragonner* les vaudois sujets de la France. Aucun des dangers de sa situation n'échappait à la clairvoyance de Victor-Amédée II, prince des plus avisés de son temps, et qui, si l'on en croit le témoignage du maréchal de Tessé, faisait chaque matin une revue de l'état politique de l'Europe pour s'orienter dans la journée. Au mois de janvier 1686, rien n'apparaissait à l'horizon qui pût faire contre-poids à la volonté tyrannique du roi de France : l'empire était occupé de sa guerre avec le Turc, la Hongrie révoltée, la Hollande en paix, l'Angleterre sous un roi ami des jésuites, l'Espagne vaincue et humiliée; partout le champ était laissé libre à la politique des dragonnades. On pouvait à la vérité déjà discerner des germes de coalitions dans les animosités politiques excitées chez les nations catholiques par les visées de Louis XIV à l'hégémonie universelle et dans les animosités religieuses allumées chez les nations protestantes par le spectacle des souffrances inouies de 2 millions de coreligionnaires français. Aucun de ces élémens de la situation générale n'échappait à la sagacité du prince; mais aucun de ces élémens n'avait acquis assez de consistance pour lui offrir un point d'appui, et il fallut plier devant la volonté qui avait fait plier l'Europe, il fallut révoquer les anciens édits protecteurs de la secte des Alpes. Le 26 janvier, le marquis d'Arcy put écrire à son roi : « C'est mercredi prochain que le duc de Savoie m'a promis de faire connaître les mesures qu'il allait prendre pour entrer dans les vues de votre majesté. » L'édit de révocation parut le 31 janvier; il peut se résumer en trois mots, la conversion, l'exil ou la mort. Le duc espérait opérer la réunion sans effusion de sang. Aussi employa-t-il des termes d'une sévérité impitoyable

avec l'espoir secret qu'il ne serait pas obligé de déployer la force armée; mais Louis veillait à ce que tout s'accomplît à la lettre, et le corps d'armée du Dauphiné se tenait prêt à tout événement.

Jamais la situation du peuple martyr n'avait été aussi critique. Dans les guerres antérieures, les hautes retraites des montagnes avaient été son refuge, et le salut était venu par les cols supérieurs; mais cette fois ils vont être occupés par l'ennemi, et quel ennemi! Catinat, le général habile, l'émule de Lesdiguières dans les guerres de montagnes, le héros de vingt batailles. Pris par le haut des vallées et par le bas, comment échapper à la ruine? Aussitôt que l'édit fut connu, les chefs militaires du peuple et ses conducteurs spirituels se réunirent à Angrogna pour délibérer et prier. On lut dans l'assemblée une lettre de Janavel contenant ses instructions sur la conduite à tenir dans cette crise suprême. On sait que le héros des deux guerres des bandits avait été excepté des patentes de grâces de 1664. Il vivait depuis lors à Genève, proscrit, mais regardant toujours du côté de ses chères vallées et préoccupé des dangers qui menaçaient ses frères. Dans cette lettre, qui fut saisie par l'ennemi, et qui est aujourd'hui dans les archives de Turin, il donne à ses compatriotes les conseils que lui dicte son expérience. Il veut d'abord qu'on adresse au souverain des requêtes bien humbles pour le prier de ne pas loger de troupes dans les vallées. « Les syndics des communes, dit-il, devront représenter à son altesse royale que le peuple en prendrait ombrage; ils devront offrir de payer le logement en argent. Au nom de Dieu, n'acceptez aucun logement sous quelque prétexte que ce soit, autrement c'est votre perte assurée. » Il rappelle que les Pâques piémontaises ont commencé par un logement militaire. « Souvenez-vous, s'écrie-t-il, des massacres de 1655... » La discipline, la formation des compagnies, l'ordre de combat, les positions qu'il faut fortifier, il a sur toutes ces questions des vues arrêtées qu'il communique. « Vos compagnies ne doivent être que de 18 à 20 hommes. Vous aurez un conseil secret composé de 1 homme de chaque vallée, ainsi que de 1 ou de 2 pasteurs qui aient du cœur, et vous aurez 1 commandant-général par-dessus tous les peuples des vallées. Toutes ces nominations se feront à voix du peuple et avec bon ordre. Si Dieu vous donne du temps, vous aurez soin d'acheter du blé et de le retirer par les montagnes, afin qu'il serve à secourir les plus misérables et entretenir les compagnies. » Ce qu'il faut surtout, c'est l'union entre toutes les vallées, et, pour arriver à cette union si nécessaire, il invite les pasteurs à réunir tout le peuple, grands et petits, et, « après les avoir exhortés selon la parole de Dieu, ils les feront jurer, la main levée vers le ciel, fidélité à l'église et à la

patrie, quand même il s'agirait de la mort. En faisant ainsi, ajoute-t-il, vous verrez que l'épée de l'Éternel sera à votre côté. » Enfin il insiste sur la nécessité d'avertir les puissances réformées du danger qui menace l'Israël des Alpes, et d'envoyer une adresse au prince légitime pour lui rappeler ses édits de tolérance et ceux de ses ancêtres.

Pour se conformer à ce dernier avis, l'assemblée vota une humble adresse à Victor-Amédée; mais elle resta sans réponse. Trois fois elle est renouvelée, trois fois elle se perd dans un silence de mort. On écrit aux puissances amies, et le cri de détresse parti des Alpes émeut vivement la diète des six cantons protestans de la Suisse. La diète, réunie extraordinairement à Baden, délègue deux patriciens de Berne, Gaspard et Bernard de Muralt, qui arrivent à Turin au mois de mars. Frédéric-Guillaume, le vieil ami des vaudois, vivait encore. Il écrit à la date du 19 janvier 1686 une lettre pressante qui reste également sans réponse jusqu'au mois de mai suivant. Les nobles paroles et les nobles pensées qu'elle renferme méritaient pourtant toute l'attention de Victor-Amédée II. « Quoique les haines qu'engendre la diversité de religion soient profondément enracinées au cœur de l'homme, dit-il en un latin solennel, il est une loi de la nature antérieure et supérieure, une loi sainte qui l'oblige à tolérer son semblable et même à le secourir dans l'affliction sans égards à ses mérites, *imo et adflictum absque merito suo juvare tenetur.* » Au nom de cette loi naturelle, au nom de l'humanité, de la clémence et de la miséricorde, qui sont, dit-il, « les attributs des princes, » il conjure le duc d'accorder la paix, la liberté à ses sujets et aux malheureux proscrits français qui sont venus chercher un refuge sur la terre vaudoise. Pour ceux-ci surtout, le cœur du « grand-électeur » s'émeut de compassion, et il a des paroles qu'il fait bon entendre après avoir écouté les éclats de la haine dévote du « grand-roi. » « Certainement, dit-il, si ces malheureux étaient le moins du monde coupables, nous n'intercéderions pas pour eux, et nous serions le premier, malgré notre foi commune, à demander qu'ils fussent justement punis; mais ils ne sont coupables d'aucun crime : au contraire, c'est pour rester fidèles à leur conscience, — qu'aucune force humaine ne peut contraindre et dont l'empire appartient à Dieu seul, — qu'ils ont brisé les liens les plus chers de la société et de la famille, qu'ils sont misérables, sans fortune, sans patrie, proscrits, affamés, destitués de tous les biens auxquels on attache du prix. Ah! qui ne les jugerait dignes de pitié? qui ne voudrait leur accorder secours et protection? *Quis non misericordia, ope et auxilio dignos judicaret?* » Et ce que le brave électeur disait dans cette magnifique dépêche, il le faisait à l'égard de

20,000 proscrits français qui arrivaient alors dans ses états. A toutes ces victimes de la persécution, il ouvrait les bras; il étendait sur eux sa protection, décrétait des sommes considérables et des concessions de terrain pour les établir. Les bienfaits ne sont jamais perdus. La Prusse a récolté largement ce qu'avaient semé ses anciens électeurs, et dans l'édifice grandiose élevé par les Brandebourg on peut voir encore les pierres apportées par des mains françaises, par ces malheureux dont l'électeur parle si éloquemment. Cette protection accordée à des hérétiques aurait pu ne pas faire impression sur l'esprit du duc de Savoie, et l'électeur revient à l'argument déjà employé vingt ans auparavant auprès de Charles-Emmanuel II, il parle encore de la protection qu'il accorde aux catholiques. « Nous en avons un grand nombre en Westphalie, dit-il, et nous les protégeons, nous les favorisons, nous les aimons et les élevons aux honneurs et aux dignités au même titre que ceux qui partagent notre foi. » Quand le duc de Savoie répondit à cette dépêche, il était trop tard, l'édit de janvier avait paru, et il ne restait aux vaudois que l'alternative du combat ou de l'abjuration : ils résolurent de combattre.

A la nouvelle de cette résolution désespérée, les ambassadeurs, déjà arrivés à Turin, accourent aux vallées et convoquent une nouvelle assemblée qui se réunit le 22 mars au Chiabas, sur la colline d'Angrogna, non loin du lieu où se tint deux siècles auparavant celle qui vota la réunion du valdisme au calvinisme. Elle s'ouvrit par la prière d'un réfugié français, du fameux Henri Arnaud, qui va être bientôt le Moïse de l'Israël des Alpes. Il était pour la résistance à tout prix, et il fit monter vers le ciel une prière dans ce sens, un cri d'opprimé résolu à combattre jusqu'à la mort; mais les ambassadeurs déclarèrent la résistance impossible devant les troupes de Louis XIV et de Victor-Amédée II. « Vos vallées, dit Gaspard de Muralt, sont enclavées dans les états de vos ennemis; tous les passages sont gardés; aucune nation n'est en mesure de faire la guerre à la France dans votre intérêt; nulle armée ne pourrait même pénétrer jusqu'ici, et vous enfin vous avez à peine trois mille combattans; les troupes réglées n'attendent que le signal du massacre : comment pourrez-vous résister? » De la part des ambassadeurs, tous fervens protestans, il ne pouvait être question d'abjuration. C'était donc l'émigration en masse, l'émigration sans espoir de retour, l'abandon définitif de la patrie bien-aimée qu'avaient à proposer les diplomates étrangers. « Consentiriez-vous, reprit l'un d'eux, à quitter votre patrie, si nous obtenions de Victor-Amédée qu'il vous laissât disposer de vos biens et sortir de ses états avec vos familles? » A cette proposition, des cris, des gémissemens, des san-

glots et des protestations s'élèvent de l'assemblée. Les plus affligés, ne pouvant invoquer aucun secours naturel, espèrent en un miracle, et attendent la délivrance du Dieu qui a gardé l'Israël des Alpes pendant tant de siècles. « Ne comptez pas sur des événemens miraculeux, répond Gaspard de Muralt. Il vous est impossible de lutter contre vos ennemis. Réfléchissez à votre position. Une issue vous reste pour en sortir : ne vaut-il pas mieux transporter ailleurs le flambeau de l'Évangile dont vous êtes dépositaires que de le laisser ici s'éteindre dans le sang? » L'assemblée déclara qu'elle ne pouvait prendre un parti définitif sans avoir consulté le peuple de toutes les vallées, et pendant que cette enquête se fait les ambassadeurs retournent à Turin pour agir sur l'esprit de la cour; mais la propagande faisait bonne garde : on ne les laisse pas arriver jusqu'au duc, on leur refuse même les saufs-conduits qu'ils demandaient pour les députés vaudois chargés d'apporter à Turin la décision de l'assemblée du Chiabas. Celle-ci s'était déclarée en permanence, et le secrétaire de la légation suisse revint avec le dernier mot des ambassadeurs. « Il n'y a plus rien à espérer, la cour n'est plus libre, l'envoyé de Louis XIV assiége le duc et le presse d'agir sans retard. Hâtez-vous de quitter ce pays pendant que vous le pouvez encore! »

On vit alors la division s'introduire parmi ce peuple jusque-là si uni. Personne n'eut l'idée d'abandonner la foi des pères; il n'y eut pas la même unanimité au sujet de l'abandon de la patrie. Une partie des pasteurs se prononça pour l'émigration; mais les délégués laïques des communes, réunis à Roccapiatta le 14 avril, jurèrent, la main levée vers le ciel, selon la formule donnée par Janavel, de combattre jusqu'à la mort, à l'exemple de leurs pères. Cette décision causa un étonnement douloureux aux ambassadeurs, qui écrivirent de Turin une lettre émue. « Sans doute, disaient-ils, la patrie a de grands charmes; mais les biens du ciel sont préférables à ceux de la terre. Vous pouvez encore sortir de ce pays qui vous est à la fois si cher et si funeste, vous pouvez emmener vos familles, conserver votre religion, éviter de répandre le sang. Au nom du ciel! ne vous obstinez pas dans une résistance inutile, ne fermez pas la dernière issue qui vous reste pour éviter une totale destruction! » Qu'on juge de l'effet de cette lettre, dit un écrivain vaudois. Tous les temples retentissent de sanglots qui sont bientôt dominés par les graves accens de la prière. Le 19 avril, une nouvelle assemblée confirma le serment du 14. C'était le vendredi de la semaine sainte, le jour mémorable où les prêtres de l'ancienne loi ont tué le juste. Henri Arnaud, l'un des pasteurs qui avaient prêté le serment, se leva au milieu de l'assemblée, et dit en priant : « Seigneur Jésus!

toi qui as souffert et qui es mort pour nous, accorde-nous la grâce de pouvoir souffrir aussi et de sacrifier notre vie pour toi. Ceux qui persévéreront jusqu'à la fin seront sauvés. » Amen! répondit l'assemblée entière; puis, à l'imitation des premiers chrétiens réunis dans une agape fraternelle avant de descendre dans l'arène, l'Israël des Alpes célébra sa dernière pâque, le pain fut distribué, et la coupe circula selon le rituel de la nouvelle alliance, chacun mangeant et buvant tour à tour en commémoration du grand sacrifice. « Sublime et douloureuse communion! » s'écrie un historien vaudois.

Ce fut le dernier repas, la cène des mourans pour un grand nombre, car les dragons de Louis XIV approchaient par le haut des vallées. Sur la plaine, à Bibiana, étaient campés les régimens de Nice et de Montferrat, à la Torre ceux de Savoie et de la Croix-Blanche, la gendarmerie à Garciliana, les gardes du corps et la cavalerie à Bricherazio. Les troupes françaises tenaient le nord des vallées depuis Fenestrelles jusqu'à Pignerol, et n'avaient que la rivière de Chisone à traverser pour entrer sur la terre vaudoise. Plus promptes que celles de Savoie, elles la franchirent à la lumière des torches dans la nuit du dimanche de Pâques au lundi, et l'avant-garde, commandée par le colonel de Villevieille, occupa sans résistance le premier village vaudois de Saint-Germain. La population avait fui sur les hauteurs voisines, où l'ennemi voulut la poursuivre. Le combat s'engagea sur des pentes couvertes de broussailles : pendant dix heures, les vaudois tinrent tête à l'avant-garde, soutenue par de la cavalerie, et sur le soir les montagnards firent un effort suprême et chassèrent l'ennemi du territoire de Saint-Germain en lui faisant subir une perte de 500 hommes. La guerre des Cévennes n'avait pas encore commencé. C'était donc pour la première fois que les soldats français rencontraient devant eux des huguenots qui avaient l'audace de se défendre. L'échec de Saint-Germain exaspéra ces missionnaires d'un nouveau genre, et le lendemain, étant revenus en force dans la vallée de Saint-Martin, ils y commirent des excès épouvantables. Les vaudois qui ne périssent point par l'épée et les balles dans le combat sont pendus aux arbres, précipités du haut des rochers, écartelés par les chevaux ou brûlés avec les débris de leurs maisons. Il faut sans doute faire la part de l'exagération sectaire dans les récits du temps. Les uns portent évidemment la marque d'une passion qui ne laisse guère voir les choses comme elles sont; mais d'autres sont écrits froidement, naïvement, par des témoins éplorés. Telle est par exemple la narration d'un capitaine vaudois échappé à ce massacre. Il erra longtemps par les montagnes, où il fut enfin rencontré par un catho-

lique qui le cacha dans sa maison, courut à la recherche de sa femme et de sa fille, égarées aussi dans les montagnes, et parvint à les lui ramener; saisi ensuite, jeté dans les prisons du Piémont, il raconta ses malheurs et ceux de son peuple sans passion, presque sans réflexion. Son écrit, encore inédit, intitulé : *Memorie di me Bartholomeo Salvajot,* jette une vive lumière sur la captivité et la dispersion du peuple vaudois. « Les Français, dit-il, tuaient dans la vallée de Sa nt-Martin tous ceux qu'ils rencontraient; *gli amazzavano, gli impiccavano agli alteri, e da tutte le parti non si sentiva altro che grida, che faceva orrore.* »

Pour qu'une armée française soit descendue à de pareils excès, il a fallu qu'elle fût profondément démoralisée par la mission misérable que le despote magnifique de la France lui faisait accomplir depuis une dizaine d'années. L'honneur militaire lui-même s'y pervertit, et les généraux les plus purs s'y souillèrent d'actions qui soulèveraient aujourd'hui la réprobation du monde civilisé. Catinat, le commandant de cette odieuse expédition, fit dire aux vaudois réunis au nombre de 1,500 sur une montagne que leurs frères des autres vallées avaient fait leur soumission au duc de Savoie, ce qui n'était pas vrai au moment où il faisait porter ce message par un parlementaire. Cette nouvelle abattit les courages les plus fermes, et ils envoyèrent au général un parlementaire pour traiter de la capitulation. Catinat promit qu'il ne serait porté atteinte ni à leur vie ni à leurs biens, et comme le vaudois exprimait encore quelque doute, le général répondit vivement que « toute son armée traverserait les villages sans y toucher une poule. » Malgré cette promesse, les vaudois descendus de la montagne furent entourés par les soldats, les hommes en état de porter les armes furent séparés de leurs femmes et de leurs enfans et envoyés prisonniers au duc de Savoie. Un écrit publié à Rotterdam en 1689 (1) raconte ce qui advint des femmes et des filles dès qu'elles furent séparées de leurs défenseurs naturels. Une soldatesque effrénée se jeta sur elles dans le village de Poemian. Plusieurs de ces filles de la réformation, préférant la mort à la honte, luttèrent des mains et des ongles. L'une d'elles ne fut violée qu'après avoir été clouée au sol par une épée qui lui traversa la poitrine, d'autres tombèrent sous les balles du ravisseur en fuyant dans les bois. Celles qui survécurent à cette scène de sauvages furent rassemblées avec les enfans et les vieillards, et allèrent rejoindre leurs maris et leurs frères dans les prisons. Salvajot, notre chroniqueur, déjà prisonnier au couvent des

(1) *Histoire de la persécution des vallées de Piémont, contenant ce qui s'est passé dans la dissipation des églises et des habitans en l'an 1686.*

capucins de la petite ville piémontaise de Luzerne, vit arriver cette troupe désolée. « Dans les premiers jours de ma captivité, dit-il, je vis arriver 400 personnes, tant femmes qu'enfans et vieillards, et tous dans un état si déplorable, si malheureux, que les prisonniers eux-mêmes en étaient affligés. Ces pauvres gens avaient conduit avec eux quelques ânes et quelques mulets; mais les soldats s'emparèrent de ces montures, et en jetaient bas ces pauvres enfans et ces pauvres femmes si brutalement que c'était une véritable compassion. Deux d'entre elles, qui étaient enceintes, accouchèrent sur le coup, et on les mena dans un autre cachot... Tous les jours, on amenait de nouvelles bandes de prisonniers. Il y avait quelquefois des familles entières; mais les soldats arrachaient les petits des bras de leurs mères avec tant de violence que plusieurs de ces faibles créatures furent étranglées et restèrent mortes entre leurs mains. Il n'y avait point d'humanité dans ces gens-là, » ajoute-t-il avec une éloquente simplicité.

L'œuvre commencée par les Français dans la vallée de Saint-Martin fut poursuivie dans les deux autres vallées par les Piémontais, avec moins de barbarie toutefois, la lutte n'ayant pas été à beaucoup près aussi vive; la patrie vaudoise fut vidée de son peuple, qui alla s'entasser dans les prisons et dans les fossés de treize forteresses du Piémont. Il ne resta dans les montagnes que quelques bandes qui échappèrent jusqu'à l'automne aux poursuites de l'armée piémontaise. Rapides dans l'attaque, insaisissables dans la fuite, elles tombaient à l'improviste sur un poste militaire, sur une bourgade, mettaient tout à feu et à sang, et regagnaient précipitamment leurs retraites inaccessibles. C'était le dernier effort du peuple sacrifié. Le commandant piémontais, le marquis de Parella, parvint à s'en rendre maître, soit par la force, soit en facilitant leur émigration par des saufs-conduits accordés à tous ceux qui les demandaient. Maintenant d'autres scènes vont passer sous nos yeux. Après la captivité suit la dispersion, et nous allons assister à l'exode de l'Israël des Alpes et à sa rentrée glorieuse dans l'héritage des ancêtres.

III.

Les historiens vaudois sont remplis du récit des souffrances du peuple captif. Salvajot nous montre de plus près ce spectacle de désolation. Partout il voit ses frères entassés dans des cachots infects, ou jetés dans les fossés des citadelles, sans abri, sans paille pour se coucher, sans eau et quelquefois sans nourriture. Un jour, on le fit entrer dans le cachot des ministres. En bon vaudois qu'il

est, il salue en entrant ses conducteurs spirituels. « Je saluai, dit-il, et, voyant leur misérable état, je leur demandai s'ils n'avaient rien pour dormir. Ils me répondirent non. Alors le major, entré avec moi, me dit en ricanant : Eh bien! monsieur le capitaine Salvajot, comment trouvez-vous cela? Nous ne sommes pas au bout, et vous verrez comment nous vous traiterons. Sur mon refus d'abjurer, il parla de me faire pendre. » Le 16 mai 1686, on fit partir pour la citadelle de Turin un convoi de prisonniers où se trouvait l'auteur des *Memorie di me*. Par une faveur particulière, il avait avec lui sa femme et sa fille, amenées par ce brave catholique que nous connaissons déjà. « Nous étions environ 160 personnes. Les hommes étaient attachés deux à deux, et chaque 27 couples étaient encore reliés par une longue corde. Quand nous sortîmes de Luzerne, il y avait beaucoup de peuple assemblé qui nous disait de mauvaises paroles. Damnés d'hérétiques, criait-il, on va voir votre fin. Regardez encore une fois vos montagnes, car vous ne les reverrez plus! Il y en avait beaucoup parmi nous qui pleuraient. » Cette corde qui les reliait entre eux était leur tourment. Si l'un voulait boire, il fallait que toute la bande se jetât par terre. Les convertisseurs de la propagande suivaient le triste convoi pour voler les enfans sous les yeux des pères enchaînés et impuissans; mais les mères, restées libres, les défendaient avec la fureur du désespoir. « A peine entrés à Turin, dit Salvajot, il nous fallut une grande surveillance pour qu'on ne nous enlevât pas nos enfans. On s'était déjà saisi de ma petite fille, et on l'emportait à la hâte lorsque la femme de Barthélemy Ruet courut après les ravisseurs et me la ramena. » A peine arrivée à la citadelle, sa femme accoucha d'une fille au milieu des autres prisonniers. Il faut entendre le pauvre père, heureux à la fois et affligé, raconter dans son langage sans art les circonstances du baptême forcé de l'enfant. « Le comte Santus vint me dire : Il faut la faire baptiser. Je fus fort étonné de cela, parce que je pensais qu'il ignorait sa naissance. — L'enfant, lui dis-je, se porte bien, et on pourra le baptiser plus tard. — Non, il faut que cela se fasse tout de suite. Voilà M. de Roccanova et Mme la baronne Pallavicino qui lui serviront de parrain et de marraine et qui feront votre fortune. — Alors je n'osais plus rien dire, et on apporta l'enfant dans la chapelle de la forteresse, où je suivis le cortége avec Mlle Jahier. » C'était une fille du héros vaudois qui avec Janavel avait sauvé sa patrie en 1655. Énergiquement attachée à la foi pour laquelle avait combattu son père, elle éprouva une telle douleur en voyant la cérémonie catholique qu'elle tomba évanouie dans la chapelle. « On donna à mon enfant, reprend Salvajot, les noms de Louise-Caroline, qui étaient ceux du parrain et de la

marraine. Le lendemain, on apporta à l'accouchée une chemise et des draps envoyés par le padre Valfrè. »

Il faut savoir ce qu'était cet inconnu dont le nom arrive ici sous la plume du prisonnier. C'était un moine de la noble famille des Valfrè, un de ces hommes qui semblent nés pour aimer et faire le bien, un saint Vincent de Paul piémontais, mais d'un esprit plus large et plus tolérant que celui de France. Il s'était attaché à cette grande misère vaudoise pour la soulager, suivant les captifs de citadelle en citadelle, leur faisant distribuer du linge, des bouillons, et leur donnant même quelque peu d'argent. Il était accompagné d'un moine savoyard, le père Morand, animé du même esprit et de la même charité, « et ce qu'il y avait de remarquable, ajoute Salvajot en parlant de ces deux bienfaiteurs, c'est qu'ils ne faisaient aucune différence entre ceux qui s'étaient faits catholiques et ceux qui étaient restés fidèles à leur religion. Ils semblaient même avoir pour ces derniers plus d'égards et de respect. » Pendant que ces deux amis de l'humanité étaient à l'œuvre, prodiguant leurs secours indistinctement, des moines d'une autre trempe entraient dans les prisons à tout moment pour tourmenter les captifs par d'interminables controverses théologiques. Ils y mettaient un acharnement étrange. Un pasteur nommé Leydet, ayant été pris les armes à la main, fut condamné à mort. Les moines le poursuivirent de controverses jusque sur l'échafaud, et pendant qu'il s'écriait en face du supplice : « O mon Dieu, je remets mon âme entre tes mains, » ces furieux l'obsédaient encore d'argumens sur les caractères de la véritable église. Les prisonniers avaient d'autres plaies qui s'attachaient à eux, des maladies, des privations de toute sorte, la faim, les mauvais traitemens, des gardiens impitoyables qui les faisaient rentrer vivement dans leurs cachots lorsque le duc de Savoie venait inspecter les travaux de fortifications. Cette dernière circonstance, notée par Salvajot, prouve que le duc était tenu systématiquement dans l'ignorance de ce qui se passait. Le pauvre père raconte que sa femme mourut quelques jours après sa délivrance, et fut ensevelie dans le drap donné par le bon Valfrè; un mois après mourut aussi l'enfant baptisée de force, et Salvajot resta seul avec une petite fille alors âgée de cinq ans et demi. « Enfin, dit-il, on commença de parler de notre prochaine sortie du pays. Déjà on laissait quelques-unes de nos femmes passer les portes de la citadelle et aller en ville pour faire leurs provisions; puis on permit aussi à quelques hommes de sortir, pourvu qu'ils fussent accompagnés de deux sergens, et ainsi s'acheminaient les choses vers notre liberté. »

Les envoyés du protestantisme restés à Turin pendant que se jouait le drame sanglant que nous avons décrit, reprirent les né-

gociations aussitôt qu'il fut fini, et obtinrent de Victor-Amédée que l'expatriation du peuple proscrit se ferait aux frais de l'état. Les prisons ne furent ouvertes que fort avant dans l'automne, lorsque le Mont-Cenis était déjà couvert de neiges. A Turin et dans quelques autres forteresses, on ne laissa pas d'abord partir les enfans, « afin, dit Salvajot, que les seigneurs pussent en prendre. » La mode introduite par la marquise de Pianezza faisait alors fureur parmi les grandes familles piémontaises : chacun voulait avoir un petit groom arraché à l'hérésie. « On voit rarement passer un carrosse qui n'ait son *barbet* derrière, écrit l'envoyé suisse à leurs excellences de Berne; il y en a même quelquefois jusqu'à deux, reconnaissables à leur bonnet à la dragonne. » Une autre lettre du même personnage ajoute : « Les prisonniers m'ont dit qu'à leur sortie de la citadelle de Turin le major avait enlevé plusieurs enfans par force. » Les pères et les mères dont on enlevait les enfans poussaient des cris terribles, dit Salvajot, *era un gran piento fra i padri e le madre*. Il y eut même du sang répandu, car, ajoute-t-il, plusieurs mères avaient résolu, avant de sortir de prison, de tuer leurs enfans plutôt que de les laisser prendre aux catholiques. C'est par de telles scènes que l'exode commença. Il fallait franchir le Mont-Cenis au milieu de l'hiver, et sur tout le trajet les malheureux exilés semaient la route de cadavres. De la première bande, composée de 300 personnes, il en resta 90 sur les Alpes, morts de froid, et celle qui suivit retrouva les cadavres ensevelis sous la neige. Ce n'est pas à Turin seulement qu'il y avait des voleurs d'enfans; on en prit à travers la Savoie, à Lanslebourg, à Saint-Jean-de-Maurienne, à Aiguebelle et Annecy; mais le duc, ayant appris ces odieux enlèvemens, ordonna que les enfans fussent rendus, et les soldats qui accompagnaient les convois de proscrits reçurent des ordres sévères à cet égard. Les convois qui suivirent les deux premiers furent mieux traités. Au pied du Mont-Cenis, du côté du Piémont, le duc fit apporter des capotes de gros drap gris pour chaque proscrit, et dès lors ils furent à l'abri du froid en passant la montagne.

C'est ainsi qu'arrivèrent à Genève les débris de l'Israël des Alpes. Il en était entré en prison de 11 à 12,000, et il n'en sortit des états de Savoie que 4,000 environ : le reste était mort ou avait fait adhésion à l'église romaine. Genève et la Suisse protestante furent admirables de dévoûment. Des commissaires genevois allaient attendre les exilés jusqu'au Mont-Cenis avec les dons et les secours de la charité, et revenaient avec eux. A l'arrivée de chaque convoi, la population se portait à sa rencontre jusqu'au pont d'Arve, qui était alors la frontière de la république. « On s'entre-battait, dit un contemporain, pour recueillir les plus misérables. C'était à qui les

aurait plus tôt conduits dans sa demeure. Il y en eut qui les portèrent dans leurs bras depuis la frontière jusqu'à la ville. » Les conseils de la république venaient eux-mêmes en costume officiel attendre aux portes de Genève l'arrivée des convois. Les malheureux entraient en chantant le psaume du refuge composé par Théodore de Bèze :

Faut-il, grand Dieu! que nous soyons épars!

Ils chantaient d'une voix lamentable, et la population émue pleurait et chantait avec eux. « C'étaient des scènes lugubres, continue le même contemporain, à l'arrivée de chaque convoi. Les premiers arrivés accouraient au-devant des nouveaux pour chercher leurs proches. Un père demandait son enfant, et un enfant cherchait son père, un mari cherchait sa femme, et une femme son mari. » Et le peuple de Genève, témoin de cette grande désolation, s'efforçait de l'adoucir par ses soins, par sa sympathie et sa charité. Il fallut un arrêté du grand-conseil pour répartir les proscrits entre les habitans, car ceux-ci ne mesuraient pas toujours leur bonne volonté pour les réfugiés à leurs ressources ni à la capacité de leurs maisons, et dans leur élan inconsidéré de dévoûment ils emmenaient chez eux tous ceux qu'ils rencontraient. Ce dévoûment paraîtra plus admirable encore, si l'on se rappelle que Genève n'avait pas à secourir seulement l'infortune vaudoise. Un érudit distingué, M. Gaberel, a compté 60,000 réfugiés français qui trouvèrent alors dans cette ville un asile permanent ou un secours pour continuer leur route vers d'autres pays. Les maisons comme les cœurs semblaient s'élargir, dit-il, pour contenir toutes ces épaves de la révocation. Jamais l'utilité des petits pays à côté des grands n'a mieux été démontrée, et, si la reconnaissance des bienfaits reçus était une vertu politique, l'école moderne des grandes agglomérations nationales ne serait pas née. L'exemple de Genève recevant pendant trois siècles les victimes des révolutions et des réactions politiques et religieuses de la France montre à quoi servent ces existences qu'on regarde aujourd'hui de si haut.

Les autres cantons de la Suisse protestante vinrent au secours de Genève et revendiquèrent leur part de bienfaisance. Après eux, ce furent les princes d'Allemagne, surtout le vieil électeur de Brandebourg. Aussitôt qu'il apprit l'arrivée en Suisse des premiers vaudois, il envoya au-devant d'eux son chargé d'affaires dans le Palatinat, M. Mendelshobe, pour traiter de leur établissement en Allemagne. Par une lettre du 25 janvier 1687, l'envoyé transmet à son maître les renseignemens qu'il a recueillis sur les émigrans. « Ces braves gens, dit-il, désireraient surtout qu'on leur donnât un district où

ils pussent demeurer réunis, qu'ils fussent sous la dépendance immédiate du souverain, et non comme en France sous celle des nobles. Il y a peu d'artisans et d'industriels parmi eux : ainsi il ne faudrait que des terres à cultiver et surtout des pâturages. Ils aimeraient particulièrement un territoire propre à la culture du mûrier, parce qu'ils se sont depuis longtemps appliqués à élever les vers à soie, et pourraient, par ce moyen, pourvoir aisément à leur subsistance. Son altesse électorale peut être assurée de trouver en eux des sujets soumis et d'une fidélité inébranlable. Ce sont des gens simples et laborieux; mais ils ont des manières à eux, et leurs habitudes ont beaucoup de ressemblance avec les mœurs suisses. Pour cette raison, ils ne voudraient pas être mêlés avec les Français réfugiés, dont l'humeur vive et éveillée ne s'accorderait peut-être pas avec leur tranquillité et leur genre de vie tout patriarcal. » Des lieux d'établissement furent arrêtés à Standal, à Burg, à Spandau et à Magdebourg; mais, quand les vaudois virent qu'il fallait aller si loin, il leur sembla que c'était un nouvel exil, et, comme le peuple d'Israël captif à Babylone, ils furent ressaisis par la grande douleur de la patrie absente. Ce sentiment leur était revenu avec la sécurité. L'image de leurs chères montagnes, un moment effacée par les souffrances physiques de la captivité, revint plus vive et plus attrayante dans leur imagination dès qu'ils furent entourés du bien-être procuré par la bienfaisance des frères étrangers. Ils ne marchaient vers les établissemens promis qu'en regardant en arrière, et à chaque étape à travers la Suisse il en restait quelques-uns qui ne voulaient plus avancer. L'auteur des *Memorie di me*, qui faisait partie de l'un de ces convois, raconte qu'à Saint-Gall 150 vaudois refusèrent d'aller plus loin. L'envoyé prussien, M. de Bondely, qui les accompagnait, s'indigne de cette conduite dont il ne comprend pas le motif, et il a des paroles dures pour la caractériser. « Au lieu de 1,500 vaudois que nous attendions, écrit-il à l'électeur, nous n'en avons que 7 ou 800; les autres sont des libertins qui se laissent aveugler par un amour incroyable pour leur patrie, et qui veulent à tout prix y retourner. »

On a peine à comprendre qu'après tout ce qui s'était passé ils aient encore conservé l'espoir de rentrer dans leurs vallées; mais les sentimens du cœur n'ont pas la même logique que la raison, et ils échappent au contrôle de celle-ci. Comment rentrer dans leurs vallées, maintenant repeuplées de colons catholiques, gardées par les armées de Louis XIV et de Victor-Amédée II? Comment triompher des obstacles qui les en séparaient : le lac de Genève à franchir, la Savoie tout entière et de hautes montagnes à traverser, des populations ennemies et des soldats à combattre? Mais rien ne peut

détruire l'enchantement de la patrie absente dans le cœur de l'enfant des hautes cimes. Ce trait du caractère des peuples montagnards les rend peu propres aux colonisations, car la patrie nouvelle est sans cesse défaite par l'attrait de l'ancienne qui ramène le colon au pays d'origine. L'idée du retour poursuivait donc les émigrans partout où la bienfaisance protestante s'efforçait de les fixer. Quand une idée domine à ce point toute une collection d'hommes, quelque absurde et insensée qu'elle soit, elle trouve toujours un moyen d'entrer dans les faits. Il en arriva ainsi de cette idée vaudoise, elle trouva des hommes d'action pour la réaliser. Ce n'était pas sans un mot d'ordre secret que les émigrés s'arrêtaient sur la route. Le vieux proscrit de Genève, Janavel, était avec Henri Arnaud l'âme de ce complot, qui avait pour but la restauration des vaudois dans leur pays. Dans un conseil secret tenu à Genève au mois de mai 1688, ils résolurent d'envoyer dans les vallées trois émissaires chargés de reconnaître la situation et d'explorer les cols de la Savoie par où l'on pourrait passer. Les trois espions trouvèrent la désolation partout, les temples abattus, les villages à moitié détruits, des maisons vides, ouvertes et croulantes; mais l'impression la plus pénible fut de voir les plus belles terres, les prairies de Saint-Jean, les vignes d'Angrogna et de Rora, déjà occupées par des catholiques venus de la Savoie et du Piémont. Une partie de l'ancienne population y vivait encore, retenue par l'amour du sol natal, catholique extérieurement, mais vaudoise au fond de l'âme, sombre, irritée, et pouvant servir de point d'appui à un retour offensif. En revenant par les montagnes de la Savoie pour remplir une partie essentielle de leur mission, ils furent arrêtés dans la vallée de Tignes, en Tarentaise, par le châtelain du comte Laval de l'Isère; mais ils se tirèrent de ce mauvais pas en se couvrant du déguisement de colporteurs comme les anciens prophètes vaudois, et ils arrivèrent sans autre accident à Genève, où les attendait Janavel.

Ce n'était pas dans la tête seule du vieux proscrit que fermentait l'idée du retour. D'autres s'en occupaient à son insu, et leur tentative faillit compromettre le projet qu'il avait arrêté avec Arnaud, et que nous verrons bientôt exécuter avec une merveilleuse audace. D'après le projet anonyme, les vaudois devaient s'amasser sans bruit vers l'embouchure du Rhône dans le lac de Genève et remonter le fleuve dans le Valais, jusqu'à la hauteur de Martigny. Là, on tournerait à droite, on franchirait les Alpes une première fois au grand Saint-Bernard, une seconde fois au petit Saint-Bernard en tournant par derrière le massif du Mont-Blanc, et, après être entré sur le territoire de la Savoie, on viendrait tomber sur les montagnes natales par le mont Iseran et le Mont-Cenis : projet gi-

gantesque, enfanté par des esprits malades, qui échoua dès les commencemens. Le comte Govone, envoyé piémontais en Suisse, ayant appris par ses agens la nouvelle du rassemblement vaudois à la tête du lac, adressa d'énergiques réclamations à la diète helvétique, et Louis XIV fit déclarer que, si l'invasion projetée n'était pas réprimée, il en ferait un *casus belli*. Leurs excellences de Berne, de qui relevait alors le pays de Vaud, où se faisait le rassemblement, durent agir sous la double pression de la France et de Turin, et l'ordre fut expédié au bailli d'Aigle de ramener de gré ou de force les émigrés dans l'intérieur de la Suisse. Le bailli exécuta l'ordre avec toute la douceur et tous les ménagemens possibles, car, en sa qualité de protestant zélé, il souhaitait ardemment le succès de l'entreprise qu'il était obligé de réprimer. « Pauvres vaudois, leur dit-il les larmes aux yeux, le Seigneur se souviendra de vos détresses, car il ne peut qu'approuver le zèle que vous témoignez pour rétablir sa sainte religion dans le sanctuaire de vos aïeux, où elle n'a jamais été éteinte, et il vous ramènera infailliblement dans votre patrie. » Après le bailli, un chef de l'expédition prit la parole et commenta ce texte de l'Écriture : *ne crains point, petit troupeau*. « Oui, ne crains point, car Dieu a son temps pour abattre et pour relever; souffrons avec patience, et à son heure il nous relèvera. »

Après cette tentative manquée, le vieillard de Genève et Arnaud se mirent à l'œuvre pour un nouveau plan. Cette fois on se réunirait près de Nyon, dans la forêt de Prangins, à l'endroit où le lac est étranglé entre le promontoire savoyard d'Yvoire et la côte de Vaud, où par conséquent la traversée du lac est très courte; on gagnerait rapidement les hautes montagnes du Faucigny pour éviter la poursuite des troupes ducales, et, arrivé dans la haute vallée de l'Isère, on franchirait le mont Iseran et le Mont-Cenis pour tomber de là sur la terre vaudoise. Ce plan arrêté entre Arnaud, Janavel et d'autres réfugiés, on se mit en devoir de l'exécuter, et le mot d'ordre du rassemblement fut transmis aux vaudois dispersés en Suisse et en Allemagne. Il ne suffisait pas cependant d'aspirer à reconquérir la patrie, il fallait des moyens d'exécution, des armes, des munitions et de l'argent. Arnaud partit secrètement pour la Hollande et alla en conférer avec Guillaume d'Orange. Ce prince ne s'était pas encore embarqué pour l'Angleterre; mais déjà il préparait dans les ports de la Hollande cette expédition qui devait détrôner le Stuart catholique, donner à l'Angleterre un roi protestant et à la France le plus terrible ennemi qu'elle ait eu. Il saisit d'un coup d'œil l'importance de la tentative vaudoise, la diversion qu'elle créerait sur les Alpes et l'action dissolvante qu'elle exercerait probablement sur l'alliance de Victor-Amédée II et de

Louis XIV, et il la favorisa de tout son pouvoir, mais indirectement, par ses amis hollandais et suisses. Dès lors les vaudois ne manquèrent ni d'armes, ni d'argent, ni d'officiers exercés pour les commander. Bientôt on ne fit même plus un mystère de la protection du prince d'Orange, et un émissaire du duc de Savoie écrit qu'il a vu près de Lausanne des vaudois qui portaient à leur chapeau les couleurs de Guillaume, le ruban orange. La Suisse, moins craintive devant le roi de France, auquel la diète de l'empire venait de déclarer la guerre, laissait se produire assez librement ces manifestations et ces préparatifs vaudois. Arnaud, de retour de son voyage, eut une dernière entrevue avec Janavel, qui lui donna par écrit des instructions curieuses sur la conduite de l'expédition.

Il trace à ses compatriotes un plan de campagne où l'on reconnaît l'expérience du partisan et la foi ardente du chrétien. En entrant en Savoie, ils devront ramasser sur leur route les seigneurs et les prêtres, et les garder en otages pour faire tomber la résistance des populations. Il leur indique les cols par lesquels ils devront passer et les montagnes qu'ils devront fortifier dès qu'ils seront arrivés. Il en est une surtout, la Balsille, — nom qui va être bientôt illustré par des combats héroïques, — sur laquelle il appelle particulièrement l'attention. « N'épargnez pas, dit-il, vos peines et vos labeurs pour fortifier cette position, qui sera votre forteresse la plus solide. Ne la quittez qu'à la dernière extrémité. » Lorsqu'il porte sa pensée sur ces colons infidèles qui occupent maintenant la terre sacrée, le sang lui monte au cerveau, il est saisi de l'esprit qui animait les anciens Hébreux à leur entrée dans la terre de Chanaan, et il donne résolûment le conseil de les détruire à la façon de l'interdit, suivant la parole biblique. « Pas de quartier! dit-il, car les hommes que vous épargneriez iraient révéler votre position à l'ennemi. » Il ne veut pas toutefois qu'on verse le sang innocent, « afin de n'avoir pas à en répondre devant Dieu. » Il termine ses instructions par un élan prophétique. « Si vous vous confiez en l'Éternel, soyez assurés qu'il ne vous oubliera pas, et que son épée sera autour de vous comme une muraille de feu contre vos ennemis. »

Le 15 août 1689 est le jour fixé pour le rendez-vous général sur la rive du lac. Ce jour était bien choisi, car c'était celui du jeûne fédéral, solennité plus rigoureusement observée alors qu'aujourd'hui en Suisse : tout chômait, le peuple et les autorités. On vit bien les détachemens vaudois converger vers la forêt, le châtelain de Rolles avertit même le bailli de Nyon du rassemblement qui se faisait à peu de distance de cette dernière ville; mais le bailli ne pouvait faire battre le rappel des milices un jour de jeûne et d'humiliation, et il se contenta d'assister au départ, qui eut lieu pendant la nuit sur quinze bateaux arrivés secrètement de Genève et de Lausanne. Le

chef militaire de l'expédition, le capitaine Bourgeois, n'ayant pu se trouver au rendez-vous, essaya de franchir le lac plus tard avec un nouveau détachement; mais les envoyés français et piémontais étaient avertis déjà, et le pauvre commandant en retard fut arrêté par l'autorité bernoise, jugé et exécuté sur l'esplanade de Nyon, pour apaiser la colère du souverain qui faisait alors trembler toutes les puissances. Ce fait prouve que la Suisse n'était point complice du départ des vaudois, et qu'il leur avait fallu tout d'abord déjouer la vigilance des autorités locales pour se lancer dans cette aventure étrange où nous allons les suivre.

IV.

La relation de cette expédition a été écrite par deux auteurs qui en faisaient partie, par le vaudois Renaudin et le Cévenol Hugues. Henri Arnaud a fait de leurs manuscrits un livre assez confus, connu sous ce titre : *Histoire de la glorieuse rentrée,* où il s'attribue le principal honneur de l'expédition. On remarque dans le manuscrit de cet ouvrage, qui est déposé à la bibliothèque de Berlin, des ratures comme dans la plupart des manuscrits vaudois, et ces ratures ont pour but d'amoindrir le rôle et d'effacer même le nom du général Turrel, réfugié français qui remplaça le capitaine Bourgeois dans le commandement militaire. Il fut élu sur le territoire ennemi, aussitôt après le débarquement, par le vote des expéditionnaires, selon la formule donnée par Janavel, « à genoux, les yeux et les mains levés au ciel, le cœur et l'âme au Seigneur. » Le corps fut divisé en dix-neuf compagnies ayant chacune son capitaine, et des soldats qui n'entrèrent pas dans les compagnies on forma trois corps détachés que la relation nomme avant-garde, corps de bataille et arrière-garde. Arnaud représentait l'autorité religieuse; c'était un prophète souvent plus puissant, mieux écouté que le chef militaire.

Aussitôt que la nouvelle de l'entrée des vaudois en Savoie fut connue, elle causa un profond étonnement dont nous retrouvons l'écho dans les feuilles périodiques du temps. « Quelle apparence, disait *le Mercure historique,* que les vaudois puissent rentrer dans leur pays sans qu'on s'oppose à leur passage, sans qu'ils soient écrasés? Comment pourront-ils lutter contre les forces de la France et du Piémont, qui les pressent des deux côtés? » — « Il est impossible, ajoutait la *Gazette de Leyde,* qu'ils y retournent sans périr, quelques précautions qu'ils prennent, et la cour de Savoie peut être tranquille de ce côté-là. » Ils avaient en effet à surmonter des obstacles naturels dont la vue seule est effrayante. Ils allaient rencontrer les quatre vallées profondes de l'Arve, de l'Isère, de l'Arc et de la

Dora, dont ils auraient à monter et à descendre les versans en s'élevant sur trois des plus hautes montagnes de l'Europe, sur le Bonhomme, l'Iseran et le Mont-Cenis. En huit jours, ils franchirent la distance qui les séparait de leurs vallées natales en décrivant dans l'axe de la chaîne centrale un arc de plus de 150 kilomètres de développement, se tenant sur les hauteurs escarpées pour éviter la poursuite des milices locales, cherchant les rivières à leur source pour n'avoir pas à les traverser. Il est curieux de voir de plus près ces hardis aventuriers et de les suivre avec l'*Histoire de la glorieuse rentrée* à la main.

Leur passage au milieu des populations de la Savoie excite d'abord plus d'étonnement que d'hostilité, ils recueillent même quelques témoignages de sympathie. « Dieu vous bénisse ! » disaient les paysans du Chablais en les voyant passer. Un curé leur ouvre sa cave pour les désaltérer, et fait les meilleurs vœux pour le succès de leur entreprise; mais les hobereaux du pays, les « seigneurs, » comme les appelle la relation, n'ont pas les mêmes sentimens, et cherchent partout à les arrêter. Aussi la première chose que font les vaudois en arrivant, c'est de s'emparer du seigneur, et dans la collection des otages qu'ils ramassent sur la route figurent presque tous les noms de la noblesse savoyarde, les de Coudrée, les de Foraz, les de Rochette, les de Riddes, les de Loches. Ils sont forcés comme les autres de gravir les sommités neigeuses et de supporter, malgré leurs plaintes réitérées, les fatigues du voyage. Si des paysans armés gardent les passages, les vaudois viennent respectueusement dire au seigneur prisonnier d'écrire à son confrère en seigneurie de débarrasser la route, et cette prière manque rarement son effet. La première manifestation hostile eut lieu au col du Voiron, première montagne qui limite le bassin de Genève : 200 paysans enrégimentés par les moines et par le châtelain de Boëge y attendaient cachés dans un bois de sapins; mais ils se dissipèrent à l'approche de l'avant-garde vaudoise, et le châtelain fut prié de se joindre aux otages avec un moine trouvé porteur d'une dague sous sa robe. C'est alors que les vaudois commencèrent à se faire précéder de lettres écrites par les otages et expédiées aux seigneurs et aux villes qu'on allait rencontrer. La relation a conservé l'une de ces lettres, celle du marquis de Coudrée. « Ces messieurs, dit-il, sont arrivés ici au nombre de 2,000; ils nous ont priés de les accompagner afin de pouvoir rendre compte de leur conduite, et nous pouvons vous assurer qu'elle est toute modérée : ils paient tout ce qu'ils prennent, et ne demandent que le passage. Ainsi nous vous prions de ne point faire sonner le tocsin, de ne point faire battre la caisse, et de faire retirer votre monde, au cas qu'il soit sous les armes. »

Cette lettre, portée à Viuz et à Saint-Jeoire, ouvrit le passage jusqu'à Cluses, ancienne capitale du Faucigny, bâtie sur l'Arve, au pied de rochers à pic. Arrivés devant cette ville le second jour de leur entrée en Savoie, ils virent les habitans en armes sur les fossés et sur les rochers, vociférant et criant des injures aux vaudois, qu'ils appelaient « barbets. » Ces préparatifs belliqueux étaient dus à l'initiative de quatre seigneurs enfermés dans la ville, MM. de Rochette, de Riddes, de Charbonnière et de Loches. Les otages comprirent qu'il y allait de leur vie, si le combat s'engageait, et l'un d'eux, M. de Foraz, écrivit à ses confrères un billet qui eut le même succès que le premier. La ville s'ouvrit, et les vaudois la traversèrent entre deux haies de population silencieuse. Néanmoins, en sortant, on remarqua des enfans qui couraient à toutes jambes dans la direction de Sallanches, autre ville de la même vallée. Cette circonstance excita la défiance, et l'on pria les gentilshommes de se joindre aux otages. Le domestique de l'un d'eux, ayant voulu devancer l'expédition, fut arrêté, et on le trouva porteur d'une lettre de son maître aux habitans de Sallanches pour les engager à disputer le passage. Rendus plus circonspects par cette découverte, ils avancèrent avec prudence dans cette immense crevasse de l'Arve qui conduit au Mont-Blanc. La rivière, grossie par les pluies, occupait presque tout le bas de la vallée, et de chaque côté s'élevaient des hauteurs à pic, « d'où l'on aurait pu, dit le journal de Renaudin, écraser une armée à coups de pierres. » A Maglan, premier bourg qu'on rencontre au sortir de Cluses, on prit pour otages le seigneur et le curé. Ce n'était pas trop de tous ces ôtages pour dissiper le rassemblement qui s'était formé à Sallanches, où 600 hommes armés gardaient le pont sur l'Arve. Le passage ayant été refusé, l'avant-garde vaudoise s'empara du seigneur de Megève et de quatre des principaux de la ville qui étaient venus à cheval à la tête du pont. Cette capture importante fit tomber les armes des mains de la population. On se mit à parlementer pour échanger les prisonniers contre un homme que l'on disait être le premier syndic de Sallanches, mais qui n'en était en réalité que le premier meunier. Quatre capucins étaient chargés de mener à bonne fin cette fraude, qui fut découverte et coûta la liberté à deux de ces singuliers parlementaires. « Les deux autres, dit le journal, surent si lestement retrousser leur robe pour courir qu'ils échappèrent. » Les deux capucins prisonniers, voyant leur vie en danger, obtinrent que le pont fût laissé libre, et les vaudois allèrent se reposer des fatigues de la journée au village de Combloux, à l'entrée des passages qui conduisent du bassin de l'Arve dans celui de l'Isère. C'est là que les attendaient les grandes difficultés.

Ils suivirent d'abord la vallée de Megève, qui verse ses eaux dans

l'Arly et par l'Arly dans l'Isère, puis, tournant au nord, ils rentrèrent dans le bassin de l'Arve en franchissant une montagne « dont le seul aspect fait peur, » dit le journal. La pluie, la neige et le brouillard épais en rendaient l'ascension des plus dangereuses. Les guides hésitaient, ne reconnaissant plus la voie, « et se croyant être dans les nues; » mais ils la retrouvèrent bientôt quand on leur eut montré le bout de la corde pour les pendre, car leur hésitation n'était qu'une ruse. C'est ainsi qu'on arriva au sommet de cette montagne, que le journal appelle Hauteluce. On y prit quelque repos sous les chalets, d'où les bergers s'étaient enfuis. Il y avait encore quelques provisions abandonnées auxquelles on s'abstenait de toucher par un scrupule honorable. « Les otages, qui ne s'accommodaient guère de notre frugalité, dit le journal, s'étonnaient fort qu'une si grande troupe marchât avec tant de retenue, ajoutant qu'en fait de vivres c'était la coutume des soldats d'en prendre où ils en trouvaient. » Cette leçon, jointe à la faim qui les tourmentait, leur fit abandonner tout scrupule, et ils mangèrent du pain, du fromage et du lait, « qu'on aurait à la vérité payés, dit le narrateur, si l'on avait su à qui ces provisions appartenaient. » Ceux qui ont escaladé les montagnes savent que la grande difficulté est non pas dans l'ascension, mais dans la descente. Les vaudois furent obligés de se laisser couler sur les pentes sans savoir où ils allaient tomber, car le brouillard leur cachait les objets, et n'ayant pour se diriger que la blancheur de la neige tombée pendant la nuit. C'est ainsi que l'on retomba dans le bassin de l'Arve, au pied de l'un des plus formidables contre-forts du Mont-Blanc, le Bonhomme. On se mit dès le matin à gravir cette montagne, haute de 2,755 mètres au-dessus du niveau de la mer, marchant dans la neige jusqu'aux genoux et avec la pluie sur le dos. L'année précédente, au bruit de la première tentative d'invasion, le gouverneur de la Savoie avait fait construire au col du Bonhomme des retranchemens en pierre avec embrasures et réduits. « Trente soldats auraient pu nous y détruire; mais, ajoute le pieux narrateur, l'Éternel, qui était toujours avec la troupe des fidèles, permit qu'ils trouvassent ces beaux retranchemens vides et sans aucune garde. » Le corps expéditionnaire, voyant là un miracle de la Providence, tombe à genoux dans la neige, et Arnaud fait une magnifique prière d'action de grâces. La raison de cet abandon s'explique naturellement. Le duc de Savoie, qui méditait le revirement politique de l'année suivante, revirement qui le délivra de l'odieuse vassalité que Louis XIV faisait peser sur lui, avait retiré ses troupes de la Savoie pour les concentrer au-delà des monts, afin de pouvoir à l'occasion les joindre à celles de son cousin, le prince Eugène, général de l'armée impériale. De là cette absence de force militaire et cet abandon des fortifications du

col du Bonhomme, qui étonne le narrateur, peu au courant, à ce qu'il paraît, des événemens politiques. Pour comble de bonheur, l'expédition trouva au sommet de la montagne une auberge connue des touristes, où elle s'approvisionna largement.

On était enfin sur le versant des eaux de l'Isère. Les montagnards s'habituaient peu à peu à la vue de cette grande troupe, et elle fut reçue sans hostilité le long de la vallée de Tignes, qui conduit au mont Iseran. Les notables du bourg de Sainte-Foy vinrent même au-devant des voyageurs, leur offrirent des provisions, et louèrent leur projet de reconquérir la patrie. Ces politesses causèrent un moment d'arrêt dans la marche de la colonne à travers l'étroite vallée, et Henri Arnaud s'en inquiéta, croyant y voir un piége de l'ennemi. « Il avait pour maxime, dit le journal, de toujours se défier des caresses affectées. » Il fit rejeter les offres de la population, et pressa la marche pour arriver le même jour à Laval, le dernier village qu'on rencontre en-deçà de la grande chaîne qui sépare la Tarentaise de la Maurienne. On gravit le lendemain le col de l'Iseran, à 3,300 mètres d'altitude, le long d'un glacier peu connu, mais qui présente un spectacle aussi grandiose que celui du Mont-Blanc. De vastes étendues de glaces recouvrent le sommet de la chaîne, et s'appliquent sur elle comme une calotte dont les extrémités surplombent et pendent en stalagmites étincelantes. On dirait une seconde montagne superposée. C'est le long de ces magnificences naturelles que défilent les proscrits sans y prêter la moindre attention, car ils avaient des préoccupations bien différentes. Les bergers leur apprirent au sommet du col qu'un grand nombre de soldats les attendaient au Mont-Cenis; mais cette nouvelle enflamma leur courage, et ils descendirent joyeusement sur la vallée de la Maurienne. Le premier groupe d'habitations humaines est Bonneval, la commune la plus élevée de la Savoie et peut-être de l'Europe. Les gens s'y montrèrent hospitaliers, et le curé s'empressa d'ouvrir sa cave. Plus bas, à Bessans, qui est encore à 1,630 mètres au-dessus du niveau de mer, l'accueil fut tout autre. « C'étaient les plus méchantes gens qui existent sous la voûte des cieux, et ils nous obligèrent à les punir en leur prenant quelques mulets, et en forçant le curé, le châtelain et six paysans à nous suivre. » Le lendemain, on était au Mont-Cenis, où l'on trouva, au lieu des soldats innombrables annoncés par les bergers, une troupe considérable de mulets portant les bagages d'un cardinal. C'était le cardinal Angelo Ranuzzi. Il avait acheminé ses bagages par le Mont-Cenis pendant qu'il se dirigeait sur Rome par la voie de Marseille pour aller siéger au conclave qui élut le pape Alexandre VIII. Nonce en France pendant les démêlés de Louis XIV avec Innocent XI, il était soupçonné d'avoir suscité des ennemis

au roi très chrétien et même d'avoir mis la main à la coalition. Ses bagages, dévalisés par les vaudois, renfermaient des papiers compromettans qui parvinrent, on ne sait comment, à Victor-Amédée et à Louis XIV. Il aspirait à la tiare, « dignité qu'il était capable de remplir mieux que tout autre, dit la relation vaudoise, car il joignait à de belles qualités et à un grand air de prélat une intelligence particulière des intérêts des princes et des maximes de cour; » mais les papiers saisis ruinèrent ses ambitions, et il en mourut de chagrin à Fano. « A ses derniers momens, ajoute le journal, il s'écriait encore : *O le mie carte! o le mie carte !* ô mes papiers! ô mes papiers! »

Après cet exploit, qui fait peu d'honneur aux vaudois, ils s'empressèrent de traverser le plateau du Mont-Cenis pour aller joindre la vallée de la Dora; mais à la descente du petit Mont-Cenis ils furent égarés par la malice de leurs guides sur une affreuse montagne appelée la Touille, qui domine la vallée du Jaillon. C'est sur ce versant qu'on voit une excavation étrange nommée le *trou du condamné*, creusée tout entière dans la roche à l'aide de la pique et du ciseau. Par ce trou passe un petit cours d'eau sans lequel la vallée du Jaillon ne serait qu'un désert aride. La vie est née, des prairies vertes se sont formées et des groupes d'habitations se sont échelonnés sur cette source féconde, amenée par le travail étonnant du mystérieux condamné. On raconte dans les villages d'en bas qu'à une époque inconnue un proscrit se cacha dans cette solitude. Les bergers de la montagne eurent pitié de lui, car il était bon, doux et craignant Dieu, et lui apportèrent du pain de seigle et du lait caillé. Pour les récompenser de leur sollicitude, il se mit à l'œuvre avec la pique, le maillet de fer et le ciseau, il travailla, il travailla tant et si longtemps qu'à la fin l'eau bienfaisante put passer à travers le rocher éventré. Il était toujours joyeux dans son travail, et au milieu de l'hiver, caché sous la double voûte du rocher et de l'épaisse couche de neige, on l'entendait chanter sans cesse d'une voix plaintive des cantiques pieux. On l'entend même encore aujourd'hui pendant la nuit, si l'on en croit la légende; le bruit étouffé de son marteau se mêle toujours à celui des tourmentes de la montagne. Le caractère exceptionnel de ce forçat, tel qu'il ressort de la légende, nous met sur la voie de la vérité : le *trou du condamné* est probablement l'œuvre d'un de ces vaudois proscrits par les anciens édits, caché dans cette retraite inaccessible, protégé par la commisération d'abord, ensuite par la reconnaissance du peuple de ces montagnes. — Les vaudois passèrent tout près de l'excavation « par un précipice plutôt que par un chemin battu, » dit le journal, et ils descendirent dans la vallée du Jaillon, vaste cirque fermé par des montagnes tout autour. C'est

en escaladant celle qui s'élève du côté de l'est, la montagne de Chaumont, que les vaudois rencontrèrent les premières troupes réglées qu'ils eussent vues depuis leur départ de la Suisse, et c'étaient des troupes françaises, les dragons du « grand roi. »

Si Victor-Amédée avait dégarni la Savoie de troupes et laissé la route libre aux vaudois, Louis XIV avait au contraire fort à cœur de les arrêter. Ne pouvant faire occuper la Savoie dans la crainte de jeter le duc dans la coalition, il avait fait avancer par le Briançonnais quelques milliers d'hommes qui occupaient le fort d'Exilles et barraient la vallée de la Dora. Ce sont ces soldats que les vaudois venaient de rencontrer en gravissant la montagne de Chaumont. Le moment critique de l'expédition était arrivé. Elle n'a eu à vaincre jusqu'à ce moment que des obstacles opposés par les montagnes et les précipices; mais ici elle va avoir à lutter contre le véritable ennemi, contre l'oppresseur du peuple élu. Il fallut rebrousser chemin sous une grêle de balles qui tua beaucoup de monde, il fallut regagner le cirque du Jaillon, remonter « l'affreuse » montagne de la Touille, suivre des sommités inabordables pour redescendre sur la Dora en tournant le fort menaçant d'Exilles. Cette marche fut la plus pénible de l'expédition. Les otages, forcés de monter en s'aidant des mains aussi souvent que des pieds, suppliaient les vaudois de leur donner la mort pour abréger un pareil supplice. L'un d'eux, qui était prêtre, fut tué d'un coup de feu en cherchant à s'évader. Ils savaient que leur présence au milieu des proscrits ne serait d'aucune utilité pour personne, car les Français n'étaient pas disposés à se laisser désarmer par les lettres et les supplications des nobles et des moines savoyards, et cette pensée ajoutait à l'horreur de leur situation. On marchait au m lieu d'un brouillard épais quand tout à coup, par une éclaircie, on s'aperçut qu'on était suivi par un détachement de la garnison du fort. Ce détachement ne parut pas assez nombreux pour inquiéter les vaudois, et ceux-ci redoublèrent d'énergie pour atteindre le pont en bois jeté sur la Dora à Salbertrand. Le pont était gardé par un régiment et par 500 paysans armés sous le commandement du colonel Larrey. L'ennemi se croyait si sûr d'écraser là les vaudois, qu'il n'avait pas voulu rompre le pont, et cette confiance lui coûta cher. Turrel, ce commandant-général dont le rôle a été systématiquement effacé dans la relation arrangée par Henri Arnaud, montra en cette circonstance une intrépidité sans égale. Arrivé près du pont, il commanda de se coucher à terre pendant le premier feu des Français, un feu terrible qui ne blessa qu'un homme, ce qui fit dire à l'un des otages, gentilhomme blanchi sous les armes, « qu'il n'avait jamais vu un pareil feu avoir si peu d'effet. » Après cette tempête, Turrel s'élance en criant : « Le pont est à nous ! le pont est à nous ! » Et sa troupe le

suit, se précipite et culbute l'ennemi, étourdi de cette charge impétueuse. « Les sabres des vaudois, dit la relation, mettaient en pièces les épées des Français, et faisaient jaillir des étincelles en frappant sur les fusils, dont l'ennemi ne se servait plus que pour parer les coups. » Les vaudois avaient pris pour mot d'ordre le nom d'une de leurs vallées : *Angrogne*, et ils le répétaient pour se reconnaître dans la mêlée sanglante qui suivit le passage du pont. Ce mot mal prononcé par les Français coûta la vie à plus de 200 d'entre eux. On tuait impitoyablement ceux qui criaient *grogne* au lieu d'*Angrogne*.

La victoire de Salbertrand rouvrit la patrie aux exilés, et le lendemain, arrivés sur les hauteurs qui dominent Fénestrelles, ils purent saluer de loin leurs montagnes natales. Le commandant Turrel, dit la relation, « les exhorta à remercier Dieu de ce que, après avoir surmonté si miraculeusement tant de difficultés, il leur faisait enfin apercevoir un point de l'endroit où tendaient tous leurs vœux. » A cette vue, leurs cœurs sont remplis de joie, plusieurs ont les larmes aux yeux, et le sentiment profond que tous éprouvent déborde dans une prière de reconnaissance prononcée par le général, « prière, ajoute la relation, qui les anima d'une nouvelle ardeur. » Ils en avaient besoin pour les nouveaux combats qui leur restaient à livrer avant de reconquérir l'héritage des ancêtres. Pendant sept mois, cette bande héroïque tint les montagnes devant les Français et les Piémontais. La première opération fut de débarrasser la terre natale des colons catholiques qui l'occupaient. Devant ces infidèles, comme les appelle la relation, les vaudois sont saisis de l'esprit des anciens Hébreux : ils tuent, ils détruisent, ils exterminent, ils observent à la lettre les instructions de Janavel. L'auteur de *la Glorieuse rentrée* raconte impassiblement ces exécutions. « Ayant pris 46 hommes, dit-il, on tint conseil de guerre à leur égard, et, après les avoir exhortés à prier Dieu, on les mena deux à deux sur le pont de la Balsille, où on les mit à mort, et leurs cadavres étaient successivement précipités dans la rivière. » Ce n'est pas seulement sur les étrangers et les intrus que se déchaîne la colère vaudoise, c'est encore sur ceux des anciens coreligionnaires qui ont trahi leur foi et qui ne se soumettent pas immédiatement à l'arrivée du vengeur. La relation appelle ceux-ci des « révoltés, » et, s'ils ne se joignent pas aux guérillas, ils sont aussi exterminés. Ces excès trouvent leur explication, sinon leur excuse, dans les conditions faites aux expéditionnaires : ils étaient traités non en belligérans, mais en bandits, et tous ceux qui tombaient entre les mains des Français étaient pendus ou réservés pour les galères du « grand roi. » Les Piémontais eurent une attitude différente dès le mois de février 1690. Leur commandant, le marquis de Parella, et

le major Vercelli, gouverneur de la forteresse de la Torre, adoptèrent dès lors un système de conduite qui frappa vivement l'attention des proscrits, mais dont ceux-ci ne paraissent pas avoir compris tout d'abord la signification. La poursuite devient moins pressante du côté du Piémont, tandis que du côté de la France elle redouble d'énergie et d'acharnement. Le marquis tente plusieurs fois d'entrer en pourparlers avec Henri Arnaud, devenu chef militaire en même temps que conducteur spirituel des vaudois par le départ du commandant Turrel, et lui fait offrir, par l'intermédiaire d'un prisonnier, des saufs-conduits pour venir au camp piémontais. De nombreuses lettres furent échangées; mais ces avances sont toutes repoussées. « Vous me marquez, répond Arnaud à ce prisonnier qui servait d'intermédiaire, que dans la paix tout fleurit, que dans la guerre tout se détruit, et que vous souhaiteriez savoir mes sentimens là-dessus. Les voici sans aucune réserve, avec fidélité et sincérité. — Vous savez que nos pères ont possédé de temps immémorial ces vallées, qu'ils ont très fidèlement servi leur souverain, payé les impôts et obéi en tout ce qu'on leur commandait. Cependant ils ont été chassés de leurs maisons depuis quelques années, pour s'en aller errans avec leurs familles dans les pays étrangers. Il ne faut donc pas trouver étonnant que ce pauvre et obéissant peuple ait si fort à cœur de revenir dans les lieux de sa naissance pour y habiter et posséder les héritages que ses ancêtres ont laissés de tout temps. Notre intention n'était point et n'est point encore de faire la guerre à son altesse royale, notre prince naturel. »

Arnaud, comme tous les esprits possédés par une idée fixe, n'avait pas de souplesse; il ne comprit pas la pensée politique qui se cachait sous ces avances. La nouvelle attitude de l'autorité piémontaise révélait assez clairement que le duc voulait se réconcilier avec le peuple opprimé pour s'en faire un auxiliaire. Le duc était en effet à cette époque à bout de patience. Louis XIV devenait plus exigeant. Après lui avoir demandé ses meilleures troupes pour les envoyer sur le Rhin, il élève maintenant de nouvelles prétentions; il accuse le duc d'avoir des ententes secrètes avec l'Angleterre, la Hollande et les autres protecteurs des vaudois, et, pour s'assurer de son alliance, il ne se contente plus de la possession des forteresses de Pignerol et de Casale : il veut mettre garnison jusque dans Verrua et dans la citadelle de la capitale. Devant ces prétentions, soutenues par les dépêches insolentes de Louvois, le duc fut bien forcé de regarder autour de lui s'il n'y avait pas un moyen d'y échapper. Au mois d'août 1689, il eut une entrevue secrète à Turin avec son cousin, le prince Eugène. L'empereur d'Autriche, poussé par Guillaume d'Orange, offrait à Victor-Amédée un agrandissement du côté de Gênes, la restitution de Pignerol et de Casale, dé-

tenus par la France, et le traitement royal de ses ambassadeurs, dignité vivement recherchée jusque-là par la maison de Savoie. Ces offres étaient séduisantes, mais elles ne lui parurent pas pour le moment appuyées par des troupes assez nombreuses en Italie. Il y concentra les siennes en dégarnissant la Savoie, qu'il n'avait pas l'espoir de défendre en cas de rupture, et cette circonstance explique pourquoi les vaudois n'y rencontrèrent pas un soldat. Enfin, à mesure que la pensée d'une adhésion à la coalition d'Augsbourg mûrissait dans son esprit sous la pression de Louis XIV, il faisait aux vaudois ces avances qu'Henri Arnaud repoussa avec tant d'imprévoyance. Cette lenteur à comprendre faillit causer la ruine des derniers défenseurs de l'Israël des Alpes.

Ils s'étaient retranchés à la Balsille, sur cette montagne indiquée par les instructions de Janavel comme le dernier asile de l'indépendance et de la foi vaudoises. Elle est située au couchant de la vallée de Saint-Martin, et s'élève par gradins de rochers superposés qui forment autant de bastions naturels tournés contre la vallée. De l'autre côté, elle se relie à la chaîne centrale des Alpes par des précipices et des escarpemens qui ne peuvent servir de passage qu'au chamois et au bouquetin. Au mois de mai 1690, une armée française descendit sur le versant italien, sous la conduite de Catinat; elle avait mission d'en finir avec les bandits des Alpes et d'imposer à Victor-Amédée II les prétentions que l'on sait. Une lettre d'un officier savoyard rend compte du premier assaut donné à la montagne par une division française. « Je n'ai que le temps de vous dire que les Français ont inutilement attaqué le fort de la Balsille, et qu'ils ont été obligés de se retirer après avoir perdu 150 soldats, 3 capitaines, des subalternes et quelques blessés, entre autres 1 colonel et 1 lieutenant-colonel, qui a été fait prisonnier avec les deux sergens restés auprès de lui pour le secourir. Ce lieutenant-colonel a été fort surpris de trouver dans le fort dix-neuf ou vingt officiers à galons or et argent, qui l'ont traité en gens de guerre et fort humainement, jusqu'à lui permettre d'envoyer querir le chirurgien-major de son régiment et tout ce qui pouvait lui être nécessaire. » Ce premier échec ne ralentit pas les travaux d'attaque, car il fallait détruire à tout prix ce nid de barbets, selon le mot du marquis de Feuquières, ambassadeur de France à Turin, qui vint prendre lui-même le commandement du siége sous les ordres de Catinat. Cinq corps d'attaque se forment autour de la montagne; chaque soldat est accompagné d'un pionnier portant une fascine, un sac de laine ou de terre pour se mettre à l'abri des balles vaudoises; sur les hauteurs voisines du Gugnivert, on hissa du canon à la force des bras et des épaules. Enfin, quand tout fut près pour l'assaut, on cria aux assiégés, à l'aide d'un

porte-voix, de se rendre, que chacun d'eux recevrait un passeport et 500 louis d'or pour quitter le pays. L'ambassadeur leur envoya un parlementaire pour traiter de la capitulation sur ces bases, et les menaça, en cas de refus, de les pendre tous. Arnaud fit une réponse d'une énergie antique. « Nous ne sommes point sujets du roi de France, et, ce monarque n'étant point le maître de ce pays, nous ne pouvons faire aucun traité avec aucun de vos messieurs. Nous sommes dans les héritages que nos pères nous ont laissés de tout temps, et nous espérons, avec l'aide de celui qui est le Dieu des armées, d'y vivre et d'y mourir, quand même nous ne resterions que dix pour les défendre. Si votre canon tire, nos rochers n'en seront point épouvantés, et nous entendrons tirer. »

Mais que pouvait cette poignée d'hommes contre une armée française? Le 14 mai, après un assaut terrible, la dernière retraite vaudoise fut emportée. Heureusement pour les assiégés, la nuit vint, et un brouillard, comme il s'en élève vers le soir sur les Alpes, enveloppa la montagne avant qu'on eût pris le retranchement qui en couronnait le sommet. Le lendemain, quand l'ennemi pénétra dans la dernière redoute, il n'y trouva plus les vaudois : ils avaient fui pendant la nuit par un escarpement tellement difficile à traverser que les Français n'en pouvaient croire leurs yeux, et on les aperçut filant déjà comme un troupeau de chamois derrière le Gugnivert et se dirigeant sur le massif des Alpes centrales. Ils y errèrent pendant trois jours, et le quatrième, étant descendus dans l'ancienne forteresse naturelle des barbes, au Prà del Tor, ils y apprirent la grande nouvelle apportée par un envoyé du général piémontais Pallavicino : Victor-Amédée II venait de déclarer la guerre à la France! Il avait enfin éclaté à la nouvelle prétention de Louis XIV d'occuper Verrua et la citadelle de Turin. « Il y a assez longtemps qu'on me traite en vassal, dit-il; maintenant on veut faire de moi un page; le temps est venu de montrer ce que je suis. » Dès lors la cause vaudoise devint la sienne propre. Il dit au capitaine vaudois venu auprès de lui pour organiser une guerre de guérillas sur les derrières de l'armée française : « Vous n'avez qu'un Dieu et un prince à servir. Servez Dieu et votre prince fidèlement. Jusqu'à présent nous avons été ennemis, désormais il nous faut être bons amis. D'autres ont été la cause de vos malheurs; mais si, comme vous le devez, vous exposez vos vies pour mon service, j'exposerai aussi la mienne pour vous, et tant que j'aurai un morceau de pain, vous en aurez votre part. »

L'heureuse nouvelle ne tarda pas d'arriver aux vaudois du dehors, aux dispersés de l'Israël des Alpes. Ils se hâtent vers la patrie rouverte, ils arrivent de tous les points de la dispersion, du Brandebourg, de la Westphalie, du Wurtemberg, de la Hollande et

de la Suisse, avec leurs femmes et leurs enfans, et viennent réoccuper le sol natal, abandonné par les colons catholiques moyennant une indemnité réglée par le duc. Les prisons rendent leurs prisonniers, les grandes familles du Piémont les enfans volés, et ceux qui par faiblesse se sont faits catholiques, « les captifs de Babylone, » comme on les appelait, sont aussi autorisés à retourner au culte de leurs pères et à la « montagne de l'Éternel. » Il ne manque au rassemblement que ceux qui sont tombés dans les mains du pharaon de Versailles : ceux-là rament sur les galères, ou sont morts par le fer, le feu et la corde. Tel fut le sort du commandant Turrel, le héros de Salbertrand. Il était allé au milieu de l'hiver recruter en France les victimes des dragonnades pour la guerre des Alpes. Arrêté en Dauphiné, il avait péri du supplice de la roue à Grenoble, et douze de ses recrues avaient été pendues, « six à sa droite et six à sa gauche, » dit la relation vaudoise. La mort a fait de grands vides parmi cette population naguère si prospère; mais enfin les survivans sont libres, ils peuvent adorer Dieu selon leur conscience, relever leurs temples et leurs maisons et cultiver en paix leurs héritages. La reconnaissance en fait des héros, et pour le prince qui leur ouvre la terre promise ils auraient soulevé leurs montagnes, entassé Pélion sur Ossa. Tous les historiens du Piémont ont rendu hommage à la valeur qu'ils déployèrent pendant cette guerre, qui dura cinq ans. « Ils furent d'un grand secours pour le duc de Savoie, » dit Carlo Botta. « Ces montagnards, ajoute le comte de Saluces dans son *Histoire militaire*, coururent se joindre au marquis de Parella, qui les avait attaqués naguère, et les petits combats qu'on livra dans les montagnes coûtèrent plus de mille hommes à l'ennemi, qu'on chassa de Luzerne. » La forteresse de Coni, qui était la clé du Piémont du côté de Tende, fut défendue par eux et par les habitans de la ville. Henri Arnaud, qui venait d'être nommé colonel par le duc, se multiplia avec son corps volant de coreligionnaires, tombant à l'improviste sur les détachemens français qui gardaient les défilés, enlevant les dépêches et les convois qui descendaient sur Pignerol et poussant même des pointes jusqu'en Dauphiné. Ces héroïques partisans, que Louis XIV croyait avoir anéantis, fatiguèrent l'armée française d'Italie par des attaques incessantes sur ses derrières, et leur action ne fut pas étrangère aux grands résultats de cette guerre, qui se termina en 1695 par la restitution au duc de Savoie de Casale, de Pignerol, des vallées du versant italien, et par la neutralité de l'Italie, ce grand principe si cher à la maison de Savoie.

Le duc reconnut ces services par l'édit du 23 mai 1694, qui fut la charte de la restauration vaudoise. La dissidence religieuse n'a-

vait été jusqu'alors qu'un fait dans ses états, un fait impatiemment supporté et souvent contesté; elle devint un droit légal et écrit à dater de cet édit, qui provoqua une tempête incroyable de récriminations. Le pape protesta par sa bulle du 19 août suivant, qui déclara la nouvelle loi nulle et de nul effet, et défendit, sous peine d'excommunication, de l'observer. Irrité de cette intervention papale, le duc déféra la bulle au sénat du Piémont, et la peine de mort fut prononcée contre tout prêtre ou évêque qui la publierait. Un seul osa enfreindre l'arrêt du sénat, et ce fut un chanoine de cette antique *abbadia* de Pignerol qui s'était donné la mission de persécuter les vaudois depuis six siècles. Le fait étant resté isolé, on n'y prit pas garde. Louis XIV vit aussi cet acte réparateur d'un mauvais œil; son désir de ramener le duc aux traditions de l'intolérance hâta la paix de 1695. Dans le traité qui restitua au Piémont les vallées du versant italien, il fit insérer une clause secrète qui obligeait Victor-Amédée à interdire le culte vaudois. Ce fut une nouvelle désolation dans ces vallées; mais les anciennes, celles qui avaient été l'objet de l'édit de 1694, restèrent sous le bénéfice de cette charte de restauration. Elles n'ont plus eu dès lors à se défendre contre les ducs, devenus les rois de Sardaigne et les rois d'Italie. Ce ne fut pas la liberté de Savoie, comme nous l'entendons aujourd'hui, qui fut accordée aux vaudois; ils restèrent sous une législation exceptionnelle, n'ayant pas les mêmes droits que les catholiques, éloignés des fonctions publiques, toujours parqués sur leur territoire; mais ils y ont pu vivre, prier et adorer selon leur conscience, ils ont eu leur place marquée dans la monarchie des Alpes. Tandis qu'en France la famille protestante était sans état civil, ici elle avait son registre tenu par le pasteur au même titre que le registre de la famille catholique par le curé. Tandis qu'en France le protestantisme était proscrit et ne put relever ses temples qu'à la veille de la grande révolution, ici il avait une organisation complète, un conseil supérieur nommé par l'élection, présidé par une sorte d'évêque appelé *modérateur*, et qui tenait ses assises annuelles tantôt dans une vallée, tantôt dans une autre, avec l'assistance et sous l'œil d'un commissaire royal. En un mot, il n'est pas de pays catholique où la minorité dissidente ait eu une situation plus privilégiée qu'ici depuis l'acte réparateur de Victor-Amédée II jusqu'au grand événement qui a transformé le monde moderne.

Ce n'est pas inutilement et sans profit que le Piémont a eu sous les yeux le spectacle séculaire d'un petit peuple invincible dans sa foi et luttant sans cesse pour le droit et la liberté. Si les classes illettrées y sont demeurées insensibles et fermées, il n'en est pas de même des classes éclairées et de cette aristocratie piémontaise

jadis si intolérante. Elle a déposé ses préjugés et ses préventions en voyant cette fermeté dans la revendication des droits de la conscience humaine. L'éloignement qu'elle éprouvait autrefois s'est changé en sympathie. Ce qu'il y avait d'acceptable pour une conscience catholique dans la dissidence religieuse a été peu à peu accepté, et l'idée d'une religion dépouillée de l'attirail de la puissance temporelle, cette idée, qui est l'essence même de la protestation vaudoise, a fait son chemin dans les esprits; elle a passé de l'opprimé à l'oppresseur piémontais, et a conquis peu à peu les autres parties de la nation. Aujourd'hui l'Italie est de toutes les nations catholiques la mieux préparée à l'abolition du pouvoir temporel des papes et à la séparation de l'église et de l'état. La leçon donnée par le valdisme a été lente à pénétrer, mais enfin elle a pénétré. Le faible foyer allumé sur les Alpes dès les temps du moyen âge a fini par communiquer de sa chaleur aux pays environnans. On a vu en 1848 combien la sympathie pour les vaudois avait gagné les hautes classes du Piémont. L'adresse au roi Charles-Albert pour demander leur émancipation se couvrit en quelques jours de six cents signatures, parmi lesquelles on remarquait les grands noms de ce pays, les d'Azeglio, les Cavour, les Balbo. L'émancipation fut accordée, et dès lors le ferment vaudois a pu se répandre librement dans la masse italienne et faire lever ici et là des congrégations et des églises dissidentes. Le Piémont d'abord a été envahi par la propagande vaudoise, et l'Italie a revu des colporteurs et des évangélistes plus rassis et plus calmes que ceux des XIIIe et XVIe siècles, mais non moins zélés, allant de bourgade en bourgade et semant partout la parole divine. Autour d'eux se sont groupés des centres de protestation, et aujourd'hui il est peu de villes italiennes de quelque importance qui n'ait son église dissidente. Quelques esprits chagrins, trop attachés à l'ancienne idée d'unité religieuse, ont déploré cette fermentation; mais, en regardant attentivement aux conditions morales qui font aujourd'hui la force des nations, on est plutôt tenté de déplorer la faiblesse de l'action vaudoise ou la nature réfractaire des élémens qu'elle a rencontrés. La concurrence, la lutte et la discussion sont les conditions de la vie moderne, et il faut plaindre le peuple qui s'interdit de toucher au domaine religieux, qui abandonne les intérêts supérieurs de sa conscience au jugement sans appel d'une autorité indiscutable et infaillible, car l'immobilité dans cette sphère entraînera bientôt l'immobilité dans les sphères inférieures de l'activité humaine.

HUDRY-MENOS.

LA SERBIE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

III.

LA FUITE DE KARA-GEORGE ET L'AVÉNEMENT DE MILOSCH OBRENOVITCH.

Le 28 mai 1812 est une date funeste dans les annales de la Serbie; c'est ce jour-là que fut signé entre la Russie et la Porte ottomane un traité qui rendait au sultan les provinces danubiennes. La Moldavie et la Valachie, excepté un territoire peu important limité par le Pruth, passaient du protectorat de Saint-Pétersbourg sous la domination de Constantinople; les Serbes, encouragés depuis six ans dans leur lutte héroïque, étaient abandonnés aux Turcs. Nous avons indiqué déjà (1) ces résultats généraux du traité de Bucharest, nous avons fait pressentir que la principauté de Serbie, après tant d'énergiques efforts, allait être étouffée, obscurément étouffée, sans même obtenir de l'Occident un regard d'attention, un signe de sympathie, au milieu des collisions immenses qui bouleversaient l'Europe. Il faut considérer ces choses de plus près, car elles peuvent seules nous expliquer des catastrophes qui ont frappé le monde de surprise. Nous touchons à une heure décisive dans l'histoire que nous avons entrepris de raconter. Pendant cinq ou six années, de 1812 à 1817, de tragiques figures vont occuper la scène; on dirait un drame à la Shakspeare. Amis d'abord, séparés ensuite par des nécessités violentes, Kara-George et Milosch nous

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1868.

apparaissent ici comme en champ clos. Voici les deux libérateurs du peuple serbe, deux pâtres, deux héros, tous deux sortis des montagnes de la Schoumadia, tous deux fondateurs de dynasties nationales; or, telle est l'horrible complication des événemens, que l'un des deux pourra être accusé d'avoir tué l'autre afin de sauver son pays. Eh bien! ces complications meurtrières dont le contre-coup à cinquante ans de distance ensanglantait, il y a six mois, le parc de Topchidéré, tout cela remonte à la crise amenée par le traité de Bucharest.

Pour peu qu'on ait le cœur français et qu'on partage les sympathies de notre siècle à l'égard des races opprimées, on éprouve un singulier embarras en racontant les guerres qui ont préparé l'indépendance nationale de la Serbie. Chaque fois que Napoléon est vainqueur des Russes, chaque fois qu'il les menace, après Austerlitz, après Iéna et Friedland, la Turquie devient plus menaçante aussi à l'égard des Serbes. Vainqueur à Iéna, maître de la Prusse, tout prêt à marcher contre la Russie, Napoléon écrivait à Sélim III de son camp de Posen le 1[er] décembre 1806 : « La Prusse, qui s'était liguée avec la Russie, a disparu; j'ai détruit ses armées, et je suis maître de ses places fortes. Mes armées sont sur la Vistule, et Varsovie est en mon pouvoir. La Pologne prussienne et russe se lève pour reconquérir son indépendance, c'est le moment de reconquérir la tienne... N'accorde pas aux Serviens les concessions qu'ils te demandent les armes à la main. Fais marcher tes troupes sur Choczim; tu n'as plus rien à craindre de la Russie. » Ces paroles qui résument si vivement la situation : « tu n'as rien à craindre de la Russie, n'accorde rien aux Serbes, » la Turquie les a entendues plus d'une fois depuis 1806; chaque victoire nouvelle de la France fournissait aux Turcs l'occasion de reprendre la lutte contre les bandes de Kara-George. En 1812, cette même situation produit des résultats tout nouveaux; la politique de Napoléon, qui jusque-là ne nuisait qu'aux malheureux Serbes, va nuire et aux Serbes et à Napoléon lui-même. La France, au commencement de 1812, avec ses préparatifs gigantesques, est si menaçante pour la Russie, que la Russie s'empresse de faire la paix avec les Turcs et de leur abandonner ses conquêtes. Voilà donc la Turquie plus libre que jamais de rassembler ses forces pour écraser les raïas insurgés; nous disions bien que chaque déploiement de la puissance française est fatal à ce petit peuple serbe, dont la cause est si belle et le courage si digne d'intérêt. Seulement ce ne sera pas Napoléon qui profitera cette fois du répit que le tsar est forcé d'accorder au sultan; le sultan n'est plus l'allié de Napoléon, il assistera en simple spectateur à la lutte qui va bouleverser l'Europe.

Au milieu de ces complications si contraires à nos idées présentes, on se prend à regretter que Napoléon n'ait pas conçu le dessein d'enlever à la Russie le protectorat des chrétiens opprimés d'Orient. Ce n'était pas faute de connaître la situation des choses; il avait bien deviné le péril devenu aujourd'hui si manifeste, il pressentait bien quel parti les Russes pourraient tirer de ces revendications d'indépendance faites par des peuples de même race ou de même religion. N'est-ce pas lui qui, le 26 mars 1811, faisait écrire par M. de Champagny, ministre des relations extérieures, à M. le comte Otto, notre ambassadeur à Vienne : « Une souveraineté établie en Servie exalterait les prétentions et les espérances de 20 millions de Grecs, depuis l'Albanie jusqu'à Constantinople, qui à cause de leur religion ne peuvent se rallier qu'à la Russie; l'empire turc serait blessé au cœur? » Le meilleur moyen d'empêcher ces 20 millions d'hommes de se rallier à la Russie, c'était de leur donner satisfaction; un Sélim, un Mahmoud, sous l'inspiration de la pensée française, étaient dignes de comprendre cette politique. En obligeant la Turquie, au nom de son intérêt même, à se montrer juste pour les chrétiens, en donnant à tous les opprimés de l'Europe orientale cette protection puissante et désintéressée que Kara-George avait sollicitée pour les Serbes, Napoléon eût porté aux Russes des coups plus terribles que ceux dont il les menaçait en 1812. Prenons garde cependant; il y aurait de l'injustice à estimer les choses d'autrefois d'après nos idées d'aujourd'hui. Tous les gouvernemens qui se sont succédé depuis l'empire, bien que recueillant les inspirations meilleures de l'esprit public, ont porté néanmoins dans ces périlleux problèmes une certaine hésitation, ou, si on l'aime mieux, une prudence très circonspecte, puisque c'est de nos jours seulement que les vrais principes ont été consacrés dans le traité de Paris. « Jusqu'en 1856, disait récemment M. Saint-Marc Girardin, l'Europe, dans tous les traités qu'elle faisait avec la Turquie, ne songeait guère aux chrétiens d'Orient. La Russie seule y avait pensé pour s'assurer un droit d'intervention en Orient. La France, sous la restauration et sous la monarchie de 1830, prit dans l'opinion publique des inspirations plus avisées et plus généreuses. Elle comprit qu'il y avait en Orient deux forces et deux causes : la force turque sur son déclin, la force chrétienne en train de renaître, et surtout elle comprit qu'il fallait au besoin soutenir ces deux forces l'une contre l'autre, afin d'empêcher que la Russie ne les détruisît l'une par l'autre... La guerre de Crimée et le traité de Paris de 1856 ont été le triomphe hardi et éclatant de cette politique qui était chère à l'opinion publique sous la restauration et sous la monarchie de 1830. » Ces idées, préparées

par l'opinion libérale et justifiées par un demi-siècle d'expérience, ces idées, qui étaient mûres en 1856, auraient paru bien chimériques cinquante ans plus tôt à l'adversaire des idéologues. Ce puissant et positif esprit avait beau s'élever à des prévisions de l'avenir qui tenaient du prodige, ce n'étaient pas des résultats à longue échéance qui pouvaient le préoccuper beaucoup dans les luttes terribles où se décidait le sort de la France. Pour lui comme pour ses ennemis ou ses alliés, l'intérêt immédiat était la règle souveraine. C'est pour détacher immédiatement la Russie de toute communauté d'action avec l'Angleterre que Napoléon en 1808 lui sacrifiait la Turquie; c'est pour détacher immédiatement la Turquie de son antique alliance avec nous que le tsar en 1812 abandonnait au sultan ces provinces danubiennes auxquelles il tenait tant, la Valachie tout entière, la Moldavie jusqu'au Pruth, et cessait de protéger la Serbie de Kara-George; c'est pour reprendre immédiatement ses frontières que Mahmoud aidait le tsar, son ennemi, à se soustraire aux coups de Napoléon, l'allié et l'ami de Sélim. A quelque point de vue qu'on se place, on ne peut s'étonner que de 1806 à 1812 la France n'ait pas suivi la politique plus haute dont elle a pris l'initiative en 1856.

La seule chose dont il y ait lieu d'être surpris, et cette fois la surprise est profonde, c'est que Napoléon, en préparant la guerre de Russie, ait pu se faire illusion au point de compter sur la fidélité de l'empire ottoman. Il se fiait, nous le savons, à ce prodigieux déploiement de forces qui étonnait le monde, à cette *revue européenne*, comme on l'a nommée, qu'il allait passer à Dresde avant de franchir le Niémen, et quand il entraînait bon gré mal gré la plus grande partie de l'Allemagne dans cette expédition aventureuse, il lui semblait impossible que la Turquie songeât à se détacher de son alliance. N'était-ce pas lui cependant qui par la convention d'Erfurth avait dépouillé la Turquie de ses provinces danubiennes pour en faire don à la Russie? N'était-ce pas lui qui, à la chute de Sélim, avait tout à coup changé de dispositions à l'égard des sultans et enivré l'esprit d'Alexandre par la perspective d'un partage de l'empire turc? Ayant fourni de telles armes à la défiance du divan de Constantinople, il devait au moins réparer sa faute, rassurer les esprits, raffermir l'alliance ébranlée. Non; soit confiance absolue dans l'hostilité irréconciliable des sultans et des tsars, soit secret dédain pour cette Turquie dont il connaissait la faiblesse, ce génie, qui d'ordinaire pensait à tout, oublia de disputer l'alliance turque aux intrigues européennes. Il paraît bien que la diplomatie française resta presque inactive en Orient pendant les premiers mois de l'année 1812. On sait quel fut alors le rôle de Bernadotte; M. Thiers

l'a indiqué avec la précision supérieure de son esprit, et plus récemment des documens suédois ont mis en pleine lumière les perfides combinaisons de l'ancien soldat de la France devenu prince royal de Suède (1). Le roi de Prusse, indigné de ces manœuvres, avait averti la France de veiller sur Bernadotte, avertissement inutile, tant Napoléon se croyait assuré de la Turquie. La diplomatie russe au contraire déployait une activité impatiente. Des négociations préparées par les agens de Bernadotte entre la Russie et la Turquie avaient commencé à Bucharest; la Porte, on le pense bien, mettait à profit les embarras du tsar, et voulait lui faire payer cher ce traité de paix si ardemment désiré. De là bien des discussions entre les deux négociateurs, le général Kutusof pour le tsar, Démétrius Morusi pour le sultan. Au mois d'avril 1812, Alexandre, pressé d'en finir, résolut de brusquer les choses. Il chargea un envoyé spécial, un homme de l'esprit le plus brillant et le plus énergique, l'amiral Tchitchakof, de séduire la Turquie par des concessions ou de la dominer par la force. L'amiral était autorisé à reconnaître le Pruth comme frontière des deux empires, c'est-à-dire à se contenter de la Bessarabie, à livrer la plus grande partie de la Moldavie avec la Valachie tout entière. Si la Turquie résistait encore, il devait « fondre sur elle, s'emparer peut-être de Constantinople, et revenir ensuite avec ou sans les Turcs se jeter ou sur l'empire français par Laybach ou sur l'armée française par Lemberg et Varsovie (2). » Quelques semaines

(1) Voyez dans la *Revue* du 1[er] novembre 1855 les curieux renseignemens empruntés par M. Geffroy aux *Souvenirs de l'histoire contemporaine de la Suède*, de M. Bergman. L'étude de M. Geffroy, complétée par les documens des archives du ministère des affaires étrangères à Paris, est intitulée *Bernadotte et la politique suédoise en 1812*. C'est au point de vue des affaires de Suède une histoire de ce traité de Bucharest, que nous interrogeons à notre tour au point de vue des affaires d'Orient.

(2) M. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XIII, p. 494. — Au moment où Alexandre donnait ces instructions à l'amiral Tchitchakof, Napoléon, plein de confiance, écrivait au prince de Neufchâtel : « Mon cousin, faites connaître au prince d'Eckmühl que je suppose que les Russes se garderont bien de faire aucun mouvement, qu'ils ne peuvent pas ignorer que la Prusse, l'Autriche *et probablement la Suède* sont avec moi, que *les hostilités recommençant en Turquie, les Turcs feront de nouveaux efforts, que le sultan lui-même va se rendre à l'armée*, et que tout cela paraît de nature à ne pas les engager à me braver facilement... » *Correspondance de Napoléon I[er]*, t. XXIII, p. 349. — Et quatre mois plus tard, le 22 juillet 1812, quand le traité de paix entre les Russes et les Turcs était ratifié déjà par le tsar, Napoléon n'écrivait-il pas encore de Gloubokoïé à M. Maret, duc de Bassano, ministre des relations extérieures, à Vilna : « Faites envoyer par la confédération de Varsovie une ambassade de trois membres en Turquie, qu'elle parte sans délai pour faire part de la confédération et demander la garantie de la Turquie. Vous sentez combien cette démarche est importante; je l'ai toujours eue dans ma tête, et je ne sais comment j'ai oublié jusqu'à présent de vous donner des ordres. Faites en sorte que cette députation, avec une lettre de la confédération pour le grand-seigneur, parte avant huit jours et arrive à tire-d'aile à

après, le traité était signé. Que faisait cependant le général Andréossi, envoyé par Napoléon auprès de Mahmoud? Au mois de juin, quand il ne manquait plus au traité que la ratification des souverains, le général Andréossi était à Laybach, attendant les instructions du maître. « S'il fût arrivé à ce moment, dit M. Schlosser, il aurait pu encore empêcher le sultan de donner sa signature (1). » Mahmoud en effet était fort irrité contre son représentant à Bucharest; c'était Démétrius Morusi, premier drogman de la Porte, qui avait conduit les négociations, tandis que son frère Paganotti le remplaçait à Constantinople. Souples, rusés, ambitieux, on les soupçonnait l'un et l'autre de viser à la dignité d'hospodars. Mahmoud, qui voulait profiter des circonstances pour reprendre jusqu'à la Bessarabie, considéra comme honteux un traité qui lui enlevait un morceau du pays moldave; il crut à tort ou à raison que Démétrius et Paganotti avaient trahi les intérêts de la Turquie afin de se ménager des protecteurs à Saint-Pétersbourg. Les deux frères auteurs du traité de Bucharest furent étranglés par son ordre. Mahmoud se décida pourtant à ratifier au commencement de l'automne le traité signé le 28 mai. Napoléon ne connut ce traité qu'à Moscou, quinze jours après l'incendie de la ville. Le 30 septembre, il écrivait à son ministre des relations extérieures ce billet d'une brièveté significative : « Monsieur le duc de Bassano, je vous envoie le traité entre la Russie et la Porte qu'on a trouvé ici dans les journaux de Moscou. Il paraît que vous ne l'avez pas encore reçu de Constantinople, car vous ne me l'avez pas envoyé (2). »

Voilà en quelques mots l'histoire du traité de Bucharest, et c'est ainsi que les grandes luttes européennes allaient avoir leur contrecoup sur l'obscur théâtre de Belgrade; les Serbes de Kara-George restaient seuls en face des soldats irrités de Mahmoud. Assurément l'œuvre du 28 mai 1812 a eu de bien autres conséquences. De même que la Russie, par d'habiles concessions à la Suède, s'était affranchie de tout embarras sur la Baltique, elle s'était dégagée sur le Danube par l'abandon des chrétiens d'Orient; libre de tous côtés, maîtresse de toutes ses forces, elle pouvait résister à la formidable invasion de l'empereur; les troupes qui jusqu'en septembre avaient

Constantinople. » *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIV, p. 89. — Napoléon savait à cette date qu'il y avait un traité de paix entre la Russie et la Turquie, mais que le sultan refusait de le ratifier; ce refus entretenait sa confiance. Il est probable pourtant que cette confiance ne tarda point à être ébranlée, puisqu'il écrivait huit jours après : « Je ne comprends rien aux affaires de Turquie. » 29 juillet 1812. *Correspondance*, t. XXIV, p. 103.

(1) *Geschichte des achtzehnten Jahrhunderts und des neunzehnten bis zum Sturz des franzœsischen Kaiserreichs.* Heidelberg, 1848, t. VII, p. 802.

(2) *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXIV, p. 234.

gardé les contrées du Danube n'étaient-elles pas réunies deux mois plus tard à celles qui poursuivirent nos héroïques régimens dans les glaces de la Bérésina (23-26 novembre)? Supposez le traité de Bucharest déchiré par Mahmoud sous l'influence de la diplomatie française, qui sait si les destins de la guerre n'eussent pas été changés? C'est précisément Tchitchakof qui, remontant du sud-est au nord pour rallier les armées russes, allait enserrer les nôtres dans un cercle de feu; culbuté par Oudinot, il brûla en se sauvant le pont qui assurait notre retraite. Ce fut le commencement du désastre. Certes, en présence de telles catastrophes, au milieu de telles émotions, les affaires de Serbie sont bien peu de chose, et c'est à peine si l'histoire a le temps de les signaler. Eh bien! c'est cela même qui rend la situation plus saisissante; l'Europe entière est en feu, d'immenses intérêts sont aux prises sur une scène gigantesque, et là, dans un coin de l'Orient, loin de tous les regards, privé de toute sympathie (1), le petit peuple serbe, enfermé dans une sorte de champ clos avec l'empire des sultans, va décider une fois pour toutes s'il doit vivre ou mourir.

Tout ce que l'histoire offre ici de douloureusement tragique ne doit pas, nous le savons, être imputé à la Russie. C'était bien le droit des Russes en un tel péril de rassembler leurs forces pour se défendre. Il faut reconnaître pourtant que le tsar Alexandre, en laissant à eux-mêmes les héros dont il avait longtemps exalté le patriotisme à son profit, aurait pu les couvrir plus efficacement de sa protection. S'il leur retirait sa main, il leur devait sa parole. L'article 8 du traité de Bucharest contenait des stipulations pour les Serbes, « à qui serait remise l'administration intérieure de leur pays. » Ils se soumettraient au sultan, et le passé serait oublié. C'était là un résultat considérable, a-t-on dit; le nom des Serbes se trouvait inscrit pour la première fois dans un traité de la Porte avec une puissance étrangère, une puissance étrangère stipulait pour des sujets de la Turquie avec la Turquie elle-même. Les choses sont moins belles quand on y regarde de près. N'est-il pas évident que la Russie, dans l'impatience de conclure, avait surtout songé à ses inté-

(1) Exceptons, bien entendu, les hommes qui connaissaient l'Orient. M. Pouqueville, alors consul-général de France à Janina, écrivait quelques années après, dans son *Histoire de la régénération de la Grèce* : « Le traité de Bucharest avait promis l'oubli du passé aux Serviens, qu'une puissance étrangère avait soutenus pendant douze ans contre ce qu'elle appelait alors l'*autorité illégitime du sultan*, tant la morale des cabinets est flexible, et qu'elle abandonnait au moment où ils n'étaient plus utiles à sa politique, en leur recommandant de se soumettre au sultan. Des cœurs ulcérés ne se calment pas avec des manifestes... » *Histoire de la régénération de la Grèce, comprenant le précis des événemens depuis 1740 jusqu'en 1824*, par F.-C.-H.-L. Pouqueville, ancien consul-général de France auprès d'Ali, pacha de Janina, 1824, t. Ier, p. 398-399.

rêts propres en rédigeant cette clause? Elle s'assurait un moyen de reprendre à la première occasion une espèce de protectorat moral, elle s'attribuait un droit ou un prétexte d'intervention dans l'avenir; quant au présent, elle s'inquiétait peu de savoir quelle serait la situation des Serbes. M. Léopold Ranke, si favorable à la politique russe en Orient, est obligé de reconnaître que les promesses du traité étaient une pure phraséologie. Rien de net, rien de précis, des stipulations vagues et contradictoires, voilà l'article 8 du traité de Bucharest. Quel est le sens de ces mots : « les Serbes se soumettront aux Turcs? » Que vaut cet engagement : « l'administration intérieure du pays sera remise aux mains des Serbes? » Si les Serbes doivent se soumettre, diront les politiques de Constantinople, les voilà obligés de nous livrer toutes les forteresses, tous les camps retranchés, du sud au nord et de l'est à l'ouest; sans cela, point de soumission. Si l'administration intérieure du pays nous appartient, diront les hommes de la Schoumadia, comment pourrons-nous exercer ce droit, comment pourrons-nous seulement respirer et vivre, ayant à côté de nous, au-dessus de nous, cette perpétuelle menace? Ceux qui occuperont les forteresses, ne sont-ce pas ces janissaires que nous avons chassés et qui vont revenir plus furieux, ayant leur défaite à venger?

Kara-George avait bien vu quelles pouvaient être les interprétations favorables ou funestes de l'article 8. Il envoya une députation à Constantinople pour régler immédiatement l'affaire; les janissaires une fois remis en possession des forteresses, il eût été trop difficile de les en déloger. Les députés serbes comptaient beaucoup sur l'intervention de Démétrius Morusi, le négociateur de Bucharest, esprit modéré, bienveillant, et qui, chacun le soupçonnait tout bas, avait peut-être intérêt à se faire bien venir des Russes. Hélas! ils arrivèrent le jour même où Démétrius était étranglé par ordre de Mahmoud avec son frère Paganotti. *La colère du roi est terrible;* la colère de Mahmoud en de telles circonstances avait pour les envoyés de Kara-George une signification doublement effrayante. La réponse qu'ils allaient chercher était facile à pressentir. Les Serbes se déclaraient prêts à payer un tribut au sultan et à recevoir un pacha avec un certain nombre d'hommes dans la forteresse de Belgrade. Ils offraient aussi en cas de guerre, mais dans ce cas-là seulement, de laisser occuper les autres forteresses par les troupes ottomanes; en temps de paix, les Serbes seuls auraient le droit de les garder. L'administration du pays, comme cela était convenu, resterait indépendante des Turcs. Ces propositions paraissaient fort équitables et tout à fait conformes à l'esprit du traité; on ne voulut même pas en prendre connaissance à Constantinople. Depuis que l'amiral Tchitchakof avait emmené l'armée

russe du Danube, le divan avait repris ses allures arrogantes. Qu'étaient-ce que ces raïas révoltés pour oser traiter directement avec le grand-seigneur? Ils furent renvoyés à Kurchid-Pacha, qui deux années auparavant leur avait fait tant de mal et qui, chargé d'en finir cette fois avec l'insurrection de Serbie, avait été précisément pour cela promu à la dignité la plus haute. En passant par la ville de Nisch pour se rendre à Constantinople, les députés de Kara-George y avaient vu Kurchid, qui les avait accueillis avec bienveillance. Quand ils le revirent, ses dispositions étaient bien changées: il venait d'être nommé grand-vizir et avait reçu pour le règlement des affaires de Serbie des instructions qu'il est facile de deviner. Kurchid refusa de répondre aux questions des Serbes; il leur fut dit seulement qu'une conférence aurait lieu à Nisch dans le courant du mois de janvier, et qu'ils connaîtraient alors la décision du sultan.

Tout cela se passait un peu avant la Noël de 1812; quelques semaines après, au mois de janvier 1813, les députés serbes retournaient à Nisch, où le commissaire de la Porte, Tschélébi-Effendi, leur signifiait l'interprétation du traité de Bucharest. La Turquie ne réclamait pas seulement toutes les forteresses, elle exigeait la remise de toutes les armes, de toutes les munitions de guerre. Les Turcs chassés par l'insurrection devaient être réintégrés dans leurs domaines, occuper de nouveau les villes et les palankes. Tel était, selon le commissaire turc, le sens exact du traité; voilà ce qu'avaient voulu les deux empereurs. « Kara-George, disait-il, a confié aux Russes le soin de stipuler pour les Serbes; il tiendra sa parole, et, s'il y a des mécontens, libre à eux de partir. » Accepter de telles conditions, c'était se remettre la tête basse sous le joug d'autrefois si glorieusement brisé. Les députés se retirèrent, et aussitôt des troupes turques en grand nombre prirent position sur la frontière de Serbie. Ces troupes étaient dirigées en même temps contre un certain Molla, qui se disait pacha de Widdin, et qui, établi dans cette ville, prétendait se soustraire à l'autorité du sultan. Molla, se voyant menacé, proposa aux Serbes de marcher avec eux, comme fera plus tard l'odieux Ali de Janina avec ses anciennes victimes, les Souliotes et les Albanais. Il voulait même leur livrer la forteresse de Widdin. Soit que la Russie, comme on l'affirme, eût recommandé à Kara-George de redoubler de prudence, de se tenir immobile, de ne fournir aux Turcs aucun prétexte de violer la paix, soit que le bon sens naturel du prince des Serbes lui eût donné ce conseil, la Serbie se garda bien d'accepter les offres de l'aventurier. Une nouvelle conférence fut demandée à Tschélébi-Effendi. Kara-George consentit à l'occupation des forteresses par les Turcs, mais il soutint énergiquement que le traité ne pouvait exiger ni le désar-

mement des Serbes, ni la réintégration des janissaires. Il semblait que de part et d'autre on fût sur le point de s'entendre. Tschélébi-Effendi, homme grave, diplomate expérimenté, disait que dans sa longue carrière il avait mené à bonne fin plus d'une affaire épineuse et qu'il espérait bien dénouer pacifiquement celle-là. Était-ce une parole hypocrite, ou bien fut-il déconcerté lui-même par la marche des événemens? Il serait difficile de le dire. Une chose certaine, c'est que la seule réponse aux propositions de Kara-George fut l'ordre donné à Kurchid-Pacha d'envahir le pays serbe et de soumettre les rebelles. Et comment pouvait-on compter de la part des Turcs sur une interprétation équitable du traité de Bucharest? Tout favorisait la politique de Mahmoud : il avait repris la Moldavie et la Valachie, il était maître du pachalik de Widdin; les villes saintes d'Arabie, tombées au pouvoir des wahabites, venaient de lui être restituées, et les clés avaient été apportées solennellement à Constantinople; en outre il était rassuré du côté des Russes, car on apprenait à ce moment-là même que Napoléon les avait battus à Lutzen (2 mai 1813). Quelles plaintes d'ailleurs pouvait élever la Russie, à supposer qu'elle eût le temps de surveiller les événemens du Danube? Au point de vue où se plaçait la diplomatie ottomane, c'était la Serbie qui refusait d'obéir au traité de Bucharest, c'était Mahmoud qui obligeait Kara-George à respecter la signature du tsar. L'occasion était bonne pour dompter les raïas et rétablir l'ancien ordre de choses.

La guerre s'annonça terrible, guerre de tout un empire contre une de ses provinces. Se rappelle-t-on les épisodes de 1806, alors qu'un pacha de Bosnie, croyant au-dessous de sa dignité de marcher en personne contre les Serbes, s'était fait remplacer par son lieutenant? Cette fois, M. Ranke a très justement signalé ce contraste, cette fois c'est le grand-vizir en personne, c'est Kurchid-Pacha qui se porte contre les bandes de Kara-George avec toutes les forces de la Turquie. S'il faut en croire plusieurs indices, cette guerre toute locale faisait partie de certaines combinaisons qui la rattachaient aux grandes affaires de l'Europe. Le représentant de Napoléon à Constantinople, le général Andréossi, affirme dans ses *Souvenirs* que la Turquie en 1813, malgré le traité de Bucharest, était beaucoup moins engagée qu'on ne le croyait avec les puissances alliées contre la France. Il n'eut pas grand'peine, dit-il, à faire prévaloir des plans conformes aux instructions qu'il avait reçues. Quels plans? quelles instructions? Le général est très discret là-dessus. Toutefois, en rapprochant des documens turcs certaines paroles de l'ambassadeur français, M. Ranke incline à croire que la Turquie, d'accord avec la France, voulait empêcher l'Autriche de se joindre à la coalition européenne contre l'empereur. D'une part, le général

Andréossi raconte que l'Angleterre semait des causes de mésintelligence entre la Turquie et la Perse, afin d'occuper les Turcs en Orient, et qu'il entretenait, lui, une correspondance avec Mirza-Chéfi, premier ministre de Perse, afin de déjouer ces intrigues. D'autre part, il résulte des documens turcs, il résulte surtout de l'opinion répandue alors à Constantinople, que la Turquie voulait constituer sur ses frontières du nord-ouest, c'est-à-dire en Bosnie, en Serbie, une force militaire assez imposante pour inquiéter le gouvernement autrichien. Ces détails, qui ont leur intérêt pour l'histoire générale, sont aussi d'une grande valeur au point de vue du sujet qui nous occupe. On comprend mieux par ces rapprochemens l'importance de la guerre qui se prépare, le danger qui menace les Serbes, et toutes les catastrophes qui vont suivre. Historien français de ce vaillant peuple de Serbie, nous avions bien raison tout à l'heure de déplorer les complications funestes qui font tourner contre les héros de ce récit tout ce qui profite à la France.

Les Serbes étaient donc seuls en face de toutes les forces de l'empire. A la première annonce des mouvemens de l'armée turque, Kara-George ordonna des prières publiques dans toutes les églises. Comment ne pas se rappeler ici le roi Lazare à la veille de la journée de Kossovo? Partout les églises étaient pleines; devant la foule ardente et recueillie, après que les moines eurent dit les prières qui invoquent le dieu des victoires, un pope lut à haute voix le manifeste adressé par le prince à tous les voïvodes. Kara-George y rappelait l'histoire des neuf dernières années, pour quelles raisons le pays s'était soulevé contre les Turcs, au prix de quels sacrifices on avait brisé ce joug odieux, chacun se battant, non pour soi, mais pour sa religion, pour son pays, pour ses enfans; puis venait une explication assez singulière de la nouvelle crise, explication curieuse surtout par le soin que mettait Kara-George à ne pas confondre Mahmoud avec les janissaires. Les chrétiens, disait-il, avaient trouvé un protecteur; un traité de paix signé par le tsar de Saint-Pétersbourg avait défendu aux Turcs de rentrer dans les villes et les palankes du pays serbe. Le tsar de Constantinople y avait consenti volontiers; mais les anciens tyrans des villes et des palankes, les spahis, les janissaires, prétendaient y rentrer en vainqueurs, au mépris des volontés de leur maître. Pour cela, ils avaient résolu de couper la tête à tous les Serbes depuis l'âge de sept ans, d'emmener en captivité les femmes, les petits enfans, d'en faire des turcs, et de peupler tous les districts de la Serbie avec des hommes d'une autre race. — « Qu'avons-nous à craindre? ajoutait Kara-George. Ne sont-ce pas les mêmes hommes que nous avons vaincus dès le premier jour, alors que nous ne pouvions leur opposer que notre résolution et notre courage? Aujourd'hui nous avons 150 pièces

de campagne, 7 forteresses solidement construites, 40 redoutes, que les Turcs n'ont jamais pu nous prendre en y versant des flots de sang, et malgré nos pertes nous sommes plus nombreux qu'autrefois, nos frères des contrées voisines ont doublé l'armée serbe. Nous pouvons résister dix ans sans recevoir aucun secours, six mois pourtant ne s'écouleront pas avant que nos alliés reviennent. » Ensuite le prince entonnait à son tour la prière au nom de la communauté nationale et la terminait par ces mots : « O Dieu ! mets la force et le courage au cœur de tous les enfans de la Serbie. — O Dieu ! brise la puissance de nos ennemis qui viennent anéantir la vraie foi. Amen ! amen ! amen ! » Chacun se prépara, chacun fit sa provision d'armes, de vêtemens; chacun prit une double paire d'*opanaks* (1), et se rendit au poste qui lui était assigné.

Kara-George avait eu d'abord la pensée de raser les redoutes établies sur les frontières, de concentrer ses forces dans la Schoumadia, de transformer ses montagnes natales, avec leurs forêts, leurs rochers, leurs précipices, en une forteresse inexpugnable, et d'y écraser les assaillans. C'était demander un grand sacrifice aux voïvodes, dont les domaines situés à l'est ou à l'ouest, vers la Bosnie ou la Bulgarie, allaient être immédiatement la proie des Turcs. Mladen surtout, l'intéressé Mladen l'en détourna. Le prince eut la faiblesse de céder : faute grave, car le changement accompli par Kara-George dans la constitution de l'état avait surtout pour but de substituer l'unité d'action à l'éparpillement des forces du pays; si l'on voulait procéder comme par le passé dans la conduite de la guerre, il eût mieux valu ne pas se priver des ressources qui avaient tant contribué alors aux victoires des Serbes. Ces ressources puissantes, c'était le prestige de ces vétérans de la guerre nationale, un Nenadovitch, un Dobrinjatz, un Milenko, c'était l'entrain et l'ardeur qu'ils communiqaient autour d'eux. Si leurs prétentions altières étaient souvent un embarras, ils rachetaient cela aux jours de grand péril : maîtres de leurs provinces, ils en tenaient le peuple dans leurs mains, pour ainsi dire, et le lançaient contre l'ennemi. Renoncer à de tels chefs et conserver l'ancienne tactique, c'était une contradiction absurde; la supériorité d'un système nouveau pouvait seule justifier la révolution qui avait donné le commandement suprême au prince des Serbes. Mladen n'était dévoué à Kara-George que pour mieux servir ses propres intérêts; on le vit bien en 1813. L'opinion publique a raison de condamner son souvenir : le rusé Mladen, avec son esprit, sa souplesse, sa parole prestigieuse, était le mauvais génie du « bon géant. »

(1) Sandales en cuir grossier de couleur rouge fixées autour de la jambe par une lanière, et qui forment la chaussure des paysans serbes et turcs.

Voilà donc les forces guerrières de ce petit peuple disséminées encore et exposées à être battues en détail. On a adopté comme autrefois les trois points de défense aux trois extrémités du triangle; c'est sur le Danube au nord, sur la Morava au sud-est, sur la Drina au sud-ouest, que les Serbes vont essayer de tenir tête aux armées de Kurchid-Pacha. Seulement les grands défenseurs de ces frontières ne sont plus là, des hommes nouveaux les remplacent, braves soldats à coup sûr, mais qui n'ont pas encore l'ascendant moral, la gloire des souvenirs, cette flamme où s'allume le courage de tous. Un seul des anciens hospodars, le haïdouk Véliko, est à son poste sur le Danube. Kara-George s'est établi à Jagodina, dans le centre même du pays, afin de se porter plus aisément d'une frontière à l'autre suivant les besoins de la lutte.

La première attaque des Turcs se porta sur Véliko. On dit que Kurchid-Pacha, voulant frapper un grand coup et jeter l'effroi parmi les Serbes, avait choisi le haïdouk réputé invincible. C'était un terrible homme en effet, un batailleur sauvage, aimant la guerre pour la guerre, avide de victoire et de butin. Un jour, des Russes lui disaient : « Pourquoi garder ce nom de haïdouk? ne sais-tu pas que cela veut dire un brigand? — Oui, certes, répondit-il, un haïdouk, un brigand, et je serais bien fâché qu'il y en eût un plus grand que moi. » Il disait vrai : la guerre pour lui, c'était le pillage; mais quelle générosité chez le bandit! Dès qu'une riche proie était tombée dans ses mains, il avait hâte de la partager. « Quand je suis bien pourvu, disait-il, je donne ce que je possède; quand je n'ai rien, malheur à qui me refuse! » Il lui convenait peu de commander à des soldats qui venaient de quitter la charrue, il n'aimait que ses *momkes*, ses *bekjares*, des gens qui comme lui étaient accoutumés à vivre au milieu de la poudre et des balles. Il s'était séparé de sa femme parce qu'elle ne prenait pas de ses *momkes* le même soin que de lui-même. Pour garder un défilé, enlever un convoi, écraser l'ennemi dans une embûche, frapper de terreur des troupes dix fois plus nombreuses que les siennes, les mettre en fuite ou les traverser au galop, pour faire en un mot toute sorte de coups de main et de témérités, il n'y avait pas deux haïdouks comme Véliko. On allait voir cette fois s'il était capable de soutenir un grand choc en des conditions plus régulières. Le haïdouk était enfermé dans les murailles de Négotin par 18,000 assaillans; chaque jour, chaque nuit, il se jetait sur eux, leur tuait quelques hommes et rentrait au galop. Ces sorties, rapides comme l'éclair, avaient fini par éclaircir les rangs des Turcs, tant elles étaient multipliées. Véliko de son côté laissait chaque fois plus d'un vaillant compagnon sur le champ de mort. Il fallut que le haïdouk demandât des secours à Kara-George pendant que les Turcs en demandaient à

Kurchid-Pacha. Les Turcs n'attendirent pas longtemps : le grand-vizir s'y porta de sa personne avec des renforts considérables. Alors commença un siége en règle; des officiers turcs formés par les ingénieurs français connaissaient l'art d'enlacer une place forte dans un réseau de mines et de tranchées. Abrités sous la terre, les Turcs approchaient toujours, et bientôt l'artillerie renversa les tours l'une après l'autre. Une seule restait encore, celle où demeurait Véliko; elle tomba aussi sous les boulets. Le haïdouk ne perdit pas courage; il logeait dans les caves, et c'est là qu'on préparait de nouvelles munitions. Tous les objets de plomb et d'étain servaient à fondre des balles; quand le plomb et l'étain manquèrent, on prit des pièces d'argent. Pendant cette défense acharnée, Véliko ne cessait d'appeler Kara-George à son secours, et nous qui lisons ces détails nous ne pouvons nous empêcher de dire avec les chantres des *pesmas* : Où es-tu donc, Kara-George?

Kara-George avait eu quelque peine à constituer sa réserve à Jagodina; il ne voulut pas se dégarnir, et puisque Mladen avait conseillé de défendre les frontières, c'est à Mladen qu'il transmit le soin de fournir des renforts à Véliko. Premier indice d'un grand désarroi : Kara-George n'a pas su faire prédominer son plan de campagne, et il y revient timidement par des moyens détournés. Mladen, qui songeait à lui-même beaucoup plus qu'à l'intérêt commun, était en outre fort jaloux de l'héroïque renom du haïdouk. « A lui de s'arranger comme il pourra! disait-il. Chaque jour à sa table il a dix ou douze chanteurs qui célèbrent sa gloire; est-ce qu'on célèbre la mienne, à moi? Qu'il se tire donc d'affaire, ce héros! » Véliko, dans son impatience, dit alors un mot terrible, un mot qui jette un jour sinistre sur la situation; il demanda au sénat les secours qui lui étaient refusés, et annonça qu'à la *skouptchina* des fêtes de Noël il demanderait « comment et par qui était gouverné le pays serbe. » C'était révéler à tous que Kara-George, déconcerté, désespéré, n'était déjà plus rien. Le sénat fit un effort et envoya aux assiégés de Négotin un navire chargé de munitions. Le navire arriva trop tard. Un matin que Véliko, faisant sa ronde sur les remparts, surveillait la réparation d'un retranchement endommagé par l'ennemi, un canonnier turc le reconnut et visa. Le haïdouk reçut le boulet en pleine poitrine; il tomba coupé en deux. Ses derniers mots furent : « Tenez ferme (*ditze se*). » Les momkes recouvrirent de paille les tronçons sanglans du corps et l'ensevelirent dans l'église au tomber de la nuit.

« La mort de Véliko, dit M. Ranke, fut le commencement de la déroute. » S'il avait reçu les renforts qu'il demandait, il aurait pu longtemps encore défendre la frontière; obligé même de battre en retraite, on l'aurait vu porter la résistance ailleurs et tenir bon

jusqu'au bout. Ses momkes, prévoyant un *sauve qui peut*, essayèrent de cacher aux troupes la perte qu'elles venaient de faire; mais comment expliquer l'absence d'un tel homme? Comment persuader aux défenseurs de la place que Véliko vivait encore et qu'il n'était point sur la brèche? Cinq jours après, la garnison prenait la fuite. A Bersa-Palanka, à Gross-Ostrova, à Kladovo, qui avaient coûté tant de sang dans les premières guerres, la panique fut la même. Le voïvode de Kladovo, Schivko Constantinovitch, un des protégés de Mladen, s'enfuit avec ses soldats, abandonnant la ville à la fureur des Turcs. Il y eut là des scènes atroces: les hommes étaient empalés, les enfans noyés dans l'eau bouillante, en dérision du baptême. La terreur était si grande que les escadrons de Kurchid n'eurent pas à livrer bataille; en quelques jours, comme l'inondation que rien n'arrête, ils eurent couvert toute la province de la Morava, c'est-à-dire toute la Serbie orientale. A l'ouest, le désastre ne fut pas moins rapide. C'était le knèze Sina, encore un des favoris de Mladen, qui avait le commandement de la Koloubara; tous les voïvodes réunis sous ses ordres voulaient arrêter l'ennemi sur la frontière, l'armée demandait à se battre : le knèze Sina restait comme frappé de paralysie. Vainement sur plusieurs points des chefs résolus à mourir se défendaient avec une poignée d'hommes et donnaient à la nation de nouveaux exemples d'héroïsme, ceux qui avaient en main les grandes ressources se refusaient à leur venir en aide. C'est ainsi que Milosch Obrenovitch, Stojan Stoupitch et le prota Nenadovitch, neveu de l'ancien hospodar, se maintinrent pendant quinze jours derrière les redoutes de Ravanj. Enfermé dans son camp, sous la forteresse de Schabatz, Sina recevait leurs messages, entendait leurs cris de détresse et demeurait immobile. Chose étrange, jamais depuis neuf ans l'unité de commandement n'avait été plus complète, et c'est à ce moment que chacun des dépositaires de ce pouvoir établi pour le salut de tous semble ne songer qu'à soi.

Que fait donc Kara-George? On le cherche partout, on ne le trouve pas. Autrefois, quand il n'avait que le titre de *commandant des Serbes*, il se portait d'un bout de la Serbie à l'autre, réparant les fautes de ses lieutenans et faisant face à tous les périls. Il est le prince aujourd'hui, il a accepté le poids de la responsabilité souveraine, que fait-il? La Morava est au pouvoir des Turcs, la Koloubara est envahie; est-ce dans la Schoumadia, comme aux premiers jours de l'insurrection de 1804, que le héros de Mischar prépare la résistance suprême? Non, c'est ce poids même de la responsabilité qui l'écrase. L'héroïque chef de bandes n'était pas fait pour la souveraineté. Déconcerté, éperdu, il veut et ne veut pas, il s'avance et retourne en arrière. Le 2 octobre (jusque-là on ne saurait dire ce

qu'il a fait), il va visiter le camp des hommes de la Schoumadia vers l'endroit où la Morava se jette dans le Danube, et il exhorte le voïvode Voulé Jlitch, commandant des troupes serbes, à garder ce poste jusqu'à la dernière extrémité; le soir même, il est de retour à Belgrade, et le lendemain il franchit la frontière. Le prince des Serbes, emportant ses trésors et abandonnant son peuple à la merci des Turcs, est allé chercher un refuge en Autriche.

II.

Le prince Michel Obrenovitch III, celui-là même qui est tombé sous les balles des assassins le 10 juin 1868 dans le parc de Topchidéré, écrivait, il y a dix-huit ans, dans un curieux livre publié à Paris : « Si Kara-George n'avait pas fui, sa gloire serait sans tache et resplendirait dans les annales de la Serbie comme le soleil dans un ciel sans nuages (1). » C'est le résumé de cette douloureuse histoire. Que la Serbie de 1813, livrée aux Turcs par le traité de Bucharest, enveloppée par toutes les forces de l'empire ottoman, ait dû succomber dans cette lutte inégale, qu'elle ait été forcée de se rendre, de mettre bas les armes, de plier de nouveau sous un joug exécré, la violence des événemens le voulait ainsi. Après tout, quelle que fût l'horreur de la catastrophe, elle laissait subsister des souvenirs de gloire qui aiguillonneraient un jour le désir d'une revanche. Un seul homme dans la nation serbe ne pouvait ni fuir ni se rendre, un seul était tellement lié par les souvenirs du passé et par les nécessités du présent qu'il n'avait pas le droit de compter sur les réparations de l'avenir. Son devoir était de se faire tuer. Kara-George, tombé sur le champ de bataille pour la défense du pays qui l'avait nommé prince, léguait un nom de plus à la tradition des Douschan et des Lazare; une telle mort en 1813 était l'unique couronnement d'une telle vie. Quel malheur pour Kara-George, quel malheur aussi pour le peuple serbe, que le rude chef de bandes n'ait pas compris ce devoir! Combien de tragédies, combien de haines, de fureurs, de représailles sanglantes eussent été épargnées à l'histoire de ce vaillant peuple, si le vainqueur de Mischar avait péri au bord de la Morava comme le prince Lazare à Kossovo! Prononcées par le malheureux prince qui devait être la dernière victime de ces violences, les paroles que nous citions tout à l'heure acquièrent aujourd'hui un intérêt plus dramatique, et nous redisons avec lui, ajoutant à cette expression de son regret un

(1) *Milosch Obrenovitch ou Coup d'œil sur l'histoire de la Serbie de 1813 à 1839*, par le prince Michel Milosch Obrenovitch ; in-8°. Paris 1850.

sens douloureux qu'il ne pouvait soupçonner : « Si Kara-George n'avait pas fui, sa gloire resplendirait dans les annales de la Serbie comme le soleil dans un ciel sans nuages! »

Est-ce à dire pourtant que l'historien de Kara-George ait le droit d'imputer au caractère même des Slaves les tristes scènes de déroute où un peuple si fier jusque-là semble tout à coup s'abandonner lui-même? M. Ranke, malgré ses sympathies pour les Serbes, se laisse reprendre ici par les sentimens de dédain que la race germanique professe à l'égard des nations slaves. C'est un orgueil propre à l'Allemagne, surtout à l'Allemagne prussienne, de croire à sa prééminence morale sur les races étrangères, et cet orgueil prend un caractère particulier quand il s'agit des Slaves; on dirait que les puritains de la Prusse espèrent justifier par là les iniquités dont ils sont les complices envers la Pologne. Partout où le Germain est en contact avec le Slave, le Slave, disent-ils, doit s'effacer devant le Germain, comme les qualités superficielles s'effacent devant les vertus solides. Au Slave les apparences trompeuses, les élans qui ne durent pas; aux Allemands le travail, la constance, en un mot la moralité! N'y a-t-il pas quelque chose de ce préjugé hautain dans le récit de M. Léopold Ranke, lorsqu'il s'écrie à propos de la fuite de Kara-George et de la déroute des Serbes : « Ce n'est pas ici le terrain où s'épanouit la force morale qui fait que l'homme tient tête à l'infortune et offre sa vie en sacrifice avec la pleine conscience de la sacrifier inutilement, c'est-à-dire pour l'honneur. Cet élément supérieur manque à l'histoire que nous racontons (1). » A cette parole amère, et d'autant plus cruelle que l'auteur se montre d'ordinaire plus bienveillant pour les Serbes, les Serbes avaient répondu d'avance par la voix des poètes populaires. Un des chants récemment recueillis par le chancelier du consulat de France à Belgrade, et qui remonte aux événemens de 1813, exprime avec autant de naïveté que de force la protestation de la conscience nationale :

« La vila pousse des cris du sommet du Roudnik au-dessus de l'Iacenitza, le mince ruisseau, elle appelle George Petrovitch à Topola, dans la plaine : « Insensé George Petrovitch, où es-tu en ce jour? Puisses-tu n'être nulle part! Si tu bois du vin à la Méhana, puisse ce vin s'écouler sur toi de blessures (2)! Si tu es couché au lit près de ta femme,

(1) Ranke, *Die Serbische Revolution*, 2e édit., Berlin, 1844, un vol., p. 249.

(2) M. Auguste Dozon met ici en note : « forte ellipse, facile, mais longue à suppléer. » On devine aisément les pensées tumultueuses qui agitent la vila du poète; ne pouvant s'expliquer l'inaction de Kara-George, elle évoque des idées qu'elle écarte aussitôt. « — Es-tu quelque part? Non, puisses-tu être mort! — Es-tu en train de boire? Non, ce n'est pas le vin qui doit couler aujourd'hui; que ce soit plutôt le sang de tes blessures! — Es-tu paisiblement couché dans ton lit? Non, si ta femme est auprès de toi, qu'elle soit auprès d'un trépassé! »

puisse ta femme rester veuve! Tu ne vois donc pas (ah! fusses-tu privé de la vue!) que les Turcs ont envahi ton pays? » Et George lui répond: « Tais-toi, vila que la peste étouffe! Tant que j'aurai Véliko sur le Timok et Milosch à Ravanj, tant que Lazare Montap occupera le fort retranchement de Déligrad, je ne crains ni tsar (1) ni vizir. » La vila reprend alors: « Fuis, George, malheur à ta mère! Véliko a succombé sur le Timok, Milosch a été battu à Ravanj, et pour Montap, les Turcs l'ont enfermé dans le fort retranchement de Déligrad, puis ils se sont avancés vers la Morava, ont traversé la rivière à son embouchure, et déjà les voici à Godomine. George, ils couvrent la plaine de Godomine, cheval contre cheval, guerrier contre guerrier; leurs étendards sont comme les nuages, leurs tentes comme les blanches brebis, et les lances de guerre sont semblables à une noire forêt. N'espère en personne, George, personne ne peut te secourir; mais charge mulets et chevaux, sur les mulets place tes nombreuses richesses, sur tes chevaux du drap non taillé, et retire-toi, George, dans la Sirmie, terre plate (2). »

« Quand George Petrovitch eut entendu ces paroles, les larmes coulèrent de son blanc visage; il frappa de la main son genou, et le drap neuf éclata au genou et les bagues d'or à ses doigts. « Malheur à moi! s'écria-t-il. Dieu clément! moi que les Turcs ont pris vivant, lorsque j'avais tant de voïvodes! » Puis il charge chevaux et mulets et passe dans la Sirmie, terre plate. Lorsqu'il eut traversé l'eau, il se retourna du côté de son pays: « Dieu te conserve, terre de la Schoumadia! Si Dieu et la fortune des braves le permettent, un an ne se passera point sans que de nouveau je te visite, ô mon pays! » Puis George rentra dans la Sirmie.

« Les Turcs alors s'emparèrent du pays et y commirent des violences, faisant captives les sveltes Schoumadiennes, mettant à mort les jeunes Schoumadiens. S'il eût été donné à quelqu'un d'être là et d'entendre les gémissemens de douleur, et les hurlemens des loups dans la montagne, et les chants des Turcs dans les villages!...

« Ainsi fut-il pendant une année, et la moitié de la suivante aussi s'écoula. Alors la vila des bords de la Save s'écria de nouveau, appelant George Petrovitch: « Où es-tu, George? Puisses-tu n'être nulle part! Ne sais-tu pas que l'an dernier tu as fait vœu de revoir la Schoumadia et ta blanche maison à Topola? Si tu voyais ce qu'est devenue ta maison,

(1) On sait que les Serbes donnent le nom de *tsar* au sultan des Turcs comme à l'empereur de Russie.

(2) Ainsi, c'est la vila elle-même, la *sœur en Dieu*, qui a engagé Kara-George à emporter ses richesses sur la terre autrichienne. On voit quel était encore le respect de l'opinion pour le prince fugitif; les appels que le pays lui adresse, mêlés de regrets et de reproches, renferment aussi l'excuse de sa conduite. Cette pièce est évidemment de l'année 1814 ou du commencement de 1815, c'est-à-dire du temps où l'irritation populaire poussait Milosch à une levée d'armes: il y avait un an que Kara-George avait abandonné son poste.

pillée, consumée par le feu! Si tu voyais comme ton église est ruinée, tes vignes sans culture, tes chemins défoncés et tes pieuses fondations abattues! »

« — Ma sœur en Dieu, vila de la Save, répond George Petrovitch, salue de ma part ma Schoumadia et mon parrain le knèze Milosch. Qu'il poursuive les Turcs par les villages, je lui enverrai assez de poudre et de plomb et de pierres tranchantes de Silistrie. Pour moi, je m'en vais vers le tsar des Moscovites pour le servir pendant une année, et peut-être me renverra-t-il là-bas pour que je visite la terre de la Schoumadia et à Topola ma blanche maison (1). »

C'est ainsi que le peuple serbe, par la voix de ses rapsodes, protestait contre la fuite de Kara-George, c'est ainsi que, résolu à se venger, il consacrait son nouveau prince à la place du prince fugitif. Touchante obstination de la reconnaissance et du respect au milieu des reproches les plus vifs! C'est Kara-George lui-même qui désigne ici Milosch comme le sauveur de la patrie. « Ma sœur en Dieu, vila de la Save, salue de ma part mon parrain le knèze Milosch; qu'il poursuive les Turcs par les villages! Je lui enverrai de la poudre et du plomb, et des pierres tranchantes de Silistrie. »

Quel est donc ce knèze Milosch à qui Kara-George repentant confie la continuation de son œuvre, et que porte si haut la clameur populaire? Nous l'avons déjà rencontré dans cette histoire. A Ouschitzé, pendant la guerre de 1809, en 1811 dans les luttes de Kara-George avec les hospodars, tout récemment enfin sur les redoutes de Ravanj, nous avons vu quelle était son audace et quels sentimens il inspirait aux Serbes. « Le peuple m'aime, on ne me condamnera pas, » disait-il à Mladen, qui pensait l'effrayer par des menaces. Kara-George l'aimait aussi pour son courage, et le poétique interprète du pays traduit la chose à sa manière en faisant dire à Kara-George que Milosch est son parrain. Le parrain, c'est le lieutenant, celui qui remplace le père auprès du nouveau-né. Ce chant naïf, expression des désirs de tous, établit donc ici une sorte de succession directe de Kara-George à Milosch Obrenovitch. Kara-George nous abandonne, respect à l'homme qui nous sauva jadis, et puissent des jours meilleurs le ramener en sa blanche maison! Milosch se lève à sa place, salut et gloire à Milosch! Tel est le résumé du poème. On va voir si le parrain de Kara-George était à la hauteur des devoirs que lui imposaient ces terribles circonstances.

Milosch a environ trente-trois ans au moment où la Serbie entière, en proie aux violences des Turcs, n'a plus d'espoir qu'en lui. Il était né vers 1780 au petit village de Dobrinja, dans le district d'Ous-

(1) *Poésies populaires serbes traduites sur les originaux*, par M. Auguste Dozon, chancelier du consulat-général de France à Belgrade; Paris, 1 vol., 1859, p. 218-220.

chitzé (1). Son père, nommé Tescha, c'est-à-dire Théodore, était un pauvre valet de ferme. La femme de Tescha, veuve d'un assez riche paysan appelé Obren, du village de Brousnitza, avait eu trois enfans de ce premier lit, deux fils et une fille; mariée en secondes noces au pauvre Tescha, elle lui donna trois fils dont l'aîné fut Milosch; les deux autres, qu'on retrouvera dans la suite de ce récit, se nommaient Jovan et Éphrem. Milosch était bien jeune encore lorsque son père mourut. Sa mère Vichgna était dans la plus complète indigence, car elle n'avait rien de son premier mari, la fortune d'Obren ayant passé à ses enfans, principalement à l'aîné, Milan Obrenovitch. Milosch et ses deux frères, dès qu'ils furent assez grands pour cela, gagnèrent leur vie en gardant les troupeaux de porcs chez les paysans des environs. Bientôt Milosch entra au service de son demi-frère Milan, fils d'Obren, et il y resta jusqu'à l'insurrection de 1804. Milan, dont la fortune s'était accrue, avait pris un des premiers rangs parmi les Serbes de son district; Milosch, son bras droit pendant la lutte, profita des pouvoirs que la force des circonstances attribuait à son frère, et y fut tout naturellement associé. Hardi et intelligent comme il était, animé d'un génie inculte qui éclatait en toute occasion, il n'eût point tardé à se faire sa place; l'autorité de Milan, qui le mettait en relief, abrégea pour lui les épreuves. C'est ainsi qu'en 1811, après la mort de Milan, l'ancien gardeur de porcs se trouva placé au rang des hospodars. Ayant hérité du pouvoir de son frère, pouvoir qu'il avait conquis d'ailleurs par des actions héroïques, il trouva tout naturel aussi de perpétuer le nom qui avait secondé sa fortune. Milosch, fils de Tescha, s'appela donc Milosch, fils d'Obren (2). Au moment où la fuite de Kara-George livre la Serbie aux Turcs, Milosch Obrenovitch n'est encore connu que par son courage; mais Kara-George aussi et beaucoup de ceux qui se sont sauvés en Autriche étaient des héros d'intrépidité. Si le découragement est partout, si les chefs ont fui, si l'armée n'est plus, que pourra faire Milosch?

C'est aux premiers jours du mois d'octobre 1813 que se passent ces lamentables scènes. Milosch était au camp de Schabatz sous le commandement du knèze Sina Markovitch; il allait avec 2 ou 3,000 hommes se porter au-devant de l'ennemi, quand on apprit

(1) Dobrinja est situé à mi-côte des montagnes du sud, au bord d'un cours d'eau qui se jette dans la Morava serbe.

(2) Milosch n'a pas renoncé au nom de son père, le pauvre valet de charrue; dans ses actes officiels, le nom de Theodorovitch est associé au nom d'Obrenovitch. Quand le vœu national lui décerna le titre de *kniaze* ou prince des Serbes au mois de novembre 1816, il fut proclamé sous ces deux noms. L'*Almanach de Gotha* le désigne toujours de cette manière : *le prince Milosch Ier Theodorovitch Obrenovitch.* C'est bien pourtant le nom d'Obren qui a effacé l'autre; dans le langage courant comme dans le style de l'histoire, la famille de Milosch est la famille des Obrenovitch.

que le prince des Serbes avait pris la fuite, et que les Turcs entraient à Belgrade. A cette nouvelle, ce fut un sauve qui peut général; les troupes se dispersèrent, les voïvodes coururent à la frontière d'Autriche. Milosch resta seul ou à peu près. Monté sur son cheval, il errait le long de la Save, entre Belgrade et Schabatz, quand un des hommes qui s'étaient illustrés dans la guerre de l'indépendance, l'ancien hospodar Jacob Nenadovitch, déjà réfugié en Autriche, revint sur ses pas en toute hâte pour l'entraîner avec lui. Toutes les instances furent vaines. « Écoute, frère, lui dit Milosch, je ne quitterai pas ma terre natale, car je ne saurais où aller. M'enfuirai-je donc en un pays étranger pour y chercher un asile, tandis que les Turcs emmèneront en esclavage ma vieille mère, ma femme, mes enfans, et les vendront comme des moutons? Non, Dieu m'en garde! Je retourne dans mon district, et j'accepte d'avance le sort réservé aux autres, quel qu'il soit. Combien de mes braves frères ont péri sous mes yeux! N'est-il pas juste que je meure avec eux (1)? » Il retourna dans ses montagnes, où l'invasion turque n'avait point encore pénétré; quelques hommes résolus, guerriers et paysans, se réunissent autour de lui. Pour être plus libre de ses mouvemens, il avait envoyé sa femme et ses enfans au couvent de Saint-Nicolas, sous la garde d'un bon vieillard, l'archimandrite Hadschi-Athanase, son parrain. La forteresse d'Ouschitzé lui offrait un abri; il s'y cantonne, prêt à recommencer la lutte, impatient de fournir un centre à la résistance dans le cas où le peuple serbe se relèverait de cette panique. Tentative inutile! les Turcs arrivaient, le fer et le feu à la main, pillant ou détruisant tout, outrageant les femmes, massacrant les enfans. C'était le cri qui courait de montagne en montagne, et les horreurs commises à Kladovo n'autorisaient que trop les rumeurs effrayantes. Est-ce que les compagnons de Milosch pouvaient rester à leur poste pendant que leurs familles étaient exposées à la brutalité de l'ennemi? Tous partirent, et voilà Milosch abandonné des soldats comme il a été abandonné des chefs. Ses soldats au moins ne l'avaient quitté que pour mourir ailleurs.

Cependant les Turcs eux-mêmes, grâce à l'influence relativement humaine de Kurchid-Pacha, étaient comme effrayés de leur victoire. Ils comprenaient bien qu'on n'extermine pas un peuple, surtout un peuple qui pendant neuf ans a produit des légions de héros et tenu en échec tout un empire. Après avoir dispersé les troupes serbes, ils songeaient à pacifier les campagnes, à rassurer les esprits. Kurchid fit demander à Milosch s'il voulait l'aider à ce tra-

(1) Nous donnons ici les paroles mêmes citées en français par le prince Michel. — *Milosch Obrenovitch*, Paris, 1850, p. 35-36.

vail d'apaisement, lui promettant pour cela de le nommer knèze et chef de district, comme il l'était naguère sous Kara-George. Milosch avait le génie du politique autant que l'intrépidité du soldat; ce fut pour lui un trait de lumière, il vit que là était le salut du présent et de l'avenir. L'accord fut bientôt fait. C'était Ali-Aga, chef des gardes de Kurchid, qui avait négocié cette alliance; Milosch alla le trouver dans le village de Takovo, et déposa ses armes à ses pieds. Ali-Aga ne prit que le cimeterre en signe d'hommage; il lui laissa son pistolet, son fusil, son poignard, et le nomma sur-le-champ oberknèze de la région de Roudnik. Aussitôt Milosch se mit à l'œuvre, allant porter de village en village des paroles de paix et d'espoir. Quelques jours après, Ali-Aga le présentait au grand-vizir, qui le recevait avec honneur, et confirmait sa dignité. Les mêmes honneurs et des pouvoirs plus grands encore lui étaient conférés par Soliman, ancien pacha de Bosnie, à qui le grand-vizir, avant de retourner à Constantinople, avait confié le pachalik de Belgrade. « Voici mon fils adoptif, disait Soliman aux personnages de sa cour en leur présentant Milosch; il est sage et doux aujourd'hui, mais plus d'une fois, s'il faut dire la vérité, j'ai dû fuir au galop pour éviter ses coups. Récemment encore, à Ravanj, il me fracassait le bras. » Puis, montrant à Milosch la cicatrice de sa main droite : « Tiens, mon fils, reconnais-tu la place? C'est bien là que tes dents ont mordu. » — Milosch répondit avec ce mélange d'adresse et de courtoisie qui est un des traits de la diplomatie orientale : « Cette main, je la couvrirai d'or. » Et Soliman, agrandissant l'autorité du knèze, lui attribuait non-seulement la contrée de Roudnik, mais les districts de Poschega et de Kragoujevatz; il lui donnait en outre deux riches pistolets et un beau cheval arabe.

Étranges aventures après de telles catastrophes! Tous les anciens chefs du peuple serbe sont internés dans des forteresses autrichiennes, Kara-George à Gratz, Mladen à Bruck; Jacob Nenadovitch, Vouitza, Sina, Leonti, sont surveillés de près, tous seront conduits bientôt en Bessarabie sur la demande du cabinet russe; pendant ce temps, Milosch Obrenovitch est le fils adoptif du pacha de Belgrade, et, associé au gouvernement des Turcs, il est chargé d'imposer aux Serbes la résignation! On devine déjà quels argumens ces circonstances extraordinaires pourront fournir un jour à la haine de ses ennemis. Qu'on y prenne garde toutefois : nous ne sommes pas ici dans notre monde, où les événemens même les plus compliqués ont toujours quelque chose de simple et de facile à prévoir; nous sommes en Orient, dans un Orient presque barbare, dans un Orient à la fois chrétien et turc, chrétien par les croyances et turc par les idées; en outre d'effroyables nécessités pèsent sur ce peuple et l'obligent à prendre un masque. Les jours sont passés où

la lutte à ciel ouvert enthousiasmait toute une nation; voici l'heure où l'opprimé n'a plus que la ruse à son service. Il faut se soumettre, et non pas se soumettre en silence, il faut avoir à la bouche les paroles souriantes qui endormiront le maître détesté. Kara-George avec ses emportemens sauvages n'eût jamais pu se façonner à cette diplomatie; Milosch, avec son esprit rusé, sa vue perçante, sa conception rapide, sa souplesse diabolique, est maître de sa colère, comme il est affranchi de tout scrupule. On dirait que les Serbes le comprennent à demi-mot. Malheur à ceux qui ne le comprendraient pas! Il a son but; quand le moment sera venu d'y marcher, il le dira. En attendant, il garde un dépôt que le hasard lui a remis, mais dont il sent bien qu'il doit compte à l'avenir; l'administration de la Serbie par les Serbes, ce principe vaguement posé par le traité de Bucharest, ce principe que la force des choses a obligé les Turcs à reconnaître en sa personne sans le déclarer franchement, il veut le protéger à force de ruse et de patience aussi longtemps que les circonstances le permettront. S'il parvient à le sauver, ce sera la semence de l'arbre sous lequel s'abritera un jour l'indépendance nationale. Patience donc! faisons-nous tout petits, ayons l'air d'oublier, et toutefois ne cessons pas d'avoir l'œil et l'oreille au guet. L'œuvre que nous avons mis neuf ans à construire s'est écroulée en un jour, il faut tout recommencer depuis la base. Quand la roue pesante du chariot a détruit un palais de fourmis, les fourmis se remettent au travail; soyons la fourmi laborieuse qui répare ses désastres dans l'ombre. Telles étaient les pensées de Milosch aux meilleurs instans de sa méditation ardente; que d'autres sentimens aient pu s'y mêler, nous ne le nierons point. Comment s'étonner qu'une ambition moins désintéressée ait séduit plus d'une fois cette énergique nature? Bien habile d'ailleurs qui saurait débrouiller les intentions et les mobiles dans un génie aussi complexe, en des circonstances aussi tragiques, au milieu d'excitations si bien faites pour troubler les têtes les plus fortes! Ce n'est pas un héros des races libres et des âges cultivés que nous avons sous les yeux; c'est un héros sauvage, subtil, élevé à l'école de la servitude, exalté par dix années de luttes, poursuivant un but qui semble inaccessible. Sa gloire est d'avoir osé poursuivre ce but quand tout le monde y renonçait. Laissons-le donc modifier ses vues suivant les nécessités de sa tactique, et parce que son intérêt s'accorde avec la cause dont il est le soutien, gardons-nous de méconnaître les services extraordinaires qu'il a rendus. Prétendre le juger comme on juge un Cromwell, s'indigner de ne pas rencontrer ici un Washington, c'est une puérilité. Brutus jouait la stupidité pour cacher ses desseins, Lorenzaccio faisait le mélancolique et le débauché pour mieux frapper son coup; Milosch s'est

fait l'esclave, l'agent, parfois même le bourreau des Turcs, afin de préparer dans la suite l'affranchissement des Serbes. Au surplus, dans le détail si compliqué des événemens qui remplissent cette période, il y a deux traits qui dominent tout : contre les impatiens qui se lèvent avant l'heure et fournissent des prétextes aux représailles des Ottomans, Milosch est inflexible; mais dès que la mesure est comble, c'est lui qui jette le cri de guerre, c'est lui qui, organisant la révolte d'après un plan tout nouveau, mêlant la ruse à l'audace, vrai renard, vrai lion, assure la victoire d'un peuple désarmé sur les escadrons de Mahmoud. N'y a-t-il pas là une suite de circonstances qui révèle chez le héros sauvage des principes nettement conçus et logiquement enchaînés?

Nous avons parlé de la patience de Milosch et de la patience des Serbes; il faut reconnaître qu'elle était mise à de rudes épreuves. Les troupes turques inondaient le pays; avec les spahis et les janissaires étaient revenus les anciens habitans turcs, les maîtres des villes et des palankes, ceux qu'on avait chassés en 1804; on devine quelles vengeances ils exercèrent sur un peuple vaincu. Chassés des villes à leur tour et condamnés à la glèbe, les paysans étaient écrasés d'impôts, de réquisitions, de contributions de guerre, que les soldats turcs allaient réclamer le cimeterre au poing. On les obligeait de travailler aux fortifications, on leur prenait leurs armes, une terreur sombre les enveloppait. Porter un objet qui pouvait tenter la cupidité des Turcs, c'était s'exposer à la mort. La femme de Milosch elle-même, la femme du knèze de Roudnik mettait ses habits rustiques les plus grossiers quand le surveillant turc avec son escorte devait inspecter son humble demeure de Brousnitza. Au danger perpétuel de la situation se joignaient de perpétuels outrages. Il était manifeste que des occasions de révolte pouvaient naître à tout instant, il était manifeste aussi que la moindre révolte aurait amené l'extermination des Serbes. La pensée constante de Milosch était d'intervenir à propos, d'étouffer les étincelles, de prévenir l'incendie. Vers la fin de l'automne 1814, un fonctionnaire turc et un ancien voïvode serbe, tous deux accompagnés de leurs gens, se rencontrent au couvent de Ternava. Ils venaient y chercher un abri contre la peste, qui sévissait alors en Serbie. L'ancien voïvode s'était soumis aux Turcs, attendant comme Milosch, mais avec moins de patience, le moment de se venger. Un jour qu'il se promenait dans la campagne avec le fonctionnaire ottoman, les deux escortes se prirent de querelle en l'absence de leurs maîtres, et les Serbes, que secondaient les moines, eurent bientôt garrotté leurs adversaires. C'était l'étincelle dont nous parlions tout à l'heure. Le feu gagne de proche en proche, et voilà le voïvode, qui ne demandait pas mieux, à la tête d'une insurrection. Hadschi-Prodan, — c'est son nom, —

se hâte d'avertir Milosch, et le conjure de prendre le commandement des Serbes comme Kara-George en 1804. Que se passe-t-il dans l'esprit de Milosch? Lui seul aurait pu le dire. Il est clair toutefois qu'il n'hésita point longtemps. Examinant d'un coup d'œil les chances de la situation, il vit qu'une révolte si peu préparée serait la ruine des Serbes; son devoir était d'étouffer l'insurrection au plus vite. Il commence par prévenir le pacha de Belgrade. Un de ses amis, le pope Simon, va le trouver de sa part, lui raconte ce qui se passe et lui donne l'assurance que tout sera réprimé. « Je te remercie, mon fils, lui écrit Soliman en le comblant d'amitiés; mon lieutenant part avec mes troupes, il faut te joindre à lui pour dompter les rebelles. Ceux qui se rendront à toi, ceux que tu ramèneras à la soumission et à la fidélité, pas un cheveu ne tombera de leurs têtes. » Sans perdre une heure, et n'oubliant pas d'emmener avec lui le musselim de Poschega, qui rendra témoignage de son zèle, Milosch court bride abattue vers tous les lieux où s'agitent ses anciens compagnons de guerre. Bas les armes! c'est Milosch qui l'ordonne. Et souple, insinuant, il prend tous les tons pour les convaincre, tantôt la gravité du commandement, tantôt la familiarité moqueuse. Quand les Turcs ne peuvent l'entendre : « Êtes-vous fous! dit-il aux Serbes; si l'heure était venue de briser nos chaînes, n'est-ce pas moi qui le saurais le premier? » Les chefs se soumettent, les esprits s'apaisent, Hadschi-Prodan s'enfuit; ces flammes folles qui ne pouvaient qu'incendier le pays sont étouffées en un instant. Sur un point seulement, les insurgés tiennent bon; Milosch les attaque au tomber de la nuit, et ne réussit pas à les déloger. N'importe, l'attaque a produit son effet; les hardis jeunes hommes étaient résolus à se faire tuer par les Turcs, quand ils voient que Milosch est sérieusement contre eux, ils se dispersent avant le lever du jour. Voilà la première des insurrections arrêtées par Milosch au profit des Turcs, voilà aussi le premier chef d'accusation qui le désignera aux vengeances populaires, quand son despotisme et ses cruautés auront soulevé tant d'ennemis. Lui, Milosch, le chef des Serbes, le parrain, le lieutenant de Kara-George, lui que Kara-George avait chargé de continuer son œuvre, il a tiré avec les Turcs sur les nobles enfans de la Serbie! C'est ainsi qu'on parlera en 1839. A vingt-cinq ans de distance, au milieu des passions furieuses, il est facile de dénaturer les choses. Les témoins de 1814 tenaient un autre langage. Écoutons un chroniqueur dont la naïveté même garantit l'impartialité. « Dans cette insurrection, dit M. Fedor Possart, Milosch s'est acquis honneur et confiance non-seulement auprès de Soliman-Pacha, mais auprès du peuple serbe : auprès de Soliman-Pacha, parce que, loin de se joindre aux insurgés, il est resté fidèle à ses engagemens et a rétabli la paix; auprès du peuple

serbe, parce qu'il l'a préservé du pillage, de la servitude, de la mort, parce qu'il a su le contenir et le sauver (1). »

Étouffer l'insurrection d'Hadschi-Prodan, c'était asssurément le premier devoir de Milosch au nom du salut commun; un autre devoir était d'arracher à la fureur des Turcs les imprudens qui s'étaient compromis, et d'après de nombreux témoignages il paraît bien que sur ce point aussi Milosch n'a pas failli à son rôle. Protecteur naturel des Serbes, il opposait son autorité, ses services, les promesses du pacha de Belgrade, aux rigueurs des agens turcs; si l'ascendant moral n'obtenait rien, il employait la ruse. C'est lui qui sauva la belle-fille d'Hadschi-Prodan en lui faisant revêtir des habits d'homme. Mais comment un seul homme aurait-il suffi à pareille tâche? Il eût fallu se multiplier, intervenir partout, être partout à la fois. En promettant à Milosch d'accorder la vie sauve à ceux qui se soumettraient, Soliman avait donné aux chefs de ses troupes des instructions toutes différentes. Les Turcs firent main basse sur un grand nombre des hommes les plus importans du pays; mais il faut reproduire ici la douloureuse et touchante naïveté des chroniques locales :

« Quand le lieutenant du pacha de Belgrade entra dans Jagodina, les gens du pays vinrent à sa rencontre et lui fournirent les provisions de bouche; ces démarches ne le touchèrent point. Là aussi, comme à Kragoujevatz, il s'empara de tous les hommes notables et les fit charger de fers. Quelques jours après, il partit avec ses troupes, emmena tous ses prisonniers au nombre de 115, les conduisit enchaînés à Belgrade et les emprisonna dans une des tours. Aussitôt que l'insurrection fut entièrement apaisée et la tranquillité rétablie, on les fit sortir de prison (c'était le jour de Saint-Sava, la veille de Noël), on les décapita aux quatre portes de la ville, et on décora de leurs têtes les murailles de Belgrade. Le supérieur du couvent de Ternava ainsi que 36 hommes dont les noms sont inconnus furent empalés vivans. A ceux que Soliman-Pacha fit décapiter ou empaler dans Belgrade, si l'on ajoute ceux qui furent tués çà et là dans les districts, il y eut au moins 300 Serbes qui périrent en cette occasion, et c'étaient presque tous de jeunes hommes... Milosch était profondément consterné de voir que Soliman-Pacha avait violé sa parole, qu'il l'avait trompé, qu'il avait mis à mort les rebelles, après que lui, Milosch, les avait décidés à se rendre sur des promesses loyalement faites et loyalement acceptées. Il en vint donc à faire les raisonnemens que voici : « cet homme ne tient pas sa parole, il n'y a rien à faire avec lui. S'il commet aujourd'hui une telle déloyauté, s'il fait périr tant d'hommes sans se soucier de ce qu'il a dit, puis-je être

(1) *Das Leben des Fürsten Milosch und seine Kriege, nach Serbischen Originalquellen bearbeitet,* von P.-A. Fedor Constantin Possart; 1 vol. Stuttgart 1838, p. 30-31.

assuré que demain il n'agira pas de même avec moi? » Telles étaient les pensées de Milosch (1). »

Et ces supplices de Belgrade n'étaient que le prélude d'un système de terreur. La révolte d'Hadschi-Prodan avait prouvé que tous les Serbes n'étaient pas encore désarmés; où donc cachaient-ils ces armes qu'ils avaient retrouvées si aisément? Une perquisition acharnée commença sur tous les points. On inventait les plus odieuses tortures pour obliger les Serbes à parler. Un homme qui cachait, disait-on, une cuirasse et deux pistolets, fut traversé d'une broche et mis sur un brasier; ceux-ci eurent les os rompus à coups de bâton; ceux-là, les pieds et les poings liés, étaient suspendus horizontalement, puis on chargeait leurs corps de pierres énormes de manière à leur briser les reins; des femmes étaient emprisonnées dans des sacs jusqu'au menton, et les bourreaux, leur ouvrant la bouche, y soufflaient de la cendre au point de les étouffer. « On commit encore, ajoutent les chroniques, bien d'autres atrocités; nous les savons, mais nous ne voulons pas les dire. »

Nul n'était épargné. Un ancien voïvode, Stanoje Glavasch, qui s'était soumis comme Milosch, et comme lui avait contribué à disperser l'insurrection, fut décapité par ordre de Soliman. Milosch se trouvait à Belgrade quand le trophée sanglant y fut apporté. « Knèze, lui dit un des sicaires du pacha, as-tu vu la tête de Glavasch? C'est ton tour maintenant. » Milosch se contenta de répondre : « Il y a longtemps que j'ai mis ma tête dans la muselière; celle que je porte n'est pas à moi (2). » Il voulait dire qu'il avait fait le sacrifice de sa vie, que l'ancien Milosch n'existait plus, et que celui qui était encore debout se devait tout entier à son peuple. Que de hardis projets dans cette résignation apparente! Il était évident que ses jours étaient comptés; le pacha le retenait à Belgrade, et c'est en vain que Milosch demandait avec prières la permission de retourner dans sa province. Heureusement le rusé Serbe savait à quel homme il avait affaire; dès la fin de l'insurrection, il avait racheté une soixantaine de prisonniers serbes pour une somme de plus de 100 piastres. « Je veux acquitter ma dette, dit-il simplement au pacha; j'irai chercher la somme que je t'ai

(1) *Das Leben des Fürsten Milosch*, p. 29 et suiv.

(2) Le prince Michel, en racontant ce fait, traduit ainsi : *il y a longtemps que j'ai mis ma tête dans le sac*, et il dit en note que cette expression *mettre sa tête dans le sac* signifie en langue serbe *être résolu à mourir*. M. le docteur Cunibert, ancien médecin en chef au service du gouvernement serbe, donne une explication qui me paraît plus précise. « Les Turcs, dit-il, jettent la tête des suppliciés dans une muselière à cheval pour la porter à l'endroit où elle doit être exposée. De là le proverbe : *la tête d'un tel n'est pas loin de la muselière.* » *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*, Leipzig, 1855, page 87.

promise, et je te la rapporterai. La somme est considérable; pour me la procurer, il faut vendre bon nombre de bœufs et de porcs; moi seul je puis faire cela. Laisse-moi donc partir. » La cupidité du pacha fut plus forte que sa cruauté. Milosch partit à cheval; quelques jours après, il était dans ses montagnes de Roudnik au milieu d'une bande de Serbes tous résignés jusque-là, mais tous résolus désormais à vivre et à mourir en haïdouks plutôt que de subir encore l'exécrable joug des vainqueurs.

III.

A mi-côte des montagnes de Roudnik, au-dessus de la vallée et du village de Tsernuscha, s'élèvent deux maisons agrestes assez semblables aux chalets de la Suisse. La forêt épaisse et sombre qui commence à quelque distance des bâtimens couvre la montagne jusqu'au faîte. Devant, sur les pentes qui conduisent doucement à la plaine, s'étendent des champs et des vergers. Le voyageur autrichien que nous avons souvent cité, M. Kanitz, a visité récemment ces lieux qu'il appelle *le berceau de la liberté serbe* (1). Après avoir décrit la maison où habitait Milosch, l'installation intérieure, la salle de famille, la petite chambre et le prie-Dieu de la princesse de Serbie, il termine par ces paroles : « Je n'ai pas quitté sans émotion la demeure modeste qui vit germer et mûrir dans l'âme impénétrable du knèze de 1815 les résolutions d'où est née la délivrance des Serbes. Les cris de la nation écrasée ont retenti jusque sous les ombrages bienfaisans de ces pommiers, qui bien des fois à cette époque abritèrent l'inflexible knèze et ses compagnons. C'est de Tsernuscha que Milosch, en ce mémorable dimanche des Rameaux, s'est rendu à l'église de Takovo, et il n'est revenu dans le paisible bourg qu'après de rudes combats, vainqueur et prince de la Serbie délivrée! Aujourd'hui les maisons bien construites, les champs bien entretenus, l'aisance qui brille partout à Tsernuscha, témoignent de la protection particulière que la seconde patrie des Obrenovitch doit au souvenir reconnaissant de la famille régnante. »

C'est là en effet que Milosch arrive au galop de son cheval après avoir échappé aux mauvais desseins du pacha. Que trouve-t-il en sa maison? Le fait est significatif; il trouve un certain nombre de Serbes qui avaient pris part à la révolte d'Hadschi-Prodan, et qui s'étaient soumis sur son invitation. Maintenant qu'il était impossible de se soumettre plus longtemps, ils venaient tous à Milosch, comme à leur chef naturel. Milosch accepte le commandement, l'insurrection se prépare dans l'ombre, les grands jours de 1804 vont re-

(1) *An der Wiege der Serbischen Freiheit.* Kanitz, *Serbien*, Leipzig 1868, p. 55-58.

commencer. D'abord, c'est un trait de chevalerie orientale qu'il ne faut pas négliger dans une histoire où tant d'actes barbares ont entaché souvent la plus juste des causes, Milosch tient à se dégager des liens qui l'unissent aux Turcs. Soit affection, soit politique, il était devenu le frère adoptif (*probratime*) du musselim de Roudnik, nommé Aschin-Beg, et tous deux s'étaient promis de se prévenir, si quelque danger les menaçait l'un ou l'autre. C'était au printemps de l'année 1815. Le samedi, veille du dimanche des Rameaux, Milosch va trouver son *frère* Aschin-Beg, le fait monter à cheval, et l'emmène jusqu'à l'extrémité du district. A ce moment-là même, les insurgés, plus impatiens que Milosch, frappaient déjà les Turcs partout où ils les rencontraient, dans l'ombre, dans les embuscades, en brigands plus qu'en soldats, souvent même après qu'ils s'étaient rendus et qu'on leur avait promis la vie sauve. Le *frère* de Milosch eût été mis en pièces, si Milosch ne l'eût conduit lui-même à la frontière du district. Le lendemain, dimanche des Rameaux,— ce jour est fameux dans les annales serbes, — Milosch se rend à Takovo, où il a convoqué les gens d'alentour. L'assemblée a lieu dans l'église. Tous, même les vieillards, demandent la guerre, et supplient Milosch d'être leur chef. « Je le serai, dit Milosch, si vous jurez de m'obéir et de rester toujours dévoués les uns aux autres. » Des acclamations redoublées lui répondent; il retourne alors dans sa maison de Tsernuscha, prend ses armes, son costume, sa bannière de voïvode, et revient à Takovo. Tous les visages rayonnaient. « Guerre! guerre aux Turcs! criaient des milliers de voix, Milosch est avec nous! » Et la bannière du chef est plantée dans le sol. Comme les choses parlaient ici à l'imagination des Serbes! C'est à Takovo que Milosch, après la fuite de Kara-George, avait déposé ses armes aux pieds du lieutenant de Kurchid, c'est à Takovo qu'il les reprenait au milieu d'un peuple électrisé. Voilà donc le commandement établi, la décision est irrévocable, la guerre commence.

Ce fut d'abord une guerre de coups de main. Des messagers étaient partis au galop portant la grande nouvelle sur tous les points du district. « Mort aux Turcs! Milosch est avec nous. » Les forêts, les rochers, les cavernes, avaient gardé les armes vainement cherchées par l'ennemi; en quelques heures, voilà des bandes toutes prêtes. Celui qui a deux pistolets en donne un à son compagnon. Aux extrémités de la province de Roudnik, des retranchemens sont élevés à la hâte; sans trop circonscrire la lutte, il faut faire du district de Milosch un vaste camp où l'insurrection se concentre et s'affermisse. La bannière du knèze flottant sur ces montagnes attirera de l'est et de l'ouest ceux qui hésitent encore. Le lieutenant du pacha de Belgrade avait essayé d'arrêter ces travaux; à la tête d'une armée de 10,000 hommes, il s'était jeté dans les vallées de

Roudnik, et les bandes serbes, dispersées par des forces supérieures, avaient passé tout à coup de l'enthousiasme au désespoir. Parmi ces malheureux, les uns parlaient de se rendre aux Turcs, bien plus de marcher avec eux, de combattre la révolte, de rétablir la paix, de gagner enfin la bienveillance des oppresseurs afin de sauver leurs femmes et leurs enfans; les autres répondaient : « Tout est perdu, c'est folie de compter sur la pitié des Turcs, il ne nous reste plus qu'à fuir dans les montagnes et à y mourir en haïdouks après avoir tué les Turcs un à un, chaque jour, chaque nuit, sans trêve ni relâche... — Et nos femmes? et nos enfans? les Turcs se vengeront sur eux... — Tuons-les donc nous-mêmes. » Pendant que ces délibérations horribles avaient lieu dans plus d'un village, Milosch redoublait d'activité pour organiser la résistance. A l'heure la plus critique, il reçut un renfort inespéré; un simple artisan de la Schoumadia, homme jusque-là débonnaire et pacifique, exalté sans doute par les horreurs dont il avait été le témoin, déploya tout à coup une ardeur extraordinaire, rassembla des bandes et amena un millier d'hommes à Milosch. Il s'appelait Jean Dobratscha. Les découragés reprirent du cœur, l'ennemi fut harcelé de nouveau, on appelait, on attendait d'autres soulèvemens, si bien que le chef turc, craignant d'être cerné dans les montagnes de Roudnik, se dirigea vers la vallée de la Morava, traversa le fleuve, et prit position sur la rive droite. Rien ne favorisait mieux les projets de Milosch; il courut dans la direction de l'ennemi, et, pour lui ôter le temps de réparer sa faute, se fortifia solidement sur la rive gauche, résolu à lui disputer le passage. Les Turcs essayèrent bien de jeter quelques bataillons au-delà du fleuve sur les points qui semblaient mal gardés, mais alors recommençait la terrible guerre des haïdouks; chaque rocher, chaque touffe d'arbres cachait un *freyschütz* invisible. On se croyait en sûreté, tout à coup sifflait une balle, et un cadavre roulait sur le sol. Les paysans, les moines, les enfans et les femmes, chacun combattait à sa manière. Que de corps morts furent charriés par la Morava sous les yeux des Turcs épouvantés!

Tandis que les forces de l'ennemi étaient ainsi tenues en échec sur les bords de la Morava, les appels de Milosch ne retentissaient pas en vain au-delà du territoire de Roudnik. Il y eut des soulèvemens au nord et à l'ouest, du côté de Belgrade et de Valjévo. Les spahis, pour arrêter le mouvement, voulurent former un camp retranché à égale distance de ces deux villes, à Palesch, sur la rive droite de la Koloubara; Milosch, instruit de ce projet, y court aussitôt avec ses meilleures troupes, met les spahis en fuite, et leur prend un canon. Voilà un commencement d'artillerie au service des insurgés. La nouvelle de cette victoire traverse le Danube; du Banat, de la Sirmie, de toutes les contrées autrichiennes où s'étaient

réfugiés les compagnons de Kara-George, les anciens voïvodes viennent rejoindre Milosch et reprendre le commandement de leurs districts. Ce n'étaient tout à l'heure que des bandes irrégulières, maintenant c'est une armée. Une bataille se prépare sous les retranchemens de Ljoubitz, une bataille qui durera plus d'un jour; les Turcs, d'abord vainqueurs, ne réussissent pourtant pas à déloger les Serbes, et bientôt, effrayés de cette résistance, ils décampent pendant la nuit. Milosch les poursuit le sabre au poing, leur tue un grand nombre d'hommes, fait un large butin d'armes et de munitions. Il n'oublie pas toutefois que dans une telle entreprise, dans une lutte si disproportionnée, la politique doit venir en aide à la valeur guerrière. Demain peut-être ne sera-t-il pas conduit à traiter avec ceux qu'il combat? Épouvanter l'ennemi par la vigueur de ses coups, c'est le premier devoir du chef; il complétera son œuvre en lui inspirant du respect. Les témoignages des Turcs autant que les chroniques serbes ont célébré ici la générosité du vainqueur; il prit le plus grand soin des blessés, les fit conduire en sûreté dans les villes voisines, empêchant que des représailles ne fussent exercées par les hommes dont les familles avaient subi les violences des musulmans. Les Turcs ayant déjà repris possession de ces contrées, il y avait bien des femmes parmi les prisonniers. « Ils nous ont traitées, disaient-elles, comme des mères, comme des sœurs. C'est une belle religion, celle qui inspire de tels sentimens. »

Le plus formidable des retranchemens élevés par les Turcs dès le début de l'insurrection était celui de Poscharevatz. C'est là qu'il fallait frapper les grands coups. Milosch prévoyait que l'affaire serait chaude; il rassembla les principaux chefs et leur dit : « Si l'un de vous croit l'entreprise au-dessus de nos forces, il en est temps encore, qu'il retourne chez lui. Une fois la lutte engagée, que chacun marche à la tête de ses hommes. Quiconque lâcherait pied, chef ou soldat, mourrait de ma main. » Tous restèrent, et l'assaut commença. Quatre lignes de remparts protégeaient l'enceinte; il fallut cinq jours pour les rompre. De part et d'autre, l'acharnement était le même. On se battait corps à corps, à la pointe du poignard, avec les ongles, avec les dents. La lutte fut terrible, surtout à la quatrième ligne, qui enveloppait l'église et la mosquée; les deux bâtimens furent pris, repris, envahis de nouveau, et la vigueur de la défense égalait l'impétuosité de l'attaque. Enfin les Turcs cédèrent. Le chef demanda une conférence avec Dimitri, le secrétaire de Milosch, qu'il avait connu à Belgrade. « Affirme-nous, dit-il, que c'est bien Milosch en personne, Milosch le knèze du sultan, qui dirige l'attaque; nous ne résisterons pas à Milosch. » Milosch se montra, et leur permit de quitter avec honneur la forteresse qu'ils avaient si vaillamment défendue. Il leur laissa leurs armes avec une

petite quantité de poudre pour chacun, ne gardant que les canons et les munitions de guerre. Après cela, il n'eut qu'à se présenter devant les remparts de Karanovatz, la dernière des places fortes occupées par les Turcs dans le territoire de la Schoumadia; la garnison se rendit sans coup férir, à la condition de se rendre à Milosch. Milosch laissa partir aussi ces troupes avec les honneurs de la guerre, et comme leur chef était lieutenant d'Adem-Pacha, commandant de Novipasar, à qui l'unissaient des relations d'amitié, il lui donna quelques présens pour son ancien ami. En même temps il lui exposait avec adresse et courtoisie les motifs qui l'avaient obligé à prendre les armes. « Qu'Adem sache tout cela de ma part, ajoutait-il, et prie-le en mon nom de ne pas molester les Serbes. » Adem fut charmé de cette marque de déférence donnée par un homme que la renommée populaire élevait déjà si haut; il s'empressa de le remercier à la manière orientale, et lui envoya ces deux vers demeurés célèbres dans la poésie serbe : « Élève-toi, ô ban! au-dessus des rameaux du peuplier! Achève de faucher tes prés, mais prends garde que la pluie ne vienne gâter ta récolte. »

Cependant deux grandes armées étaient en marche contre l'insurrection serbe : l'une arrivait de Roumélie et d'Albanie sous le commandement de Maraschli-Ali, l'autre arrivait de Bosnie sous la conduite de Kurchid-Pacha. Un des pachas de Bosnie, Ali de Niktschitch, avait pris les devans avec une partie des troupes et déjà passé la Drina. Milosch, tout enflammé de ses victoires, court à sa rencontre et le met en fuite à Douplia. Ali, fait prisonnier par les Serbes, avait été dépouillé de ses armes, de ses richesses, insignes du commandement; Milosch, toujours aussi courtois que redoutable dans ses rapports avec les officiers ottomans, le reçoit comme un ami sous sa tente, lui offre le tabac et le café, lui rend ses armes, ses insignes, y ajoute des dons précieux, un cheval arabe, une pelisse, une bourse de 500 piastres. Terrifié et séduit tout ensemble, Ali ne peut s'empêcher de lui dire : « Garde-toi bien de prêter l'oreille aux agens des puissances étrangères, tu seras prince et seigneur de ce pays. »

Ainsi, quelque opinion qu'on se fasse de ce politique barbare, il est impossible de penser ici aux sorcières de Shakspeare troublant la tête d'un ambitieux vulgaire et le poussant au crime avec ces mots : « tu seras roi! » C'est la voix même des circonstances, c'est le cri de la nécessité qui éclate, puisque cette même promesse est proférée par tous, amis et ennemis, compagnons de bataille et adversaires vaincus. Cette ambition, qui jouera sans doute un grand rôle dans la carrière de Milosch Obrenovitch, ce n'est pas une lâche ivresse qui l'allume, elle est étroitement liée au salut de la patrie,

elle est justifiée par des entreprises héroïques, et, si les combinaisons qui doivent la faire triompher un jour supposent une diplomatie singulièrement rusée, elles exigent aussi chez celui qui les a soutenues jusqu'au bout des vertus dignes d'éloge, la patience, la constance, en un mot une force d'âme peu commune.

Ali-Pacha, en prenant congé du knèze des Serbes, était retourné auprès de Kurchid et lui avait parlé avec enthousiasme de la puissance du génie de Milosch, des grandes destinées que lui réservait l'avenir; ne valait-il pas mieux s'entendre avec un tel homme que d'en faire un ennemi irréconciliable? Il est à peu près certain que ces conseils trouvèrent un esprit bien préparé à les accueillir, puisque Kurchid s'empressa de faire à Milosch des propositions de paix, et qu'à ce moment-là même l'autre chef d'armée envoyé contre les Serbes, Maraschli-Ali, lui adressait des offres toutes semblables. Les affaires générales de l'Europe étaient devenues plus propices à la cause des chrétiens d'Orient. Tout cela se passait, nous l'avons dit, au printemps de l'année 1815; or, tandis que Milosch replantait de sa main victorieuse le drapeau tombé des mains de Kara-George, des Serbes s'étaient rendus à Vienne pour se plaindre au congrès de la violation du traité de 1812. « Qu'est-ce donc que cette guerre que vous faites aux Serbes? dit un jour le ministre de Russie à l'ambassadeur ottoman. Est-ce que la paix n'a pas été signée à Bucharest (1)? » Ces paroles devaient donner à réfléchir. En même temps une agitation extraordinaire allait s'exaltant de jour en jour chez les sujets chrétiens de la Porte. Bien que la Turquie eût abandonné Napoléon en 1812, ils considéraient sa chute comme la défaite de la monarchie ottomane; la prépondérance du tsar en Europe leur faisait croire que l'heure de la délivrance était proche. Dès qu'on sut que le prisonnier de l'île d'Elbe était de retour aux Tuileries, ils votèrent un emprunt de 2 millions pour aider la Russie contre la France. « La Porte, dit M. Pouqueville, ne pouvait ignorer les trames de ses sujets chrétiens (2). » Ce n'était pas le moment de pousser à bout les Serbes. Kurchid-Pacha et Maraschli-Ali arrivaient donc animés d'intentions pacifiques; s'ils étaient accompagnés de forces considérables, c'était pour traiter de haut avec les Serbes et ne point amoindrir l'autorité du sultan. La ruse aussi, on le verra, faisait partie de leurs combinaisons.

Milosch, sollicité à la fois par Kurchid et par Maraschli-Ali, ré-

(1) Ranke, *Die serbische Revolution*, p. 278.

(2) « Cet emprunt spontané fut ouvert à Janina, à Castoria, à Serès, à Andrinople et à Constantinople en 1815. S'il ne fut pas rempli, c'est que la campagne des Russes n'eut lieu que pour accourir au secours du vainqueur. » Pouqueville, *Histoire de la régénération de la Grèce*. Paris 1824, t. Ier, p. 431.

solut de les voir tous les deux et de choisir pour négociateur de la paix celui qui offrirait les meilleures conditions. Il y avait une rivalité ancienne entre les deux vizirs, rivalité envenimée de nouveau par le règlement des affaires de Serbie; Milosch n'était pas homme à négliger de tels avantages. Il se rendit d'abord auprès de Kurchid en son camp de la Drina. Quelques-uns de ses voïvodes l'accompagnaient; mais quoi! se livrer ainsi aux Turcs, lui dont la mort eût anéanti les espérances des Serbes! Milosch comptait sur son étoile, il se confiait aussi dans la parole de ceux qui l'avaient appelé. Il faut avouer, dit un homme qui a vécu longtemps au milieu des Ottomans et des Serbes, — il faut avouer que, malgré leurs excès, les délhis et autres aventuriers turcs observent religieusement leur parole; ils se feraient couper en morceaux plutôt que de trahir un homme qui aurait accepté leur protection. Or le général des délhis, Ali-Aga, était venu à sa rencontre et lui avait dit: « Sois sans crainte, je te protégerai; si tu ne te mets pas d'accord avec le pacha, je te reconduirai sain et sauf hors du camp (1). » Le knèze des Serbes arrive donc, et Kurchid, voyant un personnage de taille moyenne, corps souple, fine moustache : « Est-ce bien toi, Milosch? lui dit-il. — Oui, c'est bien moi. — Quoi! Milosch à Ljoubitch! Milosch à Poscharevatz! Milosch à Douplia! Milosch partout! Je l'aurais cru un géant. » Il lui demande alors pourquoi il s'est soulevé, étant knèze de Roudnik par l'autorité du sultan. Milosch dépeint dans les termes les plus vifs l'horrible tyrannie du pacha de Belgrade; si les Serbes ont eu recours à la force, c'est que, circonvenus de tous côtés, ils n'avaient aucun autre moyen de faire parvenir leurs plaintes à Constantinople. « Eh bien! dit Kurchid, que les Serbes livrent leurs armes, ils seront traités comme les sujets turcs, ils seront soumis aux mêmes lois, ils seront libres de s'habiller comme ils voudront, les règlemens qui déterminent le costume des raïas seront déchirés pour eux, et un pacha plus humain remplacera Soliman à Belgrade. » On pense bien que Milosch demandait autre chose. Il feint pourtant de consentir, car il devine au langage et à l'attitude de Kurchid que le vizir l'a attiré dans son camp pour l'y retenir captif. Ce n'était pas trop de sa souplesse et de sa fermeté pour se tirer de ce mauvais pas. Vainement assure-t-il qu'il veut porter ces propositions aux Serbes, et que lui seul pourra les faire accepter; Kurchid prétend le garder auprès de lui afin de régler les points en litige; est-ce que Dimitri, le secrétaire du knèze, et les voïvodes de sa suite ne suffiront pas à transmettre

(1) Le docteur Cunibert, ancien médecin en chef au service du gouvernement serbe. Voyez son *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie;* Leipzig 1855, t. Ier, p. 121.

ce message aux insurgés? Ce conflit de ruse et de mauvais desseins ne dura pas moins de quatre jours. Milosch réussit enfin, non sans peine, et grâce à l'énergique loyauté du chef des délhis, à quitter le camp turc.

Irait-il maintenant trouver Maraschli-Ali, qui lui donnait rendez-vous dans son camp, sur la frontière orientale? Il venait de courir un grave danger auprès de Kurchid, un des hommes les plus respectés de son pays, et Maraschli était un personnage fort suspect que les Turcs eux-mêmes surnommaient *le tendeur de piéges* (*dubaradgi*). Il ne crut pas cependant qu'il lui fût permis d'hésiter. Sa vie fût-elle menacée, un chef a des devoirs à remplir. Les inquiétudes et les colères que les Serbes avaient manifestées pendant son séjour au camp du vizir, la joie qui avait éclaté à son retour, tout cela prouvait bien que la nation veillait, qu'elle était résolue à poursuivre son œuvre, que le succès de l'insurrection ne tenait plus à un seul homme. Il comptait d'ailleurs sur la haine de Maraschli pour Kurchid; évidemment Maraschli tiendrait à honneur d'enlever à Kurchid le règlement des affaires de Serbie, et par conséquent de s'entendre avec Milosch. Le hardi knèze se rend donc auprès du *tendeur de piéges*. Maraschli le reçoit avec faveur, lui offre la pipe et le café, signe d'amitié bien rare d'un Turc à un raïa, puis dès les premiers mots, avec une libéralité joyeusement familière : « Les Serbes, dit-il, veulent garder leurs armes; qu'importe, du moment qu'ils seront les sujets loyaux du sultan? Gardez vos pistolets, portez même, si vous pouvez, des canons à la ceinture. Qu'à cela ne tienne! si cela dépendait de moi, je vous mettrais tous en selle sur des chevaux arabes, et je vous donnerais à tous pour vêtement des fourrures de zibeline. » Ces propos se tenaient, bien entendu, après que Milosch avait expliqué les motifs de sa révolte et fait ses protestations de fidélité. « Êtes-vous les sujets soumis de l'invincible, très puissant et très clément padischa? » avait demandé le vice-roi, et par trois fois, selon l'étiquette, Milosch avait répondu solennellement : « Nous le sommes. » On s'entendit bien vite sur les préliminaires de paix : il fut convenu que Milosch, dont les compagnons occupaient la frontière, ferait retirer ses troupes, qu'une partie de l'armée de Maraschli, 7 ou 8,000 hommes, irait camper aux environs de Belgrade, et que des députés seraient envoyés à Constantinople pour obtenir, sur la recommandation du vice-roi, les garanties réclamées par les Serbes. Toutes ces négociations, dont les chroniques locales ont conservé le détail, s'accomplirent heureusement. Milosch retourna dans l'intérieur du pays pour faire cesser les hostilités, les Turcs s'avancèrent vers Belgrade, les députés, soutenus par la diplomatie russe, obtinrent du divan tout ce

qui avait été convenu; enfin quelques mois après Maraschli et Milosch, réunis de nouveau à Belgrade, établissaient la loi qui devait régir la nouvelle Serbie.

Quelle était cette loi? Les Serbes passaient de la condition de raïas à la condition d'hommes libres. Traités comme sujets turcs, ils étaient cependant protégés contre les Turcs par des magistrats de leur race et de leur religion. Dans toutes les forteresses, un knèze siégeait comme juge à côté du musselim. Les contestations entre chrétiens étaient jugées par le knèze, les contestations entre un chrétien et un Turc étaient jugées par le knèze et le musselim réunis. Le pacha et les knèzes déterminaient l'impôt qui incombait aux chrétiens; la *skouptchina* en fixait la répartition par districts, et des employés serbes étaient chargés de le percevoir. Un tribunal suprême, composé uniquement de Serbes, devait siéger à Belgrade et juger en appel les causes importantes; à ce tribunal, nommé aussi *chancellerie*, appartenait en outre la haute administration des affaires publiques. Si un Serbe était condamné à mort, il était déféré au pacha, qui pouvait seul faire appliquer la peine ou prononcer la grâce. Enfin, comme chaque district avait son *knèze*, chaque village avait son *kmète*. Bref, sauf le rôle supérieur du pacha de Belgrade, représentant du padischa de Constantinople, c'était, dans ses traits essentiels, la vieille constitution nationale conservée à travers des siècles de servitude et réorganisée naguère sous Kara-George. Ainsi finit l'insurrection de Milosch Obrenovitch. Si on se rappelle ce qu'était devenue la Serbie au printemps de 1815, si l'on songe que cette transformation presque miraculeuse a été l'œuvre de quelques mois, il est impossible de refuser son admiration à l'homme qui, suppléant aux ressources matérielles par l'énergie du caractère, à force de courage, de constance, d'habileté, a sauvé un peuple condamné à mort.

IV.

Est-ce à dire que tout soit fini? Non, certes. Ici commence un duel entre ces deux hommes, Maraschli-Ali, vice-roi de Belgrade (1), et Milosch, l'oberknèze des Serbes. Ce n'est pas sans raison que les Turcs appelaient Maraschli un *tendeur de pièges*. Maraschli, qui s'est hâté d'apaiser les Serbes, ne songe qu'à leur retirer une à une toutes ses concessions. Milosch a bien deviné son jeu, et, ne l'eût-il pas deviné, il avait, lui aussi, ses *pensées de derrière :* il voulait adroitement, peu à peu, sans lutte ni fracas, à l'aide des garanties

(1) Maraschli-Ali était arrivé en Serbie avec le titre de vice-roi, *rouméli-valessi*.

obtenues en obtenir de nouvelles, jusqu'à l'heure où il serait assez fort pour briser les derniers anneaux de la chaîne et constituer la Serbie indépendante. On voyait bien des pachas s'affranchir de la souveraineté de Constantinople sans autre droit que celui de l'épée, sans autre mobile que l'ambition personnelle; un chef chrétien qui ne tenterait pas la même aventure pour le salut de ses frères serait un lâche ou un traître. Voilà donc la lutte engagée, Maraschli essayant de ramener les Serbes sous le joug, Milosch résolu à conquérir pied à pied le sol de la patrie. La guerre à main armée est finie, la guerre des ruses va s'ouvrir. Qui sera le plus fin, de Maraschli ou de Milosch? qui tendra le mieux ses piéges? qui saura le mieux éviter l'embûche ou la rompre?

L'ordre était rétabli; le paysan était retourné à ses troupeaux, le laboureur à sa charrue. Était-il possible cependant qu'après une guerre de montagnes si vive, si acharnée, les bandes fussent dispersées tout à coup? Il y avait toujours des haïdouks, et non plus des héros barbares, mais de vrais bandits. Les chrétiens en souffraient autant que les Turcs. Le moment est bon pour Maraschli de demander à Milosch le désarmement des Serbes. Si le nombre des brigands s'accroît, c'est que l'occasion tente le paysan, c'est qu'il a perdu l'habitude du travail; ses armes le perdent, il faut les lui enlever au plus vite pour qu'il reprenne la pelle et la pioche. Tout cela était dit par le pacha tantôt avec bonhomie, tantôt avec une insistance singulière. Il y eut même à ce sujet des ordres formels venus de Constantinople. Milosch employait aussi tous les tons, opposant à la bonhomie rusée une indifférence souriante, aux injonctions impérieuses une fermeté inflexible. « Désarmer les Serbes! disait-il, c'est impossible; ils n'y consentiront jamais. Plutôt que de se livrer ainsi à la discrétion des Turcs, ils affronteront les périls d'une nouvelle guerre. Nous avons ta promesse, cette promesse qui a mis fin aux hostilités. Je t'en prie, ne reviens plus sur ce sujet, dont je ne puis entendre parler qu'avec douleur. C'est à toi d'éclairer les ministres du padischa; conseille-leur de renoncer à un projet qui entraînerait d'effroyables calamités. »

Que fit Maraschli? Tant que Milosch aurait sur les hommes de sa race une sorte de souveraineté, le désarmement des raïas, il le voyait bien, serait chose impraticable. Il fallait donc supplanter ce chef incommode. Son jeu était de diviser les Serbes, d'envenimer les jalousies, de mettre aux prises les ambitions rivales; il se trouverait bien un personnage qui, pour obtenir l'appui des Turcs contre Milosch, consentirait au désarmement. Parmi les hommes qui étaient ou se croyaient en mesure de disputer la prééminence à Milosch, deux surtout se faisaient déjà remarquer par des préten-

tions singulières, l'archevêque Mélentie et le voïvode Pierre Moller. Pierre Moller était brave, hardi, intelligent; il savait lire et écrire, chose rare à cette date chez les hommes de son pays, et n'avait pas besoin, comme Milosch, d'avoir toujours un secrétaire à ses côtés. En outre il parlait le turc comme le serbe; sans secrétaire, sans interprète, il avait en plus d'une circonstance conduit à bien des négociations difficiles. Milosch lui-même, frappé de son mérite, lui avait fait attribuer la présidence de la chancellerie serbe à Belgrade. L'archevêque Mélentie ne se recommandait guère que par sa dignité sacerdotale : débauché, cupide, sournois, lâchement et vulgairement ambitieux, il avait conçu l'étrange idée de transformer un jour la Serbie en une sorte de principauté ecclésiastique comme celle du vladika de Montenegro. L'archevêque et le président de la chancellerie serbe, chacun de son côté, s'étaient déjà ménagé des intelligences auprès de Maraschli-Ali; l'un et l'autre avaient laissé entrevoir qu'ils pourraient faire ce que refusait Milosch. Il s'en fallait bien toutefois que leurs chances fussent les mêmes, bien qu'ils eussent les mêmes visées. Si Milosch avait disparu de la scène, Pierre Moller aurait immédiatement pris sa place, tant les services qu'il avait rendus, les qualités dont il faisait preuve, le désignaient avant tous les autres chefs à la confiance du peuple serbe. L'archevêque, qui connaissait l'infériorité de ses titres, résolut d'écarter à la fois et Milosch et Moller en les perdant l'un par l'autre. Averti des menées de Pierre Moller auprès du pacha de Belgrade, il en fournit les preuves à Milosch, sans cesser pour cela de poursuivre ses propres intrigues. La punition de Moller ne se fit pas attendre; à la *skouptchina* du printemps de 1816, tous les knèzes étant réunis, Milosch accusa Moller de conspirer avec Maraschli-Ali contre l'indépendance des Serbes. La discussion fut terrible, les passions les plus violentes étaient en jeu. « Tu mens, Milosch ! » criait Moller, et Milosch, pièces en main, prouvait que le président de la chancellerie serbe avait promis de désarmer la nation, si on lui en laissait prendre le commandement; après quoi, s'adressant aux knèzes, il ajoutait : « Frères, j'ai été jusqu'ici votre chef, désormais ce sera Moller. Pour moi, je me retire. » A ces mots, les partisans de Milosch, c'est-à-dire presque tous les membres de l'assemblée, se jettent sur Moller, le renversent, lui lient les pieds et les mains. Moller avait pourtant un certain nombre d'amis dans la *skouptchina;* pas un n'osa le défendre. On signa, séance tenante, une adresse à Maraschli-Ali pour demander le supplice du condamné. Le pacha, malgré ses relations avec Moller, n'eut garde de s'opposer à la sentence; ce n'était pas sur lui que devait retomber le sang du supplicié, si une réaction venait à se produire; il y avait là un

germe de divisions et de haines qui pouvait servir plus tard sa politique.

L'archevêque Mélentie était un de ceux qui avaient signé la condamnation à mort de Moller et réclamé le plus vivement l'exécution de la peine. Une fois débarrassé de ce rival, il osa conspirer contre Milosch; il avait promis à Maraschli la tête du terrible knèze, et s'était engagé à opérer le désarmement du pays. Milosch l'apprit bientôt, car il se savait environné d'embûches, et il avait à ses ordres une police toujours en éveil. Un jour que l'archevêque s'était rendu dans la province de Schabatz, où l'attirait quelque ténébreux dessein, il le suivit avec un certain nombre de knèzes, décidés comme lui à couper court aux intrigues du prélat. Arrivé dans la ville, il rassemble les notables, des dignitaires de l'église, parmi lesquels deux archimandrites justement vénérés; l'archevêque est jugé par cette espèce de sainte-vehme sans se douter même qu'il est accusé, il est déclaré traître à la patrie et condamné à mort. La condamnation a été prononcée à l'unanimité des suffrages. Ce n'est pas tout pourtant que de porter une sentence; qui en ordonnera l'exécution? Livrer l'archevêque à Maraschli-Ali, c'est impossible; Maraschli ne consentira jamais à frapper un homme qui peut lui rendre tant de services. D'ailleurs l'archevêque tient ses pouvoirs d'un firman de Constantinople, le sultan a seul le droit de ratifier contre lui une sentence capitale, et cette sentence, une fois que les motifs en seront connus, ne fera que signaler l'archevêque à la bienveillance de Mahmoud. Faudra-t-il donc que les juges serbes fassent eux-mêmes exécuter leur verdict? Les conventions récentes s'y opposent, ce serait violer le traité de paix et attirer de nouveaux orages. Ainsi de tous côtés la justice leur échappe. Un seul moyen reste encore, un moyen odieux, l'assassinat. Nous sommes ici en pleine barbarie; reconnaissons cependant que, si l'accusé avait pu se défendre et discuter les charges portées contre lui, cette barbarie pourrait invoquer l'excuse des temps, l'excuse de la fatalité tragique sous laquelle gémissait le peuple serbe. Le meurtrier en de telles circonstances est bien plus un bourreau qu'un assassin. Il s'appelait Marco Stitaratz. Son dévoûment à Milosch était féroce et aveugle; pendant l'insurrection de 1815, commis à la garde de la famille du knèze, il avait juré à la femme de son maître, à la noble et fière Lioubitza, de l'égorger, elle et ses enfans, plutôt que de les laisser tomber vivans entre les mains des Turcs. Il reçut l'ordre d'attendre l'archevêque dans une forêt qu'il allait traverser, de le tuer, de lui enlever son cheval et ses bagages, afin que le meurtre du prélat pût être attribué à quelque bandit de la montagne; surtout on lui recommanda de ne point toucher aux gens de sa suite.

Vaines précautions! Ce n'est pas impunément que la justice a recours au poignard d'un sicaire; Stitaratz s'enivra dans un cabaret de la route pendant que l'archevêque passait paisiblement. A peine réveillé, il le poursuivit jusqu'à Schabatz, pénétra dans son logis, et là, encore aveuglé par l'ivresse, il massacra non-seulement la victime désignée, mais deux jeunes prêtres qui l'accompagnaient (1).

La vigueur de ces deux actes, la condamnation de Pierre Moller, la mise hors la loi de l'archevêque Mélentie, montrait que Milosch était résolu à écarter de son chemin quiconque viendrait déranger ses combinaisons dans la lutte secrète engagée contre Maraschli-Ali. Un épisode inattendu va mettre cette résolution de Milosch à une épreuve bien autrement redoutable. Si l'exécution du président de la chancellerie et l'assassinat de l'archevêque ont fourni plus tard des armes perfides aux adversaires de Milosch, devenu prince des Serbes, qu'est-ce que cela pourtant auprès du meurtre de Kara-George? Kara-George mis à mort par Milosch! le libérateur de 1804 assassiné par le libérateur de 1815! Ce souvenir ou plutôt cette légende horrible (car on va voir combien les faits ont été dénaturés par la passion) pèse encore aujourd'hui sur la conscience du peuple serbe.

Est-il donc vrai que Milosch Obrenovitch ait fait tuer le vainqueur de Mischar, celui qui le premier, après tant de labeurs et de luttes gigantesques, avait relevé la couronne de Douschan? Il l'a fait, disent les uns; cette tache de sang ne s'effacera point. Il avait le droit et le devoir de le faire, disent les autres; la raison d'état l'absout, il fallait sauver l'indépendance du pays compromise par une ambition aveugle. Voilà l'accusation, et voilà la défense. Un jour, vingt-deux ans plus tard, on verra l'accusation se dresser au milieu des émotions les plus tragiques sous les traits d'une veuve implacable comme la vengeance; c'est elle qui précipitera la chute de Milosch le libérateur devenu Milosch le despote. Quant à la défense, défense si douloureuse encore, puisqu'elle admet le fait du meurtre, elle n'a pas cessé d'avoir cours parmi les Serbes. On m'assure qu'en ce moment même à Belgrade des personnes considérables n'hésitent pas à dire que « l'entreprise de Kara-George perdait le pays, que ce n'est point la faute de Milosch si l'obstination du prince déchu et le salut de la cause commune l'ont obligé de frapper. » Heureusement une troisième opinion s'est produite, et c'est précisément celle-là que doit consacrer l'impartiale histoire. Pour moi, après avoir lu tout ce qui a été écrit de part et d'autre sur ce lamentable épisode, après avoir pesé les assertions contraires, après avoir examiné sous quelles

(1) J'emprunte ces détails à M. le docteur Cunibert, qui a interrogé directement les témoins du drame, et qui donne ici d'indispensables complémens à la chronique de M. Possart comme à la savante composition de M. Ranke.

influences les faits ont été constatés et les jugemens rendus, je m'en rapporte à l'homme qui commence son récit par ces paroles : « Arrivé en Serbie peu de temps après cet événement, je me suis efforcé de pénétrer les causes qui l'ont produit, les circonstances qui l'ont accompagné, » et qui le termine par ce loyal défi : « Les faits que je viens de raconter avec la plus scrupuleuse exactitude ont eu beaucoup de témoins; quelques-uns vivent encore et sont aux affaires sous le gouvernement du fils de Kara-George. Je ne redoute pas qu'aucun d'eux puisse me démentir. » Ainsi parlait le Dr Cunibert en 1855, alors que le prince Alexandre Kara-Georgevitch occupait le trône de Serbie (1).

Voici les faits en quelques mots. Le duel politique engagé dès les premiers mois de l'année 1816 entre Milosch et Maraschli se poursuivait au milieu d'une certaine agitation. Maraschli ne manquait aucune occasion de serrer le frein des raïas, en évitant toutefois de les faire cabrer; Milosch entretenait l'esprit public, tout en exhortant ses frères à la patience. Maraschli voulait humilier les Serbes par mille mesures de détail et peu à peu les ramener à leur ancienne condition; Milosch arrêtait le pacha pied à pied, ou bien, opposant la ruse à la ruse, il le dénonçait à Constantinople. Plus d'une fois des Serbes accusés de révolte et jugés par les autorités musulmanes en violation des traités avaient été décapités dans la forteresse de Belgrade. Milosch se contenta d'envoyer des députés au divan pour faire renouveler avec plus de précision les engagemens de la Porte. On ne pouvait se montrer ni plus doux, ni plus opiniâtre. Toute l'année 1816 se passa au milieu de ces conflits, chacun des adversaires épiant l'heure de se démasquer tout à fait. Une fausse démarche, un mouvement trop prompt en de telles circonstances, c'était la ruine de Milosch et de son peuple. Or au printemps de 1817 on apprend tout à coup que le fugitif de 1813, Kara-George, vient d'arriver en Serbie. C'était le moment où se formaient d'un bout à l'autre de l'empire ottoman ces *hétairies* d'où allait sortir la révolution grecque. Les chefs du mouvement avaient décidé que le premier signal serait donné par les Serbes, et que toutes les populations chrétiennes se lèveraient aussitôt. L'un d'eux, Georgakis, était allé trouver Kara-George en Bessarabie pour lui offrir le commandement de l'insurrection. L'espoir de prendre une

(1) *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie*, par le docteur Barthélemy-Sylvestre Cunibert, ancien médecin en chef au service du gouvernement serbe, 2 vol., Leipzig 1855. — M. Gervinus, si malveillant pour les Serbes, si injuste pour Milosch, a pourtant adopté le récit du docteur Cunibert en ce qui concerne le meurtre de Kara-George. Voyez dans son *Histoire du dix-neuvième siècle* les deux volumes intitulés *Insurrection et Régénération de la Grèce*. Une traduction française faite avec beaucoup de soin a été publiée par MM. J. F. Minnsen et Léonidas Sgouta; 2 vol., Paris 1863.

revanche, la pensée que les Russes favorisaient les hétairies, peut-être aussi, qui sait? le désir d'enlever à Milosch l'autorité que son ancien sujet avait si vigoureusement conquise, tous ces sentimens le décidèrent. Pouvait-il hésiter longtemps, l'homme aux explosions soudaines, ayant son ambition à satisfaire et sa honte à venger? Georgakis le conduisit d'abord à Jassy. Là, Kara-George vit un de ces agens que la Russie met volontiers en avant sauf à les désavouer ensuite, et, persuadé de plus en plus qu'il répondait à un appel du tsar, il passa le Danube (1). Le voilà chez un de ses anciens compagnons d'armes, l'ex-voïvode Vouitza, dans le bourg d'Adzagna, près de Smederevo. A cette nouvelle, on devine quelles pensées tumultueuses assaillirent l'esprit de Milosch. Maraschli, saisissant l'occasion de sévir, envoyait déjà un millier de janissaires arrêter l'hôte de Vouitza. Si Kara-George tombe entre leurs mains, on accusera Milosch de ne pas avoir protégé l'homme dont le souvenir est toujours si glorieux parmi les Serbes. S'il veut le défendre, les mécontens, réprimés à grand'peine, vont accourir de toutes parts, c'est la guerre qui recommence, et quelle guerre, juste ciel! quand la Serbie, à bout d'efforts, épuisée d'hommes et d'argent, ne peut se relever que par la constance de sa politique. De gré ou de force, il faut que Kara-George s'éloigne. Milosch mande Vouitza, et lui signifie impérieusement ses ordres : il décidera Kara-George à partir; si Kara-George s'y refuse, il le fera enchaîner et transporter au-delà du Danube. Le lendemain, il montait à cheval avec ses momkes, avec les knèzes du pays, voulant surveiller ce qui se passait à Smederevo, et intervenir, s'il était nécessaire, entre le peuple serbe et les soldats de Maraschli. A ce moment-là même arrivent deux pandours de Vouitza portant la tête de Kara-George. Vouitza écrivait à Milosch que Kara-George serait tombé aux mains des janissaires, qu'il serait mort dans les supplices, qu'une lutte désastreuse était imminente, et que, ne pouvant décider son hôte à fuir, il l'avait frappé pendant son sommeil. Tragiques enchaînemens de la destinée! Kara-Keorge aussi avait tué son père pour empêcher qu'il ne fût torturé par les Turcs.

Milosch avait-il pressenti ce qu'une telle aventure lui vaudrait un jour de haines et d'outrages? Sa douleur fut profonde. Sa femme, la généreuse Lioubitza, qui professait un culte pour tous les héros de la cause nationale, prit dans ses mains la tête du prince des Serbes, la couvrit de ses baisers et de ses larmes. Milosch fit ensevelir son corps avec beaucoup de solennité dans l'église de Topola,

(1) Sur le rôle de Georgakis et des agens russes en toute cette affaire, voyez Gervinus, *Insurrection et Régénération de la Grèce*, t. Ier, p. 149-150, traduction française de MM. J. F. Minnsen et Léonidas Sgouta.

tandis que le trophée sanglant réclamé par Maraschli était envoyé à Constantinople et exposé à la porte du sérail. Les Turcs eurent l'indignité d'y mettre cette inscription : *tête du fameux chef de bandits serbes nommé Kara-George.* O honte! la tête du vainqueur de Mischar, du premier libérateur de son pays, exposée avec injure dans le même lieu où cinq ans plus tard la populace de Constantinople ira regarder la tête du plus odieux des tyrans, Ali-Tébélen, pacha de Janina (1)!

C'est au mois de juin 1817 qu'eut lieu cette tragédie. Cinq mois après, le 6 novembre, une grande assemblée nationale composée des prélats, des knèzes, des kmètes, des notables de tous les districts, conférait à Milosch le titre de *kniaze* ou prince des Serbes avec le droit d'hérédité dans sa famille. Ceux qui lui ont imputé le meurtre de Kara-George auraient dû se rappeler ce vote unanime des représentans de la nation serbe. C'est plus tard seulement, en des circonstances toutes différentes, après que le despotisme de Milosch eut provoqué tant de haines, c'est dans les luttes politiques de la cité, que ces affreux souvenirs furent envenimés et défigurés par la passion. Les témoins, les juges immédiats, avaient compris l'événement dans sa fatalité à la fois si simple et si terrible. Certes, quelques services que Milosch eût rendus depuis deux ans, il n'y avait pas de nom plus populaire en Serbie que le nom de Kara-George; toutefois, dans l'impression profonde que causa cette catastrophe, un retour involontaire sur le passé se mêla aux regrets et aux larmes. On disait : Pourquoi ne s'est-il pas fait tuer en 1813? pourquoi n'est-il pas mort sur la brèche? pourquoi s'est-il réfugié sur la terre étrangère, laissant la patrie en proie à la fureur des Turcs? On sentait mieux alors ce qu'on devait à l'homme qui n'avait pas désespéré, et la nation, déjà délivrée à demi, — sans s'inquiéter de savoir si cela convenait ou non au sultan de Constantinople, — proclamait prince héréditaire des Serbes Milosch Théodorovitch Obrenovitch. Ainsi l'examen des circonstances, le rapprochement des dates, les témoignages les plus sûrs, les enquêtes les plus attentives, tout confirme le récit que nous venons de faire et les conséquences qui en résultent. Non, le sang de l'imprudente victime ne doit pas retomber sur les Obrenovitch; non, le prince Michel ne pensait pas au meurtre de Kara-George lorsqu'en 1850, dans son apologie de Milosch, il écrivait loyalement ces mots : « mon père a commis de grandes fautes. »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(1) Pouqueville, *Histoire de la Régénération de la Grèce*, t. III, p. 381.

LE

SERMENT D'HEDWIGE

I.

L'émigration polonaise occupe une place à part dans le monde de Paris. Par les soldats obscurs, elle touche aux classes ouvrières; par les chefs éprouvés de ces armées héroïques qui ont tenu pendant des mois si terribles toutes les forces de la Russie en échec, elle se mêle à l'aristocratie du faubourg Saint-Germain et à la partie la plus intelligente et la plus active de la société française. Elle est en bas, elle est en haut, elle est partout; on l'estime, on la respecte, on l'aime. Dans ses rangs épars et dispersés comme les rameaux d'un chêne broyé par un coup de foudre se cachent d'humbles héros qui ont fait des miracles, et brillent des capitaines qui ont accompli des prodiges d'audace, de persévérance, d'habileté vaillante. Entre tous ces exilés existe une sorte de solidarité fraternelle; ils s'entr'aident, ils se protégent. Un lien les unit, l'amour indestructible de la patrie absente. Ceux qui meurent le lèguent à ceux qui naissent, et tous, les misérables comme les riches, appartiennent à la Pologne, qui reste impérissable dans leur esprit.

Cette situation, qui a une certaine analogie avec celle du peuple d'Israël errant sur la terre et poursuivant en songe le réveil de la Jérusalem sainte, a fait de la famille polonaise comme une tribu qui a sa physionomie et son caractère. Les années passent et n'en fondent pas les élémens. Des flots de victimes viennent la fortifier par intervalles, et la rajeunissent par l'inoculation d'un sang nouveau qui a reçu le baptême du sacrifice. La vie de ces vaincus est mêlée de regrets et d'espoirs, regrets amers, espoirs violens; ils

sont toujours prêts à recommencer, toujours à la merci d'une révolution; ils ne connaissent le repos que par accident, ils n'habitent pas la France, que la plupart d'entre eux ont adoptée; ils y campent, et, les yeux tournés du côté d'où vient la lumière, ils espèrent toujours que le bruit du canon les rappellera soudain au bord de la Vistule, leur fleuve sacré.

Cette attente que rien ne lasse, ni les constantes victoires de leur implacable ennemi, ni les défaillances de la politique, ni les trahisons du sort, mêle à leur existence un élément chevaleresque qui tend à disparaître du reste de l'Europe. On les dirait prédestinés au martyre; ils en acceptent les épreuves en pensée, et, l'heure venue, ils lui offrent leur liberté et leur sang. Ils ont fait à la patrie garrottée et saignante le sacrifice de l'avenir, ils savent que tout, famille et fortune, est à elle, et cette foi maintient leur esprit à des hauteurs où les mesquines ambitions de la foule n'atteignent pas. L'enthousiasme, cette chose rare, vit en eux.

A l'époque où commence cette histoire, la plupart des personnes à qui l'on peut appliquer raisonnablement la qualification de Parisiens connaissaient, de vue tout au moins, le général Jean Zeleski, l'un des plus fiers combattans de la grande insurrection de 1831. Il avait des habitudes d'une régularité parfaite. Chaque jour, à deux heures en hiver, à cinq en été, il passait à cheval aux Champs-Élysées, lentement, au pas, la mine fière, bien qu'il eût la tête légèrement inclinée sur la poitrine, et tenant à la main une canne qui ne l'abandonnait jamais. Le comte Jean était un homme d'une taille moyenne, mais d'une telle harmonie dans ses proportions et ses mouvemens qu'on pouvait aisément le croire plus grand qu'il ne l'était en réalité. Il commençait à maigrir, comme on le remarque chez les hommes éprouvés par de longues fatigues ou que la vieillesse attaque; il se tassait. Il avait les épaules larges, la charpente robuste, le visage sec, la main petite et fine, les yeux couleur d'ardoise, la tête ronde avec des touffes de cheveux gris frisottant autour des tempes, la voix douce, un peu traînante, le regard bon et voilé, l'apparence d'un homme qui rêve. Quand il s'animait, tout changeait. C'était une transfiguration. Ceux qui l'avaient vu à la bataille ne pouvaient l'oublier. Au premier coup de feu, l'œil lançait des éclairs, le regard devenait métallique, la voix tonnante. C'était un volcan qui partait au bruit du canon; mais au plus fort de cette explosion il restait maître de lui, voyait tout, dirigeait tout. Sorti d'un régiment de cavalerie de ligne, dès les premiers chocs avec les divisions russes, il avait pris sur ses soldats un ascendant extraordinaire. A sa suite, les faucheurs enlevaient les batteries. Il avait innées les qualités de l'homme de guerre, la justesse et la rapidité du coup d'œil, une audace exces-

sive alliée à la plus extrême prudence, des éclairs d'inspiration, une ténacité que rien n'étonnait. Jean Zeleski avait tenu la campagne le dernier, usant ses dernières bandes dans un dernier effort. Quand il passa la frontière entouré d'une poignée d'hommes déchirés de blessures, des larmes de rage roulaient sur ses joues. C'étaient les premières qu'il eût versées depuis le commencement des massacres et des incendies.

Par miracle, le comte Jean avait sauvé une moitié de sa fortune, placée en Angleterre à l'instigation de l'un de ses amis. Plus tard, il avait épousé une riche héritière du grand-duché de Posen qui s'était éprise de sa renommée, et qu'il avait rendue parfaitement heureuse pendant dix ans. Elle lui avait donné une fille qui était, après la Pologne, ce qu'il aimait le plus au monde. Née dans l'exil, Hedwige y grandissait, promettant de ressembler à sa mère par la beauté, à son père par le caractère.

Le comte Jean Zeleski habitait avec sa fille un hôtel voisin des Champs-Élysées. Il voyageait beaucoup, menant avec lui Hedwige à Londres, à Madrid, à Rome, à Berlin, mais revenant toujours à son nid, où, grâce à la foule de ses compatriotes qui le fréquentaient, il retrouvait presque l'atmosphère de la patrie perdue. Partout et dans le meilleur monde, on lui faisait accueil. Ces continuels voyages et ce mouvement qui la mettaient en communication avec tant de physionomies diverses faisaient à Hedwige une éducation active et virile dont son esprit profitait : il devenait mûr et solide avant l'âge; mais elle tenait de sa race un fonds d'exaltation qui la préservait contre la sécheresse du monde qu'elle traversait. Déjà, dans ces légères circonstances où une jeune fille peut faire entrevoir ce qu'elle est ou sera, l'énergie et la résolution du comte Jean s'étaient spontanément montrées en elle.

Le général avait des amitiés éprouvées et robustes dans toutes les capitales où il avait séjourné; l'élévation de son caractère, la grandeur de son désintéressement, la fidélité de son abnégation, les expliquaient. Au nombre de ces amitiés, celle qui tenait la première place, la plus chère et la plus forte, était celle d'un Magyar, le comte Mathias Kloska, qui avait été son compagnon d'armes pendant la guerre de 1849. Quand la Hongrie s'était soulevée, Zeleski n'avait pas manqué de s'y jeter et d'y porter avec l'entrain de son courage l'expérience puisée sur d'autres champs de bataille. Le comte Kloska, qui sortait aussi de l'arme de la cavalerie, et le comte Jean, s'étaient rencontrés en vingt occasions où ils avaient fait assaut de bravoure et de dévoûment. Leur amitié avait commencé par une sorte de rivalité et d'antagonisme qui prenait tout doucement le chemin de la haine. Un hasard en avait décidé autrement. Un jour où, tout à coup investi du commandement par un

ordre du gouvernement provisoire, le comte Zeleski avait résolûment engagé la bataille, un mouvement impétueux de Kloska assura la victoire, que l'obstination et l'héroïsme de son chef ne pouvaient arracher à des forces supérieures. Les deux généraux s'étaient cherchés au milieu du triomphe; fiers l'un de l'autre, poussés par un de ces élans qui emportent les rancunes, leurs mains s'étaient unies. Une amitié que rien ne devait plus altérer venait d'être cimentée.

La Hongrie écrasée, Kloska et Zeleski s'étaient retrouvés à Paris. Une connaissance plus approfondie de ce qu'ils valaient scella leur intimité. Entre les deux généraux, aucun rapport physique. Le Magyar était grand, mince, souple comme un félin, avec un visage d'une carnation pâle et fine tout couronné d'une forêt de cheveux blonds relevés en longues mèches onduleuses sur un front pur. Le comte Mathias avait un fils, Stéphane Kloska, que ses amis appelaient entre eux Pista, diminutif familier qui est dans les usages de la langue magyare. En 1849, Stéphane n'avait pas plus de vingt ans; au moment où nous trouvons le Hongrois et le Polonais à Paris, il en avait vingt-six ou vingt-sept. Stéphane Kloska était la vivante image de son père, avec cette élégance vive et cet éclat qui servent de compagnons à la jeunesse.

La famille Zeleski occupait une situation particulière entre toutes les familles polonaises qui avaient demandé un asile à la France. Sa noblesse remontait à travers les âges jusqu'aux origines de cette monarchie qui a sauvé la chrétienté avec Jean Sobieski, et disparu avec Casimir-Auguste de Saxe. On racontait que trois Zeleski étaient morts le sabre au poing, montés sur des chevaux blancs, l'un tué par le Moscovite, l'autre par le Turc, un troisième par le Suédois. Jean Zeleski n'espérait plus un aussi beau trépas. Le bruit courait, — c'était du moins une tradition conservée en Podolie, d'où sortait la famille, — que, lorsqu'un Zeleski devait mourir dans l'année, il voyait son ombre passer devant lui. Eût-il la force d'un taureau et la jeunesse du mois de mai, l'année l'emportait en s'écoulant. Un jour, interrogé sur cette tradition, le comte Jean avait essayé de donner un autre cours à l'entretien; mais, pressé de questions : — Eh bien! oui, c'est vrai, dit-il.

Le comte Kloska, devant qui pour la première fois il affirmait cette légende, lui saisit la main. — Est-ce ta croyance vraiment? lui dit-il.

— Tu verras.

Tels étaient les deux hommes qui se visitaient tous les jours en 185., et qui n'avaient point de secrets l'un pour l'autre. Dans l'amitié du comte Kloska, il y avait une nuance marquée de respect, dans celle du comte Zeleski une nuance voilée d'autorité. Le dévoû-

ment était égal des deux côtés. Le matin ou le soir, ils se rencontraient, et, quel que fût le début de la conversation, elle ne tardait point à gagner les contrées lointaines où leur cœur était resté avec une part de leur sang. Ils parlaient des morts et de ceux qui leur avaient survécu, des martyrs que les neiges de la Sibérie ou les ombres des citadelles engloutissaient, et ils appelaient de tous leurs vœux l'heure des luttes nouvelles. C'étaient deux vies calmes pleines d'agitations souterraines, deux existences pures traversées par des orages. Ils avaient un pied dans le monde, un pied dans la révolution. Un groupe ardent d'exilés, d'émissaires et de conspirateurs allait de l'hôtel Zeleski à l'hôtel Kloska, épiant l'étincelle qui devait mettre le feu à l'Europe, et dressant l'oreille au moindre coup de fusil. Le comte Jean et le comte Mathias en étaient l'âme.

Son père laissait Hedwige à peu près maîtresse absolue de ses actions. Elle passait des journées entières dans la bibliothèque de l'hôtel, où elle employait une partie de son temps à tenir à jour la correspondance du comte. On la voyait peu, et on la recherchait beaucoup. Sa grande distraction était de se promener dans un grand jardin qui touchait à l'avenue Gabriel. La nuit l'y surprenait quelquefois assise à l'écart, regardant le scintillement des étoiles ou les jeux de la lumière épanchée par la lune à travers le feuillage. Elle ne parlait jamais des rêveries qui l'y retenaient. Hedwige ne paraissait point pressée de se marier, bien qu'elle eût alors plus de vingt ans, et que l'opulence de sa dot et sa beauté l'eussent déjà signalée aux fils de famille. Quand on prononçait devant elle le nom de l'un d'entre eux, elle souriait et répondait invariablement : — J'ai le temps d'attendre, et j'attends.

La même liberté, avec les allures plus larges que comportait son sexe, avait dirigé l'éducation de Stéphane, qui usait à sa guise de la fortune de sa mère, morte depuis quelques années comme celle d'Hedwige. Le comte Kloska, auprès de qui il avait guerroyé en Hongrie, avait désiré qu'il parcourût l'Europe et l'Orient. Ce désir répondait trop aux goûts de Stéphane pour n'être point suivi. Ces continuelles absences ne nuisaient pas à l'étroite intimité qui unissait les deux jeunes gens; ils se voyaient beaucoup pendant les rares séjours de Stéphane à Paris. Leur amitié, un peu émue du côté d'Hedwige, cordiale et franche du côté de Stéphane, avait alors des occasions de se réveiller.

Il y avait de grands contrastes dans le caractère de ce jeune homme, une certaine concentration unie à une ardeur singulière, une exaltation que la voix et le regard trahissaient tout à coup, et beaucoup de réserve. Il aimait la vie active. Le comte Kloska le connaissait bien, et il savait que son autorité paternelle n'avait point

de risque à courir. Cette certitude provenait d'une circonstance qui avait laissé de profondes traces dans l'esprit de Stéphane, comme il suffit parfois d'un coup de vent pour plier un arbrisseau. A l'époque où la Hongrie allait succomber sous l'effort des armées russes, Stéphane, bien jeune encore, oublia un jour, pour une femme qu'il avait rencontrée dans le monde aristocratique de Pesth, un devoir dont il avait accepté la responsabilité. Quand il se réveilla, éperdu de la faute qu'il avait commise, libre de cette ivresse passagère qui l'avait égaré, il croyait l'honneur mort. Son père avait pris sa place et tout réparé. Rentré dans la mêlée, on put croire qu'il n'avait disparu que pour remplir des ordres secrets. Kloska ne lui reprocha rien; mais Stéphane aperçut dans ses yeux le reflet des tortures qu'il avait subies. Ce moment terrible mit entre eux un lien que le fils n'essaya jamais de rompre.

Un matin, Jean Zeleski entra chez Mathias Kloska. — Veux-tu fermer ta porte? lui dit-il; j'ai à te parler.

Mathias sonna et donna l'ordre de ne laisser entrer personne. — Je me fais vieux, reprit Zeleski. Si je venais à mourir, consentirais-tu à te charger de ma fille?

— Que dis-tu là? s'écria le Hongrois.

— Une chose fort simple. Je te demande si tu consentirais à te charger de ma fille dans le cas où je viendrais à mourir?

— Sans aucun doute; mais pourquoi me parles-tu de cela? Tu as un corps de fer...

— Le fer s'use; puis il faut tout prévoir. Si un événement survenait, je ne voudrais pas qu'Hedwige restât seule. J'ai pensé à toi.

— Tu as bien fait. Ma maison sera la maison de ta fille; si un malheur te frappait, j'aurais deux enfans.

— Merci.

— Il y a même quelque chose de mieux à faire; j'ai un fils, c'est un brave garçon... Veux-tu m'accorder pour lui la main d'Hedwige?

— J'allais te le proposer. Une fille de son âge et belle comme elle est, vivant sous le même toit, cela pourrait avoir des inconvéniens... Un mariage arrange tout. Stéphane est libre?

— Oui,... des amourettes seulement. Il voyage en Italie.

— Il faudra le rappeler.

— Tu désires donc que ce mariage se fasse le plus tôt possible?

— Sans aucun doute. J'ai même apporté quelques papiers qui te donneront une idée exacte de ma fortune. Elle est largement diminuée; il n'en reste guère que ce qui appartient en propre à Hedwige, avec quelques débris de la mienne... Tant de Polonais souffrent autour de moi...

— Cela n'est rien, dit Kloska en repoussant les papiers que le comte Jean étalait sur la table; mais tu parles comme un homme qui pourrait disparaître demain... Jamais je ne t'ai vu ainsi.

— C'est qu'en effet demain je puis être mort.

— Es-tu malade?

— Non.

— Alors qu'y a-t-il?

Zeleski fronça légèrement le sourcil. Kloska plongea ses yeux dans les siens. Un souvenir traversa subitement sa pensée. — Est-ce que par hasard?... reprit-il...

— Eh bien! oui. Ne m'interroge pas... Il se peut que mon esprit fatigué ait été la proie de chimériques hallucinations; peut-être aussi de mystérieuses réalités qui échappent à l'analyse m'ont-elles permis de lire dans l'avenir. Quoi qu'il en soit, hier j'ai cru me voir,... et une voix intérieure m'a crié que j'allais mourir.

Kloska s'était emparé de la main du comte. — Mais c'est de la folie! s'écria-t-il.

Zeleski secoua la tête. — Ton fils sera le mari de ma fille? dit-il.

— Certainement.

— Eh bien! écris-lui.

Il se leva, donna une vigoureuse poignée de main à son ami, et au moment de le quitter : — Ah! reprit-il, Hedwige ne sait rien de tout ceci, sinon que j'ai pensé à Stéphane pour elle; ne lui parle donc pas de nos prévisions.

Après que le comte Zeleski eut quitté le comte Kloska, celui-ci, encore tout ému, écrivit à son fils pour hâter son retour. On sait que Stéphane voyageait en Italie; mais ce que le comte Kloska ignorait, c'est qu'il n'était pas parti seul. Stéphane vivait alors dans toute la fièvre d'un amour qui faisait que pour lui, sur la terre et sous le ciel, dans le présent et l'avenir, il n'y avait qu'un être, qu'une femme, la comtesse Marie Lobogowitz. Ensemble ils avaient parcouru une grande partie de la péninsule; puis la comtesse s'était retirée dans une villa au bord de la mer, entre Lucques et Livourne, où Stéphane était venu la rejoindre, espérant que son père et le temps l'oublieraient dans cette solitude. La villa, cachée derrière des bois d'oliviers, à l'ombre d'un promontoire, était assez éloignée de la route pour qu'il fût malaisé d'y parvenir, si on ne la cherchait pas. Elle était enfouie au creux d'une vallée pleine de fraîcheur, de parfums et d'ombre; elle avait pour horizon, d'un côté des montagnes basses et ondulées, de l'autre la mer bleue et immense. Marie et Stéphane ne se promenaient guère au loin. Leur empire n'avait pas plus d'étendue qu'un jardin. Ils tournaient autour des mêmes bosquets, suivaient les mêmes sentiers, s'asseyaient

au bord des mêmes fontaines, s'égaraient le soir le long des mêmes plages, et ce coin de terre qu'un enfant eût traversé dans ses jeux leur suffisait. Ils y étaient l'un avec l'autre.

La comtesse Lobogowitz appartenait à une famille considérable de la Bohême. Elle avait toutes les ardeurs et tous les enthousiasmes de cette race exaltée et rêveuse qui a eu ses prophètes avec Jean Huss et ses héros avec Jean Ziska. Mariée de bonne heure au comte Lobogowitz, elle n'avait pas tardé à en être séparée par des circonstances où les torts n'étaient pas encore de son côté. Avec une immense fortune qui l'avait aidé à promener ses fantaisies dans toutes les capitales de l'Europe, plus connu dans les villes d'eaux que dans son régiment, le comte avait une humeur vagabonde et des goûts mobiles qui ne lui permettaient pas plus de rester à la même place que d'aimer longtemps la même personne ou la même chose. Il changeait pour changer. Il avait en quelque sorte la nostalgie de l'inconnu. De là des fuites continuelles et des absences qui ne cessaient point. A vingt-trois ans, la comtesse se trouva seule par une conséquence logique des habitudes du comte Lobogowitz. Il n'y eut entre eux aucune explication, aucun reproche; il lui abandonna l'usage de sa fortune particulière en y ajoutant généreusement une portion de la sienne, et ils ne se rencontrèrent plus qu'en voyage. Marie était orpheline et n'avait point d'enfant.

A vingt-trois ans, on ne vit pas longtemps seule, surtout quand on ressemble à la comtesse Marie. C'était une de ces femmes qui paraissent destinées par un dieu inconnu à vivre jeunes et à mourir toujours jeunes. Elle était toute d'élan et d'impressions, ne les calculant jamais et les subissant toutes avec la même intensité. La dernière lui semblait toujours la seule vraie. Un physionomiste eût deviné son être intérieur d'après son visage. Une morale austère pouvait s'attrister de cette découverte, une sympathie secrète ne lui faisait pas défaut. Marie avait des yeux d'enfant, larges, clairs, lumineux, d'une couleur bleue qui changeait de nuance selon le temps et certaines dispositions d'humeur dont elle n'était pas maîtresse, — quelquefois pareils à de l'azur limpide, quelquefois gris, puis tournant au vert, — la bouche sensuelle avec des lèvres d'un contour délicat, le menton arrondi, le nez court et fin, coquettement accompagné de narines roses et mobiles, les sourcils déliés. Son rire frais dessinait des fossettes mignonnes dans ses joues, dont l'épiderme doux et tendre avait le coloris d'une rose blanche. Son intelligence prompte et souple comprenait tout et se pliait à tout. Sa nature prime-sautière répugnait au mensonge. Quand elle riait, c'est qu'elle était heureuse; quand elle pleurait, c'est qu'elle avait de la peine, et, bonheur ou chagrin, il fallait que tout fît explosion.

A l'époque où Marie avait été abandonnée par le comte, un peu

errante, un peu attristée, regrettant presque celui qu'elle ne devait plus revoir, mais sentant au fond de son jeune cœur un flot de vie, elle était arrivée à Paris à la suite d'une amie d'enfance dont le mari appartenait à l'ambassade d'Autriche. Les distractions viennent vite au-devant d'une femme isolée et séduisante qui les cherche. La comtesse rencontra Stéphane dans le monde. L'impétuosité de leur amour put faire croire à ces crises qui ont la fougue et la spontanéité d'une irruption. Ce fut véritablement un de ces coups de foudre dont parle Stendahl. Ils se virent et s'aimèrent.

Leur rencontre s'était faite dans un bal. La maîtresse de la maison présenta Stéphane à Marie, qui sentit comme un courant d'air chaud dans sa poitrine. Les premières paroles échangées, quelqu'un s'avança vers la comtesse pour la conduire à la valse. Stéphane pâlit subitement. Il la suivit du regard tandis que la danse l'emportait dans son tourbillon. Elle revint bientôt à sa place. — C'est une chose horrible que la valse, dit Kloska; si j'aimais, celle que mon cœur aurait choisie ne valserait jamais.

— Et vous? dit Marie, qui leva sur lui ses grands yeux.

— Moi!... elle aurait ma vie.

Quelqu'un s'approcha de nouveau de la comtesse. — Je ne valse plus, répondit-elle.

Un cri faillit s'échapper des lèvres de Stéphane... C'est ainsi qu'ils se donnèrent l'un à l'autre.

Le jour où la lettre que le comte Kloska écrivait à son fils devait arriver à la villa Forli, Stéphane, assis sur un pan de mousse, à l'ombre d'un bouquet de pins, ayant à son côté un livre ouvert dont le vent seul tournait les feuilles, regardait vaguement devant lui. Marie s'approcha, et, posant un doigt sur son épaule : — A quoi pensiez-vous? dit-elle.

— Je pensais...

— Taisez-vous! s'écria-t-elle. Je devine que vous ne pensiez pas à moi. Ne m'auriez-vous pas embrassé les mains déjà, et l'une après l'autre, et toutes deux ensemble, si je me trompais? Pour qui ou pourquoi me trahissez-vous, dites? Ah! que vous me ressemblez peu! Moi, je n'ai que vous dans l'esprit, dans le cœur, dans le souvenir, dans l'espérance...

Il l'attira près de lui, elle se laissa faire. — Je pense quelquefois, reprit-elle, aux jours lointains où je ne te connaissais pas. Que de bruit, que de mouvement! Je vivais dans un cercle de femmes don j'ai peine à comprendre l'existence à présent. Toujours des bals, des fêtes, des voyages!... Et je croyais mes heures remplies parce qu'il n'y en avait pas une qui ne fût agitée... C'était le vide et le désœuvrement; maintenant un sentiment de plénitude heureuse me réchauffe, et tout ce qui m'entoure a un langage dont la dou-

cœur me pénètre... Que je plains celles qui sont restées dans le monde, où je ne veux plus paraître!...

Stéphane se mit à ses pieds. — Que deviendrais-je, s'écria-t-il, si je te perdais?..

Elle se pencha vers lui à la rencontre de ses lèvres. — Et toi, murmura-t-elle, sera-ce demain comme aujourd'hui et les jours d'après comme demain?

Stéphane allait répondre. Le gravier d'une allée cria au fond du jardin; un homme parut au détour d'un massif d'orangers, tenant un plateau à la main. — Ah! des lettres encore! s'écria Marie.

C'étaient des lettres en effet. Elle les prit d'une main impatiente, et, les éparpillant sur le gazon : — Ne pourrait-on pas nous oublier, nous qui oublions tout le monde? On est si bien loin de tous ceux qu'on a connus!

Du bout d'un éventail avec lequel elle badinait, elle fit sauter quelques-unes des lettres semées dans l'herbe. — De qui tout cela peut-il être? continua-t-elle. J'ai des amis dont je ne sais plus les noms. Sont-ils à Paris, à Vienne, à Londres? Que c'est loin tout cela, et que c'est laid!

Au passage, Stéphane embrassait sa main. Ses yeux tout à coup tombèrent sur l'une de ces lettres. Il la saisit. — De mon père! dit-il.

Un frisson passa sur le visage de Stéphane, qui venait de déchirer l'enveloppe. — Qu'est-ce? demanda la comtesse.

— Vois, répondit-il en lui tendant la lettre.

D'un coup d'œil, elle lut ces quelques mots : « Viens sur-le-champ, j'ai besoin de toi. » Elle se rapprocha vivement de Stéphane. — Et tu partiras? dit-elle.

— Il le faut,... c'est mon père!

Des larmes jaillirent des yeux de Marie. — Nous étions si heureux tout à l'heure! dit-elle.

Puis, avec un cri d'effroi : — C'est cela! quelque conspiration sans doute! une expédition peut-être! Toujours des hasards! toujours du sang!

Elle pleurait. Stéphane la prit dans ses bras, et, embrassant son front, ses joues, ses yeux : — Écoute, ce n'est pas ce que tu crois, dit-il. Je sais aussi bien que le comte Kloska où en sont nos affaires. Rien de possible en ce moment; plus tard peut-être, dans un an ou deux.

— Mais quoi alors?

— C'est ce que j'ignore. Seulement je connais mon père : pour qu'il m'écrive ainsi, il faut que ce soit quelque chose de grave.

— Et tu ne soupçonnes rien?

— Rien.

— S'il voulait te marier?

— Quelle folie!

— Cependant s'il le voulait?...

— Est-ce que je ne t'appartiens pas?

— Tu refuserais?

— Tu en doutes?

Elle lui sauta au cou. — Sais-tu ce que je crains? reprit Stéphane.

Marie le regarda d'un air inquiet. — J'ai peur qu'il ne soit malade.

— Tu as raison, il faut partir.

Elle se leva et marcha lentement du côté de la villa. Elle respirait avec effort et regardait autour d'elle. — Il me semble que tout est triste à présent... Vois, le soleil ne brille plus. Ah! ces lettres! comme j'avais raison de n'en pas vouloir!

Stéphane la consolait et lui parlait tendrement; mais il avait comme elle le cœur déchiré.

Trois jours après, il entrait chez son père, qui l'attendait. — Me voici, qu'y a-t-il?

— Il y a que je te marie.

Stéphane crut avoir mal entendu. — Vous dites? reprit-il d'une voix éperdue.

— Je dis que tu épouses la fille de notre ami Zeleski.

— Hedwige! Mais depuis quand? pourquoi?

— Je t'expliquerai cela. Tu connais mes liens d'étroite amitié avec le comte Zeleski; depuis des années, sa fille et toi vous vivez l'un près de l'autre. Je ne pouvais pas rêver une meilleure alliance.

— Mais si mon cœur était pris?

Le comte Kloska sourit. — Je sais, dit-il; mais tu as vingt-six ans...

Stéphane fit un mouvement. — D'ailleurs ma parole est engagée, poursuivit Kloska.

Stéphane devint pâle comme un mort. C'était un coup de massue. Il y eut un silence. — Aujourd'hui même, reprit Kloska, le comte Zeleski te présentera officiellement à sa fille.

Stéphane quitta son père dans un état d'accablement indescriptible. Ainsi ce que redoutait la comtesse Logobowitz était vrai! On voulait le marier; on n'avait pas attendu son arrivée, on ne l'avait pas consulté! Tous ses rêves étaient anéantis, toutes ses espérances brisées. L'avenir se fermait. Que faire cependant? Les dernières paroles de son père retentissaient toujours à son oreille. Là était l'obstacle terrible, inexorable... Les heures s'écoulaient, le moment approchait où il devait aller chez le comte Zeleski, et il éprouvait un âpre besoin de voir Marie. Il lui écrivit ces seuls mots : « Ne

perds pas une heure,... viens! » Elle près de lui, il se croyait presque sauvé.

Dans l'après-midi, il se rendit avec son père chez le comte Zeleski, qui le reçut avec les marques de la plus sincère affection, mais gravement, comme un père qui tend la main à l'homme de qui va dépendre le bonheur de son unique enfant. Une idée illumina soudain l'esprit de Stéphane; certainement le salut était là. — Avant de pousser l'entretien plus loin, dit-il au comte Zeleski, voulez-vous me permettre de causer seul un instant avec Mlle Hedwige?

Hedwige et Stéphane passèrent dans le jardin. Elle était un peu émue, mais souriante, avec un air heureux qui faisait rayonner son visage. Pour lui, il demeurait muet. Ce qu'il avait à dire était si difficile, comment aborder de telles confidences? Jusqu'où les pousser? A tout prix cependant il fallait rompre, et seule Hedwige le pouvait.

— Vous connaissez le motif de ma présence ici? dit-il enfin.

— Mon père a pris soin de m'en informer.

— M'autorisez-vous à vous parler comme à une amie, à la meilleure amie que j'aurais en ce monde?

— Vous pouvez le faire d'autant plus librement que ce titre que vous me donnez, je le mérite. Je suis et serai toujours votre amie.

— Voilà qui m'encourage à vous ouvrir mon cœur. Vous me pardonnerez les choses délicates que j'ai à vous dire en pensant que je le dois et pour vous et pour moi?

— Je ne sais si vous me ferez de la peine; mais je n'aurai rien à vous pardonner, puisque vous parlerez franchement.

Il assura sa voix en ralentissant le pas. — Vous savez, dit-il, que votre père a jeté les yeux sur moi pour être le compagnon de votre vie?

— En effet... Depuis quelques jours déjà, il m'a prévenue. J'ajouterai même que cette proposition ne m'a pas surprise. Il me semblait naturel que la fille du comte Zeleski épousât le fils du comte Kloska.

— Cependant, Hedwige, ce mariage est impossible.

— Impossible! Et pourquoi?

— Je ne suis pas libre.

— Vous êtes marié? s'écria-t-elle en pâlissant.

— Non, j'aime ailleurs.

— Ah! — fit-elle; puis, continuant sa marche : — Est-ce une jeune fille que vous ayez compromise et à laquelle en homme d'honneur vous deviez vous dévouer?

Stéphane hésita. — Oh! vous pouvez tout dire, reprit-elle... Vous savez que je n'ai pas été élevée comme une pensionnaire, et qu'on m'a librement ouvert les portes du monde de bonne heure. Donc

regardez-moi, je vous prie, comme une femme avec laquelle on peut parler...

— Ce n'est pas une jeune fille.

— Une femme mariée alors?

— Oui.

— J'ai vu cela, quoique je ne le comprenne pas;... mais en quoi cela vous engage-t-il? Une femme qui a trahi sa foi, quelle foi peut-elle réclamer?

— Ah! vous ne la connaissez pas!

— Je sais que cela mourra comme cela est né. Pourquoi voulez-vous qu'une chose passagère empêche une chose éternelle?

— Mais si je l'aime!

— Croyez-vous donc, Stéphane, que je ne vous aime pas, moi aussi?..

Il la regarda tout étonné. Elle devint pourpre. — Il faut bien que cela soit, reprit-elle, pour que je vous en fasse l'aveu après ce que vous m'avez dit. Ce qui fait mon excuse, c'est que cet amour n'est pas d'hier... Voilà plus de six ans qu'il dure...

— Six ans! répéta Stéphane.

— Écoutez-moi, et vous me comprendrez... C'est mon cœur qui parle... J'étais presque une enfant quand cet amour a commencé. C'était dans votre chère patrie, pendant la guerre. Une nuit, un détachement de honveds marchait sous la conduite de votre ami Gabor Eckelsy, qui me ramenait à mon père avec mission expresse de ne pas perdre une minute. La pluie tombait. Toup à coup au loin des lueurs rouges éclairent l'horizon, et le bruit d'une fusillade retentit. Presque aussitôt une femme à demi nue sort de l'ombre, et tout effarée, sautant sur la route, se cramponne à la jambe de Gabor. Un seul cri jaillit de ses lèvres : Ma fille! et du geste elle montre le village en flammes; mais votre ami avait des ordres. Il secoua la tête. Alors vous, la relevant : — Guidez-moi, dites-vous, je suis libre; il ne sera pas dit qu'ayant un cheval sous moi et un sabre au poing j'aurai laissé sans secours une mère qui pleure... Vous en souvenez-vous?

— Oui! oui!

— Elle s'élance, vous la suivez. Les honveds marchaient plus lentement, moi je regardais dans la nuit. Des minutes se passèrent, qui me parurent longues comme des années. Soudain on entendit un galop rapide, et deux ombres sortirent ensemble des ténèbres. Vous teniez devant vous une petite fille à demi morte de frayeur. — C'est fait, dites-vous. Comment? je ne sais pas; mais les voici vivantes l'une et l'autre... — Du revers de votre main vous essuyiez quelques gouttes de sang répandues sur votre visage. Moi, me penchant à l'oreille de la femme qui m'accompagnait : — Tu vois cet homme?

lui dis-je. Stéphane Kloska sera mon mari, ou je prendrai le voile, je le jure. Vous vivez, je suis à vous.

— Même sachant ce que vous savez?

— Oui, le sachant. Vous paraissez surpris, Stéphane : c'est que vous n'êtes jamais descendu au fond d'une âme qu'une espérance unique a remplie... Je vous ai toujours connu digne de cet amour, et je me sens capable d'en accepter tous les devoirs... Et maintenant je renoncerais à ce rêve dont toute ma jeunesse a été nourrie!.. Hélas! mon ami, j'ai trop vu le monde, j'ai traversé trop de salons pour que quelques-uns des voiles qui les couvrent ne se soient pas déchirés... J'ai pu deviner comment naissent et meurent ces misères du cœur, ces surprises de l'esprit, pour lesquelles on profane un mot qui ne peut s'appliquer aux sentimens périssables que ne consacre pas Dieu.

— Hedwige, vous ne la connaissez pas, vous dis-je!

— Et moi, je me connais! Je la défie de vous aimer comme je vous aime! Elle a aimé deux fois,... elle aimera une troisième...

Hedwige et Stéphane firent quelques pas en silence. Stéphane en marchant enfonçait son talon dans le sable; il mâchait ses lèvres. — Hedwige, je vous en prie, faites que le refus vienne de vous, reprit-il; un mot de votre bouche, et ce mariage est rompu... Je vous aimerai comme une sœur...

— Non, ou votre femme, ou rien.

— Mais voyez quel avenir!... Un lien indestructible et nos cœurs séparés!

Relevant la tête avec l'expression de l'orgueil : — Je me fie à l'avenir, reprit-elle.

— Ainsi vous êtes décidée?

— Oui.

— Un jour, si je deviens votre mari, vous ne me reprocherez rien?

— Je sais à quoi je m'engage, le dévoûment me sera facile.

Stéphane frappa du pied. — Dieu m'est témoin que je vous ai avertie! s'écria-t-il.

La porte qui donnait de l'hôtel sur le jardin s'ouvrit. — Est-ce fini? demanda d'une voix tendre le comte Zeleski en paraissant sur le perron.

— C'est fini, dit Hedwige.

II.

Stéphane rentra chez lui dans un état qui touchait à la folie. Il avait tout dit, sauf un nom, tout fait pour se rendre libre, et pas un seul anneau de la chaîne ne s'était brisé. Il maudissait Hedwige. Sa beauté ne l'éblouissait pas, son amour ne le touchait

point, sa fière confiance dans l'avenir l'irritait. Tout ce qui vient d'un cœur qu'on n'aime pas blesse ou déplaît. Que lui faisait ce dévoûment si sûr de lui? Pourquoi cette tendresse passionnée? Qui la lui demandait? Qu'avait-elle besoin de garder au fond de son âme de si lointains souvenirs? Si plus tard elle versait des larmes de sang, la faute en serait à elle; mais celle qu'il aimait n'en verserait-elle pas de plus cuisantes?

Sans tout raconter à son fils, le comte Kloska lui fit part de quelques détails sur la conversation qu'il avait eue avec le comte Zeleski et des circonstances dans lesquelles son mariage avec Hedwige avait été arrêté. Stéphane y découvrait de nouveaux obstacles à une rupture. Un aveu complet à son père ne rendrait cette situation que plus difficile encore. Comment le comte Kloska admettrait-il la pensée d'une liaison éternelle avec une femme qui portait un autre nom que le sien? Était-ce là un motif qu'il pût invoquer pour retirer sa parole? Cependant les jours s'écoulaient; il n'avait presque plus revu Hedwige, et seulement quelquefois devant du monde. Rien ne lui permettait de croire qu'elle fût revenue à d'autres idées. La comtesse Lobogowitz ne devait pas tarder à rentrer dans Paris. Elle arriva, et, prévenu par un billet, il courut chez elle.

Marie lui saisit les mains, le regarda. — Il y a un malheur, n'est-ce pas? dit-elle.

— Hélas! oui.

— Votre père n'est pas malade cependant?

— Non.

— Quoi donc alors? Ah! je devine. Un mariage...

Il inclina la tête sans répondre. — Ah! lâche cœur!... Eh bien! laissez-moi; vous ne me verrez plus...

A ces derniers mots, une expression de désespoir si effrayant se peignit sur le visage de Stéphane que soudain, avec cette fougue d'impressions qui était dans sa nature, elle se jeta dans ses bras. — Mais alors ce mariage, tu ne le feras pas?

Stéphane secoua la tête. — Voyons, je veux rester calme, reprit-elle, je ne te comprends pas bien... Il y a quelque chose que tu me caches.

— Il est des sacrifices qu'on peut refuser au père à qui l'on doit la vie, on appartient corps et âme à celui qui vous a sauvé l'honneur.

— Que veux-tu dire?

— J'ai eu mon heure de défaillance, et sans mon père cette heure maudite eût laissé sur le nom que je porte une tache ineffaçable. Un soldat qui déserte, qu'en penses-tu?

— Toi?

— Regarde ma pâleur, et tu verras si je mens! J'appartiens au comte Kloska, et sa volonté est ma loi.

— C'est donc lui!

Stéphane courba la tête.

Les lèvres tremblantes, traversée de mille orages qui la faisaient passer de la colère à l'amour, du désespoir à la pitié, la comtesse posa tout à coup la main sur le cœur de Stéphane. — Et si tu l'épouses, *elle*, m'aimeras-tu toujours? dit-elle.

— Plus que jamais!

— Elle n'aura de toi que le nom?

— Je te le jure.

— Ah! je ne croyais pas t'aimer avec cette folie!...

Bientôt après, tous les amis de l'émigration polonaise et hongroise apprirent que la fille du comte Zeleski allait épouser le fils du comte Kloska. Ce fut comme si ces deux nations également héroïques se fussent unies en eux. On accourut de toutes parts pour apporter des félicitations aux deux familles. Les bans étaient publiés. Zeleski pressait le mariage. Il agissait comme un homme qui craint de ne pas vivre assez longtemps pour confier sa fille à des mains sûres. Il n'avait plus parlé au comte Kloska de ses pressentimens; mais on sentait qu'une seule pensée dominait sa vie, et qu'il en croyait les heures comptées. Chaque jour Stéphane voyait Hedwige. Elle restait simple et naturelle. Quand il ne l'observait pas, elle attachait sur son fiancé de longs regards, comme si elle eût voulu pénétrer au fond de son âme et y lire le secret de sa destinée; quand leurs yeux se rencontraient, elle ne détournait pas les siens, et rien dans son attitude ne laissait croire qu'elle fût craintive ou attristée. Peu de jours avant celui qui avait été choisi pour la célébration de leur mariage, Stéphane la prit à part. — Il en est temps encore, dit-il; vous avez bien réfléchi?

— Pourquoi réfléchir quand on a pris son parti?

— Ainsi vous n'avez pas changé d'idée?

— Non.

— Malgré ce que je vous ai dit?

— Peut-être même à cause de ce que vous m'avez dit.

Stéphane surpris la regarda. — Me serais-je retirée, poursuivit-elle, si vous aviez été frappé d'une maladie cruelle? Vous ne le croyez pas. C'est votre âme qui est atteinte... Un jour vous serez seul et vous souffrirez, pourquoi me retirerais-je? J'ai su attendre, j'attendrai.

— Que votre volonté soit donc faite! Ma conscience ne me reprochera rien.

Le mariage eut lieu à la Madeleine en présence de la société la mieux choisie et la plus brillante. Dans sa parure de mariée, Hed-

wige était splendide. Pâle sous son voile blanc, elle traversa d'un pas ferme la foule, dont tous les yeux la cherchaient. Au premier rang, sur le passage du cortége, elle aperçut une femme tout en noir qui se tenait debout et penchait la tête en avant comme pour la mieux voir. Elle avait le visage pareil à de l'ivoire, les lèvres décolorées, les yeux sombres. Sa main tremblait, appuyée au dossier d'une chaise. Leurs regards se croisèrent, quelque chose frissonna dans le cœur d'Hedwige, et une voix lui cria : C'est elle!

C'était la comtesse Lobogowitz en effet. Elle avait juré à Stéphane de ne pas assister à la cérémonie, elle se l'était promis à elle-même; à la dernière heure, une force irrésistible l'avait poussée. Elle avait voulu voir sa rivale dans tout l'éclat de son triomphe d'un jour, et peut-être aussi, par sa présence, s'imposer à la pensée de Stéphane. Il est un grand nombre de femmes qui ne peuvent résister à l'attrait d'une souffrance, et qui, nourries d'émotions, veulent pleurer quand elles ne peuvent pas être enivrées. Marie s'était traînée jusqu'à l'église, elle y était entrée plus morte que vive, mais soutenue par je ne sais quelle force amère. Subitement, quand les portes de la Madeleine s'ouvrirent à deux battans, elle s'était trouvée debout, et rien ne l'eût arrachée de cette place où elle devait souffrir mille morts. Stéphane la découvrit tout de suite. Elle lui lança un regard de feu. Quand il passa auprès d'elle, à l'expression désespérée de son visage, elle eut dans sa torture un éclair de joie. — Au moins sa pensée ne sera pas avec l'autre, se dit-elle.

En ce moment aussi, la pensée d'Hedwige n'était pas avec Stéphane; elle ne pouvait se détacher de l'inconnue qui lui avait fait voir son front de marbre. Elle entrevoyait vaguement qu'un calvaire où elle laisserait le plus pur de son sang se dressait devant elle; mais à cette heure suprême eût-elle pu dire non, elle ne l'eût pas fait. Quand elle quitta l'autel au bras de Stéphane pour se rendre à la sacristie, la femme en noir se trouva devant elle, immobile. Le bras de Stéphane trembla. — Ah! se dit-elle, je ne me suis pas trompée!

Le comte Kloska avait fait arranger pour son fils et sa belle-fille le rez-de-chaussée d'un hôtel qui avait son entrée sur la rue du Faubourg-Saint-Honoré, et un jardin qui s'étendait le long de la rue Matignon. C'est là que Stéphane conduisit Hedwige. Dans la soirée, un dîner réunit les parens des deux époux et leurs amis les plus intimes. Bientôt ils restèrent seuls. Jean Zeleski se retira le dernier. Il embrassa Hedwige sur le front comme s'il ne devait plus la revoir, et, serrant la main de son gendre : — Je vous l'ai donnée, dit-il, vous m'en répondez devant Dieu.

Stéphane s'inclina silencieusement. Peu d'instans après, il laissait Hedwige aux mains de ses femmes, la saluait et s'éloignait.

Demeurée seule dans une grande chambre dont les meubles magnifiques et les tentures de soie ne lui rappelaient rien, Hedwige prêta l'oreille. Le cœur lui battait à l'étouffer. Elle regarda autour d'elle; les glaces éclairées par les bougies qu'on avait laissées sur la toilette lui renvoyaient son image. Elle était plus blanche que son peignoir de mousseline. Allait-elle revoir Stéphane, et que lui dirait-il? Deux portes s'étaient refermées sur lui; elle les avait bien entendues. Avait-il un autre appartement que celui où on l'avait laissée? Elle se rappelait que le comte Zeleski et sa mère n'en avaient qu'un. — C'est qu'eux, ils s'aimaient! pensa-t-elle.

Elle s'approcha d'une fenêtre doucement, comme si elle eût eu peur d'être surprise, écarta le rideau, et regarda devant elle. Le jardin de l'hôtel s'étendait sous cette fenêtre. Il y avait de grands arbres tout chargés du feuillage de la jeune saison; un rossignol chantait dans la ramée. La lune, qui nageait dans un ciel pur, jetait sur le gazon, à travers les branches épaisses, des plaques de lumière au milieu desquelles les marguerites brillaient comme des étoiles d'argent. De légers frissons de vent passaient dans les vieux ormes, et leur communiquaient une vie aérienne pleine de murmures. Mille pensées venaient à l'esprit d'Hedwige. Le front collé à la vitre, les yeux perdus dans la demi-transparence de cette nuit sereine, elle se demandait si elle n'avait pas eu tort de confier sa vie à un cœur qui ne lui appartenait pas. Que lui donnait-on, à elle qui donnait tout? Et cependant elle sentait en elle une source inépuisable de tendresse et des trésors de dévoûment qu'elle avait soif de répandre. Il était impossible qu'elle ne triomphât pas de l'indifférence que Stéphane lui témoignait. Elle était jeune aussi, belle, intelligente, et son âme n'avait été hantée que par les pensées nobles et droites. Elle interrogeait ses souvenirs. Toute sa vie avait appartenu à Stéphane. Rien ne l'avait distraite de son amour. Elle s'était gardée à lui comme on garde une lampe dans un sanctuaire. Il était impossible qu'il ne vînt pas un jour à ses pieds lui demander pardon de l'avoir méconnue. Comme elle lui pardonnerait, et avec quel bonheur!

Enfin sa rêverie suivit une autre pente. Elle avait surpris dans le monde bien des secrets qu'elle comprenait mal, mais dont ses lectures et l'éducation qu'elle avait reçue dans les divers milieux où l'exil l'avait poussée lui permettaient de saisir les causes et les conséquences. Elle avait vu des larmes éteindre des sourires, puis de nouveaux sourires éclore du milieu des larmes, et tout cela inconstant, passager, fugitif. On bâtissait sur le sable, un jour on se réveillait parmi les décombres. Elle se souvenait d'existences perdues, de femmes devant lesquelles on s'écartait. Leurs complices n'étaient pas plus heureux. Ils avaient leur part des inquiétudes et

des humiliations subies. Il ne pouvait pas se faire que le fils du comte Kloska, celui-là même qu'elle avait vu si brave et si généreux, acceptât longtemps de vivre dans de telles conditions. Ce n'était point une pâture à satisfaire son cœur. Le germe des meilleurs sentimens était en lui. L'heure était proche où il chercherait l'amour dans le devoir, à la face du ciel, sous le regard de Dieu, dans la sainteté du mariage, dans l'enivrement d'une espérance bénie et d'une vie commune. Il reconnaîtrait que le reste n'est que fange et que poussière...

Un bruit léger se fit entendre soudain dans l'intérieur des appartemens. Hedwige tourna la tête à demi, tout émue. Il lui sembla qu'on marchait avec précaution; elle se blottit dans les rideaux. Le bruit s'éloigna, puis s'éteignit. S'était-elle trompée? Comme elle restait immobile, le visage tourné du côté de la fenêtre, écoutant encore, elle crut voir une ombre qui traversait le jardin. Le gravier craquait sous des pas rapides. Elle reconnut Stéphane. Il tira une clé de sa poche, ouvrit une porte à demi cachée dans le lierre, et disparut. Un nuage passa devant les yeux d'Hedwige; son cœur cessa de battre, elle fit un pas ou deux au hasard, et tomba sur le tapis comme morte. Un sentiment de vie cependant ne l'abandonnait pas, le sentiment de la souffrance. Les yeux à demi clos, les tempes et la paume des mains mouillées, le cœur pris dans un étau, elle vit comme derrière une glace sans tain glisser le visage blanc de la femme en noir qui attachait sur elle ses yeux de feu. Elle l'emportait donc! Quelque temps glacée, Hedwige se releva enfin sur le coude, et regarda autour d'elle. La notion exacte de la réalité lui revint. La lutte implacable venait de commencer, lutte de tous les jours, dure, cruelle, sans trêve ni repos. Par ce qu'il venait de faire, elle jugeait de l'empire que l'inconnue avait sur Stéphane. Il l'avait prévenue, mais elle ne le croyait pas. A présent elle ne doutait plus. Elle passa la main sur son front et se dressa. — Eh bien! dit-elle, je suis veuve.

Le lendemain, après une nuit sans sommeil, elle éprouva une sensation de lassitude accablante. Qu'allait-elle faire de ses longues journées? Elle se traîna jusqu'à la fenêtre où la vérité lui était apparue, elle l'ouvrit; le gravier de la petite allée qui longeait les murailles du jardin gardait encore l'empreinte des pas de Stéphane. Elle eût voulu mourir à cette place. Des larmes l'auraient soulagée, elle ne pouvait pas pleurer. Qu'avait-elle fait de ce courage et de cet orgueil qui l'avaient soutenue lorsque Stéphane lui avait fait sa confession? Elle se croyait alors si sûre de l'avenir! Quelle confiance superbe en elle! quelle certitude de tout vaincre par la force de son amour! Est-il donc de ces malheurs dont on ne peut mesurer le poids que lorsqu'ils vous accablent? Trahie le pre-

mier jour, elle se sentait écrasée. Que serait-ce donc le lendemain, les jours d'après? Elle laissa tomber ses bras le long de son corps, et resta anéantie sur une chaise, les yeux sur la porte du jardin.

Le souvenir que son père devait lui rendre visite dans la matinée la ranima. Elle pouvait souffrir, mais non lui. — Allons! se dit-elle, j'ai choisi, debout! Elle sonna, et s'habilla pour le recevoir. En se regardant dans un miroir, elle fut effrayée de sa pâleur. — Mais s'il me voit ainsi, reprit-elle, il comprendra que le désespoir me ronge! Elle se mit une nuance de rouge et s'arrangea. En se voyant ainsi fardée, elle eut un triste sourire. — Ce sera mon premier mensonge, pensa-t-elle.

A l'heure du déjeuner, Stéphane parut en habit du matin. Il lui prit la main et voulut la baiser. Hedwige la retira. — Pas encore, dit-elle, mais tout à l'heure, si vous voulez bien.

Stéphane l'interrogea du regard. — J'ai une prière à vous adresser, reprit-elle; mon père va venir, vous me baiserez la main devant lui. C'est un peu d'hypocrisie que je vous demande, rien qu'un peu. Vous pouvez faire de moi ce qui vous plaira, je me suis donnée; mais lui, épargnez-le.

— Ordonnez, je ferai ce que vous voudrez.

— Ce que je voudrai? En êtes-vous bien sûr?

— Oui, car, sachant ce que vous savez, vous n'exigerez de moi que ce que je puis accorder.

— Vous avez raison, et je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de votre femme. Je pourrai un jour peut-être vous haïr; mais je ne vous mépriserai jamais, car vous ne m'avez pas trompée... J'étais à ma fenêtre cette nuit quand vous êtes sorti...

Stéphane tressaillit. — Ce n'était pas un sentiment de curiosité qui m'y poussait, je vous le jure.

— Je vous crois.

— Ce que j'ai vu nous met bien à l'aise en face l'un de l'autre; oui, peut-être aurais-je mieux fait de vous écouter;... vous ne pouvez pas savoir ce qui se passait dans mon cœur... A force de vivre avec un rêve, on croit tout possible. A présent d'ailleurs il est trop tard; mais vous m'approuverez, je pense, si je vous demande pour mon père de sauver les apparences. S'il me croyait malheureuse, il en mourrait. Et puis je ne veux pas qu'il vous prenne en haine. Devant lui, vous vous efforcerez de me témoigner un peu de tendresse, quelque chose qui ressemble à l'affection qu'un jeune mari peut avoir pour sa jeune femme; quand il ne sera plus là, je vous en tiendrai quitte.

— J'avais une grande amitié pour vous, Hedwige, il y a un mois, il me sera facile de m'en souvenir.

— Pour vous comme pour moi, reprit-elle sans s'arrêter à cette

réponse, il ne convient pas que tout le monde soit au courant de cette situation. Fiez-vous à la curiosité des uns et à la méchanceté des autres pour qu'elle soit bientôt devinée; l'audace y est inutile...

— Vous avez raison.

On annonça le comte Zeleski. Hedwige courut au-devant de lui.

— Je vous trouve ensemble, c'est bon signe, dit-il, et, tendant la main à Stéphane : — Bonjour, mon fils, vous connaîtrez un jour le cœur que j'ai mis sous votre garde.

— Vous restez avec nous à déjeuner? dit Stéphane.

— Si je ne vous dérange pas...

— Oh! vous, c'est encore nous, s'écria Hedwige, qui le fit asseoir entre elle et Stéphane.

Elle anima la conversation et la soutint avec une grande aisance. Le comte Jean, qui n'avait aucun soupçon, ne vit rien, et la crut parfaitement heureuse. Toujours plein de l'idée qu'il ne passerait pas l'année, son cœur se dilata. Il pouvait disparaître tranquille; sa fille avait un appui, un protecteur qui ne lui ferait défaut en aucune circonstance. Le déjeuner fini, Stéphane marcha au hasard dans la pièce; la contrainte qu'il s'était imposée menaçait de devenir visible. Les hommes ont moins que les femmes l'art des ruses quotidiennes, l'habileté adroite dans les petites choses qui composent la trame ordinaire des événemens; dans les grandes, ils se rattrapent quelquefois. Hedwige partit d'un éclat de rire argentin. — Ah! que vous savez mal dissimuler! dit-elle. Est-ce que je ne vois pas que votre cher cigare vous manque? Rassurez-vous, je ne veux pas que vous me sacrifiiez aucune de vos habitudes; le jardin est là,... allez fumer. Mon père vous dira que je suis une personne raisonnable.

Stéphane obéit, heureux d'échapper pour un instant à l'embarras qu'il éprouvait. Hedwige passa son bras sous celui de son père, et, le poussant : — Ne vous gênez pas pour moi, dit-elle. Est-ce que vous n'êtes pas chez vous? Imitez donc Pista.

Zeleski, ravi, descendit au jardin. Restée seule, et la porte refermée, Hedwige prit sa tête dans ses mains; puis, tombant sur un fauteuil : — C'est à devenir folle! Est-ce que ce sera tous les jours ainsi? s'écria-t-elle... Un quart d'heure de plus, et j'éclatais!

Cependant le comte venait de rejoindre Stéphane, et l'entraînait au fond du jardin. — J'ai un service à vous demander, mon ami, plus que cela même, une prière à vous adresser, dit-il.

— A moi? Parlez.

— Voulez-vous me promettre de ne pas emmener ma fille avant la fin de l'année?... Je ne suis pas content de ma santé, je ne voudrais pas me séparer d'Hedwige.

— N'est-ce que cela?...

— C'est beaucoup... Vous avez quelquefois à voyager, je le sais... Peut-être aussi avez-vous la pensée de conduire votre femme en Suisse ou en Italie... L'année prochaine, je vous rendrai votre liberté.

— Rassurez-vous. Si je devais quitter Paris, je partirais seul.

— Merci, vous ne savez pas le bien que vous me faites... Si un jour vous êtes père, vous me comprendrez... Pas un mot de tout ceci à Hedwige, n'est-ce pas?

Ils firent deux ou trois tours dans le jardin. Par un mouvement involontaire, Stéphane en marchant effaçait la trace de ses pas imprimés dans le sable. Quelque chose grondait en lui en présence de ce vieillard qu'il vénérait, et sa passion même pour la comtesse Lobogowitz n'étouffait pas cette voix intérieure. — Que sentez-vous? lui dit-il embarrassé. Est-ce un malaise, une souffrance? Ni vous ni mon père ne m'aviez jamais parlé de cela.

— Oh! ce n'est peut-être rien; mais il me semble que je suis comme ces arbres dont l'écorce est encore solide et le feuillage vert, tandis qu'au dedans le tronc tombe en poudre.

Ils rentrèrent au salon, Hedwige s'était mise au piano. Le comte s'assit. Le regard de Stéphane glissa une fois ou deux du côté de la pendule. — Mon ami, dit Hedwige, vous avez un rendez-vous... Vos amis m'en voudraient, si je vous enlevais tout à fait à eux... Je ne suis pas seule;... ainsi laissez-moi.

Elle s'approcha de Stéphane et lui tendit la main d'un air coquet. Il la baisa et sortit.

Le père orgueilleux attira sa fille auprès de lui. — C'est toujours ainsi que ta mère agissait, dit-il, et c'est pourquoi je ne pouvais la quitter. Sois toujours de même, et Stéphane t'aimera de plus en plus.

Ainsi commencée, l'existence d'Hedwige continua dans les mêmes conditions; toutes les surfaces étaient ménagées. Il eût fallu un observateur très attentif pour voir au fond. Chaque nuit, Stéphane s'échappait par la porte du jardin, sautait dans un coupé de remise qu'il prenait au bout de la rue Matignon, du côté des Champs-Élysées, se faisait conduire à Saint-James, où la comtesse avait loué une villa, et en revenait au petit jour par le même chemin. Il avait pour valet de chambre un soldat qu'il avait arraché d'un champ de bataille, et qui se fût fait tuer pour lui. Seul il était au courant de la vie de son maître, qui ne lui avait même pas recommandé le secret, tant il comptait sur sa discrétion absolue et son aveugle dévoûment. Les chambres des autres domestiques avaient leurs fenêtres sur le faubourg Saint-Honoré; ils ne pouvaient donc rien voir de ce qui se passait du côté de la rue

Matignon. Quant au jardinier, il ne commençait son travail qu'à dix heures pour ne pas interrompre le sommeil de la comtesse Kloska. Quelquefois Stéphane déjeunait auprès du lit de sa femme. Dans ces circonstances et en présence de la camériste qui les servait, il n'est pas d'attention qu'il n'eût pour Hedwige.

La comtesse Lobogowitz, établie à Saint-James, y vivait dans une retraite absolue, ne recevant personne, et retenant auprès d'elle Stéphane comme si elle eût voulu recommencer dans les environs du bois de Boulogne l'existence qu'elle avait menée au bord de la mer de Toscane. Le coup de foudre qui avait éclaté dans leur existence n'avait pu augmenter en intensité l'amour de la comtesse; mais il l'avait rendu, si l'on peut s'exprimer ainsi, plus aigu. Elle était inquiète et troublée, avec des mouvemens de colère et de jalousie. Elle comptait les heures qu'il donnait à Hedwige, et les trouvait toujours trop longues. Il la surprenait parfois en larmes et désespérée ou irritée et violente, prête à toutes les audaces. Il n'avait plus qu'un moyen de les éviter : c'était de les provoquer. Certaines imprudences, des témérités même, passent inaperçues à Paris, dont l'immensité les noie. La comtesse Lobogowitz avait des journées plus douces quand elle avait passé une soirée au théâtre, seule avec Stéphane dans une loge du rez-de-chaussée, ou quelques heures le matin à cheval dans les allées solitaires du bois. C'était le fruit défendu, et la saveur lui en paraissait délicieuse. Un jour cependant il la trouva au milieu de caisses et de paquets. Il semblait que ce fût un déménagement. Elle avait le regard fauve, la voix nerveuse. — Qu'y a-t-il donc? demanda Stéphane.

— Rien, seulement je pars.

— Vous partez?

— Sans doute; hier vous étiez à l'Opéra avec la comtesse Kloska. Pendant le jour, vous avez vingt fois monté et descendu les Champs-Élysées avec elle; je n'ai plus rien à faire ici... D'ailleurs j'étouffe... Dans une heure, je serai loin.

— Et vous allez?

— Est-ce que je sais?... En Suisse, sur les bords du Rhin, peut-être en Italie, revoir cette villa où vous m'avez aimée.

— Eh bien! partez,... je vous suis.

Elle s'arrêta toute rouge, les yeux brillans. — Bien vrai!... Vous feriez cela,... vous?

— Oui, moi. Je ne respire que là où vous êtes, vous le savez bien.

La comtesse lui tendit les bras. — Ah! tu me rends la vie!... Ce soir, veux-tu?

— Ce soir.

Elle prit la tête de Stéphane entre ses mains, et l'embrassa avec passion. — Je vois bien à présent que tu m'aimes! J'ai été bien

malheureuse, va!... Hier j'ai cru que je mourrais... J'étais aux Champs-Élysées, au fond d'une voiture, à l'heure où tu t'y promenais avec elle. Un hasard m'y avait conduite,... non, pas le hasard, mais l'espérance de t'y rencontrer. J'avais besoin de te voir. Vingt fois j'ai failli me jeter sous les pieds de tes chevaux et te crier : « C'est moi! c'est Marie! » Morte, il me semblait que tu ne m'aurais pas oubliée. Et je pleurais sous mon voile. Cette promenade s'est enfin terminée. Le soir, un de mes vieux amis de Prague, un des seuls que je voie parce qu'il a découvert ma retraite, m'a proposé de me conduire à l'Opéra. On donnait *le Trouvère;* il y a dans le dernier acte des accens d'une douleur qui me ravissent en me déchirant, et puis tu ne devais pas venir... J'arrive, mes yeux font le tour de la salle : encore elle! et toi avec elle! Je crus que je devenais folle. Je n'entendais plus, je ne voyais plus... Je me disais : Il l'aime, bien sûr! — Effrayé de mon silence, mon vieil ami me regarda. — Vous êtes malade? me dit-il. — Je lui pris le bras et sortis. Je suis restée debout toute la nuit; le matin venu, j'ai pris la résolution de partir. Je ne t'aurais pas revu, je ne t'aurais pas écrit. Je croyais que je ne t'aimais plus. Tu es entré... Je t'adore!

Elle pleurait et riait tout à la fois. — Ah! que je vais être heureuse là-bas! reprit-elle en battant des mains. Personne entre nous, personne!

Elle le regarda tout à coup troublée. — Tu ne me trompes pas,... tu viens?

— Tu seras bien obligée de le croire ce soir.

— Alors reste! Qu'as-tu besoin de me quitter? Si tu t'en vas, j'aurai peur.

— Je reste.

Dans la journée, Hedwige reçut une lettre par laquelle Stéphane lui apprenait qu'il était forcé de partir subitement pour une affaire urgente. — Ne vous inquiétez pas, disait-il en finissant, si mon absence devait se prolonger au-delà d'un mois, je vous avertirais.

Après qu'elle eut parcouru cette lettre, où Stéphane ne prenait presque pas la peine de déguiser la vérité, les mains d'Hedwige tombèrent sur ses genoux. — Reviendra-t-il seulement? se dit-elle. Elle n'avait plus beaucoup d'illusion sur l'avenir qui lui était promis; mais cette fuite soudaine, sous laquelle elle devinait un enlèvement, dépassait encore ses craintes. — Je n'ai rien à lui reprocher, se dit-elle encore, il m'avait prévenue. Ah! il tient cruellement sa parole...

Elle reprit la lettre, et en pesa tous les mots. — Oui, c'est bien cela, reprit-elle avec accablement; cette affaire urgente, c'est elle... Ils partent ensemble... Il m'avertira si son absence doit se prolon-

ger plus d'un mois... Un mois, deux mois!... Combien s'en écoulera-t-il avant que je le revoie?

Elle entendit le pas de son père dans la pièce voisine; précipitamment elle cacha la lettre de Stéphane dans un meuble. — Tu es seule? dit le comte.

— Oui.

— Qu'as-tu? Tu es toute pâle.

— C'est que Stéphane a dû partir subitement. Il était là tout à l'heure... Une lettre arrive,... un de ses amis le réclame, un des meilleurs. — C'est quelque chose de grave, me dit Stéphane, je n'ai pas le droit d'hésiter. Pardonne-moi. — Il m'a embrassée, et il est parti.

— Va-t-il loin?

— Oui, je crois,... en Allemagne ou en Italie... Je ne me rappelle pas, j'étais si troublée!... C'est notre première séparation.

Hedwige appuya sa tête sur l'épaule de son père; son cœur trop plein se dégonfla, elle se mit à pleurer. Le comte passait la main sur ses cheveux. — Brave cœur, disait l en pensant à Stéphane, il me l'a laissée, il m'a tenu parole...

— Il ne faut pas lui en vouloir, reprit-il à haute voix; les hommes ont des obligations sacrées devant lesquelles il ne leur est pas permis de reculer.

— Oh! je ne lui en veux pas... Il m'a dit qu'il m'écrirait... Je vous afflige en pleurant, c'est plus fort que moi.

— Pauvre chère enfant! Lui aussi doit être bien malheureux...

Hedwige resta plusieurs jours sans nouvelles, dévorant ses larmes, étouffant son chagrin. Elle fit le même récit au comte Kloska, qui lui demandait des nouvelles de son fils. — Et vous ne savez pas le nom de cet ami? dit-il.

— Ah! si,... à vous je puis le dire... C'est Gabor Eckelsy; mais il m'a bien recommandé le secret.

Hedwige un instant après écrivait à Gabor pour le prévenir qu'elle avait dû se servir de son nom pour expliquer un voyage de son ami Stéphane, obligé de partir subitement dans des circonstances qui exigeaient le plus grand mystère. Gabor Eckelsy lui répondit que son nom et sa personne étaient aux ordres de Stéphane et aux siens. La première lettre qu'Hedwige reçut de Stéphane était datée de Florence. Il ne lui parlait pas de son retour. Quand elle décacheta l'enveloppe qui renfermait cette lettre laconique, il s'en dégagea un léger parfum. — Ah! fit-elle en déchirant le papier, elle a voulu que je n'ignorasse rien...

Un mois se passa, un autre encore, Stéphane ne revenait pas. Un chagrin noir dévorait Hedwige. On touchait alors aux premiers jours de novembre; le comte Jean s'affaiblissait, mais résistait. Il était

comme un arbre vigoureux que des coups de vent ont ébranlé, mais qui tient encore à la terre par de fortes racines. Sa tendresse pour Hedwige était devenue plus profonde et plus expansive, maternelle en quelque sorte. Depuis le départ de Stéphane surtout, il la voyait tous les jours, souvent deux fois par jour. Il dînait chez elle ou elle dînait chez lui. Il n'avait d'ailleurs rien changé à ses habitudes; il sortait aux mêmes heures, et faisait aux Champs-Élysées sa promenade quotidienne à cheval. Cependant Hedwige, qui l'examinait avec une sollicitude alarmée, lui trouvait quelque chose de singulier dans l'expression du regard; son sourire n'était plus le même. Elle n'aurait pas su dire ce qui l'inquiétait, et elle était inquiète. Elle voyait bien que le comte Kloska avait la même préoccupation.

Stéphane cependant, rentré dans la villa Forli, s'y oubliait. Il y avait des heures où il se demandait si véritablement il était marié. Que devait-il en somme à la femme qui portait son nom et qui l'attendait? Quand il l'avait épousée, ne savait-elle pas qu'il ne s'appartenait plus? En restant auprès de la comtesse Lobogowitz, il obéissait à une loi supérieure à toutes les lois humaines, à la voix de son cœur, que celle-ci avait librement accepté, comme il l'avait librement offert. La comtesse éprouvait une sensation de bonheur immense. Elle voyait bien que Stéphane ne l'avait pas trompée, qu'il était tout à elle. A cette exaltation de son amour, qui était alors dans tout son épanouissement, se joignait le sentiment du triomphe remporté.

Quant à Hedwige, elle commençait à être à bout de prétextes pour justifier l'absence de Stéphane. Elle lui avait écrit pour le mettre au courant de ce qu'elle avait fait au sujet de Gabor Eckelsy, et s'était excusée de l'avoir fait sans son assentiment. Aucun reproche d'ailleurs dans ses lettres, rien qui pût faire supposer qu'elle devinât ce qui le retenait si loin. Stéphane ne pouvait s'empêcher de lui rendre justice. Il admirait cette hauteur de caractère, cette ferme abnégation, ce sentiment austère du devoir, cette dignité; mais par instans il lui en voulait presque. Révoltée, elle eût été à son niveau. Il se fût senti presque dégagé. C'était sa patience inaltérable, sa résignation, sa vertu filiale, qui mettaient une épine dans son bonheur.

Sur ces entrefaites, un jour, étant près de sa fille, le comte Zeleski pâlit subitement, chancela et tomba. Le médecin ne dissimula pas à Hedwige la gravité du danger. On parvint, à l'aide de violens réactifs, à rendre au comte l'usage de ses sens; mais les forces vitales étaient épuisées, Zeleski était atteint dans les profondeurs mêmes de l'existence. Il le savait. Quand il aperçut sa fille à ses pieds, tout en larmes, il lui tendit les bras. — Il y a longtemps que je suis prêt, lui dit-il; il faut nous dire adieu. Je m'en vais

moins tristement, puisque je te laisse aux mains de Stéphane.

Hedwige expédia une dépêche à son mari. — Mon père se meurt, lui mandait-elle; hâtez-vous, si vous voulez le voir. — La dépêche surprit Stéphane en pleine ivresse; mais deux heures après il était sur la route de Paris. Il put recevoir les adieux de Zeleski, qui ne vivait plus que par un reste de volonté. Sa fin était aussi calme que sa vie avait été agitée. — Voilà bien des jours déjà que j'ai pris congé de la terre, disait-il à sa fille en cherchant à la consoler. Dieu a permis que je fusse averti... La mort qui vient ne me surprendra point.

Hedwige et Stéphane étaient auprès de lui, agenouillés, leurs mains dans les siennes. Mathias Kloska debout, l'âme déchirée, regardait mourir celui qu'il avait vu dans le feu des batailles. Un instant, la tête de Zeleski s'embarrassa. Il prononça des mots sans suite qui le ramenaient en esprit aux luttes de son passé; puis une flamme plus pure parut dans ses yeux, une expression de gravité sereine se répandit sur son visage. Il se tourna vers Stéphane. — Tu as rendu ma fille heureuse, que ma bénédiction t'accompagne, dit-il.

Stéphane courba la tête. Un moment après, Jean Zeleski n'était plus.

Pendant l'année qui suivit, Hedwige se renferma dans une retraite absolue; elle ne vit plus que quelques vieux amis de celui qu'elle pleurait. Seule elle pouvait apprécier l'étendue de sa perte. La mort du comte Jean avait fait comme un trou dans sa vie. Elle ne voyait rien qui pût combler le vide. Mathias Kloska était auprès d'elle plus souvent que Stéphane, qui cependant ne la menaçait pas encore de s'éloigner. Quelque temps elle roula dans sa pensée les résolutions les plus désespérées. Quel bien les ans lui pouvaient-ils promettre? Le père n'était plus, le mari n'avait jamais été; pourquoi prolonger cette agonie? Au plus fort de son désespoir, le ressort de la jeunesse la soutint; on ne déserte pas la vie à vingt ans, surtout quand on a reçu d'un père l'exemple de la constance et les leçons de la plus haute vertu. Elle l'avait vu autrefois dans l'adversité cédant pas à pas le terrain conquis par l'ennemi, mais luttant sans relâche. Son devoir était de l'imiter. Elle vivait sous le même toit que Stéphane; pourquoi n'essaierait-elle pas de le retenir auprès d'elle? Ce charme qu'une autre possédait, était-il donc impossible d'en découvrir le secret? Avait-elle franchement engagé la lutte? Fallait-il s'avouer vaincue avant l'épuisement total des forces?... Et puis elle l'aimait toujours.

Hedwige, revenue du premier abattement où l'avait jetée la mort du comte Jean, s'attacha donc à découvrir ce qui avait le don de plaire à Stéphane. Elle eut avec lui des coquetteries pudiques, des

tendresses voilées, des soumissions caressantes, qui eussent conquis d'un seul élan une âme moins envahie par la passion. Ses premières défaites ne la découragèrent pas, elle redoubla au contraire de soins aimables : elle mit dans son attitude avec lui un abandon timide et charmant; elle s'enveloppa de grâce en quelque sorte. La femme se révélait sous la jeune fille comme un beau paysage sous le brouillard léger dont le matin dissipe les vapeurs. Il ne semblait pas qu'il l'eût quittée un jour, ni qu'elle eût aucun reproche à lui faire. Un sourire l'accueillait, un sourire le saluait. Un remords pénétra peut-être l'âme de Stéphane; mais ce fut tout. Il était affectueux avec Hedwige, plein de menues attentions, rien de plus. Cependant Hedwige sentait que la fièvre la gagnait; elle avait des nuits sans sommeil et des lassitudes profondes pendant le jour. L'espérance à laquelle elle voulait s'acharner l'abandonnait. Elle éprouvait cet épuisement qui saisit le voyageur sur une plage dont le sable perfide fuit sous ses pieds. Il marche et il n'avance pas. La petite porte du jardin s'était ouverte de nouveau. La femme en noir était donc revenue.

Un matin, Hedwidge ne put pas se lever. Elle fit un effort et posa le pied par terre; tout tourna autour d'elle, elle resta anéantie au bord du lit. Une crise violente se déclara; le délire la saisit. En quelques heures, elle fut en danger. — C'est la mort de son père qui la tue, disait-on à son chevet. Stéphane s'établit auprès d'elle; mais il ne faudrait pas jurer qu'une pensée d'atroce égoïsme ne traversa point son esprit. Le comte Lobogowitz venait justement de se tuer en chassant le sanglier dans les forêts de la Transylvanie. Néanmoins au bout de huit jours, tout péril était conjuré. La vigueur, l'énergie de sa constitution, avaient sauvé Hedwige. Elle eut un pâle sourire en jetant les yeux autour de cette chambre nuptiale qui lui avait réservé tant de tortures, et faisant approcher Stéphane :

— Je vous demande pardon de n'être pas morte, dit-elle.

— Hedwige ! s'écria Stéphane.

— Pourquoi mentir? M'auriez-vous regrettée, dites? Les malades ont quelquefois un don de seconde vue. L'autre nuit, j'avais les yeux ouverts. Il me semblait que je sortais du tombeau. Je vous regardais. Vous marchiez lentement, la tête basse, allant de cette fenêtre à cette porte. Je voyais l'ombre de vos pensées sur votre front, elles étaient noires. J'en suivais la progression terrible... Si Dieu avait écouté ma prière, il m'eût prise en ce moment.

— Je vous en supplie, dit Stéphane, ne parlez pas ainsi!... Quelles idées avez-vous donc?

— Les seules justes et vraies qui me soient venues depuis que je porte votre nom. Je vois bien à présent que vous aviez raison. Il ne faut pas m'en vouloir. Si vous souffrez, le plus à plaindre de

nous deux, c'est encore moi. J'étais aveuglée par mon amour. Il me semblait impossible que vous n'en fussiez pas pénétré un jour. C'était de l'égoïsme, et c'est ce qui m'a perdue...

Stéphane fit un mouvement comme pour s'emparer de sa main.

— Oh! vous pouvez la prendre, dit-elle en lui tendant sa main pâle et amaigrie; ce sera toujours celle d'une honnête femme.

Elle parut réfléchir une minute. — Celle d'une amie, je ne sais plus, reprit-elle.

Et comme Stéphane la regardait attentivement : — Il se peut qu'un jour un accident envenime la blessure, continua-t-elle; si alors vous êtes malheureux, moi aussi peut-être je serai sans pitié.

Sa main lentement s'échappa de celle de Stéphane, qui ne répondait pas. — Quoi qu'il en soit, ajouta-t-elle après un silence, je vous rends votre parole... L'hypocrisie devient inutile entre nous. Mon père n'est plus, je cesse de la réclamer. Vous verrez ce que vous voudrez faire pour le vôtre.

— Mais vous-même, Hedwige, que comptez-vous faire?

— Rien que vous ne puissiez approuver. Je me souviendrai que je suis la fille de Jean Zeleski, et je vivrai, si vous y consentez, sous le toit où il nous a réunis. Vous y resterez ou vous en sortirez à votre gré. Je voudrais éviter à sa mémoire le scandale d'une séparation. Cependant, si vous l'exigez...

— Je n'y ai jamais pensé.

— Cela m'étonne; c'est qu'alors *on* n'y a pas pensé, reprit-elle en appuyant sur le mot. Quant à moi, je rentrerai dans le monde où je suis née. A défaut de votre bras, j'aurai celui du comte Kloska. Si je continuais à vivre dans la retraite, le temps de mon deuil étant expiré, on pourrait croire que c'est un châtiment qui m'est infligé pour une faute secrète, et c'est un doute que je ne veux pas laisser peser sur mon nom.

L'effort qu'elle avait fait pour parler avait amené une vive rougeur sur les joues d'Hedwige. Elle porta la main à son front brûlant. — Et maintenant, ajouta-t-elle, vous êtes libre de retourner auprès de...

Le nom expira sur ses lèvres. Tout à coup elle éclata en sanglots, et cachant son visage entre ses mains : — Ah! Stéphane, si vous aviez voulu! s'écria-t-elle.

III.

Le comte Lobogowitz mort, la comtesse n'avait point affecté les dehors d'une douleur inconsolable. Elle eut, avec les égards que l'on doit au monde, la franchise de sa situation. Retenue en Bohême par des affaires de succession embrouillées et prise d'impatience,

elle appela Stéphane. Hedwige était sur pied, hors d'affaire. Il partit. — A moins que votre père ne tombe malade, rassurez-vous, lui dit-elle, vous n'aurez point de mes nouvelles.

Les choses arrangées dans son pays natal, la comtesse regagna Paris lentement par la Suisse. Elle eut même un instant le désir de s'arrêter aux bords du lac de Genève; mais Paris l'attirait par le besoin qu'elle éprouvait, peut-être à son insu, de secouer le silence et la majesté froide du vieil hôtel où elle s'était ensevelie dans le *Kleinseite* de Prague. Stéphane trouva la maison d'Hedwige ouverte. Une des premières personnes qu'il y rencontra fut son ami Gabor Eckelsy, qui ne put s'empêcher de sourire en le voyant. Quelques mois avaient transformé la comtesse Kloska. C'était une grande dame dans la meilleure acception du mot. — Me ferez-vous l'honneur de rester avec moi ce soir? lui dit-elle dès son arrivée. J'ai quelques personnes à dîner qui seront charmées de vous serrer la main.

— Mon père en est-il? demanda Stéphane, étonné et un peu irrité de cet accueil.

— Toujours, répondit tranquillement Hedwige.

Les coquetteries avaient disparu; mais il retrouva dans l'écurie ses chevaux, dans la remise son coupé. La maison avait grand air. La comtesse Kloska recevait régulièrement quelques intimes, qui répandaient la vie autour d'elle. Bientôt elle se proposait d'ouvrir ses salons, qui promettaient d'être rangés parmi les plus brillans de Paris. Le sentiment de la première surprise effacé, Stéphane s'accommoda de ce genre de vie; il lui permettait ses franches coudées. La comtesse Lobogowitz, établie dans un hôtel du quartier Beaujon, était dans son voisinage, et il pouvait passer chez elle le plus clair de son temps sans qu'on s'aperçût de son absence.

A cette époque, il y avait une nuance dans l'amour de la comtesse Lobogowitz pour Stéphane. Il en est de la passion comme de ces armées fougueuses que conduit un conquérant: lorsqu'elles n'avancent plus, c'est qu'elles sont bien près de reculer. La comtesse, en pleine possession de celui qu'elle aimait, pour la première fois regardait autour d'elle. Elle était heureuse; mais le bonheur lui suffisait-il? Elle étudiait Stéphane. Lorsqu'il arrivait, elle l'accueillait avec le même élan; mais, lorsqu'il n'était plus là, elle s'absorbait moins dans sa pensée, elle vivait moins avec son souvenir. Elle ne fuyait pas les distractions, elle les recherchait presque; là était la nuance. Enfermée dans un deuil qui se prolongeait encore lorsque celui d'Hedwige était terminé, la comtesse Lobogowitz ne pouvait se produire librement dans le monde; mais elle entr'ouvrait sa porte, et son hôtel se peuplait. Quant à Stéphane, tel il avait été à la villa Forli, tel il se retrouvait dans le plein tumulte de Paris. La

comtesse Lobogowitz était sa pensée unique, son idole. Elle résumait sa vie comme une lentille de cristal concentre à son foyer toutes les étincelles d'un rayon lumineux.

Vers ce même temps, le comte Mathias accourut un matin chez son fils. — J'ai à te parler de choses graves, lui dit-il en l'attirant dans son cabinet. Tu sais que l'Europe est à la veille d'une de ces crises qui peuvent remettre en question le sort des empires. L'orage gronde du côté de l'Italie. Des nouvelles qui m'arrivent de notre pays me font craindre que des événemens ne s'y précipitent avant l'heure propice. Des émissaires le parcourent dans tous les sens, prêchant partout l'insurrection. Je crois que le moment n'est pas encore venu. J'ai donc peur que le sang de la Hongrie ne coule inutilement. Il faut que l'un de nous se rende au plus tôt dans notre chère patrie et empêche des manifestations imprudentes. Tu as été désigné pour cette mission. Elle a ses périls, puisqu'il faut pénétrer dans une contrée où nous avons été l'un et l'autre frappés d'une condamnation à mort.

— Cela n'est rien, dit Stéphane.

— L'audace et la ruse ne sont pas les seules qualités qu'il faille apporter dans cette entreprise, poursuivit Kloska, qui serra la main de son fils; il y faut encore un tact sûr et une observation attentive des hommes et des faits. Qui sait? ceux qui poussent à une prise d'armes disposent peut-être de ressources plus nombreuses que nous ne le supposons; tu aurais alors des pleins pouvoirs pour donner le signal de la révolte. Je ne serais pas longtemps à te rejoindre.

— Et quand veut-on que je parte? demanda Stéphane, qui pensait à la comtesse Lobogowitz, tandis que son père pensait à la Hongrie.

— Mais on te laisse le temps de faire tes adieux à Hedwige. Ta femme est la fille de Jean Zeleski, ce n'est pas elle qui s'opposera à ton départ.

— Sans doute... Ce soir alors?

— Ce soir ou demain au plus tard.

— Pauvre Marie ! murmura Stéphane.

Il s'achemina lentement vers l'hôtel du quartier Beaujon. Qu'allait-il dire à la comtesse? Comment lui apprendre une si terrible nouvelle? Si elle lui proposait de le suivre, par quels argumens parviendrait-il à l'en empêcher? Certes il ne lui parlerait pas de tous les dangers qu'il allait affronter et dont le moindre pouvait envoyer sa tête sur l'échafaud; mais elle les devinerait. —Je mentirai, se dit-il, je lui ferai envisager ce voyage comme une promenade. Plus tard elle me pardonnera de ne lui avoir pas dit la vérité,... si je reviens!

La comtesse n'était pas seule. Il y avait avec elle un Italien qu'on lui avait présenté depuis quelque temps, le marquis Giovanni Rispoglio, qui arrivait de Rome, d'où la police pontificale l'avait exilé.

La conversation avait un tour joyeux; Stéphane s'y mêla. On parla des plaisirs de Paris et des chances de la guerre qu'on prévoyait. Le marquis ne manquait pas d'esprit, il l'avait vif et gai; la comtesse riait. Au bout d'un quart d'heure, il se retira. Restée seule avec Stéphane, Marie lui tendit ses deux mains. — Il est charmant le marquis Rispoglio, dit-elle; mais s'il était resté cinq minutes de plus, je l'en aurais puni en ne le recevant pas d'une semaine.

Stéphane lui baisa les deux mains. — On vous aime chaque jour un peu plus, dit-il.

— J'y compte bien. Vous aurai-je ce soir?

— Hélas! non, ni ce soir ni demain.

— Ah! et pourquoi?

— Je pars,... c'est mon père qui le veut;... mais ce ne sera pas pour longtemps.

— Et vous allez?

— En Allemagne.

— Toujours des voyages! Et à quel propos celui-ci? Il n'en était pas question hier.

— C'est une affaire imprévue, des amis à tirer d'un mauvais pas où étourdiment ils se sont jetés.

La comtesse soupira. — Je ne sais pas pourquoi on aime Paris, reprit-elle, on n'y peut jamais compter sur le lendemain.

Puis, appuyant les deux mains sur les épaules de Stéphane : — Tu me caches quelque chose? dit-elle tout à coup.

— Que veux-tu que je te cache? Mon père est un peu souffrant, et dans une circonstance où il s'agit de personnes que nous aimons, lui ne pouvant pas partir, c'est moi qui m'en vais.

La comtesse essuya une larme qui coulait lentement sur sa joue. — Si je partais avec toi? dit-elle.

— Impossible, un de mes amis m'accompagne.

— Allons, ajouta-t-elle en lui jetant les bras autour du cou, pars donc, et partout où tu seras, pense que je suis près de toi.

Stéphane rentra chez lui soulagé d'un grand poids; les choses s'étaient passées mieux qu'il ne l'avait espéré. Marie avait été raisonnable. Elle avait pleuré sans doute, et manifesté l'intention de le suivre, mais point d'explosion, aucune trace de ce désespoir qu'il redoutait. Tout allait pour le mieux, cependant il éprouvait un vague sentiment de malaise; peut-être regrettait-il de n'avoir pas eu à combattre les larmes qu'il craignait tout d'abord de rencontrer.

Avec Hedwige, il n'eut aucune dissimulation. Il pouvait ne pas revenir de ce voyage, et il voulait échanger avec elle une cordiale

poignée de main. — Pardonnez-moi, dit-il, le mal que je vous ai fait; moi, j'emporterai le regret de ne vous avoir pas rendue heureuse comme vous le méritiez. Si votre rancune me suivait, je craindrais que la bénédiction de votre père ne pesât sur ma vie.

— Laissons cela, répondit la comtesse Kloska. Votre père m'a tout dit. Je vous ai aimé parce qu'un jour vous avez été généreux et dévoué jusqu'à la témérité; faites donc votre devoir. Je porte votre nom, et tout ce qui touche à l'honneur de ce nom m'est sacré.

Le voyage de Stéphane s'accomplit dans des conditions de bonheur inespérées. Les rencontres qu'il eut avec les principaux meneurs du parti révolutionnaire lui firent acquérir la conviction qu'un mouvement, dans la situation où il trouvait le pays, n'amènerait qu'une effusion de sang inutile. Il eut assez d'influence pour déterminer les chefs à renoncer à leurs projets, et après quelques excursions dans divers comitats qui lui rappelèrent les souvenirs des campagnes de sa jeunesse, il put songer à regagner Paris, mais en suivant une autre direction qui lui fit faire un détour considérable. Quand il atteignit enfin les frontières de la France, il y avait plus de trois mois qu'il n'avait eu des nouvelles de la comtesse Lobogowitz, à laquelle il n'avait pu faire parvenir que deux ou trois lettres. A mesure qu'il approchait de Paris, étonné de la lenteur des chemins de fer, son impatience devenait de plus en plus vive. Comment la retrouverait-il? Maintenant qu'il revenait, il ne comprenait pas qu'il eût pu se décider à partir. Trois mois loin d'elle, n'étaient-ce pas trois mois retranchés du reste de sa vie? L'avenir ne les lui rendrait pas. Il l'aimait avec frénésie. L'absence avait été pour son amour comme le coup de vent qui attise la flamme. Enfin il arriva. La comtesse était dans un petit salon, assise devant une fenêtre, le menton posé sur le creux de la main, un peu pâle et dans l'attitude de la rêverie. Il l'appela; elle poussa un cri, voulut se lever, et tomba évanouie dans ses bras. — Ah! elle m'aime toujours! pensa-t-il.

Quand la comtesse ouvrit les yeux, elle fondit en larmes. — Mais rassure-toi! s'écria Stéphane; c'est moi, je ne te quitterai plus!

Il lui parla longtemps sur le ton de l'exaltation la plus vive, la pressant sur son cœur, l'appelant des noms les plus tendres, hors de lui, enivré, fou! Elle se laissait faire, le regardait, pleurait, lui rendait parfois ses baisers, tremblait tout à coup, pleurait encore, puis cachait sa tête sur la poitrine de Stéphane et sanglotait. — Mais qu'as-tu donc? dit-il.

Elle se redressa. — Moi? rien. C'est la surprise. Tu m'as bouleversée. J'étais seule, je pensais... Tu arrives, et, avant que je ne t'aie vu, tu es à mes pieds... J'ai cru que je mourais...

Lorsque Stéphane dut quitter la comtesse Lobogowitz, il voulait

être heureux, et il était triste. L'avait-elle bien reçu comme il l'eût désiré?

Hedwige l'accueillit comme si elle l'avait vu la veille, et fut la première à lui tendre la main. — J'ai su par votre père tout ce que vous aviez fait, lui dit-elle. La terre natale vous a porté bonheur, et votre présence a porté bonheur aux autres, que vous avez détournés d'un sentier dangereux. Je suis contente de vous.

Et comme il paraissait tout surpris de ce langage : — Je vous ai pardonné le mal que je me suis fait à moi-même en vous épousant, ajouta-t-elle en souriant; je suis et resterai votre amie.

Elle eut toute l'aisance d'une personne dont la pensée est libre, l'interrogea sur les divers incidens de son voyage, les fatigues qu'il avait endurées, les périls encourus ou déjoués, les amis fidèles chez lesquels il s'était reposé. Il la mit au courant de tous les détails de cette expédition aventureuse. Le récit achevé : — Moi, dit-elle, je n'ai rien à vous raconter. Vous savez ce que c'est qu'une vie pleine de menus événemens qui ont la valeur de grains de sable. Tous les jours se ressemblent. Par exemple, j'ai fait bien des réflexions.

— A quel sujet?

— A mon sujet, au vôtre aussi. Le résultat est bon, vous en profiterez. La dernière fois que je vous ai parlé sérieusement, il y avait un peu de levain dans mon cœur. Une femme jeune se résout difficilement à n'être point aimée. Elle se croit en droit de tout demander, même à qui ne lui a rien promis; puis j'étais sous le coup d'un grand malheur, ce qui me rendait injuste. A présent j'ai abdiqué.

— Cela veut-il dire que vous ne m'aimez plus?

— Au contraire je vous aime beaucoup, mais ce n'est plus la même chose. Si je pouvais porter votre nom, dont je suis fière, sans être votre femme, ce serait charmant. Malheureusement le mal est irréparable. Il faudra donc que vous en preniez votre parti. Arrangée par des gens d'honneur qui veulent faire la route sans trop de soucis, notre vie peut avoir encore ses bonnes heures. La mienne coule comme une eau claire sur un lit de mousse. J'ai des amis qui en prennent la moitié; l'autre appartient au monde, qui ne la dédaigne pas. Je reçois beaucoup, vous verrez. On se plaît chez moi, et on y revient. A ma prière, le comte Kloska a pris une loge à l'Opéra. S'il peut vous convenir de nous y accompagner, on vous y fera une place. Je me suis mise à danser, ce qui fait que le bal ne m'ennuie plus. Je crois me rappeler que vous valsez admirablement. La première fois que nous nous rencontrerons, vous me ferez la grâce de m'inviter. Je ne m'en tire pas mal. Je monte à cheval beaucoup, presque tous les matins. Un peu de musique, un peu de lecture, quelques tasses de thé par là-dessus, et le temps s'écoule. Voilà ma vie; la vôtre restera ce qu'elle est, vous avez le gros lot.

Stéphane était un peu ahuri. — A propos, continua Hedwige, comment se fait-il que la comtesse Lobogowitz ne vous ait point accompagné dans votre voyage? Il y avait du danger cependant.

— Elle l'ignorait, répondit Stéphane, qui se mordit les lèvres.

— Et elle ne l'a pas deviné!

Hedwige rangea quelques crayons autour d'un dessin qu'elle ébauchait au moment où Stéphane était entré. — Avez-vous remarqué les yeux de la comtesse? reprit-elle. Je n'en sais pas de plus charmans, mais changeans et mobiles à l'avenant, un jour couleur de beau temps, un jour couleur d'orage. Tels yeux, tel cœur, dit un proverbe.

— Les proverbes mentent.

— Ainsi soit-il.

Elle acheva de ranger ses boîtes et ses cartons. — Vous savez que je ne vous retiens pas? ajouta-t-elle. Ma porte vous sera toujours ouverte, et vous resterez chez moi tant qu'il vous plaira; mais ne vous croyez point obligé d'y prolonger vos visites. Si donc vous avez quelque course à faire, ne vous gênez pas.

— Mais non!

— Ah! tant pis, moi je m'en vais.

En sortant de chez la comtesse Lobogowitz, Stéphane avait eu le cœur attristé; en sortant de chez Hedwige, il l'avait lourd. Ce que celle-ci lui avait dit des yeux de sa rivale était vrai; comment se faisait-il que ce qui lui semblait un charme autrefois lui déplût à présent? Depuis son voyage, tout était changé autour de lui. Hedwige n'était plus la même, cela n'était rien; mais la comtesse Lobogowitz lui apparaissait avec une physionomie nouvelle, cela l'inquiétait. Stéphane, en train de réfléchir, fit un retour sur le passé. Pourquoi en effet la comtesse ne s'était-elle pas aperçue au moment de son départ qu'il lui cachait quelque chose? Autrefois elle ne s'y serait pas trompée; elle lisait dans ses yeux alors. Et le jour de son retour pourquoi ces larmes que le saisissement ne suffisait point à expliquer? Troublée, émue, c'était bien; mais tant de pleurs qui ne tarissaient pas, cela n'était point naturel. Stéphane se perdait en mille suppositions, aucune ne le rassurait. Les paroles d'Hedwige lui revenaient sans cesse à l'esprit. Pourquoi cette allusion à la couleur de ses yeux? Les femmes se connaissent entre elles; elles se percent d'un regard. Tout cela le tourmentait.

Depuis son absence, la comtesse Lobogowitz s'était établie dans la vallée de Montmorency, où elle avait découvert, près d'Eaubonne, un cottage caché dans la verdure. C'était un endroit rempli de grands arbres. On pouvait s'y croire au bout du monde. Stéphane ne manquait pas de s'y rendre tous les jours; mais il ne s'y plaisait point comme à Saint-James et à Forli. Il y sentait quelque chose

entre la comtesse et lui. Il lui arrivait souvent de faire la route à cheval. C'était un moyen de locomotion commode et qui était à ses ordres à toute heure. Un jour, suivant la route au pas, tout entier à ses réflexions, il vit venir à lui un cavalier qui filait au grand trot, et qui, du point où il l'aperçut, arriva sur lui en un instant. C'était le marquis Rispoglio. Ils échangèrent une poignée de main. Le marquis portait à la boutonnière une rose fraîchement cueillie.

— Vous allez chez la comtesse Lobogowitz? lui demanda l'Italien.

— Oui.

— J'en arrive. C'est un nid que sa maison. On dirait qu'elle a été bâtie par un prince pour la villégiature d'une fée en voyage... De l'ombre partout, des fleurs partout...

— Vous connaissez bien l'endroit?

— Oh! j'en ai visité tous les coins.

Les deux jeunes gens se séparèrent, l'un allant au pas, l'autre filant comme un oiseau et du trot passant au galop. Il était fort agréable à voir, ce marquis romain : une tête expressive, des yeux superbes, les manières aisées, plein de séve comme un jeune arbre dont les rameaux poussent au vent. Le souvenir de cette rose qu'il portait à la boutonnière poursuivait Stéphane. Pourquoi avait-il l'air si brillamment heureux? Bientôt après Stéphane entrait chez la comtesse. Elle se promenait à l'ombre, une rose à la ceinture. Elle avait les yeux d'un bleu tendre et rayonnant. Ils causèrent un instant, lui embarrassé, elle rêveuse, laissant les mots s'échapper de ses lèvres lentement, un à un, comme si elle avait eu de la peine à les trouver.. De temps à autre, par un mouvement plein d'une grâce nonchalante, elle prenait la rose qu'elle avait à la taille, la flairait, la caressait. Cette rose rappela tout de suite à Stéphane celle que le marquis Rispoglio portait à la boutonnière. — Donnez-moi cette rose, dit-il tout à coup.

Elle en prit une toute fraîche sur la tige d'un rosier, et la lui présenta. — Non, pas celle-ci, insista Stéphane; l'autre, celle que vous avez à la main.

La comtesse hésita. — Vous ne voulez pas?

— C'est que cette rose, on me l'a donnée.

— Et vous y tenez?

Elle se tut, et malgré elle porta la fleur à ses lèvres.

Stéphane lui saisit la main violemment. — C'est le marquis Rispoglio qui vous a donné cette rose, et vous l'aimez? s'écria-t-il.

Elle voulut parler, rougit, pâlit et se mit à sangloter. — Ah! je comprends à présent, reprit Stéphane. Vos larmes d'aujourd'hui m'expliquent vos larmes de l'autre jour. Ainsi vous l'aimiez déjà?

La comtesse n'avait plus la force de répondre. — Ah! misérable

cœur! poursuivit le Hongrois, on vous quitte trois mois, et de cet amour qui devait durer toute la vie il ne reste rien!

La comtesse, qui suffoquait, joignit les mains. — Ah! vous avez raison! dit-elle avec effort, maudissez-moi, chassez-moi de votre souvenir. J'ai tout mérité, et vous ne me direz rien que je ne me sois dit cent fois à moi-même; mais vous ne savez pas combien je suis malheureuse! Toutes les nuits je pleure, tous les jours je veux fuir... Ah! si j'avais su, comme je vous aurais dit : Emmenez-moi!... Je voudrais mourir...

Elle cacha sa tête entre ses mains et tomba épuisée sur un banc. Stéphane la regardait désespéré, mais presque attendri. Cette douleur n'était pas feinte, ces larmes n'étaient pas fausses. Elles venaient d'une âme égarée peut-être, mais sincère. On aurait pu croire que les sanglots allaient briser cette poitrine délicate. Involontairement il posa doucement une main sur la tête de la comtesse. Soudain elle s'en empara. — Que voulez-vous que je fasse? reprit-elle. Dictez-moi ma conduite, je vous obéirai. Ce n'est qu'un accès de fièvre, cela passera. Ah! pauvre cher ami, quel mal je vous fais! Ce n'est pas ma faute, allez! j'ai bien prié pour n'aimer que vous... J'étais si heureuse encore il n'y a pas longtemps : rien qu'une pensée, rien qu'un désir, vous, toujours vous!

Elle eut un nouvel accès de larmes, puis collant ses lèvres à la main de Stéphane : — Tenez! je suis sûre que, si nous quittions cette maison, c'est vous que j'aimerais.

— Le crois-tu? dit subitement Stéphane, et si je te disais : Viens, me suivrais-tu?

— Sur-le-champ!...

— Eh bien! tu verras si je t'aime. Nous disparaîtrons ensemble, et personne de ceux qui nous entourent ne nous reverra plus...

La comtesse se jeta dans ses bras. — Et tu me pardonneras, et nous serons comme autrefois! s'écria-t-elle.

IV.

Lorsque Stéphane quitta la villa d'Eaubonne, une sorte de folie l'inspirait. Les projets les plus étranges flottaient dans son esprit, qui n'en voyait aucun d'irréalisable. Il y a des situations morales où rien n'étonne plus. On croit faciles des chimères auxquelles la veille on n'eût point accordé l'honneur d'une réflexion. On a des ailes pour voler au-dessus des obstacles; rien n'arrête, ni l'extravagance, ni le crime. On était sain, on devient pervers. Son père, qu'il adorait et à qui dans un autre temps il avait fait le sacrifice de sa liberté, sa femme, qu'il respectait, tout était emporté par le souffle de la

passion. Une seule chose lui paraissait nécessaire, arracher la comtesse à l'influence qui la lui ravissait. Le reste n'existait pas.

Il rentra donc dans Paris pour prendre les dispositions qu'un départ rendait indispensables; mais le temps n'est plus où des hippogriffes et des chars attelés de dragons ailés venaient en aide aux héros de la chevalerie. Le moindre enlèvement se complique de mille détails; il faut tout prévoir, et le propre des démarches auxquelles on se livre est de forcer l'esprit à des réflexions qui en attiédissent la première ardeur. Bien des choses auxquelles Stéphane n'avait point pris garde au premier moment de son retour lui revinrent à la mémoire. Il avait laissé la comtesse éprise de la musique grave, profonde, ardemment idéale et rêveuse de l'Allemagne; il l'avait retrouvée amoureuse de la musique passionnée, sensuelle et brillante des Italiens. Sa fleur de prédilection, celle dont la couleur et le parfum lui plaisaient le plus, et dont elle avait toujours quelque brin sur elle, c'était la violette; maintenant elle n'aimait plus que les roses. Tous ces changemens de surface n'indiquaient-ils pas un changement radical dans le fond? Comment se faisait-il qu'il ne les eût pas remarqués? Un moyen existait-il de faire que ce qui était ne fût pas? Ce départ était-il véritablement un remède? Il lui livrait la comtesse, mais lui rendait-il son amour? Une voix lui criait que non. Et si elle ne l'aimait plus, quelle serait leur vie dans un pays étranger, rivés l'un à l'autre par un scandale qui leur fermerait le monde? Stéphane avait connu le paradis, il connaîtrait l'enfer. C'était la comtesse certainement qui lui avait offert de partir, mais de quel air? Elle avait peut-être l'ardeur du sacrifice, mais c'était un sacrifice.

Stéphane se sentait glacé. A mesure qu'il descendait plus profondément en lui-même, creusant cette situation, ses espérances dernières s'envolaient comme les feuilles jaunies d'un arbre battu par les pluies d'automne. Il reprit le chemin d'Eaubonne avec un désenchantement morne, obéissant à regret à une force intérieure qui le poussait. Quand il y arriva, la nuit était close. De grandes ombres tranquilles enveloppaient la campagne, le vent lui-même se taisait. Les arbres immobiles semblaient dormir sous la clarté douce des étoiles. Stéphane pénétra dans le parc à pas sourds. Une vive lumière s'échappait d'une pièce du rez-de-chaussée où il aperçut la comtesse assise dans un fauteuil, la tête entre ses mains. Ses cheveux étaient en désordre; elle portait encore les vêtemens qu'elle avait dans l'après-midi. On aurait pu croire qu'elle n'avait pas changé de place. Caché dans l'ombre d'un massif d'arbustes, Stéphane la regarda. C'était l'image même du désespoir et de l'accablement. Quand elle releva la tête, elle avait le visage tout inondé de larmes. Une rose se trouva sous sa main; elle la prit et la porta

vivement à ses lèvres. Stéphane se sauva; s'il fût entré, il l'aurait tuée.

Son rêve d'un jour venait de s'évanouir. Son cœur saignait; mais sa conscience respirait. A moins d'avoir l'égoïsme féroce, il ne pouvait pas imposer à la comtesse le supplice de le suivre parce qu'elle l'avait aimé. Ah! Hedwige était bien vengée! Il passa la nuit debout. Ce besoin âpre qu'on éprouve d'aviver sa douleur l'engagea à ouvrir toutes les lettres que la comtesse Lobogowitz lui avait écrites dans d'autres temps. Chacune des lignes qu'il dévorait entrait dans son cœur comme une flèche et y laissait une déchirure. Comme elle l'aimait alors! et quelle foi n'avait-il pas en elle! Le matin surprit Stéphane dans cette navrante revue du passé. La dernière page lue, il avait pris sa résolution. Peu d'heures après, il était chez la comtesse. Elle le reçut avec un pâle sourire, et, lui faisant remarquer son costume de voyage : — Vous voyez, mon ami, je suis prête, dit-elle.

Stéphane alors la faisant asseoir : — Il faut faire appel à tout votre courage, répondit-il.

Elle le regarda tout effrayée. — Si on venait vous apprendre que le marquis Rispoglio s'est battu en duel?... reprit-il.

— Avec vous?

— Avec moi... Il vous aimait... Je l'ai tué.

— Dieu!

La voix expira dans sa gorge. Stéphane eut un instant l'envie de l'étrangler, mais étouffant sa colère : — Rassurez-vous, dit-il, c'était une épreuve... Le marquis n'a rien. Vous venez de me faire connaître dans un cri celui que vous aimez.

La comtesse resta toute pâle devant lui. Quand il se trouva dehors : — Et elle ne m'a pas retenu! dit-il en tournant la tête à demi comme pour voir si elle ne le suivait pas.

L'orgueil lui donna la force de continuer sa route; mais au premier coude du chemin, quand on ne pouvait plus le voir, le cœur lui manqua tout à coup, et il tomba sur une borne.

Le lendemain, se réveillant après une nuit fatiguée par un sommeil fiévreux dans cet hôtel du faubourg Saint-Honoré qu'il n'avait fait en quelque sorte que traverser, sa première sensation fut celle d'un homme qui aurait tout perdu en quelques heures. Par un singulier effet d'optique morale, il lui sembla que des mois et des ans séparaient l'heure présente de la veille. Il apercevait derrière lui un Stéphane jeune, heureux, brillant, qui marchait le regard dans les étoiles, et à sa place arrivait un autre Stéphane triste, abattu, brisé. Un jour avait suffi pour cette métamorphose. L'idée de courir à Eaubonne, de voir la comtesse et de tenter un dernier effort le saisissait par instant; mais à quoi bon? Ne se heurterait-il

pas contre la même réalité? Puis sa propre faiblesse l'indignait, il s'en voulait de cette espèce d'écrasement que subissait tout son être. — De quoi s'agissait-il en somme? Une femme qui l'avait aimé ne l'aimait plus; l'histoire était-elle donc si nouvelle? Vingt exemples d'événemens semblables n'avaient-ils pas dû le préparer à ce dénoûment? — Mais les conseils de la philosophie et les leçons de l'expérience, lorsque notre cœur est en cause, sont comme une digue de feuilles mortes contre la violence d'un torrent. Quand il s'était bien sermonné, Stéphane ne voyait qu'une chose, c'est qu'il avait perdu la comtesse, et sa fermeté s'écroulait.

Les jours s'enfuyaient lents et lourds. Un soir, il se trouva devant la villa d'Eaubonne. Les rayons du soleil couchant éclairaient le faîte des arbres, les mêmes fleurs se balançaient sur leurs tiges; mais un écriteau pendait à la grille d'entrée. Le jardinier, qui le reconnut, le salua, et s'approchant : — Monsieur sait bien que Mme la comtesse est partie il y a déjà trois semaines, dit cet homme.

— Oui, je sais, répliqua Stéphane d'une voix creuse.

Partie! C'était donc pour cela que Stéphane n'avait plus rencontré nulle part le marquis Rispoglio.

Si dure que fût la secousse, Stéphane était d'un caractère trop viril pour s'abandonner longtemps aux lâches conseils de la douleur. Bientôt il lutta contre cette première prostration qui suit les violentes crises. Il entra plus avant dans les projets de son père; il voyagea, parcourut l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, et grâce à des efforts incessans maintint son esprit dans sa vigueur native. Par intervalles, il reparaissait à Paris, y séjournait quelque temps, se mêlait au monde, et cherchait dans la lecture le même aliment qu'il trouvait dans l'action. La nature a des ressources inépuisables pour les cœurs vaillans qui acceptent les épreuves de la vie et ne se laissent point abattre. La force arrivait à Stéphane par le combat. Déjà l'image de la comtesse Lobogowitz, à demi effacée par la diversité des occupations auxquelles il se livrait, tenait moins de place dans son esprit. Il se sentait plus libre et plus maître de lui, et le meilleur témoignage qu'il s'en pût donner à lui-même, c'est qu'il la détestait moins. Il lui arrivait même de sourire à la pensée des sermens qu'ils avaient échangés et des tortures qu'il avait subies. Une des plus grandes misères du cœur est de ne pouvoir rentrer dans les sentimens qu'il a perdus et de n'en plus comprendre la vivacité et la profondeur. Quoi! tant d'ivresses et puis tant de larmes pour cette ombre! Qu'avait-elle donc de supérieur à ses sœurs, cette créature changeante? On n'en voit plus les traits dans ce miroir intérieur qui jadis en reflétait si nettement la grâce et le charme, et, si on la rencontre plus tard, on la regarde avec une sorte d'étonnement. Voilà bien cette bouche dont le moindre

sourire éclairait le jour comme une lumière; voilà bien ses yeux, ils ont la même couleur, les mêmes longs cils en ombragent les paupières, et cependant ce n'est plus le même rayon qui les anime; ils semblaient sans rivaux, et on en connaît de pareils, de plus beaux peut-être, on les salue d'un soupir presque railleur en se souvenant qu'on serait mort pour eux. — J'ai failli la tuer, se disait Stéphane, et si tout à coup elle apparaissait devant moi, je ne sais plus si je ne lui tendrais pas la main.

Un jour, il apprit par une voie indirecte que la comtesse Lobogowitz voyageait en Écosse avec le marquis. Il n'éprouva qu'un sentiment de tristesse. — Pauvre Marie! murmura-t-il; dans un an, dans six mois peut-être, où sera-t-elle? et avec qui?

Hedwige était alors en pleine possession de la faveur du monde et dans tout l'éclat de sa beauté. Malgré la solitude relative où son mari l'avait laissée vivre, elle était entourée de l'universelle considération. Rien n'avait mordu sur sa réputation, qui avait la solidité et la transparence du cristal. Le comte Kloska l'adorait. Il s'étonnait que son fils ne l'adorât pas comme lui.

Rentré sous le toit conjugal dans des conditions qui lui étaient nouvelles et avec une liberté d'esprit qu'il n'avait jamais eue, Stéphane observa mieux sa femme. L'égalité de son humeur, son esprit, la grâce et la sûreté de ses relations, un tact qui se faisait voir dans les moindres choses, rendaient sa maison l'une des plus agréables de Paris. Avec des qualités qui auraient pu excuser bien des prétentions, Hedwige n'en avait aucune, celle exceptée de plaire à ses amis et de leur être secourable et bonne dans les menues occasions de tous les jours. Il faut que le dévoûment se dépense en détail, comme on change une pièce d'or pour en distribuer la monnaie en aumônes, disait-elle. Tous ceux qui l'approchaient profitaient de cette disposition aimable, et ne parlaient d'elle qu'avec tendresse et respect. Ce concert d'éloges frappa Stéphane; il regarda Hedwige, il l'écouta, il la vit à l'œuvre, et comprit qu'on lui rendait justice seulement. A son insu, il se fit dans son esprit un travail de comparaison qui ne fut pas à l'avantage de la comtesse Lobogowitz. Hedwige avait le même don de séduction, l'exaltation ne lui était pas inconnue; mais elle avait plus de profondeur et de sérieux.

Insensiblement il en vint à partager sa vie. Un soir qu'il était auprès d'elle, tout en coupant les pages d'un volume nouveau qu'on venait de lui envoyer et tout entourée des objets familiers de son existence : — Vous allez mieux, n'est-ce pas? dit-elle en le regardant.

— Qu'entendez-vous par là?

— C'est fort simple. Faites comme si je n'étais pas votre femme, et répondez... La comtesse?

— Elle voyage, répondit Stéphane.

— Je m'en doutais. La porte du jardin reste toujours fermée; cela devait être, et l'événement donne raison à la théorie dont je vous parlais un jour. Par exemple, il me semble que, si je prenais jamais le chemin des grandes folies, je voudrais me les faire pardonner par la constance. La durée est aussi une consécration. N'est-ce pas votre sentiment?

Stéphane inclina la tête sans répondre.

— Il y a des chansons qui ont plusieurs couplets, et cela se chante toujours sur le même air. J'ai bien vu le moment où la crise a éclaté. Je vous plaignais, mais que pouvais-je faire pour vous? Vous avez beaucoup souffert?

— Beaucoup.

— Et maintenant?

— Je lui ai pardonné.

— Ah! — fit Hedwige, dont les yeux brillèrent subitement; puis d'une voix gaie : — Vous êtes meilleur que moi décidément.

Elle venait d'achever de couper les feuillets de son livre; le posant alors sur la table : — A sa place, moi, reprit-elle, je ne vous pardonnerais pas de ne plus m'en vouloir.

— Voilà qui est surprenant.

— Non, c'est féminin. Je ne conçois pas qu'on se résigne à n'inspirer que l'indifférence après avoir inspiré l'amour. Si vous ne m'aimez plus, haïssez-moi; mais ne m'humiliez pas de votre oubli.

— C'est de l'orgueil, et voilà qui me console. J'étais humilié de ne vous avoir point encore découvert de défaut.

— Oh! de la galanterie de vous à moi, à quoi bon? Vous savez que je vous ai affranchi de toute hypocrisie.

—Par contre m'avez-vous imposé le mensonge comme un devoir?

— Laissons cela, le temps se chargera de vous faire découvrir que je n'ai pas l'orgueil seulement dans mon bagage... J'avais eu occasion de voir la comtesse pendant votre voyage en Hongrie, elle valsait.

— Elle valsait! s'écria Stéphane.

— Oui; pourquoi?

— Rien, continuez.

— Elle valsait même fort bien. Je la regardai tandis qu'elle passait devant moi; c'était évidemment une des plus charmantes femmes qu'un bal pût offrir à l'admiration du monde. Eh bien! le premier coup d'œil me donna la conviction qu'elle n'était pas faite pour l'éternité des sentimens sur lesquels vous comptiez.

— Hélas! rien ne dure.

— Rien, excepté ce qui ne passe pas, répliqua Hedwige fièrement.

On apporta le thé. — Et maintenant, reprit-elle après avoir servi Stéphane, recommencerez-vous?

— Oh! non!

Hedwige se mit à rire. — Voilà un cri dont on ne saurait suspecter la franchise; mais les marins qui ont le plus maudit les tempêtes se lassent du rivage, et reprennent la mer.

— Par hasard, m'engageriez-vous à continuer?

— Ah! je ne suis pas intéressée personnellement dans la question... Nous causons,... le reste vous regarde.

Cette conversation ne laissa pas de faire une assez vive impression sur l'esprit de Stéphane. Il en sortit avec une nuance d'irritation. Il ne croyait pas Hedwige si entièrement détachée de lui. Rien de joué dans son attitude, — le ton naturel, presque amical d'une personne dont la bienveillance vous est acquise, et rien de plus. Quand il avait voulu percer cette surface, aucune aide, mais au contraire un air d'indifférence mêlé de raideurs subites qui le repoussaient. Le temps avait fait son œuvre. Cette fière Hedwige, qui ne comprenait pas qu'on pût changer, elle était transformée, elle aussi, et ne gardait plus aucun reste des sentimens qu'elle avait nourris autrefois.

V.

Quand on a vécu longtemps sous l'empire d'une passion exclusive dont il ne subsiste plus que des cendres, il se produit un phénomène dont ceux-là qui le subissent ont peine à comprendre la nature. C'est d'abord un malaise profond, comme si tous les élémens qui constituaient le principe même de votre existence venaient à se dissoudre subitement, il s'y mêle un sentiment de lassitude profonde; puis l'étonnement vient, la plupart des occupations auxquelles les hommes s'assujettissent semblent vulgaires et mesquines. On ne conçoit pas qu'on s'y puisse astreindre. La chaleur et le rayonnement y manquent. On sort des zones lumineuses pour entrer dans des zones ténébreuses et froides. A une autre époque, les couvens servaient d'asile à certaines âmes blessées qui venaient y chercher l'extrême paix après avoir connu l'extrême agitation. Aujourd'hui on ne s'expliquerait pas M. de Rancé. Des hommes se trouvent qui, leurs idoles brisées, n'y retournent plus et se plient à des travaux dans lesquels ils parviennent à s'absorber par un effort constant de la volonté; mais d'autres, d'une nature plus tendre et plus expansive, ne se peuvent éloigner longtemps de l'atmosphère dans laquelle ils ont vécu. Comme un cerf qui retourne au fort où les chiens l'ont attaqué, c'est à l'amour qu'ils demandent la guérison de la blessure que l'amour a faite. Trahis, toutes les femme

leur inspirent d'abord un sentiment farouche de répulsion; peu à peu l'une d'elles se dégage de cet ensemble obscur, grandit, pure et brillante comme une étoile au bord de l'horizon, les enveloppe de sa lumière, les pénètre de sa grâce limpide, et c'est auprès d'elle que leur cœur cherche une résurrection.

L'heure de cette crise avait sonné pour Stéphane; mais, tout en regardant Hedwige avec une attention de plus en plus marquée, il se mit à imiter ces hommes d'épée qui, les guerres finies où leur sang a coulé, tournent leur activité vers les lettres, et s'emparent de la plume, que plusieurs d'entre eux ont maniée comme des maîtres. La pente naturelle de son esprit le poussait à raconter les scènes qu'il avait vues. De ce premier effort à l'*Histoire de l'insurrection hongroise*, il n'y avait qu'un pas. Pour s'y aider, il avait, avec ses souvenirs personnels, ceux de son père. Le comte Jean Zeleski avait en outre laissé un grand nombre de papiers et de documens qui étaient comme une mine dans laquelle il pouvait puiser, et qu'il trouva pleine de matériaux précieux.

Ses soirées se trouvèrent ainsi employées. Hedwige, qu'il avait mise au courant de son projet, s'y intéressait, et souvent lui servait de secrétaire. Elle collationnait la correspondance de son père, conservée avec un soin pieux, et en tirait les parties qui avaient trait aux événemens de 1849, les transcrivait sur des feuilles volantes qu'elle communiquait à Stéphane. C'était donc une sorte de collaboration dont son travail se trouva bien. Elle le lui rendait plus léger par sa présence et plus doux par l'attention qu'elle y apportait. De cet effort entrepris en commun naquit une intimité plus étroite. Hedwige entrait dans le cabinet de Stéphane sans y être appelée, et, si elle n'y venait pas, il sentait bientôt que quelque chose lui manquait.

Stéphane accompagnait Hedwige à l'Opéra, il montait à cheval avec elle; on les voyait ensemble dans le monde. Ce n'était pas sans un sourire qu'il se retrouvait dans les mêmes allées désertes du bois de Boulogne, autrefois parcourues avec la comtesse Lobogowitz. Il en reconnaissait les arbres et les détours. Là elle avait poussé un léger cri de frayeur en apercevant une couleuvre dont le sillage traversait le chemin; là son cheval, trop vivement poussé, s'était emporté; là elle s'était arrêtée pour couper un rameau d'aubépine dont elle avait coiffé son chapeau. Dans ce sentier ombreux, ils s'étaient promenés, lentement, à pied, à l'heure où le soleil se couche. Quand la foule des souvenirs le pressait trop vivement, il devenait sérieux, et une ombre de tristesse se répandait sur son visage. Il évitait de passer par Saint-James. Les yeux d'Hedwige ne perdaient rien de ces nuances fugitives. Elle en avait le secret, et ne s'en montrait ni plus rêveuse ni moins égale. Triste, elle le laissait

dans sa tristesse; gai, elle le suivait dans sa gaîté. Quelquefois elle l'interrogeait brusquement. C'est ainsi qu'un matin, retenant son cheval : — A propos, dit-elle, pourquoi, il y a déjà quelque temps, avez-vous poussé ce cri : elle valsait! comme vous auriez dit : Elle est morte! Qu'y avait-il d'étonnant à cela?

— C'est que cela tient à une promesse qu'on m'avait faite.

— La promesse de ne plus valser?

— Justement.

— C'est bien grave pour une jeune femme qui est d'un pays où l'on valse en naissant, bien puéril aussi.

Il y eut un silence. Hedwige passait la main sur la fine crinière de son cheval. — Si je vous demandais de ne plus valser, poursuivit Stéphane, me le promettriez-vous?

— Non certes!

— Pourquoi?

— Parce que rien ne vous autorise à me faire cette demande, et que, venant de vous, ce ne pourrait être que le résultat d'un caprice.

— Cependant si ce caprice, comme vous dites, était sérieux?

— Je n'y céderais pas davantage.

Hedwige continua de caresser le cou de son cheval, qui faisait de jolies courbettes, et souriant à Stéphane : — Il ne faut pas, mon ami, me regarder avec ces grands airs surpris. Cela est ainsi parce que cela ne peut pas être autrement. Je conviens avec vous que, là où le cœur bat, les choses les plus enfantines ont leur valeur. Un coup d'épingle peut faire le mal d'un coup de poignard; mais quand le cœur a donné sa démission, que font ces bagatelles?

Passant des caresses aux réprimandes, elle corrigea d'un coup de cravache sa monture, qui venait de faire un faux pas, et regardant toujours Stéphane : — Votre question, reprit-elle, m'entraîne à vous en adresser une autre. Vous croyez donc qu'une promesse que j'aurais faite aurait plus de durée et de certitude que celle qui vous avait été donnée par une autre?

— Peut-être.

— Je vous remercie de la bonne opinion que vous avez de moi... Je crois la mériter, et c'est pourquoi je ne m'exposerai jamais à prendre un engagement que je ne serais pas sûre de tenir.

Elle rendit la bride à son cheval, et partit au galop.

Le soir même Hedwige remit à Stéphane un paquet de documens pour lesquels elle avait écrit plus de cinquante lettres à de vieux amis du comte Zeleski. — Et remarquez que je ne vous les avais pas promis, dit-elle en riant.

A quelque temps de là, Hedwige se trouva dans un bal où elle portait un costume de fantaisie. Elle était merveilleusement parée.

Un murmure d'admiration la suivait. Le regard de Stéphane la suivait aussi. Il sentait croître et grandir en lui un trouble dont il connaissait tous les symptômes et qu'il ne combattait plus. En la voyant passer aux bras d'un autre dans le tourbillon d'une valse, un sentiment de jalousie et de colère le mordit au cœur. Il n'en pouvait plus douter, il aimait, et cette fois c'était sa femme. Ce ne fut pas une explosion comme celle dont la comtesse Lobogowitz avait éprouvé la spontanéité; ce fut comme un incendie qui a longtemps couvé et qui soudain couvre tout de ses flammes. Ce bal lui parut interminable. On entourait Hedwige, et malgré son triomphe les femmes, gagnées par le magnétisme de son charme et de sa bonté, lui étaient sympathiques.

Il se vit seul enfin auprès d'elle dans sa voiture, où il l'enveloppa de fourrures avec mille précautions et mille soins; il entrevoyait dans l'ombre, sous le capuchon de soie, son beau visage, qu'animait une expression de plaisir, et sentait au travers de ses vêtemens la douce chaleur de son corps. Bientôt la voiture entra dans la cour de l'hôtel; Hedwige sauta lestement sur le perron et passa chez elle, guidée et soutenue par Stéphane. Il y avait une vive lumière dans sa chambre; un feu clair brillait dans la cheminée. Il s'assit et la regarda. Hedwige, qui s'était débarrassée de sa pelisse, lui apparut de nouveau dans l'éclat souriant de sa parure de conte de fée. Un reste d'excitation la faisait aller et venir, et tandis qu'elle passait devant lui, harmonieuse et souple, le feu des bougies faisait luire la neige rose de ses épaules et les cassures brillantes du satin qui retombait sur ses hanches et dessinait sa taille. De fraîches senteurs répandues autour d'elle achevaient d'enivrer les sens de Stéphane. Un instant hors de lui, et frôlé par un pan de sa robe, il l'arrêta par la main, et l'attirant vers lui : — Hedwige, chère Hedwige! murmura-t-il.

— Vous avez à me parler? dit-elle un peu confuse.

Il l'attira plus près. Une femme de chambre venait d'entrer, rôdant çà et là. — Tout à l'heure, dit Hedwige, je vous appellerai.

— Qu'est-ce donc? reprit-elle quand cette fille se fut retirée.

— Tu ne vois donc pas que je t'aime et que je meurs près de toi? s'écria Stéphane.

Hedwige pâlit. — Vous m'aimez! dit-elle.

— Comme un fou, comme un insensé!... Je t'adore...

Elle fit un faible mouvement pour arracher ses mains de l'étreinte qui les enchaînait. — Ah! reprit-elle d'une voix triste, voilà un mot qu'autrefois j'aurais payé de tout mon sang! Vous ne savez pas combien je vous aimais alors; maintenant il est trop tard.

— Ne dis pas cela! Oublie un passé que je déteste. Je réchaufferai ton cœur à force de tendresse. Hedwige, regarde-moi, et tu

comprendras que d'un mot tu peux me rendre le plus heureux des hommes.

Elle se dégagea. — Et qu'avez-vous fait pour le mériter, ce mot? J'ai pleuré, j'ai souffert, j'ai eu des jours de prière et des jours de désespoir, rien ne vous a touché, et tout à coup, une nuit, vous me dites : Je vous aime, et vous croyez que cela suffit, que tout sera effacé! Quel cœur me supposez-vous donc?

— Je ne suppose rien, je t'aime, s'écria Stéphane. Oui, je t'ai méconnue, oui, j'ai eu l'âme la plus ingrate et la plus dure; mais je me repens, je me maudis, il n'est pas une fibre de mon être qui ne t'appartienne...

Il la couvrait de baisers brûlans et la tenait palpitante serrée contre sa poitrine. Un effort désespéré la rendit libre. Elle s'enveloppa soudain d'une écharpe de dentelles qui flottait sur un meuble, et debout devant lui, les bras nus sur sa poitrine : — Ah! vous êtes cruel, vous me brisez! s'écria-t-elle. Que voulez-vous de moi? qu'attendez-vous? Il n'y a donc pas eu assez de larmes dans ma vie!.. Vous êtes chez moi, et je suis votre femme, je le sais!... Je sais aussi que je l'ai voulu, et que vous avez tous les droits; mais si vous cherchez des baisers sur ces lèvres, c'est de l'horreur que vous y trouverez!

Stéphane recula tout tremblant jusqu'au fond de la chambre. Un instant il s'arrêta sur le seuil; Hedwige était immobile dans ses voiles, le suivant d'un regard de feu. Il poussa la porte et s'enfuit.

Le lendemain, Hedwige parut devant Stéphane plus lasse et plus pâle qu'une convalescente qui essaie ses premières forces. Elle lui tendit la main. — Nous avons tous les deux bien des choses à nous pardonner, dit-elle; m'aimez-vous assez, Stéphane, pour m'épargner ainsi qu'à vous dans l'avenir les tristesses d'une journée pareille?

— Et vous, Hedwige, dites-moi, me détestez-vous à ce point que ma présence même vous soit odieuse?

— Non, je vous le jure; mais quelque chose me pousse à être dure et méchante plutôt que dissimulée. Il y a en moi des rancunes qui grondent et qui s'éveillent au premier choc. Voudriez-vous de moi cette affection banale et menteuse dont il est de mode de se payer entre maris et femmes?

— Oh! non, s'écria Stéphane.

— Je le pensais. Chacun de nous aura eu son jour de franchise amère... J'ai souffert tout ce que vous souffrez. C'est un lien mystérieux entre nous.

Et sans le regarder, d'une voix plus faible : — Ces rancunes d'ailleurs, ajouta-t-elle, prouvent que mon cœur n'est pas mort... Attendons!

Les jours qui suivirent cette explication eurent une douceur re-

lative sous laquelle se cachaient bien des angoisses. Hedwige et Stéphane s'observaient l'un l'autre; elle redoutait peut-être le retour de cet orage qui l'avait bouleversée, lui cherchait à lire sur son visage les signes de ce qu'il avait à craindre ou à espérer. Qu'avait-elle voulu dire par ce dernier mot : attendons! Était-ce un sentiment vrai qui le lui avait inspiré, le sentiment d'une femme qui regrette les émotions perdues et en souhaite le réveil? ou lui avait-il été dicté par un esprit de charité, comme on berce un malade de promesses trompeuses? Il s'employa d'abord à la rassurer, évitant de se trouver trop fréquemment auprès d'elle, et ne pénétrant dans sa chambre que lorsqu'elle l'y faisait appeler. Hedwige ne fut pas longtemps à redevenir égale et sereine; mais elle tournait autour de certaines questions avec trop d'art pour qu'on ne comprît pas que sa pensée en était saisie.

Stéphane était rentré dans son cabinet et travaillait avec obstination. Au bout de quelques semaines, un grand découragement le prit. Il ne voyait pas qu'il eût fait aucun progrès dans le cœur d'Hedwige. Elle avait pour lui les prévenances, les sourires, l'accueil aimable d'une sœur, mais d'une sœur quelquefois gênée. Sur ces entrefaites, Gabor Eckelsy entra un matin chez son ami comme un coup de vent. — Écoute, lui dit-il, personne ne sait plus ce que tu as, moi je m'en doute peut-être; mais tu as la mine d'un mort qu'on aurait tiré de sa bière en lui persuadant qu'il vit encore. On se regarde, on chuchote, c'est malséant. Il faut te secouer, fais comme moi.

— Et que fais-tu?

— Je pars. On se bat en Italie. Je vais rejoindre de hardis compagnons qui escarmouchent du côté des montagnes avec le projet de pousser leur pointe dans le Tyrol. L'odeur de la poudre fait toujours grand bien. Viens, et dans huit jours nous aurons la joie de donner des coups de sabre... Du diable alors si tu penses à autre chose!

— Eh bien! c'est dit,... je t'accompagne.

— Alors tiens-toi prêt, à six heures nous serons en route.

Gabor éloigné, Stéphane descendit à l'écurie, et fit choix de deux chevaux propres au service. Le vieux hussard qu'il avait pour domestique battit des mains à la nouvelle qu'on allait en guerre, et jura qu'à six heures on pourrait sauter en wagon. La comtesse, informée de ce départ, félicita Stéphane du parti qu'il avait pris. — C'est d'un homme ce que vous faites là, lui dit-elle; depuis quelque temps, je ne vous reconnaissais pas.

Stéphane rougit légèrement, mais relevant la tête : — Kloska mourant, Kloska vivant, Kloska toujours, dit-il en faisant allusion à la devise de sa famille.

Au moment des adieux, Hedwige lui serra énergiquement la main. — S'il vous arrivait un malheur, dit-elle, la seule chose que je ne vous pardonnerais jamais, c'est de ne pas m'avertir.

Dans les montagnes, au milieu des forêts, en pleine vie de hasards et de combats, dormant parfois à la belle étoile, réveillé un jour par la fusillade, harassé de marches, comptant ses jours par les embuscades et les escarmouches, Stéphane avait des accès subits de désespoir qui le poussaient plus avant que ses camarades. Perdu avec une poignée d'hommes dans une contrée qui manquait de communications directes et sûres avec le quartier-général, il avait rarement l'occasion de donner de ses nouvelles à Hedwige. Il n'en recevait non plus que par intervalles. Après une action un peu chaude qui avait eu lieu du côté de Varèse, le bruit se répandit qu'il avait été grièvement blessé. Un matin, on vit arriver une femme au bivouac des partisans. Le hussard de Stéphane, qui pansait les chevaux, la reconnut. — Madame la comtesse! s'écria-t-il.

— Et ton maître? dit-elle vivement.

— Il est là, répondit le soldat en désignant l'abri de feuillage où Stéphane avait passé la nuit.

Elle y courut. On venait de sonner le boute-selle. Le Hongrois parut sur le seuil de son gourbi. — Ah! vivant! s'écria-t-elle.

— Est-ce que vous m'aviez cru mort?

— J'avais lu votre nom dans les journaux parmi les blessés...

— Et vous êtes venue! — dit-il en étendant les bras vers elle. Il n'acheva pas. Une émotion profonde l'étouffait; mais elle aussitôt, changeant de ton : — Puisque vous êtes debout et bien portant, grâce à Dieu, je me retire, reprit-elle.

— Souffrez au moins que je vous accompagne, répliqua Stéphane plus froidement.

Hedwige était arrivée à cheval, sous la conduite d'un guide, par des sentiers détournés.

— Savez-vous qu'une balle peut tout à coup siffler à nos oreilles? lui dit Stéphane.

— Eh bien! croyez-vous que je n'aie pas fait mon éducation en Hongrie, il y a dix ans?

Ce mot ramena Stéphane vers le passé. Il revit en esprit la route boueuse et noire, le ciel tout couvert de nuées, la pluie lente qui détrempait les terres, l'horizon plein de ténèbres où éclataient les lueurs de l'incendie; il entendit le cri de la mère effarée qui sautait sur le chemin et se cramponnait à la botte de Gabor. Comme alors, Hedwige était là, à cheval, calme et fière; une partie des mêmes dangers l'entourait encore. Que de choses depuis ces jours lointains! — Cette marche ne vous rappelle-t-elle rien? dit-il.

— Ah! vous vous en souvenez? J'étais bien jeune alors!

Elle n'alla pas plus loin. Stéphane se tut. Que fallait-il entendre par ces paroles? Faisait-elle allusion à son âge, qui avait la fraîcheur du printemps, ou à ses premières tendresses, qui n'avaient été que trop attristées et flétries par le temps. Il n'osa pas l'interroger.

A mi-route, on entendit tout à coup derrière une colline de violentes détonations. D'un élan plus rapide que la pensée, Stéphane et son escorte gravirent un monticule. On aperçut alors dans un vallon un détachement qui, surpris dans sa marche, battait en retraite, menacé par des forces supérieures. Un secours pouvait le dégager. Les yeux de Stéphane se tournèrent vers Hedwige. — Ma place est là, dit-il.

— Je le sais, répliqua-t-elle avec effort.

— Mais vous?

— Tous les partis respectent une femme... Seule, je puis gagner ce village là-bas... Vous, allez où sont les vôtres.

Elle avait la pâleur des morts en parlant ainsi; mais sa voix ne tremblait pas. Stéphane s'empara de sa main, et la porta vivement à ses lèvres. — Si je ne reviens pas, Dieu vous garde! cria-t-il, et, suivi de ses cavaliers, il descendit au galop les pentes de la colline. Trois minutes après, il disparaissait dans la fumée.

Vers le soir, et tandis qu'Hedwige marchait sur le chemin, agitée, fiévreuse, le regard perdu du côté de la vallée où elle avait vu Stéphane s'enfoncer, un groupe de soldats sortit de l'ombre qui commençait à se répandre sur la campagne et s'approcha. Elle accourut. Quatre d'entre eux portaient une civière sur laquelle un blessé était étendu. — Stéphane! cria-t-elle.

Il voulut se lever, un frisson passa dans tous ses membres, et il s'évanouit.

Quand il ouvrit les yeux, il aperçut Hedwige à son chevet. Il essaya de faire un mouvement comme pour l'attirer vers lui, et retomba, la bouche sur ses mains. Ce ne fut qu'au bout d'un certain nombre de jours que le chirurgien qui avait posé le premier appareil put répondre du blessé. Vers la fin de l'action où son élan l'avait porté, une balle perdue avait profondément pénétré dans sa poitrine. Des accidens survenaient qui remettaient sa convalescence en question. Lui-même ne se défendait pas contre les assauts du mal. Tout ressort semblait brisé, et dans toute maladie la volonté du malade est un appui contre la mort. Hedwige s'en effrayait. Elle ne le quittait ni le jour ni la nuit, heureuse quand il lui semblait que sa respiration avait plus d'ampleur et de régularité, tremblante quand un accès de toux déchirait sa poitrine et faisait monter à ses lèvres une écume rouge. Un soir, une crise faillit emporter le malade; l'orage grondait, et il étouffait; ses bras amaigris s'agitaient

hors des draps; il entendait et voyait à peine. Une de ses mains rencontra celle d'Hedwige; il la regarda et la reconnut dans la transparente obscurité de la chambre : — Vous serez veuve, vous serez libre, lui dit-il en la repoussant.

Hedwige tomba à genoux et les mains jointes : — Mon Stéphane bien-aimé, je t'en prie, vis pour moi, vis pour Hedwige !...

Il vécut en effet, et Hedwige put le voir debout et hors de cette misérable chambre où la mort guettait sa proie; mais le médecin qui l'avait soigné ne lui cacha pas que les plus grands et les plus continuels ménagemens étaient à prendre. — C'est en quelque sorte un ressuscité que Dieu vous confie, lui dit-il; sa vie est comme ces flammes vacillantes que l'on voit suspendues à l'extrémité d'un tison... Une émotion violente, et elle peut disparaître en un instant... Veillez sur lui...

Hedwige et Stéphane partirent pour le midi de l'Italie, voyageant à petites journées; un soleil plus radieux les attendait à Florence. Stéphane se plongea dans la lumière comme dans un bain; il renaissait. Poussés de ville en ville, s'arrêtant partout où des monumens et des paysages fameux les appelaient, toujours l'un près de l'autre, ce voyage fut un enchantement. La douleur a mille formes et se perpétue en des renouvellemens qui ne l'épuisent pas, elle est multiple; le bonheur n'a qu'une forme et qu'un caractère, l'extase. On a dit des peuples heureux qu'ils n'avaient point d'histoire; il en est des hommes comme des peuples. Interrogé à la fin de chaque jour, Stéphane aurait pu répondre : — J'étais avec Hedwige. — C'était tout, et c'était assez.

Ils arrivèrent ainsi à Naples, et, affamés de solitude, se cachèrent à Sorrente; bientôt ils en connurent tous les sentiers. On les rencontrait toujours seuls, cherchant des retraites d'où, sous l'ombre tiède des orangers, ils pouvaient apercevoir la mer échancrée comme une coupe. Ils lisaient, ils causaient, ils se taisaient. Ils avaient la même plénitude de sensations profondes et douces. Hedwige épiait sur le visage moins pâle de Stéphane le réveil de la santé, le retour de la vie. Chaque jour, elle notait un progrès. Les forces revenaient. Les poumons jouaient avec plus de liberté dans sa poitrine affermie; le regard n'avait plus cette flamme aiguë que donne la fièvre, les joues cette lividité morbide ou cette rougeur ardente qui l'effrayait.

Un soir, à l'heure où le soleil se couche, assis dans un jardin que des flots de verdure séparaient des flots de la mer, ils regardaient l'horizon flamboyant. Un bruit de pas sonnant sur la route les tira de leur contemplation; ils tournèrent la tête à demi, aperçurent deux cavaliers qui s'avançaient au galop sous l'ombre ver-

sée par les pins et les orangers, et reconnurent la comtesse Lobogowitz et le marquis Rispoglio. Le voile de la comtesse flottait au vent, et, penchée sur l'encolure de son cheval, respirant l'air vif qui frappait son visage, les yeux brillans, la bouche rieuse, elle passa sans les voir. Stéphane prit la main d'Hedwige et y colla ses lèvres silencieusement. Il vit alors que des larmes tremblaient au bord de ses paupières. — Pourquoi pleurez-vous? lui dit-il.

— Laissez, répondit-elle, ces larmes sont les premières que le bonheur fait couler de mes yeux. Vous n'avez pas changé de couleur, vous n'avez pas tremblé. Si je ne vous avais pas aimé déjà, aujourd'hui mon cœur se fût donné.

Elle se rapprocha de lui, et tout bas, toute rouge : — Sachez-le, reprit-elle, je n'ai pas cessé un seul jour de vous aimer. Je le sens bien aujourd'hui, vous étiez au fond de toutes mes pensées, au fond de toutes mes espérances; mais la foi me manquait. Je doutais de moi, vaincue par tant d'inutiles efforts, surtout je doutais de vous. Maintenant je crois, et mon cœur s'ouvre.

La nuit les surprit ensemble dans un pavillon où ils devaient passer leurs derniers jours dans une exposition plus tiède, à l'abri du vent. Ils regardaient la nuit lumineuse et la mer prochaine qui roulait des vagues d'argent. Au plus haut du ciel, la lune éclatante brillait dans l'azur profond. Des rumeurs montaient du rivage où le flot chantait, et des senteurs parfumées entraient par le balcon où passait la brise dans les rameaux flexibles du jasmin. Elle eut en ce moment la vision d'une autre nuit où seule, palpitante, inquiète, elle attendait, pleine d'un trouble qui suspendait les battemens de son cœur; elle entrevit cette ombre qui jadis s'était montrée dans le silence d'un jardin dont ses regards sondaient la profondeur; elle se rappela cette heure fatale suivie de tant d'heures cruelles qui avaient condamné sa jeunesse à l'isolement et son amour à l'oubli. Maintenant quelqu'un tressaillait auprès d'elle, animé de la même tendresse et de la même espérance. Elle se sentit pénétrée d'une émotion qui avait une ineffable douceur et dont le mystère la ravissait. Un frisson la parcourut, un soupir gonfla sa poitrine. Stéphane, qui découvrait dans l'ombre la rougeur pudique de son front, noua ses bras autour de sa taille... — Te rappelles-tu? lui dit-il; j'étais auprès de toi, il y a un an, seul, comme aujourd'hui, mais alors tu ne m'aimais pas.

Les yeux d'Hedwige se voilèrent, et, se laissant aller sans force dans ses bras. — Mon Stéphane, dit-elle, crois-tu que je t'aime aujourd'hui?....

AMÉDÉE ACHARD.

L'ÉGLISE ROMAINE

ET

LE PREMIER EMPIRE

— 1800 — 1814 —

XVIII.

LE CONCILE NATIONAL. — PREMIÈRE PARTIE.

I. Mémoires du cardinal Consalvi. — II. Œuvres complètes du cardinal Pacca. — III. Correspondance du cardinal Caprara. — IV. Correspondance de Napoléon Ier. — V. Dépêches diplomatiques et documens inédits français et étrangers, etc.

I.

On possède peu de documens sur le concile national de 1811. M. de Barral en parle à peine dans ses *Fragmens historiques*. Tous ses collègues ont imité son discret silence. Aucun auteur ecclésiastique ne s'est, à notre connaissance, complu à raconter en détail les discussions intérieures, parfois si émouvantes, toujours si curieuses, de la docte assemblée. Il paraît plutôt que le clergé français ait été bien aise de laisser perdre autant que possible le souvenir d'une réunion fameuse où presque tous ses chefs ont eu le malheur d'accepter des rôles qui ne firent alors beaucoup d'honneur ni à la dignité de leur caractère ni à la perspicacité de leur esprit. Cela se conçoit. Cependant cette raison n'est pas la seule. Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre dernière étude (1), l'absolu secret

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

strictement gardé à l'égard des événemens si graves qui venaient de se passer à Savone a dérouté tous les contemporains du premier empire. Il ne leur a point permis de saisir parfaitement les motifs des scènes orageuses, des péripéties étranges qui se déroulaient sous leurs yeux, ni de rien comprendre surtout au brusque dénoûment du drame, car le nœud même de l'action leur échappait, et, pour se reconnaître dans ce labyrinthe de contradictions, aucun d'eux ne possédait le fil conducteur qui a été mis entre nos mains par la correspondance de M. de Chabrol. Le vague instinct qu'ils ignorent quelque chose d'important à connaître se fait jour chez la plupart des écrivains qui ont parlé même brièvement de cet épisode de l'histoire ecclésiastique de France, et leur embarras est parfois extrême. Il est visible chez M. Jauffret, frère de l'abbé Jauffret, nommé par l'empereur à l'évêché de Metz en 1806, et plus tard à l'archevêché d'Aix. M. Jauffret, ancien chef du secrétariat de M. Portalis au ministère des cultes, devenu bientôt secrétaire-général du même département sous M. Bigot de Préameneu, esprit sobre et sagace, d'ordinaire parfaitement informé, n'a pas consacré moins de trois volumes aux affaires intérieures de l'église de France pendant les premières années du XIX[e] siècle. Dans ces volumes, remplis de renseignemens fort exacts, M. Jauffret se montre tout à coup très perplexe quand il en arrive à l'ouverture du concile de 1811, et les réflexions, du reste fort sages, par lesquelles il entame son sujet, démontrent qu'il ne possédait à aucun degré le secret des scènes affligeantes racontées par le préfet de Montenotte. « D'après la note rédigée à Savone, Pie VII, remarque M. Jauffret, consentait à instituer les nouveaux évêques et à investir les métropolitains du pouvoir de confirmer en son nom ceux qu'il n'aurait pas institués lui-même dans les six mois de leur nomination pour des causes autres que leur indignité personnelle. *L'intervention du concile devenait donc inutile* (1). » Ainsi le principal employé du ministère des cultes sous l'empire, celui qui par la nature de ses attributions aurait dû, si de pareilles confidences avaient été possibles, être le mieux instruit de toutes choses, ne savait même pas encore en 1823, époque de la publication de ses *Mémoires*, comment le malheureux Pie VII avait été momentanément conduit à accepter la note laissée entre ses mains, et comment à l'heure de la convocation du concile il ne songeait plus qu'à la désavouer hautement. L'abbé de Pradt, cet intermédiaire si zélé que l'empereur allait activement employer dans les négociations les plus secrètes et les moins avoua-

(1) *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du dix-neuvième siècle*, t. II, p. 433.

bles avec les membres du concile, n'en savait pas lui-même davantage. En 1819, il ignorait encore la nature de la maladie qui avait ébranlé l'esprit de Pie VII à Savone, et les conséquences qui s'en étaient suivies. Dans le chapitre où il parle de la réunion du concile de 1811, on le voit en effet se désoler du silence obstinément gardé par Napoléon vis-à-vis des évêques de son empire, « silence, ajoute l'archevêque nommé de Malines, dont je n'ai jamais réussi à comprendre le principe non plus qu'à obtenir le terme... Si Napoléon avait fait précéder la réunion du concile par la publication successive des actes du pape, des siens propres, des travaux si modérés et si raisonnés de la commission, je suis convaincu que cette communication, préparant les esprits, aurait fait disparaître les fermens qui ont tout gâté (1). »

Nos lecteurs savent mieux que l'abbé de Pradt pourquoi l'empereur, qui détestait toute publicité en général, aussi bien dans les affaires où la religion était mêlée que dans les affaires politiques, qui avait pris soin d'envelopper de tant de mystère ses rapports avec le chef de la catholicité, était cette fois moins que jamais enclin à laisser rien transpirer du véritable état des choses. Les évêques envoyés à Savone avaient en effet reçu à leur retour à Paris l'ordre péremptoire de se renfermer dans une impénétrable discrétion, et de ne répondre que par les lieux-communs les plus vagues, les phrases les plus évasives, aux questions qui pourraient leur être adressées sur l'issue de la démarche qu'au nom du clergé français ils étaient allés tenter auprès du saint-père. Il importait au plus haut point qu'on ne pût absolument rien conclure, en quelque sens que ce fût, des paroles qui tomberaient de leurs lèvres, et ces prélats les ménagèrent avec tant d'art qu'au sortir des conférences tenues avant la réunion du concile chez le cardinal Fesch aucun de leurs collègues ne put jamais rien apprendre de précis sur le résultat final de leur mission (2).

Cependant le fait seul de la réunion du concile, dont l'ouverture avait été d'abord retardée, et qui fut après quelque hésitation définitivement fixée au 17 juin, avait par lui-même une importante signification. En s'adressant directement aux évêques de son empire pour leur demander de résoudre les questions controversées entre Pie VII et lui, l'empereur établissait formellement que, pour le moment du moins, il considérait comme nul et non avenu l'espèce d'arrangement ébauché avec le pape par les députés envoyés à Savone, et qu'il ne comptait pas, quant à présent, se prévaloir

(1) L'abbé de Pradt, *les Quatre Concordats*, t. II, p. 485-486.
(2) *Journal manuscrit* de l'abbé de Broglie, évêque de Gand.

des articles insérés dans la note que ses négociateurs avaient laissée entre les mains du pape, soit qu'à ses yeux cette ébauche de traité fût entachée de nullité par l'état d'esprit où était tombé le malheureux pontife après l'avoir acceptée, soit plutôt, croyons-nous, qu'il redoutât, si elle était produite, de provoquer l'éclat terrible auquel Pie VII avait menacé M. de Chabrol de recourir, si l'on osait en faire usage après qu'il l'avait aussi formellement démentie. Quoi qu'il en fût, l'incertitude, la confusion et le trouble régnaient, on le voit, dans les conseils du prince aussi bien que dans l'esprit des futurs membres du concile à la veille du jour où la France moderne allait avoir le spectacle inattendu d'une solennelle assemblée d'évêques délibérant, comme aux siècles passés, sur les plus graves affaires de l'église. Depuis le concile de Trente, rien de semblable ne s'était vu en Europe; mais à coup sûr ce n'était point là ce qui déplaisait à l'empereur, toujours amoureux de la pompe, toujours avide de frapper l'imagination des peuples en se montrant à eux dans quelque attitude extraordinaire et grandiose. Il avait comme épuisé maintenant le rôle de Charlemagne, l'empereur du moyen âge, à la fois conquérant et législateur. C'était là un personnage bien moderne. Il lui restait à reproduire les anciens types des Constantin et des Constance, de ces césars romains, pontifes autant que princes, qui pendant la transition laborieuse du paganisme à la religion chrétienne avaient présidé des conciles et décrété des symboles de foi. Cela du moins valait la peine d'être tenté, car depuis cette époque jamais ambition humaine n'avait visé si haut. A tenir compte de la différence des temps, l'empereur pouvait-il en réalité se flatter d'être convenablement préparé pour la mission qu'il se décernait à lui-même? Sans parler des connaissances spéciales qui lui faisaient défaut, cet homme d'un génie prodigieux et si capable de pénétrer à fond toutes les questions qu'il lui plaisait d'étudier possédait-il au moins la modération et le calme qui pouvaient en faire de nos jours l'inspirateur d'une réunion de prélats? Il est permis d'en douter quand on songe aux actes, aux écrits et aux paroles par lesquels il préludait alors à l'accomplissement de son prochain sacerdoce.

L'effet terrible naguère produit par la violence de ses procédés à l'égard du saint-père ne semblait pas avoir frappé bien vivement l'esprit de Napoléon. Il demeurait encore persuadé, même après cette triste expérience, que les reproches menaçans, les rigueurs impitoyables et les sarcasmes outrageans étaient, somme toute, les meilleures armes à employer pour se rendre maître du clergé. Aux premiers jours du printemps de 1811, l'empereur parcourait les départemens de la Normandie avec Marie-Louise, à peine rétablie

de ses couches récentes, qui avaient été assez pénibles. Jamais les voyages de l'empereur n'avaient été de pur agrément. Il avait cette fois donné rendez-vous à Alençon au sénateur Rœderer, qui avait ces provinces sous sa surveillance spéciale. Suivant son usage, Napoléon se mit à son débotté à presser M. Rœderer de questions sur l'esprit des populations au milieu desquelles il se trouvait en ce moment, sur le mérite des divers fonctionnaires publics et sur les dispositions politiques des principaux personnages du pays. Dans les circonstances présentes, ce qui regardait le clergé du département ne pouvait être oublié. L'empereur y arriva tout de suite. « Qu'est-ce que l'évêque? demanda-t-il à M. Rœderer. — Sire, c'est un Breton qui était autrefois grand-vicaire à Nantes. — J'avais cru que c'était un Allemand. Est-il bon? — Il est peu aimé. — Pourquoi? — A cause de son intolérance, parce qu'il a outré les mauvais traitemens à l'égard des prêtres assermentés. — Il est donc obstacle? — Je le crois en effet plutôt obstacle que secours (1). » La vérité est que M. de Chevigné de Bois-Chollet, alors âgé de soixante-cinq ans, nommé en 1802 à l'évêché de Séez sur la recommandation de l'abbé Bernier, était un ancien royaliste qui avait jadis contribué de tous ses efforts, avec l'ancien curé de Saint-Laud, à la pacification de la Vendée. Quoique sincèrement rattaché au nouveau gouvernement, il avait conservé une certaine franchise d'allure et de langage qui l'avait, malheureusement pour lui, mis assez mal avec le préfet du département et le maire de la ville de Séez; c'étaient eux qui l'avaient dénoncé à M. Rœderer. Parmi les griefs mis en avant par le préfet et le maire contre l'évêque, les plus graves paraissent avoir été : 1° une circulaire qu'il avait eu le dessein d'adresser à ses curés de campagne pour les engager à chanter les vêpres dans leur église aux jours des fêtes religieuses supprimées par l'empereur; 2° son absence trop fréquente aux mariages des rosières, protégées par le maire de Séez, qui épousaient des officiers retraités de l'armée. La punition méritée pour de si grands méfaits ne devait point se faire longtemps attendre. Au 31 mai 1811, lorsque Napoléon, dans une de ses excursions, passa par Séez, M. de Bois-Chollet, qui ne se savait pas si coupable, qui avait ouï parler avec éloges de la piété héréditaire de la fille des empereurs d'Allemagne, s'était flatté qu'en traversant la ville avec son époux Marie-Louise voudrait bien lui faire l'honneur de visiter la cathédrale. Il avait tout préparé en conséquence, et se tenait en habits épiscopaux sur les marches de son église, afin de rendre le plus d'honneurs possible aux illustres visiteurs. « Touche, cocher,

(1) *OEuvres complètes* du comte Rœderer, t. III, p. 566.

s'écria Napoléon, quand il aperçut l'évêque. » Il était six heures de l'après-midi; le couple impérial était en route depuis le matin, et M. de Bois-Chollet, toujours confiant dans son innocence, ne douta pas qu'il ne dût attribuer son petit déboire à la seule fatigue des voyageurs. Il se crut complétement dédommagé lorsque le soir même on vint lui annoncer qu'il eût à se rendre le lendemain de bonne heure à Alençon avec tout son clergé.

On touchait aux fêtes de la Pentecôte. M. de Bois-Chollet s'imagina qu'il était appelé au chef-lieu du département afin d'y célébrer avec plus de pompe l'office divin en présence de l'empereur et de l'impératrice. L'illusion ne fut pas longue. Napoléon, après avoir reçu à son lever le prince Eugène et le grand-duc de Wurtzbourg, fit entrer M. de Bois-Chollet, et voici le dialogue qui s'établit entre eux, et que rapporte en entier M. Rœderer, présent de sa personne à l'entrevue. « Vous êtes l'évêque de Séez? — Oui, sire. — Je suis très mécontent de vous. Vous êtes le seul évêque sur qui j'aie reçu des plaintes. Vous entretenez ici des divisions. Au lieu de fondre les partis, vous distinguez encore entre les constitutionnels et les inconstitutionnels. Il n'y a plus que *vous en France qui se conduise ainsi*. Vous voulez la guerre civile. Vous l'avez déjà faite; vous avez trempé vos mains dans le sang français. *Je vous ai pardonné, et vous ne pardonnez pas aux autres, misérable!* Votre diocèse est le seul en désordre. — Sire, tout y est très bien. — Vous avez fait une circulaire très mauvaise. — Je l'ai changée. — Je vous ai fait venir à Paris pour vous montrer mon mécontentement, et rien ne vous corrige. *Vous êtes un mauvais sujet! Donnez votre démission sur l'heure.* — Sire... — Qu'on mette tout de suite la main sur les papiers de ses secrétaires, » dit l'empereur en se retournant vers le préfet. L'évêque sortit alors, et le préfet avec lui. Napoléon était fort ému; il congédia les personnes du lever sans parler à aucune d'elles, et tout le monde se retira (1).

Quelques heures après, l'empereur faisait appeler dans son cabinet les grands-vicaires et les chanoines du chapitre de Séez. Ces messieurs trouvèrent en entrant Napoléon les genoux appuyés sur une chaise dont il tenait le dossier entre ses mains, ce qui était chez lui une attitude assez habituelle. Ils s'apprêtaient à intercéder humblement en faveur de leur évêque disgracié, lorsque l'empereur entama derechef devant eux l'une de ces scènes à la fois préméditées et violentes dans lesquelles il paraissait se complaire plus que jamais, et dont les détails, restés longtemps gravés dans la mémoire des prêtres de ce diocèse qui en furent les témoins conster-

(1) *OEuvres complètes* du comte Rœderer, t. III, p. 567.

nés, ont été depuis maintes fois racontés à plus d'un auditeur encore vivant aujourd'hui. La victime dont l'empereur avait fait choix était un simple curé de paroisse nommé grand-vicaire honoraire par M. de Bois-Chollet, un prêtre d'une grande vertu, célèbre par sa science canonique, et qui passait pour le modèle des ecclésiastiques de son diocèse. Toujours appuyé sur sa chaise et sans les saluer, l'empereur, apostrophant brusquement les chanoines à peine introduits, leur demanda d'une voix brève : « Quel est parmi vous celui qui conduit votre évêque, lequel d'ailleurs n'est qu'une bête? » Un de ces prêtres désigna M. Le Gallois. « Ah! c'est donc vous? Et pourquoi ne lui avez-vous pas conseillé d'assister au mariage des rosières? » M. Le Gallois, un peu troublé, mais surtout étonné de la question, regarda d'abord l'empereur, dont les yeux semblaient lui faire signe de se dépêcher de parler. « Sire, j'étais absent au mariage de ces rosières. — Pourquoi avez-vous fait faire à votre évêque cette circulaire au sujet des fêtes supprimées? — Sire, j'étais encore absent, et, pour dire la vérité tout entière, aussitôt que j'en ai eu connaissance, je me suis rendu à Séez pour conseiller une circulaire tout opposée qui a effectivement paru. — F...! où étiez-vous donc? — Dans ma famille. — Comment, avec un évêque pareil, qui n'est qu'une f... bête, étiez-vous si souvent absent? Et qui donc alors gouvernait le diocèse? Et pourquoi vous êtes-vous rendu auprès d'un évêque comme ça pour être son grand-vicaire? — Sire, j'ai obéi à mes supérieurs; tout ecclésiastique doit obéissance à ses supérieurs. — Êtes-vous bon gallican? — Oui, sire, et peut-être un des plus prononcés de votre empire (1). »

Ces derniers mots semblèrent adoucir quelque peu l'empereur, et il congédia M. Le Gallois et ses collègues du chapitre plus gracieusement qu'il ne les avait d'abord reçus. Cependant, tandis que l'empereur retenait chez lui l'évêque de Séez et son grand-vicaire,

(1) Note communiquée par des personnes encore vivantes d'après le propre témoignage de M. Le Gallois. — Peut-être devons-nous nous excuser auprès de nos lecteurs de reproduire ainsi dans toute leur crudité les expressions soldatesques qui sortaient si aisément de la bouche de l'empereur; mais il nous a semblé que, prononcées en pareilles circonstances, devant des hommes d'église, elles signifiaient par elles-mêmes quelque chose, et jetaient un certain jour sur le caractère du chef de l'état, qui les employait cette fois avec ou sans intention. C'était d'ailleurs chez lui affaire d'habitude quand la passion l'emportait. Nous avons entendu raconter par un ancien fonctionnaire de l'empire, devant lequel la scène s'est passée, qu'en 1813, Napoléon ayant non moins vivement apostrophé M. de Talleyrand en pleine cour des Tuileries pendant l'espace d'une demi-heure, celui-ci avait essuyé, sans répondre ni sourciller le moins du monde, sa fougueuse bordée d'invectives; après quoi, pendant que l'empereur s'éloignait de lui, mais tandis qu'il était encore à portée de sa voix, le vice-grand-électeur s'était borné à dire de l'air le plus nonchalant à ses voisins : « Vous avez entendu, messieurs; quel dommage qu'un si grand homme ait été aussi mal élevé! »

des agens du préfet s'étaient rendus à leur domicile et avaient fait main basse sur tous leurs papiers. On n'y découvrit rien qui pût donner prétexte à la moindre poursuite. N'importe, l'empereur avait menacé M. de Bois-Chollet; il fallait à tout le moins que le prélat consentît à se démettre de lui-même. A cet effet, l'un des principaux officiers du palais se transporta chez lui de la part de l'empereur, et lui signifia qu'il n'avait plus désormais d'autre parti à prendre. L'évêque de Séez se résigna, mais non pas sans souffrance. La seule plainte qu'il se permit avait quelque chose de touchant. « Hélas! s'écria-t-il, la foudre m'a frappé, et, comme les vieux arbres qu'elle atteint, je ne m'en relèverai jamais. » Trois mois plus tard, une attaque de paralysie le mettait aux portes du tombeau, et bientôt il mourait, avant qu'une année se fût écoulée depuis la scène d'Alençon (1).

Quant à M. Le Gallois, quarante-huit heures après son entrevue avec l'empereur, il fut arrêté dans le palais épiscopal et amené entre deux gendarmes à la prison d'Alençon. De là, conduit de brigade en brigade jusqu'à la Force, à Paris, il y fut retenu onze jours au secret. L'officier de police chargé d'interroger M. Le Gallois se trouvait être neveu d'un curé de l'Orne qui avait autrefois desservi une paroisse voisine de celle de l'abbé Le Gallois. Le délégué du ministre de la police n'avait jamais entendu son oncle parler qu'avec éloge du grand-vicaire de Séez. « Ah! vous jouissiez dans *ce temps-là* d'une bonne réputation, dit l'officier de police. — Mais je ne vois pas pourquoi, *par le temps qui court*, vous concluez que je l'ai perdue parce que je comparais devant vous. » Cette réponse du prévenu mortifia un peu son interrogateur. Après avoir compulsé tous les papiers qu'il avait reçus directement de Séez et recueilli sur le compte de M. Le Gallois les renseignemens les plus détaillés, qui concordaient tous à le représenter comme un prêtre fort paisible, le ministre de la police témoigna beaucoup de surprise de cette arrestation, qu'il imputait surtout à la secrète malveillance des autorités locales du département de l'Orne contre le pauvre grand-vicaire. Il assura donc M. Le Gallois que, toutes les imputations dont il était l'objet ayant été reconnues sans fondement, son affaire ne pouvait avoir aucune suite fâcheuse. Il avait rédigé sur son compte un rapport favorable, et l'empereur sans doute le ferait prochainement relâcher. Il n'en fut rien. C'était un parti-pris maintenant de la part de Napoléon de se montrer plus rigoureux à l'égard des hommes d'église que ne l'étaient ses propres agens livrés à eux-mêmes. Loin

(1) Voyez le livre de M. Maury d'Orville sur les évêques et le diocèse de Séez; Séez, 1829.

de se laisser fléchir, il bâtonna avec colère et à grands traits de plume le rapport de son ministre. Le grief de Napoléon contre le grand-vicaire de Séez se trouvait justement être tout l'opposé de celui qu'il venait de mettre en avant contre l'évêque de ce même diocèse. « Ce chanoine a trop d'esprit, s'écria-t-il, c'est un homme dangereux; qu'on le mette à Vincennes (1). » M. Le Gallois y passa en effet neuf mois. Cruellement atteint d'une attaque de paralysie, il n'obtint d'en sortir que pour être détenu dans la maison de santé où étaient alors enfermés les deux MM. de Polignac, et la chute de l'empire mit seule fin à sa captivité.

On se demande quel profit l'empereur pensait tirer, à la veille de la réunion du concile, de ces mesures impitoyables. Le clergé français, devenu peut-être un peu froid à son égard depuis la captivité de Pie VII, ne lui était au fond nullement hostile. D'adversaires déclarés ou même sourdement malveillans, il n'en comptait point parmi les ecclésiastiques de France qui jouissaient de tant soit peu de réputation dans leur corps ou de quelque influence sur le gros des populations. En se proposant d'intimider aussi inutilement tout un monde qui ne songeait guère à lui résister, Napoléon réussissait uniquement à y susciter des inquiétudes et des ombrages que plus tard il ne devait plus être en mesure de calmer entièrement. Sa conduite n'était donc en cette circonstance ni sage, ni prudente, ni habile. Pouvait-il s'imaginer qu'il avait besoin de faire acte de brutale omnipotence, de frapper de terreur les futurs membres du concile par la destitution de l'évêque de Séez, le souverain qui n'avait pas regardé, il y avait un an à peine, à dépouiller de la pourpre treize membres du sacré-collége, qui venait de jeter trois d'entre eux dans le donjon de Vincennes, et de placer sous la surveillance de sa police un si grand nombre de prélats amenés de l'autre côté des Alpes dans ses provinces de France avec l'escorte de la gendarmerie? Comment, s'il n'avait perdu le juste sentiment de sa véritable situation, l'empereur ne comprenait-il pas qu'il avait en ce moment beaucoup plus besoin de rassurer les hommes d'église que de les épouvanter? Les timides prélats qui arrivaient maintenant

(1) Les détails que nous donnons sur la destitution de l'évêque de Séez et l'arrestation de M. Le Gallois sont confirmés par la lettre suivante de l'empereur à son ministre des cultes, laquelle d'ailleurs, comme beaucoup de celles qui ont trait aux sévices exercés par l'empereur contre le clergé, n'a pas trouvé place dans la *Correspondance de Napoléon Ier.* « J'ai chassé de chez moi l'évêque de Séez, et j'ai fait arrêter et conduire à Paris un de ses chanoines nommé Le Gallois, et j'ai fait mettre les scellés sur ses papiers. Le ministre d'état vous enverra la démission de l'évêque. Il est impossible d'avoir un plus mauvais esprit, et tout allait mal dans son diocèse.... » (L'empereur Napoléon au ministre des cultes, 2 juin 1811.) — Non insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier.*

de toutes parts dans la capitale étaient animés sans doute des meilleures intentions; mais ils étaient inquiets, et ne savaient pas bien au juste ce qu'attendait d'eux le maître redoutable dont ils n'avaient jamais ouï prononcer le nom dans leurs lointains diocèses qu'avec une émotion mêlée à dose presque égale d'admiration et d'effroi. Par suite des derniers actes du chef de l'empire, c'était l'effroi qui menaçait de l'emporter aujourd'hui, et cet effroi, alors même qu'il se trahissait par des préoccupations peut-être un peu exagérées ou parfois puériles, l'empereur en était personnellement responsable. Doué de plus de zèle que de sagacité, son ministre de la police, le duc de Rovigo, faisait donc involontairement, comme l'événement l'a prouvé, la plus sanglante injure à son maître lorsque, d'un ton qu'il croyait agréable et qui n'était que sinistre dans sa bouche, il se raillait de la poltronnerie des évêques qui faisaient leur testament ou se recommandaient aux prières des fidèles de leurs diocèses avant de se rendre au concile de Paris.

Comme s'il ne lui suffisait pas en ce moment d'indisposer contre lui l'ensemble du clergé français, l'empereur, de plus en plus gouverné par ses fantaisies, ne crut pas inopportun de blesser profondément l'un des prélats les plus distingués de son empire, pour lequel il avait eu jusqu'alors les attentions les plus recherchées, dont la scrupuleuse fidélité ne faisait pas doute à ses propres yeux, et qui était destiné à jouer dans le prochain concile un rôle fort considérable. Nous voulons parler de l'abbé de Broglie, évêque de Gand.

Maurice de Broglie, second fils du maréchal de Broglie, frère du maréchal-de-camp qui commanda en 92 l'une des brigades de l'armée du Rhin et périt plus tard sur l'échafaud, avait été à cause de sa frêle constitution destiné de bonne heure par sa famille à la carrière ecclésiastique. Entré sans vocation bien particulière au séminaire de Saint-Sulpice, il était sorti de cette forte école sincèrement imbu des principes de la religion catholique et très versé dans les sciences sacrées. Ses tendances politiques, entièrement favorables au mouvement de 1789, le rapprochaient des opinions de son frère, qui siégeait à l'assemblée nationale dans les rangs de la minorité de la noblesse, beaucoup plus que de celles du vieux maréchal, sorti de bonne heure de France, et à qui le jeune séminariste, plein d'une ardeur civique, n'avait pas craint d'adresser une lettre chaleureuse pour le conjurer de rentrer dans sa patrie. Ce fut lui au contraire qui, par suite du triomphe du parti exalté, avait été obligé d'aller rejoindre son père en Allemagne. Il y avait reçu la prêtrise, et jouissait de la prévôté du chapitre de Posen, que lui avait conférée le roi Guillaume de Prusse, lorsqu'après la mort du

maréchal il fut soudain rappelé en France par les offres brillantes qui venaient le trouver au fond de la Poméranie de la part du fondateur de la dynastie impériale. Attentif à décorer son nouveau trône de l'éclat des noms choisis parmi les illustrations de l'ancienne cour, Napoléon avait nommé le prince Maurice de Broglie aumônier de sa chapelle, se réservant de lui donner prochainement un siége épiscopal. Ce fut d'abord l'évêché d'Acqui en Piémont; mais, le séjour d'une ville voisine des Alpes étant funeste à la santé débile de M. de Broglie, Napoléon l'avait bientôt après appelé au siége beaucoup plus important et beaucoup plus recherché de Gand. M. de Broglie n'avait point été insensible à de si gracieux procédés. Ses lettres adressées à d'intimes amis témoignent que depuis 1804 jusqu'en 1809, époque de la captivité du saint-père, le titulaire du siége de Gand, quoique attristé par les façons d'agir de plus en plus impérieuses que le souverain auquel il s'était rallié appliquait au gouvernement des affaires de la religion, n'en était pas moins resté sincèrement attaché par principes et par goût au régime qui avait reçu ses sermens. La prise de possession de Rome et la séquestration du pape, sans avoir altéré sa fidélité politique, sans avoir provoqué de sa part aucune bruyante protestation, lui avaient toutefois donné beaucoup à réfléchir. M. de Broglie, avec des formes extrêmement douces, avait l'esprit ferme, le caractère plutôt rigide, et mettait un grand soin à conformer logiquement les moindres actes de sa vie aux scrupules peut-être un peu raffinés de sa conscience. Si c'était un tort, il devait alors paraître d'autant plus fâcheux qu'il était plus rare. L'empereur venait à cette époque de nommer l'évêque de Gand membre de la Légion d'honneur. Or il fallait prêter en cette qualité un serment dont la teneur imposait au récipiendaire l'obligation d'observer les lois de l'empire, et notamment celles « sur l'intégrité de son territoire. » Dans l'opinion de M. de Broglie, les derniers mots de cette formule semblaient impliquer la reconnaissance de l'usurpation des états du saint-siége. C'était là, pensait-il, un acte qui ne pouvait être exigé d'un évêque. Il rédigea dans ce sens un mémoire qu'il adressa au grand-chancelier avec prière de le mettre sous les yeux du chef de l'état. Le refus de prêter un serment exigé de tous les membres de l'ordre et la nature des motifs invoqués par son aumônier irritèrent profondément Napoléon. Il voulut voir M. de Broglie, se proposant d'essayer sur lui les forces de sa dialectique et la puissance de son ascendant personnel. Il croyait d'autant mieux y réussir que les courtoises manières de l'évêque de Gand lui avaient plus complétement dérobé ce qu'il y avait au fond de son caractère d'immuable opiniâtreté. M. de Broglie, sans entrer dans aucune discussion, pria l'empereur de vouloir bien l'excuser et d'avoir la bonté d'admettre

ses raisons; il avait consulté sa conscience, et sa conscience ne lui permettait décidément pas de prêter le serment en question. « Eh bien! monsieur, votre conscience n'est qu'une sotte, répondit Napoléon en tournant le dos à son interlocuteur (1). » C'était s'aliéner par des paroles gratuitement blessantes un prélat consciencieux qui, sans arrière-pensée, suivait alors ce qu'il croyait être pour lui la ligne du devoir. Au point de vue politique, les scrupules de l'évêque de Gand, alors même qu'il les trouvait mal fondés, auraient dû être d'autant plus respectés par l'empereur qu'il allait bientôt fournir à ce même prélat d'autres griefs qui n'avaient rien de spécieux, et qui risquaient d'être plus facilement partagés par les autres membres de l'épiscopat.

Tandis que l'empereur faisait successivement à l'évêque de Séez, à M. Le Gallois et à M. de Broglie les scènes que nous venons de raconter, son oncle le cardinal Fesch donnait de son côté aux prélats du concile national, déjà arrivés à Paris, et qu'il réunissait presque tous les soirs dans son magnifique hôtel de la rue du Mont-Blanc, un spectacle presque aussi extraordinaire, et les surprenait par l'étrangeté de ses prétentions. Tous ces messieurs étaient facilement tombés d'accord qu'à lui seul devaient naturellement rerevenir les fonctions de président du concile, et chacun s'apprêtait à lui donner sa voix, en considération non-seulement de son zèle incontestable pour la religion, mais à cause des avantages qui résulteraient pour l'assemblée elle-même de sa position personnelle vis-à-vis du souverain. A la stupéfaction générale, il se trouva que le cardinal ne l'entendait pas ainsi. Il se refusa obstinément à ce mode d'élection, prétendant que la présidence lui appartenait de droit, comme au primat des Gaules et à l'archevêque de l'église de France la plus ancienne et la plus qualifiée. En vain le cardinal Cambacérès lui représenta que depuis le concordat tous les siéges épiscopaux de France étaient égaux, et dataient de la même origine; le cardinal Fesch n'en voulut absolument point démordre, et, avec une sorte d'âpreté à laquelle personne ne comprit jamais rien, persista à rejeter l'honorable témoignage de confiance que lui offraient ses collègues pour revendiquer uniquement ce qu'il appelait son droit. Plus raisonnables que lui, les évêques finirent par céder. Par une anomalie singulière, et comme si rien ne devait être parfaitement correct dans ce concile, Napoléon, à qui déplaisait cette prétention de son oncle, et qui ne se souciait pas de reconnaître à aucune église de France le privilége d'une sorte de prééminence officielle, jugea convenable, lorsqu'il décerna plus tard par décret

(1) Notice historique sur M. de Broglie, évêque de Gand, précédant le recueil des mandemens de ce prélat, p. 20, Gand, 1843.

la présidence au cardinal Fesch, de motiver sa nomination sur le prétendu choix du concile (1).

Au nombre des questions qui se traitèrent également dans les conférences particulières tenues chez le cardinal Fesch, il faut noter une discussion assez vive à propos du sceau que le concile adopterait pour l'apposer à ses actes. Fallait-il ou ne fallait-il pas que la croix, qui devait tout naturellement former le fond des armes d'une pareille assemblée, fût placée sur un champ d'abeilles? L'évêque de Gand soutint que la croix seule suffirait sans les abeilles; plusieurs de ses collègues tenaient au contraire aux abeilles. On les mit aux voix, mais elles ne passèrent pas. C'était un peu singulier. Ce qui le fut davantage, c'est que peu de jours après on n'en lisait pas moins dans le cérémonial imprimé pour servir au concile : « Le sceau du concile portera une croix tréflée et rayonnante sur un champ d'abeilles (2). »

Après cette discussion un peu puérile, il fut question de charger une commission de recueillir les griefs dont l'église avait à se plaindre de la part de l'autorité civile; mais, le concile une fois ouvert, on n'entendit plus parler de cette proposition. « Ce n'était pas pour s'occuper d'un pareil soin qu'il avait été convoqué, » remarque assez tristement le véridique M. Jauffret. Ajoutons que la composition même du futur concile laissait singulièrement à désirer, et ne justifiait à aucun point de vue son titre de concile national. Appliquée à la France, cette dénomination manquait de vérité, car les évêques italiens s'y trouvaient également convoqués. Elle n'était pas plus juste en ce qui regardait la France et l'Italie réunies et considérées comme ne formant plus qu'un seul empire, car les évêques d'outre-monts étaient alors en partie emprisonnés, en partie éloignés de leurs siéges. Quoique les provinces italiennes soumises à la domination française comptassent 152 siéges épiscopaux, il n'y eut que 42 de ces prélats qui assistèrent aux délibérations du concile. Parmi les évêques de France, presque tous au contraire furent présens, à l'exception des titulaires des siéges du Mans et de La Rochelle, retenus chez eux par leurs infirmités. L'archevêque de Bourges venait de mourir. L'évêque de Séez n'avait point été convoqué parce que l'empereur lui avait fait donner sa démission. Au jour de l'ouverture définitive du concile, c'est-à-dire le 17 juin, les membres se trouvaient donc au nombre de 95, ne représentant pas en réalité la moitié des siéges réunis de l'église de France et d'Italie.

(1) Voir *le Moniteur* du 20 juin 1811.
(2) *Cérémonial du concile national;* Paris, Adrien Le Clère, juin 1811.

II.

Le 17 juin 1811 à huit heures du matin, les prélats convoqués se réunirent dans les salles de l'archevêché de Paris; ils étaient tous revêtus de leurs habits épiscopaux, en chape et en mitre. Précédés par le chapitre métropolitain, ils s'acheminèrent processionnellement vers l'église de Notre-Dame, traversant sur leur passage une foule plus curieuse peut-être que recueillie. Ils étaient, comme nous l'avons dit, au nombre de quatre-vingt-quinze, — six cardinaux, huit archevêques et quatre-vingt-un évêques, — sans compter neuf ecclésiastiques pourvus de siéges épiscopaux par l'empereur, mais non encore institués par le pape. La grande nef de Notre-Dame était avant leur arrivée déjà remplie. Grand nombre de fonctionnaires s'y étaient rendus, mais privément et sans porter leur costume officiel; cette ouverture du concile était tout à fait publique. Elle constituait ce que les écrivains ecclésiastiques ont coutume d'appeler la première session du concile de 1811. D'après les traditions de l'église catholique, ces sessions doivent en effet se tenir toutes portes ouvertes. Lors de la dernière session du concile, ou bien quand il importe de proclamer immédiatement quelque résolution arrêtée par la docte assemblée, c'est l'usage qu'un des prélats monte en chaire et donne lecture à haute voix, et le plus souvent en latin, des déclarations votées dans les congrégations générales, où le public n'est pas admis, et au sein desquelles les discussions ont eu lieu préalablement, loin des oreilles du vulgaire (1). Il avait paru sage, même autrefois, de ne pas trop initier les fidèles aux hésitations qui pourraient se produire entre les pères du concile. Cette utile précaution avait pour résultat d'ajouter à l'autorité des opinions dont l'orthodoxie était solennellement proclamée le prestige d'une unanimité apparente. Rien ne manquait donc dans les siècles passés au dramatique effet de ces assises extraordinaires de l'église. L'importance en était encore singulièrement accrue par l'émotion des spectateurs de toutes classes, particulièrement des masses populaires, alors si ardentes à prendre part aux débats religieux, et qui attendaient avec une anxiété fiévreuse la publication des sentences dont la teneur définitive allait décider des controverses du jour, donner tort aux uns, raison aux autres, et servir désormais de règle incontestée aux croyances de tous. S'il n'en était pas tout à fait ainsi dans le Paris de 1811, il ne faudrait pas, sous peine de se beaucoup

(1) Voyez la brochure imprimée soi-disant par ordre du concile, en réalité d'après les inspirations du gouvernement impérial, chez Adrien Le Clère, juin 1811, intitulée *Cérémonial du concile national de Paris.*

méprendre, s'imaginer non plus que le concile national se soit ouvert au milieu de l'indifférence générale. Rien de moins vrai. Ceux-là seuls l'affirmeront peut-être un jour qui se complairont à vouloir prendre l'histoire toute faite dans les colonnes du *Moniteur*. Dans *le Moniteur*, à peine découvre-t-on en effet de temps à autre quelques mots assez brefs et parfois inexacts sur ce qui s'est passé à l'assemblée des prélats réunis le 17 juin dans l'église de Notre-Dame. En revanche on y trouve force détails sur la session du corps législatif, que Napoléon, par une singulière coïncidence, venait précisément d'ouvrir en personne la veille même du concile. Comment les rédacteurs de la feuille gouvernementale auraient-ils pu convenablement admettre que la pensée de la France se fût assez distraite de la personne de l'empereur pour avoir, fût-ce un seul jour, tourné de préférence ses regards du côté de l'ancienne basilique de Paris, qui ne fut pas en cette occasion honorée de sa présence, plutôt que vers le palais du corps législatif, où la cour entière venait de se rendre en grande pompe? Le 16 juin 1811 à midi, le canon des Invalides avait en effet ébranlé tout Paris au moment où le cortége impérial quittait les Tuileries pour se rendre à la salle du Palais-Bourbon, et de nouveau il avait retenti quand le chef de l'état eut achevé de prononcer les derniers mots adressés du haut de son trône à ceux que la constitution d'alors appelait les représentans du pays. De l'avis des écrivains du *Moniteur*, voilà quelles étaient les seules paroles que la nation fût avide d'entendre. Que lui importait en comparaison tout le reste? C'est pourquoi la feuille officielle prenait grand soin de donner scrupuleusement, avec le texte du discours de Napoléon, le récit détaillé de l'enthousiasme qu'il avait partout excité sur son passage, enthousiasme si prodigieux qu'il s'était prolongé le soir sous les fenêtres de son impériale demeure, mais qui fut surtout porté à son comble « quand l'orchestre des Tuileries se mit à exécuter l'ouverture de *la Clémence de Titus, le pas des Scythes de Sémiramis*, terminés par le fameux *vivat!* auquel se sont mêlés les cris et les applaudissemens de la foule répandue dans le jardin (1).» Après avoir entretenu le public de France et d'Europe d'incidens aussi considérables, quelle chance restait-il de l'intéresser aux affaires du concile national? Il n'y aurait probablement prêté qu'une oreille trop distraite, et par égard sans doute pour l'auguste assemblée Napoléon ordonna qu'on n'en fît pas la moindre mention. Disons la simple vérité. Le chef de l'état n'avait pas eu lieu d'être satisfait de l'impression produite sur l'opinion par les deux journées du 16 et du 17 juin 1811. La cérémonie religieuse avait éclipsé la séance législative, et ni l'une ni l'autre n'avait tourné au profit de la poli-

(1) *Moniteur* du 17 juin 1811.

tique impériale; c'est pourquoi *le Moniteur* avait eu l'ordre de se renfermer dans un silence absolu.

Pour s'expliquer l'échec éprouvé par l'empereur et le dépit qu'il en ressentit, il faut se reporter en imagination à l'époque dont nous cherchons à reproduire la véritable physionomie, et se rappeler l'état d'ambitieuse attente où les esprits étaient continuellement tenus sous le premier empire par un chef qui avait pris systématiquement l'habitude de préparer chaque année pour ses sujets émerveillés les plus beaux coups de théâtre. On savait un peu vaguement à Paris, mais enfin on savait que trois évêques des plus distingués avaient été mystérieusement envoyés à Savone auprès du saint-père. Tout le monde espérait donc qu'ils avaient réussi dans leur mission, et pour leur compte les catholiques les plus dévoués à l'empire ne se permettaient pas d'en douter. Loin d'en être ébranlée, leur confiance avait encore redoublé quand ils avaient vu l'ouverture du concile retardée de quelques jours afin de coïncider à un jour près avec celle de la session législative. Nulle incertitude n'était plus possible. Il devenait manifeste aux yeux de ses admirateurs passionnés que le grand conquérant qui venait de donner la paix politique au continent par son mariage avec une archiduchesse autrichienne se proposait de rendre aussi la paix aux consciences par un heureux accord avec le souverain pontife. Quoi de plus naturel, si, comme cela était son droit évident et sa juste récompense, il s'était réservé la joie légitime d'annoncer en même temps une si bonne nouvelle aux représentans de la nation et à ceux de l'église? Telle était la confiance générale. Il faut s'en figurer la surprenante ingénuité pour comprendre combien la déception fut amère, quand d'une voix rude et saccadée l'empereur se mit à parler dans son discours officiel de l'état présent des affaires religieuses. Pour la première fois il faisait part au corps législatif du parti qu'il avait pris de confisquer les états du saint-siége et de les réunir à son empire. De l'arrestation de Pie VII à Rome, de sa captivité à Savone, pas un mot. Apparemment ceux auxquels il s'adressait n'en devaient rien savoir. Du concile, pas davantage. Cela ne les regardait pas. Cependant il était bien difficile de ne pas prononcer le nom du pape; mais alors comment s'exprimer sur son compte? D'après les propres termes de M. de Barral, que nos lecteurs n'ont peut-être pas entièrement oubliés, jamais le saint-père n'avait parlé du passé *qu'avec modération et de l'empereur lui-même qu'avec affection*. Voici en revanche dans quel langage hautain Napoléon n'hésita point à s'exprimer sur les questions pendantes et sur le malheureux pape réduit, dans sa captivité, à l'état déplorable que signalaient en ce moment les dépêches du préfet de Montenotte. « Les affaires de la religion, disait Napoléon, ont

été trop souvent mêlées et sacrifiées aux intérêts d'un état du troisième ordre. Si la moitié de l'Europe s'est séparée de l'église de Rome, on peut l'attribuer spécialement à la contradiction qui n'a cessé d'exister entre les vérités et les principes de la religion, qui sont pour tout l'univers, et des prétentions et des intérêts qui ne regardent qu'un très petit coin de l'Italie. J'ai mis fin à ce scandale pour toujours. J'ai réuni Rome à l'empire. J'ai accordé des palais aux papes à Rome et à Paris. S'ils ont à cœur les intérêts de la religion, ils voudront séjourner souvent au centre des affaires de la chrétienté. *C'est ainsi que saint Pierre préféra Rome au séjour même de la terre-sainte* (1). » Ces altières paroles, qui montraient l'empereur plus que jamais obstiné à la poursuite de ses projets de domination spirituelle, ne pouvaient manquer d'avoir un pénible retentissement auprès des membres du concile, et dès le lendemain le contre-coup s'en fit sentir.

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué, la première réunion des prélats convoquée à Notre-Dame était une réunion tout officielle, de pure forme pour ainsi dire, mais publique. Il ne devait s'y produire aucune discussion: à plus forte raison aucune décision ne pouvait-elle en émaner. Toutefois, dans cette occasion comme toujours, on s'aperçut bien qu'une assemblée, quelle qu'elle soit, fût-elle composée d'ecclésiastiques les moins expérimentés, les plus timides, et n'importe dans quel lieu, fût-ce en pleine cathédrale pendant la célébration des offices divins, sait trouver les moyens, quand la publicité ne lui fait pas défaut, de révéler au dehors les sentimens dont elle est agitée. Napoléon avait du haut de son trône affirmé devant l'Europe et la France, dans un style qui sentait son empereur byzantin, la prédominance du pouvoir civil sur le pouvoir spirituel. Eh bien! l'Europe et la France entendraient aussi affirmer du haut des marches de l'autel les droits du pape à l'obéissance de tous les membres de son église. Quels furent les promoteurs de cette résolution hardie? Il serait difficile de le dire aujourd'hui, et peut-être n'y eut-il en effet personne qui ait pu alors en revendiquer particulièrement l'initiative. C'est le propre des assemblées qu'il y règne par esprit de corps une sorte de courage collectif bien supérieur au courage individuel de chacun des membres, et souvent on les voit se lancer tous ensemble dans des aventures devant lesquelles, laissé à lui-même, le plus résolu d'entre eux aurait probablement reculé.

La manifestation religieuse si peu préméditée, et peut-être faudrait-il ajouter à peu près involontaire, que les évêques opposèrent

(1) *Moniteur* du 17 juin 1811.

à la déclaration politique de l'empereur n'avait en réalité aucun chef. Ce fut le hasard qui lui donna pour principaux organes le cardinal Fesch, le propre oncle de l'empereur, M. de Boulogne, évêque de Troyes, dont les harangues adulatrices avaient tant de fois charmé les habitués de la chapelle des Tuileries, et le respectable archevêque de Bordeaux, M. d'Aviau, l'homme le plus étranger aux passions des partis. En sa qualité de président du concile, le cardinal Fesch avait dû officier pontificalement, et, sur la désignation de ses collègues, M. de Boulogne avait été chargé de prononcer le sermon d'usage, dont il avait préalablement donné connaissance à quelques membres du concile, particulièrement au président. Le cardinal l'avait aussitôt porté lui-même à l'empereur; mais celui-ci, d'ordinaire fort attentif à regarder aux paroles qui devaient être publiquement débitées en chaire, n'avait pas eu le temps de prendre lecture du discours de M. de Boulogne; il se contenta de demander à son oncle s'il lui en répondait. Le cardinal affirma que deux ou trois passages seulement lui avaient paru pouvoir prêter à de fâcheuses interprétations; il les avait signalés à l'orateur du concile, qui lui avait positivement promis de les supprimer. L'empereur, plein de confiance dans les bonnes dispositions à lui connues de l'évêque de Troyes, se tenait donc pour assuré qu'il ne risquait pas de lire dans *le Moniteur*, au lendemain de cette cérémonie, aucune phrase qui fût de nature à lui déplaire.

Cependant l'occasion était solennelle. Un imposant auditoire remplissait le chœur de la cathédrale. Les évêques, mitre en tête et leur bâton pastoral à la main, en occupaient toutes les stalles. Au-dessous d'eux étaient assis les ecclésiastiques qui leur servaient de théologiens ou d'aumôniers. Les tribunes supérieures avaient été réservées pour les dames et pour les laïcs de distinction; une foule compacte, débordant jusque sur les bas-côtés, avait envahi la nef immense. Quelle effrayante responsabilité allait peser sur M. de Boulogne, qui passait, non sans raison, pour le premier prédicateur de son temps! Le cardinal Maury, qui s'y connaissait, avait caractérisé la situation du malheureux orateur en s'écriant : « Je ne sais s'il s'en tirera, mais c'est un véritable casse-cou qu'un pareil discours. » Animé par le spectacle qu'il avait sous les yeux, jaloux sans doute de répondre à l'attente générale, ou plutôt peut-être désireux de donner satisfaction à sa conscience de prêtre et de protester, au nom de l'église à laquelle il appartenait, contre le mépris avec lequel elle venait d'être traitée, M. de Boulogne oublia complétement, dans la chaleur de son débit, la promesse faite au cardinal Fesch. Quel ne fut pas l'émoi, la terreur même, nous ne croyons pas qu'il faille ajouter le regret du président du concile et des évêques qui avaient eu connaissance du manuscrit de l'orateur,

lorsqu'ils l'entendirent reproduire intégralement la plupart des passages retranchés dans la copie remise à l'empereur! En des temps ordinaires, sous un gouvernement libre ou seulement modéré, les paroles que nous allons citer n'auraient paru à personne outrepasser les droits de la chaire; mais c'est le signe particulier des époques où l'autorité fait une guerre acharnée à l'expression des idées indépendantes que les plus inoffensives, quand elle n'en peut arrêter le cours, produisent dans le silence universel un effet démesuré. Toute l'assistance était comme suspendue aux lèvres de M. de Boulogne, lorsque vers la fin de son discours, après l'éloge indispensable de Bossuet, avec une émotion visiblement partagée par tous les membres du concile, il se mit à traiter d'une façon générale, mais vive et saisissante, les questions brûlantes qui faisaient alors l'objet de toutes les préoccupations. « Ne peut-il pas y avoir des craintes tellement fondées, des dangers si imminens, des circonstances si hasardées, que l'église de France ne puisse toute seule aviser aux moyens de se sauver elle-même en sauvant son épiscopat? Mais quelle est cette planche qui s'offre à elle pour échapper au naufrage dont elle est menacée? Jusqu'où peut s'étendre la loi des tempéramens? jusqu'où peut-on s'avancer? où doit-on s'arrêter? quelle application peut-on faire des règles anciennes aux difficultés actuelles, et de l'histoire du passé aux conjonctures du présent? comment peut-on céder à l'empire des circonstances sans faire plier les principes? et enfin quelles sont les mesures que suggèrent ici ou la prudence ou le courage, ou la modération ou le zèle, pour faire dans ces grandes occurrences ce qui convient le mieux à l'état ou à l'église?... Voilà, messeigneurs, les hautes questions qui sont offertes à vos lumières, et sur lesquelles vous aurez à prononcer devant l'Europe, qui vous observe, devant l'église, qui vous écoute, devant la postérité, qui nous attend; mais quelle que soit l'issue de vos délibérations, quel que soit le parti que l'intérêt de nos églises pourra nous suggérer, jamais nous n'abandonnerons ces principes immuables qui nous attachent à l'unité, à cette pierre angulaire, à cette clé de la voûte sans laquelle tout l'édifice s'écroulerait sur lui-même. Jamais nous ne nous détacherons de ces premiers anneaux sans lesquels tous les autres se dérouleraient, et ne laisseraient plus rien que confusion, anarchie et ruine. Jamais nous n'oublierons tout ce que nous devons de respect et d'amour à cette église romaine qui nous a engendrés en Jésus-Christ, et qui nous a nourris du lait de la doctrine, à cette chaire auguste que les pères appellent la citadelle de la vérité, et à ce chef suprême de l'épiscopat sans lequel tout l'épiscopat se détruirait lui-même et ne ferait plus que languir comme une branche desséchée du tronc, ou s'agiter au gré des flots comme un vaisseau sans gouver-

nail et sans pilote. Oui, quelques vicissitudes qu'éprouve le siége de Pierre, quels que soient l'état et la condition de son auguste successeur, toujours nous tiendrons à lui par les liens du respect et de la révérence filiale. Ce siége pourra être déplacé, il ne pourra être détruit. On pourra lui ôter de sa splendeur, on ne pourra pas lui ôter de sa force. Partout où ce siége sera, là tous les autres se réuniront. Partout où ce siége se transportera, tous les catholiques le suivront, parce que partout où il se fixera, là sera la tige de la succession, le centre du gouvernement et le dépôt sacré des traditions apostoliques. Tels sont nos sentimens invariables, que nous proclamons aujourd'hui à la face de l'univers, à la face de toutes nos églises, dont nous portons en ce moment les vœux et dont nous attestons la foi à la face des saints autels et au milieu de cette basilique où nos pères assemblés vinrent plus d'une fois cimenter la paix de l'église et apaiser par leur sagesse des troubles et des différends, hélas! trop ressemblans à ceux qui nous occupent aujourd'hui (1)... »

Cette profession de foi, prononcée d'une voix grave et retentissante, avait jeté dans l'assemblée entière une indicible émotion. L'effet en durait encore lorsque M. Duvoisin, évêque de Nantes, monta en chaire à son tour pour y lire, comme il avait été convenu entre le cardinal Fesch et l'empereur, le décret d'ouverture du concile et le règlement qui devait présider aux délibérations de l'assemblée. Cette première formalité accomplie, l'évêque de Nantes, suivant un autre usage qui est de tradition dans l'église, alla demander individuellement à chacun de ses collègues, en s'arrêtant devant lui, s'il lui plaisait en effet que le concile fût ouvert. Quand son tour fut venu : « Oui, je le veux, répondit l'archevêque de Bordeaux en inclinant la tête, sauf toutefois l'obéissance due au souverain pontife, obéissance à laquelle je m'engage et que je jure. » Une sorte de frémissement se communiqua aux membres du concile quand ils entendirent ces paroles prononcées par M. d'Aviau d'une voix très ferme. Ce n'était encore là qu'une manifestation isolée. Bientôt tous les regards se tournèrent du côté du président du concile, qui, suivi des prêtres officians, se dirigeait vers une espèce d'estrade en forme de trône qui avait été préparée pour lui au milieu même du chœur. Là, se mettant lentement à genoux et plaçant la main droite sur le livre des Évangiles, que ses aumôniers tenaient ouvert devant lui, le cardinal Fesch se mit à prononcer à très haute voix la formule d'un serment prescrit par une ancienne bulle du pape Pie IV. Ce serment renfermait la profession de foi la plus expresse en faveur des droits du saint-siége. « Je recon-

(1) Œuvres complètes de M. de Boulogne, évêque de Troyes.

nais, disait-il, la sainte église catholique, apostolique et romaine, mère et maîtresse de toutes les autres églises; je promets et je jure au pontife romain, successeur de saint Pierre, prince des apôtres et vicaire de Jésus-Christ sur la terre, une véritable obéissance. »

Ainsi dès le début du concile le propre oncle de l'empereur venait lui-même, par un acte réfléchi et solennel, se lier irrévocablement envers Pie VII, comme l'avait fait avant lui dans l'ardeur de son zèle l'impétueux archevêque de Bordeaux. Ce n'est pas tout. Après avoir prononcé son serment d'obéissance filiale au saint-père, le cardinal Fesch invita les cardinaux, les archevêques et évêques appelés au concile à venir un à un répéter entre ses mains la profession de foi dont il avait donné l'exemple. « S'il arrivait aux prélats, raconte son biographe, l'abbé Lyonnet, aujourd'hui archevêque d'Albi, de ne pas lire assez distinctement la formule prescrite, son éminence les engageait sans ménagemens à reprendre leur symbole. On remarqua surtout, ajoute le pieux écrivain, que sa délicatesse devenait plus grande quand arrivait le tour des anciens constitutionnels ou de ceux dont l'orthodoxie était suspecte (1). »

A coup sûr, c'était là une suite de manifestations significatives auxquelles l'empereur ne s'attendait guère. Non-seulement elles blessaient son orgueil, mais elles dérangeaient tous ses plans. Comment pourrait-il désormais, si le récit en parvenait jusqu'au saint-père, lui faire incessamment répéter par M. de Chabrol que l'église de France était, sur la question des bulles, entièrement d'accord avec le gouvernement impérial et prête à rompre avec le saint-siége? — Quelle force de résistance Pie VII ne puiserait-il pas dans ces protestations d'inaltérable fidélité qui sortaient comme d'elles-mêmes de la bouche des prélats sur lesquels l'empereur s'était cru jusqu'alors le plus en droit de compter! A tout prix, il fallait empêcher que le bruit de ces scènes scandaleuses ne se répandît au dehors. De là l'ordre donné au *Moniteur* et aux journaux du temps de garder le silence sur le discours de l'évêque de Troyes et de ne point parler de la prestation du serment d'obéissance au saint-père qui avait inauguré la première session d'un concile solennellement convoqué pour lui ravir au contraire l'une de ses plus importantes prérogatives. L'empereur adopta ce parti, quoiqu'il comprît parfaitement combien il était singulier, de la part de la feuille officielle de l'empire, de ne rien dire de l'ouverture du concile, et de ne pas mentionner, si brièvement que ce fût, les incidens survenus à Notre-Dame devant tant de témoins, incidens qui défrayaient les conversations de tous les salons et de toutes les sacristies de Paris. Son irritation était extrême. Elle se manifesta d'abord par un

(1) *Le Cardinal Fesch, archevêque de Lyon, primat des Gaules,* par l'abbé Lyonnet, t. II, p. 329.

violent accès de colère contre le cardinal Fesch, qui, au sortir de la cérémonie, fut mandé à Saint-Cloud et traité par son neveu avec la dernière dureté. « Il n'en faisait jamais d'autres, c'était uniquement sa faute. Quelle sottise de sa part de n'avoir rien prévu! Il était doublement coupable. Ou bien il avait lu le manuscrit de M. de Boulogne, et alors comment avait-il fermé les yeux sur tant de passages aussi incendiaires? La France n'avait-elle pas assez souffert des troubles, des divisions, de l'anarchie? Était-il donc besoin d'attiser à nouveau le feu des discordes civiles? Ou bien, s'il ne l'avait pas lu, comment avait-il osé en répondre?... Il fallait avoir le courage de dire la vérité lorsque je vous ai interrogé. Si occupé que je fusse, j'aurais trouvé le temps de lire moi-même ce discours, car vous savez jusqu'où va mon scrupule pour ces sortes de publications. Aussi la responsabilité en retombe tout entière sur vous. » Le cardinal, sincèrement attaché à l'évêque de Troyes, qui était de sa plus intime familiarité, s'efforça de le tirer d'affaire en se montrant plus généreux que véridique, et rejeta sur les hasards d'une soudaine improvisation ce qu'il y avait eu de trop véhément dans certains passages de son discours (1). » Cette explication du cardinal ne calma qu'à demi l'empereur. Il avait un autre grief non moins sensible à produire. « Cette ridicule cérémonie de la prestation du serment avait-elle aussi été improvisée? et n'était-ce pas lui, le président du concile, qui l'avait traîtreusement imaginée? » Il avait ce serment plus que tout le reste sur le cœur (2)! Le cardinal s'excusa en alléguant l'usage traditionnel de l'église. Qu'importaient à l'empereur les usages de l'église? Moins confiant que jamais en son oncle, il se promit de tout surveiller dorénavant par lui-même et de prendre bientôt une éclatante revanche contre le concile.

A la fin de la session du 17 juin, dont nous venons de rendre compte, les prélats avaient décidé de se réunir le surlendemain en congrégation générale dans l'une des salles de l'archevêché. Ils étaient de plus convenus que la seconde session aurait lieu le jour de la Saint-Pierre afin de lire solennellement du haut de la chaire de Notre-Dame les décrets du concile; mais cette seconde session n'eut point lieu, les affaires s'étant bientôt tellement brouillées qu'il n'y eut jamais de décrets à publier (3). Le mercredi 19 juin à dix heures

(1) *Vie du cardinal Fesch*, par l'abbé Lyonnet.

(2) « ..... J'ai toujours sur le cœur ce serment prêté au pape qui me paraît fort intempestif. Faites des recherches pour connaître ce que veut dire ce serment, et comment les parlemens voyaient cela. Ayez soin de ne rien laisser imprimer que je ne l'aie vu... » — L'empereur au comte Bigot de Préameneu, Saint-Cloud, 20 juin 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII.

(3) Journal du concile de M. de Broglie, évêque de Gand, tenu depuis le 17 juin jusqu'au 11 juillet 1811, jour de son arrestation. — Relation manuscrite du concile national de 1811, trouvée dans les papiers de M. de Broglie, évêque de Gand.

du matin, quand les membres du concile se rendirent à l'archevêché, ils n'y trouvèrent pas leur président. A la sortie de la messe, vers midi, le cardinal Maury leur apprit que le cardinal Fesch avait dû partir précipitamment pour Saint-Cloud, et qu'il leur faisait savoir que la congrégation générale était remise au lendemain. Voici ce qui s'était passé. Napoléon, furieux de ce qui s'était produit le jour de l'ouverture du concile, avait résolu de ne pas laisser le dernier mot aux évêques; il avait résolu de faire à son tour entendre sa voix, mais en termes si clairs qu'ils fissent à l'instant tomber ces puériles velléités d'opposition. Le plan qu'il avait arrêté avec le cardinal Fesch, maintenant un peu embarrassé de sa précédente attitude, mais d'accord surtout avec les évêques de Nantes et de Trèves, avec le patriarche de Venise, ses confidens intimes, était fort simple. Ne voulant pas se commettre de sa personne avec l'assemblée des prélats, il avait pris le parti d'y faire officiellement intervenir les deux ministres des cultes de France et d'Italie, M. le comte Bigot de Préameneu et M. le comte Marescalchi. Il avait composé, pour le mettre dans leur bouche, un message que ces messieurs devaient lire au début de la première congrégation générale, celle fixée au 19 juin, message destiné à manifester hautement ses volontés (1). Cependant, quand la teneur du message impérial avait été communiquée au cardinal Fesch, celui-ci en avait été tellement effrayé qu'il avait cru devoir courir en toute hâte à Saint-Cloud pour obtenir au moins quelques modifications. Toujours défiant à son endroit et s'étant bien promis de ne rien céder aux instances de son oncle sans avoir préalablement demandé l'avis des évêques naguère députés à Savone, l'empereur avait fait dire à MM. de Barral, Mannay et Duvoisin de se trouver dès sept heures du matin à Saint-Cloud. Les pourparlers avaient été longs et la discussion comme toujours très orageuse entre l'oncle et le neveu. Napoléon n'avait accordé qu'avec beaucoup d'humeur et de mauvaise grâce de très légers changemens dont le président du concile n'avait paru lui-même qu'à moitié satisfait. C'est ainsi qu'à la grande surprise des prélats, et sans qu'ils en eussent bien pénétré la cause, quoiqu'ils la soupçonnassent assez fâcheuse, la première congrégation générale avait été remise du 19 au 20 juin.

Un sentiment plus vif que celui de la surprise put se lire sur le

(1) « Monsieur le comte Bigot de Préameneu, remettez au ministre Marescalchi le discours que vous devez prononcer demain à l'ouverture du concile. (Évidemment il s'agit, non pas de l'ouverture du concile, mais de la congrégation générale fixée pour le 19 juin, puisque la lettre est du 18, et que le concile avait été ouvert le 17.) Vous le lirez en français, et immédiatement après le comte Marescalchi le lira en italien. Je vous renvoie ce discours avec les changemens que je consens à y faire. » — Napoléon Ier au comte Bigot de Préameneu, 18 juin 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 256.

visage de tous ceux qui n'avaient pas été mis dans le secret quand à l'ouverture de la séance du 20 juin ils virent entrer en costume officiel dans la salle de l'archevêché où siégeait le concile les deux ministres des cultes de France et d'Italie. A peine ces deux personnages avaient-ils pris place à droite et à gauche du président que M. Bigot de Préameneu tira de son portefeuille un décret de l'empereur dont il donna lecture, et qui portait : 1° qu'il agréait le cardinal Fesch pour président, 2° qu'il serait formé un bureau *chargé de la police de l'assemblée*, et dont les ministres des cultes pour la France et l'Italie feraient nécessairement partie. Cette dernière disposition et les mots malencontreux de *police de l'assemblée* avaient encore ajouté à l'émotion produite par la présence inattendue des deux ministres. « Dans les premiers siècles, les empereurs chrétiens, remarque judicieusement à cette occasion le savant M. Jauffret, avaient bien coutume d'envoyer aux conciles un ou plusieurs commissaires pour y maintenir la tranquillité et y faire régner le bon ordre; mais depuis longtemps ce soin avait été laissé uniquement à ceux qui les présidaient. Il était donc évident qu'en faisant revivre un tel usage le chef du gouvernement avait moins en vue de protéger les délibérations du concile que d'influer sur ses décisions (1). » Aucun des prélats ne s'y trompa; aussi quand le cardinal Fesch, d'accord avec son neveu, proposa de garder, pour former le bureau voulu par le décret, les évêques qu'il avait précédemment chargés de ce soin, il y eut quelque agitation dans l'assemblée. M. de Broglie ayant insisté pour que les membres du concile procédassent eux-mêmes à cette élection, sa proposition fut presque unanimement adoptée, et les choix, quoique n'ayant rien d'exclusif, ne tombèrent pas tous, il s'en fallut de beaucoup, sur les prélats les plus agréables à la cour (2). Ces divers scrutins avaient pris quelque temps. Il était quatre heures lorsque le ministre des cultes de France prit enfin la parole pour lire le message impérial. La plupart des auteurs ecclésiastiques ont voulu donner à entendre que cette harangue avait été l'œuvre personnelle de M. Bigot de Préameneu, car c'est leur préoccupation constante de décharger la mémoire de Napoléon de la responsabilité de tous les actes qu'ils ré-

(1) *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du dix-neuvième siècle*, par M. Jauffret, t. II, p. 538.

(2) Ce mot de *bureau chargé de la police de l'assemblée* avait tellement déplu aux membres du concile, que, sur la proposition de M. de Barral lui-même, et en vertu d'un vote unanime, cette commission fut nommée *de l'administration intérieure*. Le président et tous les membres du concile ne lui donnèrent jamais que ce titre; mais de son côté l'empereur ne voulut pas non plus céder, même sur un détail aussi insignifiant, et dans tous les documens officiels émanés du gouvernement le bureau de l'assemblée continua d'être désigné par une appellation qui avait si fort répugné à tous les prélats de l'empire.

prouvent. Ils les portent incessamment au compte de ses ministres, qu'ils représentent comme l'ayant poussé bien malgré lui dans des voies qui n'étaient pas naturellement les siennes. A les en croire, on arriverait à se figurer que, dans les affaires qui concernaient la religion, le chef du grand empire a été toute sa vie inspiré, conduit, gouverné, peu s'en faut qu'ils ne disent opprimé, par les redoutables philosophes de son conseil d'état. Une lettre de Napoléon en date du 18 juin, lettre que nous avons déjà citée, suffirait à elle seule pour démontrer qu'il a été l'unique auteur de la harangue débitée par M. Bigot de Préameneu; mais les éditeurs de la correspondance impériale ont levé eux-mêmes toute espèce de doute en insérant textuellement ce discours à sa date dans leur collection officielle. Ne l'eussent-ils point fait, il aurait suffi, pour dissiper toute incertitude à cet égard, de lire attentivement l'exposé qui s'y trouve des démêlés survenus entre le gouvernement français et la cour de Rome. Non-seulement c'est le même fonds de récit, marqué des mêmes traits que nous avons déjà tant de fois signalés dans les manifestes émanés de l'empereur; c'est aussi le même sans-façon à dénaturer des événemens connus de tous, ce sont les mêmes omissions singulières à l'égard des faits qui le gênent, et surtout les mêmes accusations injurieuses reproduites exactement dans les mêmes termes. Ce qui était nouveau de sa part, maladroit au point de vue politique, choquant surtout, à ne tenir compte que des simples convenances, c'était de parler comme on le faisait du chef de leur église à des prélats rassemblés en concile. Quelle ne dut pas être la stupéfaction des pieux assistans lorsqu'ils entendirent le ministre de l'empereur commencer la longue énumération des griefs de son maître! La liste en était dressée en termes amers, et rien n'y était oublié.

« En 1807, le pape, mal conseillé, avait voulu tenir le royaume d'Italie en fermentation en agitant les consciences. C'était la victoire de Friedland qui l'avait obligé à concéder l'institution canonique aux prélats italiens nommés par l'empereur (1)... » Des discussions temporelles étant survenues entre l'empereur et le pape, celui-ci avait voulu chercher un moyen de triompher dans ces discussions par un refus absolu des bulles d'institution. Des brefs du saint-père aux chapitres de Paris, de Florence et d'Asti leur avaient défendu de donner des pouvoirs aux évêques que l'empereur et roi avait nommés, et par ce moyen le pape avait essayé de susciter des troubles dans l'église et dans l'état. Les chapitres de l'empire et ceux du royaume d'Italie avaient unanimement et de la manière la plus

(1) Discours de M. le comte Bigot de Préameneu au concile national de 1811, inséré dans la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 256.

solennelle professé une doctrine contraire à ces bulles, qui, rédigées comme aux temps désastreux de Grégoire VII, avaient *excité l'indignation générale*... Après avoir ainsi à son point de vue exposé aux évêques les événemens accomplis, l'empereur, qui ne touchait pas un mot de l'enlèvement du pape de Rome, ni de sa captivité à Savone, qui venait d'acheter à beaux deniers comptans le médecin du pape et d'arracher à celui-ci l'arrangement éphémère qu'il se réservait, suivant ses convenances, de produire à la lumière ou d'ensevelir dans le silence, l'empereur, qui avait déjà dans une occasion précédente accusé publiquement Pie VII de susciter contre lui des Ravaillac et des Damien (1), ne craignait pas de dénoncer au concile par la voix de M. Bigot ce qu'il appelait les sinistres projets de son malheureux prisonnier, en se hâtant toutefois de dire que *ces sinistres projets* « avaient été rendus nuls par la fermeté des chapitres à maintenir leur droit et par le bon esprit des populations, habituées à ne respecter que les autorités légitimes (2). »

Cette vive apostrophe fut comme à l'ordinaire suivie par une déclaration péremptoire des volontés de l'empereur, volontés signifiées avec apparat aux membres du concile afin qu'ils se gardassent bien de n'y pas conformer scrupuleusement leurs prochaines décisions. « Sa majesté leur faisait donc savoir qu'elle ne souffrirait jamais qu'en France, comme en Allemagne, la cour de Rome exerçât à la vacance des siéges aucune influence par des vicaires apostoliques, parce que, suivant l'impérial théologien, la religion chrétienne étant nécessaire aux fidèles et à l'état, son existence serait compromise dans les pays où des vicaires que le gouvernement ne reconnaîtrait pas seraient chargés de la direction des fidèles... La religion catholique ne serait plus en effet uniforme et dès lors universelle, s'il dépendait des papes d'en interrompre et d'en intervertir le régime essentiel. Tout ce que les Anglais et d'autres peuples ont dit de l'incompatibilité de la religion catholique avec l'indépendance des gouvernemens lui serait alors justement appliqué. L'empereur entendait d'ailleurs *protéger* la religion de ses pères et la *conserver*, et cependant ce ne serait plus la même religion, si elle n'avait plus d'évêques, et si *un seul* prétendait se substituer au pouvoir de tous. Sa majesté voulait donc, comme empereur et roi, comme protecteur de l'église, comme père de ses peuples, que les évêques fussent institués suivant les formes antérieures au concordat, sans que jamais un siége pût vaquer au-delà de trois mois, temps plus que suffisant pour un remplacement... Sa majesté n'entendait pas que les ennemis de son gouvernement voulussent

(1) Discours de l'empereur au chapitre de Notre-Dame de Paris.

(2) Discours de M. Bigot de Préameneu au concile national de 1811, inséré dans la *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 256.

se servir de la religion pour troubler l'état, ni qu'ils prêchassent une fausse doctrine, ni qu'ils alarmassent la conscience de ses sujets, ni qu'ils cherchassent à détruire l'épiscopat, et que par des intérêts temporels ils apportassent ainsi des ébranlemens à la religion... La religion était le bien de tous les peuples, de toutes les nations. Aucune localité, aucun homme, aucune dignité, aucun corps ne peut avoir le droit de l'obscurcir, de la faire tourner à son profit en confondant les idées les plus simples du temporel et du spirituel, et en mettant l'incertitude dans les consciences qui ne seraient pas dirigées par les évêques. »

En vérité, si la confusion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, fâcheuse partout, s'étala jamais quelque part dans toute sa bizarre anomalie, c'est bien à coup sûr dans cet étrange langage, tenant à la fois de la polémique et du sermon, qu'un tout-puissant conquérant qui avait renversé la tribune et qui aspirait à se rendre maître de la chaire faisait publiquement tenir par son ministre des cultes aux évêques de son empire réunis par ses ordres en concile national. L'effet fut énorme. « Ce message, dit M. Jauffret, jeta la consternation parmi les prélats, qui jusqu'alors s'étaient flattés d'un rapprochement entre les deux pouvoirs (1). »

Il n'y avait plus en effet d'illusion à se faire. Le cardinal Fesch, qui voyait ses prévisions les plus sombres vérifiées par l'attitude désespérée des membres de l'assemblée, avait hâte de lever la séance de peur d'y voir éclater quelque orage. Cependant, conformément aux instructions reçues de son neveu, il fallait qu'avant de quitter la salle il fît nommer par les pères du concile plusieurs commissions importantes que l'empereur était pressé de voir entrer en exercice. Le cardinal s'était flatté d'en désigner lui-même les membres; mais l'assemblée, mécontente des paroles qu'on venait de lui faire entendre et mise de plus en plus en défiance contre son président, refusa cette fois encore d'accéder à son désir. Elle réclama le droit, difficile à lui contester, de procéder elle-même à ces choix par la voie du scrutin secret. En vain trois ou quatre des prélats connus pour leur dévoûment à la personne de l'empereur s'y opposèrent tant qu'ils purent. Le cardinal, qui n'était pas entré aussi ardemment qu'eux dans les desseins de Napoléon, laissa au contraire passer la motion sans mot dire, et depuis, malgré tous les efforts tentés par le parti de la cour, jamais le concile ne voulut revenir sur sa décision. « Sans doute, dit une relation manuscrite que nous avons sous les yeux, il était fâcheux que des évêques, qui devraient dans tous les temps être assez

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des premières années du dix-neuvième siècle*, t. II, p. 440.

courageux pour proclamer la vérité sur les toits, aient cru nécessaire d'avoir recours à ce timide moyen; mais dans les circonstances c'était le seul qu'il y eût pour eux de conserver encore quelque indépendance (1). » Ce fut par cette voie du scrutin secret qu'après d'assez incohérentes discussions, après force tâtonnemens assez naturels dans un temps et chez des personnages si parfaitement désaccoutumés des procédés usités au sein des assemblées délibérantes, le concile finit par tomber d'accord sur le choix d'un certain nombre de commissions chargées de préparer les résolutions qui seraient plus tard débattues en congrégation générale. L'une de ces commissions devait rédiger l'adresse en réponse au message de l'empereur, tandis que l'autre recevait mission de présenter à l'assemblée un projet de règlement sur le cérémonial et les formes à suivre pour les délibérations du concile. « Cette dernière commission n'obtint jamais la liberté de faire son rapport, le concile n'ayant eu permission de tenir des séances que pour délibérer sur les affaires que la cour voulait faire passer. Toutes délibérations lui furent interdites pendant que les autres commissions préparaient leurs travaux, de sorte que le règlement, qui logiquement aurait dû précéder les discussions du concile, et qui aurait été si utile pour en régler l'ordre, était encore à venir quand l'assemblée des prélats fut brusquement dissoute (2). »

L'auteur, quel qu'il soit, de la relation que nous citons était parfaitement informé; cependant il ne savait pas lui-même jusqu'où étaient allées sur ce point délicat des matières à soumettre au concile les préoccupations de l'empereur, et avec quels soins minutieux il s'était ménagé les moyens de dominer les délibérations de la docte assemblée, Ces moyens étaient fort simples. L'empereur a daigné les indiquer lui-même en quelques lignes dans une note dictée à son ministre des cultes, note qui devait servir comme de programme au concile, mais que l'on chercherait vainement, malgré l'importance qu'elle présente, dans la correspondance officiellement publiée de Napoléon Ier. « Les intentions de sa majesté sont : 1° qu'à la suite de la lecture du message par les commissaires, et sur la proposition de demander pour le concile en corps une audience à sa majesté, il soit nommé pour rédiger l'adresse une commission dans laquelle seront les quatre prélats qui ont été à Savone; 2° que la copie de l'adresse ainsi que le mandement et le sermon d'ouverture soient communiqués à sa majesté; 3° que les séances soient secrètes, et qu'il n'y ait ni en session ni dans les bureaux de motion

(1) Relation manuscrite du concile national de 1811, trouvée dans les papiers de M. de Broglie, évêque de Gand.

(2) *Ibid.*

d'ordre (1). » Le secret, toujours le secret, pour Napoléon, voilà le point essentiel, et sur lequel il ne varie jamais. Cela lui importe tellement qu'il ne peut s'empêcher d'y revenir encore dans une lettre particulière adressée à peu près à la même époque à M. Bigot de Préameneu. « Ayez soin, lui écrit-il le 20 juin, c'est-à-dire le jour où se tenait la première congrégation générale, ayez bien soin de ne rien laisser imprimer que je ne l'aie vu. Le mandement même ne doit pas être imprimé avant que vous ne me l'ayez soumis. Veillez à ce qu'il n'y ait dans l'assemblée aucun folliculaire ni étranger. Il faut qu'il n'y ait que des évêques. Quant aux prêtres qu'on propose d'y admettre, j'autoriserai, si cela est absolument nécessaire, l'entrée d'une douzaine de prêtres dont vous me remettrez avant la liste avec des renseignemens sur chacun d'eux. Il faut que ce soient de bons prêtres, et non des réacteurs. *Le rapport que vous faites au concile ne doit pas être imprimé.* Vous devez simplement le remettre, après l'avoir lu, au comité du concile. Le comité ne pourra faire imprimer son rapport que quand je l'aurai approuvé, en n'y joignant que les pièces qui seront convenues (2)... »

Vit-on jamais pareil luxe de précautions prises contre toute ombre de publicité et de plus méticuleux efforts tentés contre l'apparence même de la liberté? Mais la publicité et la liberté, ces précieux auxiliaires du bon droit et des justes causes, dont une notable partie du clergé s'est toujours obstinée à répudier le secours, lui auraient été cette fois trop favorables, et l'empereur n'avait rien plus à cœur que de lui en retirer le bénéfice. A son point de vue, l'empereur avait d'ailleurs parfaitement raison, car il ne pouvait désormais triompher qu'à huis clos. C'était uniquement à l'aide d'arrangemens pris dans de mystérieux conciliabules et grâce au silence imposé à des adversaires devenus trop incommodes qu'il pouvait se flatter de mener jusqu'au bout la lutte entreprise et maintenant poussée à toute extrémité contre le chef de la catholicité. Si nous avons réussi à donner une idée exacte de la situation d'esprit des prélats qui composaient le concile national de 1811, nos lecteurs doivent avoir compris qu'ils se partageaient en deux groupes bien inégaux en nombre. D'un côté était le petit noyau d'évêques qui servaient de meneurs à l'empereur. C'étaient, outre les quatre prélats envoyés à Savone, c'est-à-dire MM. de Barral, Duvoisin, de Mannay et le patriarche de Venise, le cardinal Maury et l'abbé de Pradt. Avec eux, le chef de l'état était libre de débattre sans ambages, car de part et d'autre la confiance était en-

(1) Note dictée par l'empereur à son ministre des cultes. Cette note n'est pas insérée dans la *Correspondance de Napoléon Ier*. 17 juin 1811.

(2) Lettre de l'empereur à M. le comte Bigot de Préameneu, Saint-Cloud, 20 juin 1811. — *Correspondance de Napoléon Ier*, t. XXII, p. 263.

tière, toutes les résolutions qu'il voulait proposer au concile. Avec eux, il se sentait parfaitement à son aise pour concerter sans réticence tous les moyens qu'il croyait les plus propres à triompher de l'opposition de leurs collègues. A côté ou plutôt en face de ces complaisans prélats, dont le nombre était assez restreint, il rencontrait la masse presque entière des évêques accourus du fond des provinces de France ou des contrées situées de l'autre côté des Alpes. Ces évêques étaient animés d'un immense désir de conciliation, résignés à faire, pour procurer la paix à l'église, tous les sacrifices qui ne seraient pas incompatibles avec leur conscience. Leur admiration pour le grand homme qui gouvernait la France était si grande, leur assurance dans la sagesse de ses vues était si entière, et leur foi dans la puissance de son génie était demeurée si inébranlable, qu'ils étaient arrivés à Paris avec l'intime conviction que tout avait été à peu près arrangé d'avance à Savone, et qu'au saint-père comme à eux-mêmes il ne serait demandé aucune concession contraire soit à leur foi, soit à leur dignité. Tel était l'heureux mirage que le ministre des cultes, parlant au nom de son maître, avait tout à coup fait disparaître. A peine les malheureux prélats avaient-ils pu en croire leurs oreilles. Une troupe de pèlerins entendant pour la première fois dans le désert le rugissement du lion n'aurait pas été plus terrifiée. Que vouloir maintenant, que faire et que devenir? A la sécurité trop ingénue des premiers jours succédait aujourd'hui une défiance démesurément effarée. Tout haut on se promettait bien de tenir toujours pour la bonne cause et d'accomplir jusqu'au bout son devoir; tout bas on se demandait si l'on en aurait bien la force. A mi-chemin entre les prélats de cour, prêts à tout faire, et la majorité du concile, si mécontente, mais si épouvantée, on voyait errer le président du concile, ballotté entre ses préférences ultramontaines et ses inclinations dynastiques, sans crédit sur son neveu, sans influence sur ses collègues, tout plein de bonne volonté, d'agitations, de vues contradictoires, et n'aboutissant jamais dans son impétueuse vivacité qu'à embrouiller toutes choses par manque de bon sens, de mesure et de tact.

D'un pareil état de choses que pouvait-il sortir du côté des opposans, sinon le désordre, la confusion, et finalement l'impuissance? Pour l'empereur au contraire, que d'avantages! Et comment ne se serait-il pas flatté de triompher sans trop de peine, ou du moins sans être obligé de recourir à des violences trop manifestes? Le croirait-on? son espoir fut trompé, et le jour vint où, pour avoir raison d'adversaires si faibles, si timides, si inexpérimentés, si profondément découragés qu'à l'avance ils se sentaient vaincus, le chef de l'empire se vit réduit à ressaisir ses armes naturelles, la menace, l'emprisonnement et l'exil. La nécessité l'y poussait presque autant

cette fois que l'habitude et le goût. Par une étrange anomalie qui fait plus d'honneur à l'espèce humaine qu'aux individus qui la composent, il se trouve en effet qu'aux plus lugubres époques de l'histoire, même aux heures mauvaises où la liberté ne leur souffle plus ses généreuses inspirations, où la publicité a cessé de les défendre contre les honteuses tentations, par cela seul qu'ils siégent ensemble, les membres d'une réunion délibérante ne peuvent jamais mettre en commun que leurs plus honnêtes sentimens. Exigez-en tout ce que vous voudrez; ne leur demandez pas de se déshonorer, n'essayez même pas d'en obtenir le moindre sacrifice de ce qui constitue leur esprit de corps. Ils ne vous l'accorderont point. Abordé isolément, chacun d'eux vous octroiera, en fait de concessions fâcheuses, au-delà peut-être de ce que vous aurez souhaité; pris ensemble, ils ne vous céderont plus quoi que ce soit. Il leur faut la complicité du silence et les mystères du tête-à-tête pour accepter les vilains marchés et consentir aux dégradans sacrifices.

Au milieu des nombreuses tristesses qui vont aller s'accumulant dans notre récit, ce sera presque une consolation pour nous de constater que l'influence énervante de Napoléon ne gagna guère de terrain pendant la tenue régulière des séances du concile. S'il resta le directeur à peu près absolu de la conscience des trois ou quatre évêques que nous avons déjà nommés, jamais l'empereur ne parvint à faire de recrues au sein du concile, aussi longtemps du moins qu'il fut permis à ses membres de se réunir et à quelques évêques opposans plus courageux que leurs collègues de réfuter hautement les doctrines du chef de l'état. Admises sans conteste par le cardinal Maury, par l'abbé de Pradt, par MM. de Barral, Duvoisin, et préparées de concert avec eux dans les conférences tenues à Saint-Cloud, ce fut le sort commun à toutes les propositions impériales d'être fortement contredites et le plus souvent amendées au sein des commissions particulières pour venir se transformer plus complétement encore ou échouer définitivement devant la majorité réunie en congrégation générale. Telle est, à vrai dire, toute l'histoire du concile national de 1811, et notre prochaine étude aura presque uniquement pour objet de raconter à nos lecteurs comment, pour se procurer les défaillances épiscopales désormais nécessaires à l'accomplissement de ses desseins, l'empereur en fut réduit non-seulement à faire conduire trois des membres principaux du concile au donjon de Vincennes, mais à dissoudre le concile lui-même, et, le concile dissous, à procéder à l'égard de chacun de ses membres par voie de captation individuelle.

D'HAUSSONVILLE.

HISTOIRE NATURELLE

GÉNÉRALE

ORIGINES DES ESPÈCES ANIMALES ET VÉGÉTALES.

II.

THÉORIE DE DARWIN (1).

I. *De l'Origine des espèces*, par C. Darwin, traduction de Mlle Royer. — II. *De la Variation des animaux et des plantes sous l'action de la domestication*, par C. Darwin, traduction de M. Moulinié. — III. *L'Homme avant l'histoire*, par sir John Lubbock, traduction de M. Barbier. — IV. *De la Place de l'homme dans la nature*, par Th. H. Huxley, traduction de M. Dally. — V. *Mémoire sur les microcéphales ou hommes-singes*, par C. Vogt. — VI. *Animaux fossiles et géologie de l'Attique*, par M. A. Gaudry.

I.

Darwin nous apprend lui-même comment il a été amené à s'occuper du problème des espèces, combien il a mis de temps à en chercher la solution. C'est en Amérique, et lorsqu'il faisait partie de l'expédition scientifique du *Beagle* (2), que son attention fut pour la première fois éveillée sur ce point par quelques observations de géographie zoologique et de paléontologie (3). Dès 1837, il com-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1868.

(2) Cette expédition quitta les côtes d'Angleterre le 27 décembre 1831 sous les ordres du capitaine Fitz-Roy. Elle dura près de cinq ans.

(3) Il est du reste facile de comprendre que l'esprit de Darwin devait être facilement accessible à tout ordre d'idées mettant en doute la fixité de l'espèce et proclamant la perfectibilité graduelle des êtres organisés. C'était là pour notre auteur une sorte de

mença de recueillir les faits en rapport avec le sujet de ses méditations; en 1844, il esquissa les conclusions qui lui apparaissaient comme les plus probables. C'est en 1858 seulement et à propos d'une communication de M. Wallace que, sur la demande d'amis communs, il fit imprimer pour la première fois quelques passages de ses manuscrits (1). Lorsque parut, l'année suivante, la première édition de son livre, Darwin ne la présenta au public que comme un extrait fort abrégé de ses immenses recherches; il s'engageait à compléter les preuves plus tard. Il a commencé à remplir cette promesse par la publication de deux volumes *sur la Variation des animaux et des plantes sous l'influence de la domestication*. Si j'insiste sur ces détails, ce n'est pas précisément pour rappeler un historique connu de tous les lecteurs de Darwin, c'est surtout pour montrer la consciencieuse persévérance apportée par l'auteur dans l'édification de son œuvre, pour faire ressortir l'esprit qui a présidé à ce vaste travail. Ce sont des faits que le savant anglais, déjà si riche de son propre fonds, a demandés à tous ses confrères, à toutes les branches de la science. Ces faits se pressent dans le livre où Darwin a exposé l'ensemble de ses idées; ils sont bien plus multipliés encore dans ses publications récentes, dans ses mémoires. C'est dire combien l'analyse de cet ensemble de travaux serait difficile, si je cherchais en ce moment à faire autre chose que de préciser

tradition de famille. Son grand-père, Érasme Darwin, célèbre à la fois comme médecin et comme poète, en même temps qu'il était membre de la Société royale de Londres, ce qui atteste sa valeur scientifique, avait professé sur ces graves questions des doctrines qui rentrent par certains côtés dans celles que j'ai exposées. Elles ont pourtant assez peu de rapport avec celles de son petit-fils. Érasme Darwin admet entre autres la génération spontanée, repoussée par Charles Darwin, et le perfectionnement rapide des espèces, ce qui l'éloigne à la fois de Lamarck et de son descendant. Je ne vois d'ailleurs rien dans son livre qui autorise à penser qu'il ait cru à la dérivation des types provenant les uns des autres, et les exemples qu'il cite (pucerons, tulipes, etc.) rappellent plutôt un perfectionnement exclusivement individuel ou tout au plus borné à la famille physiologique. (*Zoonomie*, section XXXIX, II.)

(1) Le mémoire de M. Wallace avait été adressé par l'auteur à Darwin lui-même. Or il renfermait sur les conséquences de la sélection naturelle relativement à la variation des êtres organisés une doctrine et des opinions bien semblables à celles qui préoccupaient depuis si longtemps notre auteur. On comprend combien il eût été pénible pour celui-ci de perdre le fruit de tant de veilles; mais ses recherches étaient connues par quelques-uns des naturalistes les plus éminens de l'Angleterre, et, malgré les modestes réticences de Darwin, il est facile de comprendre que c'est à leur entremise que fut due la publication simultanée qui sauvegardait tous les droits. Les extraits de Darwin et le mémoire de M. Wallace parurent ensemble dans le troisième volume des *Mémoires* de la Société linnéenne de Londres. Ajoutons que le travail de M. Wallace est des plus remarquables au point de vue des idées qui lui sont communes avec Darwin, et que ce dernier a saisi toutes les occasions de rendre justice au confrère éminent qu'il put regarder un moment comme un concurrent prêt à le devancer, et qui est resté un de ses auxiliaires les plus dévoués.

la doctrine générale et d'en indiquer quelques-unes des principales applications.

Constatons d'abord les limites entre lesquelles Darwin a très formellement circonscrit le champ de ses recherches; il se distingue par là de quelques-uns des écrivains dont on l'a souvent rapproché. Robinet et de Maillet rattachaient leurs spéculations à tout un système de philosophie ou de cosmogonie. Lamarck omettait, il est vrai, ce dernier point de vue; mais il cherchait à expliquer la nature même de la vie, admettait des générations spontanées, continuelles, et trouvait dans les êtres simples journellement engendrés le point de départ des organismes animaux et végétaux actuels et futurs. En outre il s'efforçait de montrer que tous les penchans, les instincts, les facultés, observés chez les animaux et chez l'homme lui-même ne sont que des phénomènes dus à l'organisation. En d'autres termes, l'auteur de la *Philosophie zoologique* prétendait remonter aux origines et aux causes premières. Telle n'est pas l'ambition de Darwin. « Je dois déclarer, dit-il, que je ne prétends point rechercher les origines premières des facultés mentales des êtres vivans, pas plus que l'origine de la vie elle-même. » Quant à la génération spontanée, voici comment il s'exprime en opposant sa doctrine à celle de Lamarck : « J'ai à peine besoin de dire ici que la science dans son état actuel n'admet pas en général que des êtres vivans s'élaborent encore de nos jours au sein de la matière inorganique. » Il se sépare ici de son illustre prédécesseur. En revanche, il s'en rapproche par ses doctrines physiologiques générales. Bien qu'ayant émis récemment des idées toutes personnelles sur le mode de formation des êtres, Darwin est en réalité épigéniste, comme l'était Lamarck, comme le sont tous les physiologistes modernes (1). Par

(1) Dans son dernier ouvrage, Darwin a exposé sous le titre de *pangénèse* une théorie destinée à expliquer le mécanisme de la reproduction, théorie qui présente un mélange assez singulier des notions généralement reçues aujourd'hui avec les idées de Buffon et celles de Bonnet. Adoptant avec raison les résultats qui ont démontré l'indépendance relative des élémens organiques, il admet entre autres que ces élémens peuvent donner naissance à une infinité de *gemmules cellulaires*, véritables germes d'une petitesse infinie, qui passent des ascendans aux descendans et circulent dans tous les tissus. Darwin touche ici à la *panspermie* de Bonnet. Les conséquences qu'il tire de cette première hypothèse relativement aux phénomènes de circulation, de reproduction des parties, rappellent presque exactement celles du philosophe genevois. Ces *gemmules cellulaires* sont d'ailleurs capables de s'agréger comme les *particules organiques* de Buffon, et nous voilà tout près de la théorie de l'accolement. Elles peuvent en outre rester à « l'état dormant » pendant un nombre indéterminé de générations, et le développement tardif de ces gemmules expliquerait les faits d'atavisme, la génération alternante. On voit que ces gemmules se comporteraient comme les germes des évolutionistes, comme la *matière vivante primitive* de Buffon; mais l'auteur admet qu'elles se produisent épigénétiquement dans les élémens organiques, et par là il rentre dans le courant des idées modernes. Darwin n'a du reste proposé qu'à titre provisoire cette théorie, qui, quoique

là, il se sépare radicalement de de Maillet, de Robinet, dont toutes les hypothèses reposent sur celle de la préexistence des germes, et il est vraiment difficile de comprendre comment on a pu comparer ses conceptions aux leurs.

Comme Lamarck aussi, dès le début de son livre, Darwin signale la variabilité de l'espèce chez les animaux et les végétaux domestiques ou sauvages, et les faits généraux sur lesquels il appelle l'attention sont ceux-là mêmes qu'invoquait le naturaliste français, c'est-à-dire l'existence de nombreuses espèces douteuses, la difficulté qu'on rencontre souvent à distinguer l'espèce de la variété, la présence de nombreuses variétés héréditaires dans nos fermes, dans nos basses-cours, dans nos jardins, dans nos vergers. Toutefois Lamarck, préoccupé avant tout des problèmes de la méthode naturelle et des rapports des êtres vivans entre eux, mêle à ses études sur la variabilité des considérations étrangères à cette question, et les espèces sauvages l'entraînent d'abord. Darwin, tout entier à son sujet, étudie en premier lieu les espèces domestiques, c'est-à-dire celles où le fait qu'il s'agit de mettre hors de doute est le plus évident, le plus incontestable. Par cela même, il s'est montré à la fois plus logique et plus précis que son prédécesseur. Là est en effet le point de départ obligé de toutes les recherches analogues à celles dont il s'agit ici. Darwin l'a si bien compris que c'est encore par l'histoire des êtres soumis à l'empire de l'homme qu'il a commencé la publication de ses preuves détaillées. Le premier chapitre du livre sur l'origine des espèces est devenu un ouvrage en deux volumes où l'auteur étudie les phénomènes de la variation chez les animaux et les plantes sous l'influence de la domestication. L'analyser ici serait impossible; il suffira d'ailleurs d'un exemple pour montrer la nature des questions générales et le nombre immense de questions spéciales soulevées par cet ordre de recherches.

Le pigeon est un des animaux les plus anciennement domestiqués, et il a en outre attiré de tout temps l'attention des amateurs. D'après M. Birch, cité par Darwin, on reconnaît les pigeons parmi les mets d'un repas servi sous la quatrième dynastie égyptienne, c'est-à-dire il y a cinq ou six mille ans environ. Au temps de Pline, de riches amateurs recherchaient les plus belles races avec un soin extrême, et la généalogie des pigeons était alors aussi régulièrement tenue à Rome que celle des chevaux l'est de nos jours en Angleterre. Plus tard, Akber-Kan, au milieu de ses triomphes, se livrait avec passion à l'élevage de ces oiseaux, se faisait suivre partout de volières portatives, et surveillait lui-même le croisement des di-

s'inspirant de la science actuelle, me semble rappeler à bien des égards celle d'Érasme Darwin. (*Zoonomie*, section XXXIX.)

verses races. Ce goût se retrouve chez les Persans et chez les autres Orientaux, à Ceylan, en Chine, au Japon. En Europe, on constate des faits de même nature. Avant de se passionner pour les tulipes, les Hollandais s'étaient occupés des pigeons, et on compte aujourd'hui en Angleterre de nombreux clubs d'éleveurs de ces mêmes oiseaux. Londres seul en a trois.

Quelle que soit l'idée qu'on se fasse des causes qui altèrent les formes animales, on ne sera pas surpris qu'une espèce adoptée ainsi par les hommes de loisir, de caprice et de mode présente de nombreuses variations. Aussi les races sont-elles fort nombreuses chez les pigeons. Darwin en compte cent cinquante, et déclare ne pas les connaître toutes. Nul pourtant mieux que lui n'est au courant de la question. Il l'a étudiée sous toutes ses faces. Non content de s'être affilié à deux des clubs de Londres, il a profité du retentissement de ses premiers écrits pour obtenir des colonies anglaises les plus éloignées des spécimens de races très diverses, et a formé ainsi une collection certainement unique dans le monde. Ces recherches, poursuivies pendant plusieurs années, ont permis à Darwin de préciser la nature et l'étendue des différences qui distinguent les races colombines. Elles montrent que ces différences ne s'arrêtent pas à la surface du corps et aux formes extérieures, mais qu'elles atteignent jusqu'au squelette. Je me borne à signaler les plus saillantes en laissant de côté les diverses nuances de coloration. La disposition des grandes plumes des ailes et de la queue change; sur ce dernier point, le nombre varie de 12 à 42; le bec s'allonge, se courbe et se rétrécit, ou bien s'élargit et se raccourcit presque du simple au triple; il est nu ou recouvert d'une énorme membrane comme boursouflée; les pieds sont grands et grossiers ou petits et délicats; le crâne entier présente d'une race à l'autre dans ses contours généraux, dans les proportions et les rapports réciproques des os, des variations qui frappent au premier coup d'œil; ces mêmes rapports se modifient si bien pour l'ensemble du squelette, que dans la station et la marche le corps est tantôt presque horizontal, tantôt à peu près exactement vertical; les côtes sont deux et trois fois plus larges dans certaines races que dans d'autres, qui semblent en revanche perdre un de ces arcs osseux; le nombre des vertèbres varie dans les deux régions postérieures du corps. En résumé, l'importance de ces différences est telle que, si l'on eût trouvé à l'état sauvage et vivant en liberté la plupart des races de pigeons, les ornithologistes n'auraient certainement pas hésité à les considérer comme autant d'espèces séparées devant prendre place dans plusieurs genres distincts.

En présence de faits aussi nets, le grand problème que soulèvent toutes nos espèces domestiques avec leur cortége de races et de

sous-races se pose tout entier. Faut-il voir dans nos pigeons les représentans de plusieurs espèces sauvages restées distinctes dans la nature, mais dont les descendans domestiques sont aujourd'hui confondus sous une dénomination commune parce que le souvenir de leur origine multiple est tombé dans l'oubli ? ou bien faut-il les accepter comme étant issus d'une seule espèce et comme différant au point que nous avons vu parce que les caractères primitifs de cette espèce se sont profondément altérés sous la pression des circonstances? Buffon, Cuvier, s'étaient posé ces questions, et les avaient résolues dans le même sens. Tous deux avaient regardé le biset (*columba livia*) comme la souche principale de nos races colombines; mais tous deux avaient cru ne pouvoir expliquer la multiplicité, la diversité de ces races que par l'intervention d'une ou de plusieurs autres *espèces*. Darwin n'a pourtant pas hésité à se prononcer en sens contraire, à affirmer que tous nos pigeons descendent du biset seul, et, pour quiconque aura suivi attentivement les raisonnemens et les faits apportés à l'appui de cette conclusion, il sera évident qu'elle est incontestable. C'est là un résultat des plus considérables. En mettant hors de doute que plus de cent formes animales transmissibles par voie de reproduction normale peuvent dériver d'une forme spécifique unique, Darwin a rendu à la science un service signalé, et que tous les naturalistes devront reconnaître pour tel, quelles que soient leurs opinions ou leurs théories.

Comment l'homme a-t-il transformé le biset en pigeon-paon, en grosse-gorge, en messager? Éleveurs et naturalistes sont depuis longtemps d'accord sur ce point. La sélection, c'est-à-dire le choix des reproducteurs, a été le procédé universellement mis en usage. C'est elle qui depuis les temps les plus reculés a enfanté, on peut le dire, presque toutes nos races domestiques, et produit des résultats qu'il eût été impossible de prévoir au début. Bien longtemps avant notre ère, en Chine et en Palestine comme aujourd'hui au Groënland ou en Cafrerie aussi bien qu'en France et en Angleterre, l'éleveur a marié ensemble les individus de même espèce qui se distinguaient quelque peu de leurs frères et répondaient le mieux à ses besoins ou à ses caprices. A vrai dire, le sauvage, comme nos agriculteurs illettrés, agit sans but bien défini. Tout au plus les uns et les autres cherchent-ils à retrouver dans les fils les qualités des parens; mais, guidés par les mêmes motifs, ils continuent à agir de même. De là il résulte qu'en vertu de la loi développée par Lamarck, et sur laquelle Darwin insiste avec juste raison, ils ajoutent sans s'en douter différences à différences. Les produits vont s'écartant de plus en plus du type primitif, et après un certain nombre de générations l'éleveur se trouve avoir créé une race parfaitement

distincte de la souche originelle. Cette sélection inconsciente, comme la nomme Darwin, joue encore aujourd'hui, mais a surtout joué jadis un rôle des plus actifs dans la multiplication des types dérivés. Bien tard seulement et presque de nos jours, au moins en Europe, des savans, des éleveurs, ont mis à profit les enseignemens ressortant d'une expérience séculaire. Les Daubenton, les Bakewell, les Collins, les sir John Sebright, se sont proposé des buts bien définis et ont établi pour les atteindre des règles dont une expérience journalière atteste l'exactitude. Nos expositions agricoles témoignent chaque année des prodiges réalisés par cette sélection consciente, raisonnée, et nous pouvons dire avec Yonatt que, grâce à elle, « l'homme appelle à la vie quelque forme qu'il lui plaise. »

La réalisation artificielle de ces formes dans nos races domestiques nous éclaire-t-elle sur l'origine des espèces, c'est-à-dire sur les causes qui ont donné aux animaux, aux végétaux sauvages, les caractères qui les distinguent? Oui, répond Darwin. Si l'espèce varie entre nos mains, c'est uniquement parce qu'elle est fondamentalement variable. Or les forces naturelles peuvent et doivent, dans des circonstances données, remplacer l'action de l'homme et produire des résultats analogues. Le temps aidant, ces résultats doivent devenir même plus marqués. Voilà comment ont pris naissance les espèces présentes. Les animaux, les végétaux que nous connaissons, ne sont que les dérivés d'êtres qui les ont précédés et qui ne leur ressemblaient pas. Des phénomènes de transformation s'accomplissent journellement sous nos yeux; nous en trouvons la preuve dans ces variétés, dans ces espèces douteuses, causes de tant d'incertitudes pour les naturalistes. « Toute variété bien tranchée doit être considérée comme une espèce naissante, » et, pour l'ébaucher et la parachever, la nature emploie le même procédé que l'homme, — la sélection. — Ici nous touchons au vif de la doctrine de Darwin, à ce qui lui appartient le plus exclusivement en propre. Dans les faits invoqués par l'auteur anglais, dans la manière dont il est conduit à considérer les variétés et les races naturelles, nous retrouvons, il est vrai, le langage de Lamarck et de bien d'autres. Dans le rôle attribué à la sélection naturelle reparaît une pensée très nettement formulée par M. Naudin; mais celui-ci, nous l'avons vu, s'était borné à une indication générale. Darwin au contraire a envisagé la question sous toutes ses faces; il a montré les causes et les résultats de cette sélection, il a étayé sa solution de preuves nombreuses empruntées à des faits précis. Les droits de M. Wallace mis à part, — et Darwin est le premier à faire cette réserve, — c'est à juste titre que la théorie de la sélection naturelle doit être considérée comme lui appartenant en entier.

Cette théorie repose sur un fait très général, très frappant, mais

dont la signification et les conséquences avaient été méconnues, l'extrême disproportion qui existe chez les animaux et les végétaux entre le chiffre des naissances et celui des individus vivans. Toute espèce tend à se multiplier en suivant une progression géométrique dont la raison est exprimée par le nombre des enfans qu'une mère peut engendrer dans le cours de sa vie. C'est, a-t-on dit avec raison, la loi de Malthus appliquée non plus seulement à l'homme, mais à tous les êtres vivans. Si une seule espèce obéissait librement à cette loi, elle aurait rapidement envahi la terre. Darwin cite l'éléphant, qui n'a qu'un petit à la fois, et suppose en outre que chaque femelle ne produit que trois couples de jeunes en quatre-vingt-dix ans. Au bout de cinq siècles, 15 millions d'individus n'en seraient pas moins descendus de la paire primitive. Peut-être cette argumentation eût-elle frappé davantage, si l'auteur avait pris pour exemple un animal de très petite taille, par exemple le puceron. Des données recueillies par Bonnet et d'autres naturalistes, il résulte que, si pendant un été les fils et petits-fils d'un seul puceron arrivaient tous à bien et se trouvaient placés à côté les uns des autres, à la fin de la saison ils couvriraient environ quatre hectares de terrain. Évidemment, si le globe entier n'est pas envahi par les pucerons, c'est que le chiffre des morts dépasse infiniment celui des vivans. Enfin il est clair que, si la multiplication des morues, des esturgeons, dont les œufs se comptent par centaines de mille, n'était arrêtée d'une manière quelconque, tous les océans seraient comblés en moins d'une vie d'homme.

L'équilibre général ne s'entretient, on le voit, qu'au prix d'innombrables hécatombes, et la cause de celles-ci se trouve dans ce que Darwin a appelé la « lutte pour l'existence. » Sous l'impulsion des seules lois du développement, tout être, animal ou plante, tend à prendre et à conserver sa place au soleil, et, comme il n'y en a pas pour tout le monde, chacun tend à étouffer, à détruire ses concurrens. De là naît la guerre civile entre animaux, entre végétaux de même espèce, la guerre étrangère d'espèce à espèce, de groupe à groupe. A peu près constamment d'ailleurs, la plante, l'animal, ont à se défendre contre quelques-unes des conditions d'existence que leur fait le monde inorganique lui-même, à lutter contre lui et contre les forces physico-chimiques. En définitive, tout être vivant est en guerre avec la nature entière.

La lutte pour l'existence entraîne des luttes directes sur lesquelles il est inutile d'insister; elle occasionne aussi ce qu'on peut appeler des luttes indirectes, et produit des alliances et des hostilités involontaires résultant des rapports nombreux et complexes qui relient parfois et rendent solidaires les êtres les plus différens. Darwin cite à ce sujet un exemple aussi curieux que frappant lorsqu'il

montre comment la fécondité des champs de trèfle et des plates-bandes de pensées dépend du nombre des chats vivant dans le voisinage. Il faut ici se rappeler que la fécondation des végétaux se fait souvent par l'entremise des insectes, qui, tout en butinant pour eux-mêmes, vont porter d'une fleur à l'autre le pollen dont leurs poils se sont couverts. Il faut savoir encore que certaines fleurs sont visitées seulement par certaines espèces d'insectes. Or Darwin s'est assuré que les trèfles et les pensées ne reçoivent la visite que des bourdons. Par conséquent, plus ceux-ci seront nombreux, plus sûrement s'accomplira la fécondation de ces deux plantes; mais le nombre des bourdons dépend en grande partie de celui des mulots, qui font une guerre incessante à leurs nids. A leur tour, ceux-ci sont chassés par les chats. A chaque mulot mangé par ces derniers, un certain nombre de nids de bourdons échappe à la destruction, et leurs larves, devenues insectes parfaits, iront féconder trèfles et pensées. Ces végétaux se trouvent donc avoir par le fait les chats pour alliés et pour ennemis les mulots dans la grande bataille de la vie.

La lutte pour l'existence est évidente, et, comme on le sait, bien souvent sanglante chez les animaux; elle n'est ni moins réelle ni moins meurtrière chez les plantes. Nos chardons ont envahi les plaines de la Plata, jadis occupées uniquement par des herbes américaines; ils y couvrent aujourd'hui à peu près seuls des étendues immenses et qui se mesurent par lieues carrées. En revanche, Darwin a appris de la bouche du regrettable Dr Falconner que certaines plantes américaines importées dans l'Inde s'étendent aujourd'hui du cap Comorin jusqu'à l'Himalaya. Dans les deux cas, les espèces indigènes ont évidemment succombé devant une véritable invasion étrangère. Sans sortir de chez nous et de nos champs ou de nos jardins, il serait facile d'observer des faits entièrement semblables, bien que se passant sur une moindre échelle; mais voici une expérience de Darwin qui montre clairement combien est rude la lutte entre végétaux d'ailleurs fort voisins les uns des autres. Sur un espace de trois pieds sur quatre où avaient été réunies, grâce à des soins spéciaux, vingt espèces différentes de plantes à gazon, neuf disparurent entièrement étouffées par leurs compagnes peu après qu'on eut discontinué ces soins.

La lutte pour l'existence est donc un fait général, incessant. Sous le calme apparent de la plus riante campagne, du bosquet le plus frais, de la mare la plus immobile, elle se cache; mais elle existe, toujours la même, toujours impitoyable. Il y a vraiment quelque chose d'étrange à arrêter sa pensée sur cette guerre sans paix, sans trêve, sans merci, qui ne s'arrête ni jour ni nuit, et arme sans cesse animal contre animal, plante contre plante. Il y a quelque chose de

plus étrange encore et de vraiment merveilleux à voir naître de ce désordre même les harmonies du monde organisé, tant de fois chantées par les poètes, si justement admirées par les penseurs.

Il est aisé de comprendre que le plus grand nombre des combattans succombe dans une pareille mêlée, et les chiffres cités plus haut attestent qu'il en est bien ainsi. Or il est impossible d'attribuer la victoire des survivans à une suite de hasards heureux qui les auraient protégés durant toute leur vie. Évidemment ils doivent leur salut à quelques avantages spéciaux dont manquaient ceux qui sont restés sur le champ de bataille. La lutte pour l'existence a donc pour résultat de tuer tous les individus inférieurs à n'importe quel titre, de conserver ceux qui doivent à une particularité quelconque une supériorité relative. C'est là ce que Darwin a appelé la « sélection naturelle. » On voit que celle-ci n'est pas une théorie. C'est un fait, et un fait dont la généralité est confirmée chaque jour, à toute heure. Bien loin de répugner à l'esprit, il se présente avec un caractère de nécessité et comme la conséquence inévitable de tous ceux que je viens de citer. Cela même donne à l'action qu'il peut exercer quelque chose de fatal et d'inflexible qui rappelle les forces du monde inorganique.

L'action exercée à la longue par la sélection naturelle est facile à prévoir. Elle résulte de la loi d'accumulation des petites différences par voie d'hérédité, loi proclamée par Darwin avec la même insistance que par Lamarck, et dont la pratique journalière des éleveurs, des cultivateurs, atteste la vérité, la généralité. Dans chacune des générations qui se succèdent sous l'empire des mêmes conditions d'existence, les mêmes qualités, les mêmes particularités d'organisation, sont nécessaires à chaque individu pour se défendre contre tous les autres et contre le monde extérieur. Ceux-là seulement résistent qui possèdent ces qualités, ces particularités au plus haut degré. A chaque fois par conséquent, l'organisme fait un pas de plus dans une voie qui lui est tracée d'avance, et dont il ne peut s'écarter; il obéit à ce que Darwin nomme la *loi de divergence* des caractères. Il s'éloigne donc de plus en plus du point de départ, et en vient à différer d'abord légèrement, puis d'une façon plus tranchée, de l'organisme primitif. Ainsi prennent naissance, selon Darwin, non-seulement les variétés et les races, mais encore les espèces elles-mêmes, qui ne sont pour lui que des variétés ou des races perfectionnées. J'accepte entièrement la première partie de ces conclusions; mais j'espère démontrer que dans la dernière l'éminent naturaliste force la signification des faits précédens, et ne tient pas un compte suffisant d'autres faits non moins généraux, non moins précis. Toutefois je n'hésite pas à reconnaître dès à présent combien la doctrine que j'aurai à combattre est sé-

duisante pour les esprits les plus positifs, grâce à la solidité des bases sur lesquelles elle semble reposer.

La sélection naturelle ou artificielle développe les caractères, elle ne les fait pas naître. Quelle est donc la cause de ces traits individuels, parfois d'abord très peu marqués, mais qui, s'accusant davantage de génération en génération, finissent par distinguer nettement le petit-fils de l'ancêtre? D'où proviennent surtout ces brusques écarts que Darwin me semble avoir un peu négligés, qui tout à coup, sans cause appréciable, donnent à des parens des fils qui ne leur ressemblent pas, et qui transmettent à leur descendance leurs caractères exceptionnels? En d'autres termes, quelle est la cause immédiate des déviations premières dans un type spécifique donné? Comme les naturalistes et les penseurs de tous les temps, Darwin s'est posé cette question; avec ses devanciers les plus célèbres, il n'a pas hésité à reconnaître combien elle est encore obscure pour nous. Néanmoins il a cru pouvoir attribuer une influence sérieuse et dans la plupart des cas prépondérante à une altération plus ou moins profonde des fonctions dans les appareils reproducteurs eux-mêmes. A ce point de vue, la modification subie par le descendant ne ferait qu'accuser et traduire le trouble anatomique et fonctionnel préexistant chez ses père et mère. J'aurai plus tard à discuter cette opinion, comme aussi à montrer que Darwin a fait une trop faible part à l'influence des agens physiques, aux réactions de l'organisme. Il n'indique pas même ces dernières, et semble parfois refuser aux premières toute puissance d'adaptation. Or il sera facile de montrer au contraire que, dans certains cas où nous pouvons suivre la filiation et les effets des causes immédiates, ces actions et réactions exercent une influence évidente, et ont précisément pour résultat de mettre l'être transformé en harmonie avec le milieu qui lui a imposé des conditions d'existence nouvelles.

Comme Lamarck, Darwin voit dans l'usage habituel et dans le défaut d'exercice des organes deux puissantes causes de variation. Il insiste principalement sur la dernière, et explique par le concours de l'inertie fonctionnelle et de la sélection la disparition plus ou moins complète des ailes chez certains insectes, celle des yeux chez quelques animaux de diverses classes. Il ne va pas ici au-delà du savant français, et emploie même ordinairement comme lui le mot « d'habitude; » mais il redevient lui-même lorsqu'il appelle l'attention du lecteur sur les « corrélations de croissance. » Par cette expression, il désigne ce fait fort curieux, que certaines modifications réalisées dans un appareil ou un organe entraînent à peu près constamment des changemens plus ou moins sensibles dans d'autres appareils, dans d'autres organes sans relation apparente avec les premiers. Il a vérifié expérimentalement un cer-

tain nombre de faits de cette nature chez les pigeons; il en rappelle quelques autres signalés déjà par des naturalistes antérieurs, mais qui étaient restés isolés. En groupant ces divers résultats, il en tire une conclusion générale qui a dans sa théorie de très fréquentes applications. Les corrélations de croissance, telles que les entend Darwin, ne sont pas du reste un phénomène isolé. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire avait déjà reconnu que quelque chose d'analogue se passe chez les monstres; Cuvier avait insisté sur les harmonies organiques; de tout temps, les physiologistes se sont occupés des sympathies qui se manifestent entre les organes fort éloignés et en apparence entièrement étrangers l'un à l'autre, la membrane du nez et le diaphragme par exemple. Ce sont là autant de faits du même ordre, et qui tous proclament les rapports intimes qu'ont entre elles toutes les parties du même être vivant.

La *compensation* et l'*économie de croissance* de notre auteur se rattachent à la même donnée générale. « Afin de dépenser d'un côté, dit-il avec Goethe, la nature est forcée d'économiser de l'autre, » et il cite plusieurs exemples d'animaux ou de plantes qui montrent, à côté de l'exagération d'un organe, l'amoindrissement ou tout au moins l'état stationnaire d'un autre. Que la sélection intervienne, la loi d'accumulation accroîtra ces différences, et il se formera des races distinctes. Il est évident que les types nouveaux s'écarteront des types originels à la fois par l'amoindrissement des organes progressivement réduits et par le développement des appareils graduellement développés. C'est une application particulière du principe que Geoffroy Saint-Hilaire appelait *la loi du balancement des organes*, loi que tout montre être aussi vraie en physiologie qu'en anatomie et en tératologie.

Ainsi, selon Darwin, une influence primitive exercée par le père ou la mère sur le germe naissant et l'habitude quelque peu aidée par les actions de milieu engendrent d'abord des variations plus ou moins locales que la corrélation et la compensation de croissance multiplient encore. Parmi les caractères nouveaux résultant de ces diverses causes, les uns sont propres à aider l'individu dans la lutte pour l'existence, d'autres lui sont nuisibles, un certain nombre peuvent être indifférens. Ces derniers n'ont évidemment aucune influence sur la destinée de l'être; mais on comprend qu'il ne saurait en être de même des autres. Les premiers lui assurent la victoire dans la bataille de la vie, les seconds entraînent inévitablement sa perte. Nous en revenons ainsi à la sélection, puis à l'hérédité, qui confirment et développent de génération en génération ces caractères différentiels. On voit que le résultat général doit être un perfectionnement progressif analogue à celui qu'admettait Lamarck, mais bien plus logiquement motivé. « On peut dire par métaphore

que l'élection naturelle scrute journellement, à toute heure et à travers le monde entier, chaque variation, même la plus imperceptible, pour rejeter ce qui est mauvais, conserver et ajouter tout ce qui est bon, et qu'elle travaille ainsi partout et toujours, dès que l'opportunité s'en présente, au perfectionnement de chaque être organisé par rapport à ses conditions d'existence organiques et inorganiques. »

La dernière phrase de ce passage me semble avoir été oubliée par quelques-uns des plus dévoués disciples de Darwin. Elle est pourtant essentielle, en ce qu'elle implique une réserve importante que l'auteur du reste a formulée un peu plus loin. Le darwinisme, a-t-on dit, est la doctrine du progrès, et on lui en a fait un titre de gloire; il prouve, a-t-on ajouté, que la nature perfectionne sans cesse son œuvre en ne confiant la reproduction des êtres qu'aux plus forts, aux mieux doués. Cette conséquence est au moins exagérée. En tout cas, la supériorité dont il s'agit ici est toute relative, elle est subordonnée aux conditions d'existence, en d'autres termes, au *milieu*. Or un caractère qui, considéré en lui-même et à notre point de vue, constitue une véritable supériorité, peut devenir inutile et même nuisible dans certaines circonstances. La réciproque est également vraie. A parler d'une manière générale, l'animal dont tous les sens sont bien développés est supérieur à celui qui est privé de la vue. Pourtant à quoi serviraient les yeux les plus perçans à ces reptiles, à ces poissons, à ces insectes, vivant au fond des cavernes de la Carniole ou de l'Amérique à l'abri de toute lumière? N'est-il pas préférable pour eux que la part d'activité physiologique nécessaire au développement de ces organes soit reportée sur les sens de l'ouïe ou du toucher en vertu de la loi de compensation et d'économie? La souris, la seule espèce de son genre qu'aient connue les anciens, a dû à sa petitesse même de survivre à l'invasion du rat noir apporté d'Orient par les navires des croisés. Plus tard, quand le surmulot est venu à son tour, vers le milieu du dernier siècle, attaquer ses deux congénères, il a promptement exterminé le rat noir, presque son égal en taille et en force, tandis qu'il n'a pu atteindre la faible et petite souris, abritée par les retraites étroites où ne pouvait pénétrer son grand et robuste ennemi. Il est aisé de comprendre que des faits analogues doivent être extrêmement multipliés dans la nature, plus même que ne semble l'admettre Darwin. Qu'on en déduise les conséquences en leur appliquant la loi d'accumulation des différences par l'hérédité, et on reconnaîtra combien est logique cette déclaration expresse du savant anglais : « Il est très possible que l'élection naturelle adapte graduellement un être à une situation telle que plusieurs de ses organes lui soient inutiles. En ce cas, il y aura pour lui rétrogradation dans l'échelle des organismes. »

Darwin revient ailleurs sur cette pensée, et invoque en particulier à l'appui de ses dires les espèces animales aveugles que je rappelais tout à l'heure. Il se rencontre ici avec Lamarck et dans l'idée et dans les exemples. Nous voilà ramenés aux transformations régressives du naturaliste français. Ce n'est pas à mes yeux un des moindres mérites de la théorie que j'expose. Le mot de progrès séduit aisément les esprits qui, se plaçant exclusivement au point de vue de l'homme et le prenant pour norme, ne comprennent la marche en avant que dans un sens unique. Or il n'en est pas ainsi dans la nature, pas plus dans le monde organisé que dans le monde inorganique. Il n'y a ni haut ni bas dans l'ensemble des corps célestes, nos antipodes marchent sur leurs pieds aussi bien que nous. Chez les animaux et les plantes, les espèces dites supérieures ne sauraient exister dans les conditions où prospèrent par myriades des êtres regardés comme inférieurs. Ceux-ci sont donc plus parfaits que les premiers relativement à ces conditions. Or la lutte pour l'existence et la sélection naturelle ont avant tout pour résultat forcé de satisfaire le mieux possible aux conditions d'existence, quelles qu'elles soient. Sans doute, si l'on accepte toutes les idées de Darwin, il a dû se manifester dans l'ensemble une complication croissante des organismes, une spécialisation progressive des fonctions et des facultés; mais le contraire a dû inévitablement se passer aussi bien des fois. A tout prendre, le darwinisme est bien moins la doctrine de ce que nous appelons le progrès que celle de l'adaptation.

Là même se trouve un des argumens les plus plausibles proposés par Darwin pour mettre d'accord avec sa théorie l'existence du nombre infini des espèces inférieures et la persistance de certaines formes. De là aussi l'on déduit aisément l'explication d'un fait important reconnu d'abord par les botanistes, dont la zoologie fournirait de nombreux exemples, et qui sert à son tour à en expliquer plusieurs autres : c'est qu'une espèce présente d'autant plus de variétés ou de races qu'elle occupe une aire géographique plus considérable et qu'elle compte un plus grand nombre de formes dérivées de son type. On comprend en effet que, pour lutter avec avantage contre les conditions variées résultant d'une grande extension comme pour prendre le dessus dans une région donnée, les représentans d'une espèce doivent posséder à un degré supérieur la plasticité organique et physiologique que Darwin admet comme Lamarck et M. Naudin. Il résulte encore de la loi d'adaptation que la lutte pour l'existence est inévitablement plus violente entre les êtres les plus rapprochés par leur organisation, et que les chances seront en faveur de ceux qui pourront se plier à quelques conditions de vie moins rudement disputées. Ce qui est vrai pour les espèces l'est

également pour les groupes, qu'il s'agisse de genres ou de familles. On comprend combien ces faits généraux auront d'influence sur la distribution et la succession des êtres. On comprend en particulier que la diversité des caractères chez les habitans d'une même région est une des conditions les plus favorables à la multiplicité des espèces, la lutte pour l'existence diminuant de violence par cela seul que chacune d'elles, adaptée à ses conditions particulières de vie, n'a pas de raisons pour empiéter sur ses voisines. Enfin il ressort de ce qui précède une conséquence sur laquelle Darwin insiste plusieurs fois. L'espèce, le genre possédant un maximum de plasticité organique accusé par le grand nombre des formes qui les représentent, devront inévitablement avoir l'avantage dans la grande bataille de la vie. A eux donc seront réservées ces grandes conquêtes dont le règne végétal lui-même a fourni des exemples frappans.

Pour Darwin, ce travail de simple adaptation ou de perfectionnement se fait « insensiblement et en silence. Nous ne voyons rien de ces lentes et progressives transformations, ajoute-t-il, jusqu'à ce que la main du temps les marque de son empreinte en mesurant le cours des âges, et même alors nos aperçus à travers les incommensurables périodes géologiques sont si incomplets que vous voyons seulement une chose, c'est que les formes vivantes sont différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient autrefois. » A bien des reprises, Darwin revient comme Lamarck sur l'extrême lenteur de l'action élective, et parfois dans des termes qui rappellent presque ceux de la *Philosophie zoologique*. Il admet en outre que la sélection naturelle n'agit souvent qu'à de longs intervalles, qu'elle n'atteint à la fois qu'un très petit nombre des habitans d'une même région. Ici l'auteur est-il bien d'accord avec ses prémisses? C'est ce que nous examinerons plus tard; mais du moins il rend ainsi compte plus aisément d'un certain nombre de faits paléontologiques, et dans l'appréciation des rapports généraux il n'a pas besoin d'aller aussi loin que Lamarck, qui ne voyait en somme dans les êtres vivans que des individus plus ou moins isolés.

Les principes précédens entraînent un certain nombre de conséquences secondaires qui complètent la doctrine, et permettent d'interpréter un grand nombre de faits de détail. La plupart se rattachent aux lois de l'hérédité, dont le rôle dans les phénomènes dont il s'agit ici est en effet prépondérant. Par exemple, Darwin admet que les caractères d'une utilité transitoire accumulés chez les parens non-seulement se transmettent comme les autres, mais encore apparaissent à la même époque de la vie et au moment précis où ils peuvent servir. C'est ce que l'on pourrait appeler la loi d'*hérédité à terme fixe*. Il distingue encore de la sélection naturelle générale ce qu'il nomme la sélection sexuelle. On sait que dans

presque toutes les espèces il s'élève chaque année entre les mâles des luttes excitées par la rivalité. Ces luttes sont souvent de vrais combats, comme chez le cerf, chez certains poissons. Elles peuvent être aussi des plus paisibles et revêtir le singulier caractère d'un concours dont les femelles sont juges. Ainsi, à l'époque des amours, certains oiseaux, le merle de la Guyane, les oiseaux de paradis, s'assemblent en grandes troupes. Alors chaque mâle fait parade de tous ses avantages, étale ses plumes et prend les poses les plus étranges, jusqu'à ce que les femelles aient fait leur choix. Or, violentes ou pacifiques, ces luttes ont le même résultat. Quoique survivant d'ordinaire à leur défaite, les vaincus ne contribuent que rarement à la propagation de l'espèce, et les vainqueurs transmettent à leurs descendans leurs caractères de supériorité. L'élection sexuelle vient, on le voit, en aide à la sélection proprement dite, et c'est elle surtout qu'on peut regarder comme étant essentiellement un élément de progrès. Les plus forts, les mieux armés, les plus beaux, ont seuls ici l'avantage, et, sans rien changer au type, leur influence tend sans cesse à le fortifier, à l'embellir.

Acceptons pour le moment toutes les idées de notre auteur, et voyons comment plusieurs espèces bien distinctes sortent, comme d'une souche commune, d'une espèce primitive unique. Nous supposons que celle-ci compte un nombre considérable de représentans occupant une aire géographique très étendue, par conséquent plus ou moins accidentée et nourrissant un grand nombre d'autres espèces. Les effets du grand nombre et de l'extension pourront ainsi se manifester. Chaque individu devra soutenir la lutte pour l'existence non-seulement contre le monde physique et contre les espèces étrangères, mais encore contre ses propres frères, doués des mêmes aptitudes et ayant à satisfaire aux mêmes besoins. Quelque semblables au début qu'on suppose tous ces êtres de même espèce, des nuances surgiront bientôt parmi eux. L'habitant des plaines contractera d'autres habitudes que celui des montagnes; celui que le hasard aura fait naître dans un marécage subira des influences de climat opposées à celles qu'imposent des sables arides. Chez tous, d'inévitables altérations physiologiques survenant dans des organes reproducteurs modifieront quelque peu les caractères premiers. Dès lors la sélection naturelle, peut-être quelque peu indécise d'abord, s'accentuera davantage. Or il est clair que les conditions de supériorité varieront dans des circonstances physiques diverses aussi bien qu'au milieu d'espèces faibles et inoffensives ou agressives et robustes. Par conséquent les « caractères élus, » comme les appelle Darwin, différeront. De là autant de têtes de séries divergentes distinctes, dans chacune desquelles l'hérédité accumulera les petites différences produites par les mêmes causes. Ces séries

iront donc s'écartant de plus en plus, s'adaptant de mieux en mieux aux conditions d'existence individuelles. L'élection sexuelle différenciera les sexes, et par la supériorité des pères assoira et perfectionnera les caractères des fils. Ce travail sera lent; des milliers de générations seront nécessaires pour caractériser les simples variétés, les races. Dans certaines séries, les changemens s'arrêteront à ce point, les modifications réalisées suffiront pour établir l'harmonie nécessaire entre les représentans de ces variétés ou de ces races et le milieu où elles vivent. D'autres séries pousseront plus loin leurs transformations, toujours pour atteindre le même but, pour adapter les organismes aux conditions d'existences ambiantes, et, à force de s'écarter du point de départ, elles s'isoleront à l'état d'espèces distinctes. Telle est, selon Darwin, la marche ordinaire des choses; mais, si par exception une espèce, une variété, se trouvent dès leur apparition en harmonie avec le milieu qui les entoure, elles ne changent pas ou ne changent que très peu aussi longtemps que ce milieu reste le même. Darwin rend sensible ce mouvement de transformation et la succession des variétés (races) aboutissant à des espèces par une figure très simple composée de lignes qui s'élèvent en divergeant, et se ramifient à partir du point de départ représentant l'espèce primitive. Une de ces lignes s'élevant verticalement et sans ramifications figure les espèces qui n'ont pas varié parce qu'elles se sont trouvées d'emblée adaptées à leurs conditions d'existence.

Les descendans d'une espèce variable emportent toujours et nécessairement l'empreinte du type spécifique premier. Lorsqu'ils en sont arrivés à former un nombre quelconque d'espèces distinctes, ce cachet qui leur est commun établit entre elles d'évidentes affinités. Elles formeront donc un genre très naturel. Or chacune d'elles à son tour peut reproduire des phénomènes analogues et donner naissance par voie de descendance modifiée à de nouveaux groupes d'espèces formant de même autant de genres. Il est évident que ceux-ci, tout en élargissant leurs rapports, n'en conserveront pas moins de nombreux traits communs. De l'ensemble résultera donc une famille. Les espèces et les genres composant celle-ci reproduiront ce qui s'est passé; la famille grandira et en enfantera de nouvelles. Un ordre sera constitué. Nous arriverions ainsi à la classe, à l'embranchement, au règne lui-même. Alors pourquoi s'arrêter? En présence des rapports étroits et nombreux que montrent les derniers représentans du règne animal et du règne végétal, en présence des êtres ambigus que la science n'a su encore placer avec certitude ni dans l'un ni dans l'autre, comment séparer d'une manière radicale les deux grandes divisions de l'empire organique? Aussi, quoique paraissant hésiter à admettre la conclusion dernière

de sa doctrine, Darwin a été irrésistiblement entraîné à la formuler. Il lui était impossible en effet, à moins d'ébranler dans ses fondemens tout l'édifice si habilement élevé, de ne pas accepter ce qu'il appelle un *prototype primitif*, ancêtre commun des animaux et des plantes. Que pouvait être ce premier père de tout ce qui vit? L'auteur se borne à l'indiquer comme ayant pu être une forme inférieure intermédiaire entre les deux règnes; mais quiconque aura suivi attentivement sa pensée fera un pas de plus, et dira que cette forme devait être la plus simple, la plus élémentaire possible. La cellule, le globule de sarcode ou de cambium, isolés, mais organisés, vivans, doués du pouvoir de se multiplier, soumis par conséquent à la lutte pour l'existence et à la sélection, voilà d'où le darwinisme fait descendre de transmutations en transmutations les mousses comme les zoophytes, le chêne comme l'éléphant.

II.

Telle est en résumé la doctrine de Darwin. Je n'hésite pas à le répéter, pour qui accepte certaines hypothèses que je discuterai plus tard et un mode d'argumentation qu'il me faudra combattre, pour qui oublie certains faits que j'aurai à rappeler, cette doctrine est des plus séduisantes. Dans ses prémisses, elle présente à un haut degré le cachet de la science moderne; elle ne marche qu'appuyée sur les faits. Si plus tard elle s'égare, c'est qu'il était impossible de ne pas le faire en cherchant à traiter un pareil sujet. L'auteur marche d'ailleurs logiquement de déductions en déductions, accumulant ce qu'il regarde comme des preuves directes, en cherchant de nouvelles dans les applications faites à l'histoire du passé et du présent des deux règnes organiques comme à celle des individus. Souvent on est surpris de l'accord curieux qui existe entre la théorie et la réalité; souvent des phénomènes jusqu'ici inexpliqués viennent se placer comme d'eux-mêmes dans le cadre tracé d'avance. Cette théorie est bien éloignée des conceptions un peu vagues de Geoffroy Saint-Hilaire, qui admettait seulement les transformations brusques accomplies pendant la période embryonnaire; elle s'écarte presque autant de celles de Bory de Saint-Vincent, qui rattachait toutes les modifications des êtres organisés aux actions du milieu physico-chimique, sans rien dire du mécanisme de ces actions. Elle présente au contraire de sérieux et nombreux rapports avec celle de Lamarck, dont elle se distingue pourtant par plusieurs points essentiels. Darwin et Lamarck partent tous deux des phénomènes de variation observés dans les espèces domestiques ou sauvages, et les attribuent aux mêmes causes physiologiques; tous deux

constatent la dégradation progressive que présentent dans leur ensemble les êtres organisés; tous deux concluent que le point de départ de ces êtres doit se trouver soit dans un petit nombre de formes, soit dans une forme unique, extrêmement simple, ayant engendré toutes les autres par des transformations successives s'accomplissant avec une lenteur à peu près infinie. Les protoorganismes de l'un ressemblent beaucoup au *prototype* de l'autre; mais Darwin prend l'existence de cet ancêtre primitif comme un fait primordial remontant à l'origine des choses, qui ne s'est pas reproduit et qu'il ne cherche pas à expliquer. Lamarck, lui, admet la génération spontanée actuelle, incessante, et par suite voit naître de nos jours encore ces corpuscules gélatineux ou mucilagineux capables d'engendrer des animaux et des plantes. Pour expliquer leur transformation organique et la succession des espèces, il a recours à la nature, aux fluides subtils, à l'influence exercée par l'animal sur lui-même sous l'empire du désir ou du besoin, en un mot à ces assertions à la fois hypothétiques et vagues qu'on lui a justement reprochées. Au contraire, rien de plus net que les faits invoqués par Darwin et auxquels il demande la solution du grand problème des espèces. Il en exagère sans doute la signification, et se trouve par là même entraîné à une foule d'hypothèses inadmissibles; mais, l'exagération admise et le mode d'argumentation accepté, il faut reconnaître que le savant anglais fait preuve d'une étendue, d'une sûreté de savoir vraiment remarquables, et que ses réponses à certaines objections sont parfaitement justes.

Je ne puis m'expliquer, par exemple, comment on a pu nier la lutte pour l'existence et la sélection naturelle. La première se traduit par des chiffres, et il dépend pour ainsi dire de nous de savoir ce qu'elle coûte annuellement à une espèce donnée. Bien loin d'être en contradiction avec ce que nous savons du monde organique, elle se présente à l'esprit comme un fait inévitable, fatal, qui a dû se produire dès l'origine des choses, partout et toujours. C'est là ce qu'oublient parfois quelques naturalistes parmi ceux mêmes qui, à des degrés divers, se déclarent partisans des doctrines de Darwin. Ainsi M. Gaudry, disciple, il est vrai, assez indépendant de son maître, dans le remarquable ouvrage où il a ressuscité pour nous la faune fossile de Pikermi, trace un tableau charmant de ce que devaient être pendant la période tertiaire ces terres de nos jours à demi désertes. Avec ce sentiment de poésie grave qu'inspire presque toujours une science élevée, il nous fait sentir vivement les harmonies de cette antique nature. Cinq espèces de grands chats, deux petits carnassiers jouant le rôle de nos fouines et de nos putois, étaient chargés de « tempérer ce que la fécondité des herbivores avait d'excessif. » Ceux-ci formaient la très grande majorité de la

faune. Les pachydermes, les ruminans, y étaient richement représentés. D'innombrables antilopes appartenant à diverses espèces distinctes paissaient à côté des hipparions, de deux espèces de mastodontes, de deux espèces de girafes, que dominait de toute sa masse le gigantesque dinothérium, le plus grand des mammifères terrestres qui ait jamais vécu. « Ce géant du vieux monde, à la fois puissant et pacifique, que nul n'avait à craindre, que tous respectaient, était vraiment la personnification de la nature calme et majestueuse des temps géologiques... Ainsi, ajoute M. Gaudry, il n'y avait pas concurrence vitale; tout était harmonie, et celui qui règle aujourd'hui la distribution des êtres vivans la réglait de même dans les âges passés. »

Pas de concurrence! pas de lutte pour l'existence! Hélas! un pareil âge d'or n'a jamais été possible. Oublions, si l'on veut, ces carnassiers qui tempéraient ce que la fécondité des herbivores a d'excessif par des procédés évidemment semblables à ceux qu'emploient encore les tigres et les lions; négligeons les conditions diverses imposées au règne végétal tout entier par le climat, par l'atmosphère, par le sol; ne parlons pas des luttes entre plantes, quelque incessantes qu'elles aient dû être alors comme aujourd'hui; la paix régnait-elle pour cela? Ces verdoyantes prairies que se disputaient les représentans de cette ancienne faune n'étaient-elles pas en guerre perpétuelle précisément avec ces pacifiques herbivores dont M. Gaudry a retrouvé les restes? Ces herbivores eux-mêmes échappaient-ils à la lutte? Non. La rareté, l'absence même de tout être destructeur par nature n'arrête pas la bataille de la vie. Pour que celle-ci existe, il n'est nullement nécessaire qu'il y ait des mangeurs et des mangés. Elle a certainement régné à Pikermi comme ailleurs. En somme, cette terre ressemblait assez à ces grandes solitudes de l'Afrique australe dont Le Vaillant, Livingstone, Delegorgue, ont tracé de si magnifiques tableaux. Entre l'Orange et le Zambèze, le mastodonte et l'hipparion sont représentés, peut-on dire, par l'éléphant et le couagga. Des troupeaux composés de milliers d'antilopes errent encore dans ces solitudes. Or un voyageur français, Delegorgue, nous apprend ce qui se passe lors des migrations des euchores. Les bandes en sont si nombreuses que les têtes de colonne seules profitent de la végétation luxuriante du pays; le centre achève de brouter ce qui reste; les derniers rangs ne trouvent plus qu'une terre nue, et sous les étreintes de la faim jalonnent la route de cadavres. Voilà bien la lutte pour l'existence chez une de ces espèces que nous prendrions pour type de l'animal inoffensif, et la voilà d'autant plus terrible, comme l'a justement dit Darwin, qu'elle s'exerce entre des êtres semblables, ayant par conséquent à satisfaire les mêmes besoins. Voilà aussi la

sélection naturelle apparaissant comme la conséquence forcée de cette lutte. Chez les euchores, les plus forts, les plus agiles, gagnent la tête, repoussant en arrière les faibles, les alourdis. Les plus dures conditions d'existence incombent ainsi à ceux-là mêmes qui peuvent le moins résister : leur mort devient inévitable, et l'épuration du troupeau en est le résultat.

Bien que reconnaissant l'exactitude de ces faits, quelques naturalistes ont vivement critiqué le terme de sélection et le rapprochement établi par Darwin entre ce qui se passe dans la nature et les procédés mis en œuvre par les éleveurs. C'est, a-t-on dit, prêter aux forces naturelles une sorte de spontanéité raisonnée qu'on ne saurait admettre. Sans doute; mais le savant anglais a répondu d'avance en signalant le premier ce que l'expression a de métaphorique. Quant au rapprochement lui-même, il est parfaitement fondé. Entre la lutte qui tue et l'éleveur qui d'une manière quelconque empêche les individus les moins parfaits de concourir à la production, il n'y a pas grande différence; parfois la similitude est complète. Un cheval hongre, un bœuf, un mouton, un chapon, tout en conservant leur vie individuelle et continuant à rendre des services à leur propriétaire, n'en sont pas moins morts pour l'espèce. A ce point de vue, les seuls individus survivans sont ceux que nous appelons étalon, taureau, bélier, coq. M. Naudin, Darwin, ont eu raison d'assimiler notre sélection intelligente et raisonnée à l'élimination qu'entraîne nécessairement le jeu des forces organiques et inorganiques. Seulement tous deux se sont mépris quant au résultat final, et n'ont pas fait une assez large part à l'intelligence. J'espère montrer qu'une fois engagé dans cette voie l'homme a fait plus que la nature.

On ne saurait donc contester ni la sélection ni les suites qu'elle entraîne lorsqu'il s'agit des formes et des fonctions organiques; mais peut-on admettre qu'elle existe et agisse de la même manière sur le je ne sais quoi que nous appelons l'instinct? Darwin s'est posé cette question, et l'a naturellement résolue dans le sens de l'affirmative. Ici encore on ne peut qu'adopter sa manière de voir dans une certaine limite. En fait, les instincts sont variables comme les formes. Nous voyons chaque jour, sous l'empire de la domestication, les instincts naturels s'effacer, se modifier, s'intervertir. Certainement aucun des ancêtres sauvages de nos chiens ne s'amusait à arrêter le gibier; le sanglier, devenu domestique, a perdu ses habitudes nocturnes. Dans la nature même et sous l'empire de conditions d'existence nouvelles, nous constatons des faits analogues. Troublés dans leurs paisibles travaux, les castors se sont dispersés et ont changé leur genre de vie; ils ont remplacé leurs anciennes cahutes par de longs boyaux percés dans la berge des fleuves : d'animal sociable et bâ-

tisseur qu'il était, le castor est devenu animal solitaire et terrier. Les instincts sont d'ailleurs héréditaires, et la loi d'accumulation se constate aisément à ce sujet. Le proverbe « bon chien chasse de race » exprime une vérité scientifique qu'eussent au besoin mise hors de doute les expériences de Knight. Il n'est pas d'ailleurs besoin d'insister sur l'utilité de certains instincts. Darwin a donc pu très logiquement leur appliquer toute sa théorie, admettre l'acquisition graduelle de chaque faculté mentale et prévoir l'époque où la psychologie, guidée par ce principe, reposera sur des bases toutes nouvelles. En définitive, pour qui croit que la cellule primitive a pu se transformer au point de devenir anatomiquement et physiologiquement une abeille, un coucou, un castor, il n'est pas plus difficile d'admettre qu'elle ait acquis les instincts qui de tout temps ont attiré sur ces animaux l'attention des naturalistes. Malheureusement c'est ici qu'il me faut abandonner un auteur avec lequel on aimerait à être jusqu'au bout en communauté de croyances. Sans doute l'espèce est *variable*, sans doute, en présence des faits qui s'accumulent chaque jour, on doit reconnaître que ses limites de variation s'étendent bien au-delà de ce qu'ont admis quelques-uns des plus grands maîtres de la science, Cuvier par exemple; mais rien n'indique jusqu'ici qu'elle soit *transmutable*. Partout autour de nous des races naissent, se développent et disparaissent; nulle part on n'a montré une espèce engendrée par une autre espèce, un type plus élevé sorti d'un type inférieur. C'est ce pouvoir de transmutation sans limites attribué aux types organiques que je ne saurais accepter, qu'il s'agisse de l'organisme matériel, des manifestations physiologiques ou des instincts; mais je tiens à suivre encore Darwin dans les applications de sa théorie. Ce n'est pas la partie la moins curieuse ni la moins attrayante de son œuvre.

Et d'abord constatons que, malgré les analogies incontestables existant entre les conceptions de Lamarck et de Darwin, le rapprochement des faits et des conséquences logiques des deux théories met tout d'abord en évidence la supériorité du naturaliste anglais. Lorsque avec l'auteur de la *Philosophie zoologique* on admet une génération spontanée toujours agissante et par conséquent une incessante genèse, il est bien difficile de s'expliquer comment le nombre des types fondamentaux a toujours été si restreint, comment il est resté constant pendant les myriades de siècles que suppose, dans toute théorie admettant la variation lente, la formation des espèces actuelles et des espèces éteintes. L'apparition successive et la filiation des types de classes, telles qu'il les conçoit, s'accordent peu avec certains faits paléontologiques. Il en est tout autrement dans la théorie de Darwin. Celle-ci expliquerait assez bien de quelle façon l'ordre admirable que nous constatons de nos jours

s'est établi comme de lui-même dès le début, et maintenu à travers les âges. L'identité des conditions d'existence premières, la simplicité organique originelle, rendent compte d'une manière plausible du petit nombre des types primordiaux, règnes et embranchemens. La complication croissante des organismes ressort comme une conséquence forcée de ces premiers changemens et de la lutte pour l'existence. De la filiation ininterrompue des espèces et des deux lois de divergence et de continuité, il résulte non moins impérieusement que tout type réalisé dans ses traits généraux ne saurait désormais s'effacer d'une manière absolue dans aucun de ses représentans, que ses dérivés les plus éloignés en conservent toujours l'empreinte fondamentale et ne sauraient passer à un autre. C'est là un fait important. Telliamed admet la transformation individuelle des poissons en oiseaux; Lamarck fait descendre ces derniers des reptiles; de pareilles déviations sont impossibles dans les idées de Darwin. Eût-il acquis le vol de l'aigle, tout animal qui compterait un poisson ou un reptile bien caractérisé parmi ses ancêtres ne pourrait jamais être l'allié même des canards ou des pingouins; il resterait attaché à l'une ou à l'autre des classes inférieures des vertébrés. Pour retrouver l'origine des trois types, il faudrait remonter jusqu'à un ancêtre commun dont l'organisme encore indécis ne réalisait ni l'un ni l'autre. Cette conséquence directe des observations sur lesquelles repose toute la doctrine darwinienne pourrait être appelée la loi de caractérisation permanente. Elle a été parfois oubliée par quelques-uns des plus fervens disciples du savant anglais, et pourtant la supprimer, ce serait ôter à sa doctrine un de ses étais les plus puissans, car elle peut seule résoudre une foule de questions que soulève l'étude générale des êtres organisés dans le présent aussi bien que dans le passé; seule elle peut donner jusqu'à un certain point une explication de l'ordre admirable du monde organique. Ce principe enlevé, toute cause de coordination disparaîtrait, et il faudrait admettre que les transformations, livrées à tant de causes d'écart, n'ont produit que par un pur hasard ce tout harmonieux qu'étudient les naturalistes, qu'admirent les penseurs.

A l'époque où Lamarck écrivait sa *Philosophie zoologique*, il était à la rigueur excusable de méconnaître les problèmes posés par la paléontologie naissante. Il ne saurait en être de même aujourd'hui que les faunes éteintes nous sont connues au moins dans ce qu'elles ont de général. Toute doctrine de la nature de celles que nous examinons ici doit avant tout nous donner la clé de ce passé. Or, à voir les choses en bloc et au premier coup d'œil, celle de Darwin semble satisfaire à cette condition d'une manière remarquable. Depuis longtemps, les paléontologistes ont admis que la création animée a été en se perfectionnant des anciens temps jus-

qu'à nos jours. Agassiz, appliquant cette donnée aux représentans d'une même classe, a soutenu que les espèces éteintes rappelaient à certains égards les embryons des espèces actuelles. Il y a certainement de l'exagération et plus d'apparence que de réalité dans cette manière de voir; mais le fait seul qu'un homme aussi éminent qu'Agassiz ait cru pouvoir la soutenir donne une idée des rapports existant entre les êtres organisés que nous voyons et ceux qui les précédèrent à la surface du globe. Ajoutons que les espèces éteintes viennent toutes se ranger très naturellement à côté ou dans le voisinage des espèces vivantes. Pour les distribuer d'une manière méthodique, il n'a pas été nécessaire d'imaginer des nomenclatures, des classifications nouvelles. Pour trouver une place à tous les animaux fossiles découverts jusqu'ici, on n'a pas eu à créer une seule *classe* de plus. En revanche, ils ont comblé une foule de lacunes et rempli bon nombre de *blancs* dans celles qui existaient déjà. Les espèces éteintes et les espèces vivantes apparaissent donc comme les parties intégrantes d'un même système de création, réunissant par des rapports au fond toujours identiques le passé et le présent du monde organisé. Ces faits généraux s'accordent avec la théorie que j'ai exposée.

Un autre fait sur lequel Darwin a appelé l'attention, et qu'ont mis hors de doute les travaux de nos plus célèbres paléontologistes, est l'étroite parenté qui relie parfois dans une même contrée les vivans et les morts. Les faunes fossiles tertiaires de certaines régions présentent en effet avec la faune de nos jours des affinités d'autant plus frappantes que cette dernière est plus exceptionnelle. L'Australie avec ses marsupiaux, l'Amérique méridionale avec ses édentés, la Nouvelle-Zélande avec ses singuliers et gigantesques oiseaux, sont autant d'exemples remarquables de ce que Darwin apppelle la loi de succession des types. Il est évident que ce n'est qu'un cas particulier, mais très curieux, de la loi de caractérisation permanente, maintenant à un haut degré le cachet d'un type donné pendant le développement d'espèces nouvelles, de genres nouveaux, et à travers les changemens subis par la croûte du globe.

Il est des faits d'une tout autre nature que la théorie doit également expliquer. Les types secondaires, simples modifications de types d'*ordre* ou de *classe*, sont loin de se propager toujours ainsi. On les voit au contraire se succéder et se remplacer, tantôt d'une manière progressive et lente, tantôt presque subitement; une fois éteints, ils ne reparaîssent plus. Il en est de même des espèces, et c'est de là que viennent l'importance et la sûreté des renseignemens que l'étude des fossiles fournit aux géologues. Or la sélection naturelle et la lutte pour l'existence rendent aisément compte de l'extinction soit des espèces isolées, soit des groupes les plus nom-

breux. Sans même faire intervenir aucun élément étranger, il est clair que, dans une région donnée, l'une et l'autre ont assuré aux individus qui se modifiaient pour mieux s'adapter aux conditions d'existence, à leurs descendans qui s'isolaient et se transformaient en espèces, une supériorité de plus en plus marquée sur les espèces qui ne changeaient pas. Celles-ci, devenues inférieures au point de vue de l'adaptation, ne purent donc que succomber et être remplacées par des formes nouvelles. En pareil cas, la substitution dut s'accomplir progressivement et peu à peu. Elle put au contraire être brusque à la suite d'une invasion analogue à celles dont les animaux et les plantes de nos jours fournissent des exemples; mais il faut alors supposer que les espèces conquérantes s'étaient formées ailleurs, car toute apparition subite d'un type ou d'une espèce comptant d'emblée de nombreux représentans est en désaccord complet avec les fondemens mêmes de la doctrine darwinienne.

Ces changemens dans les faunes paléontologiques embrassent parfois le monde entier, et semblent s'être accomplis à la même époque. En outre les types de remplacement présentent dans les deux mondes et dans les deux hémisphères la plus frappante analogie. Par exemple, les mollusques de la craie d'Europe ont leurs termes correspondans dans les deux Amériques, à la Terre-de-Feu, au cap de Bonne-Espérance et dans l'Inde. Les espèces ne sont pas identiques; mais elles appartiennent aux mêmes familles, aux mêmes genres, aux mêmes sous-genres, et parfois les mêmes détails caractéristiques se retrouvent dans les deux mondes. Cette transformation simultanée des formes organiques, ce *parallélisme* des faunes a vivement excité l'attention des paléontologistes. De pareils phénomènes, disent MM. d'Archiac et de Verneuil, « dépendent des lois générales qui gouvernent le règne animal tout entier; » ils posent évidemment à la science un problème des plus intéressans. Eh bien! encore ici la théorie de Darwin peut s'accorder avec les faits. Il suffit d'admettre avec lui que sur un point donné du globe existait aux époques dont il s'agit une famille, un genre même dominant sur une contrée étendue, composé d'espèces à la fois très nombreuses et facilement variables, capables par conséquent de s'adapter aisément aux milieux les plus divers. Un pareil groupe devra inévitablement s'étendre de proche en proche et en tout sens. Ses représentans, rapidement perfectionnés, détruiront et remplaceront les espèces locales, et ne s'arrêteront que devant des barrières infranchissables, telles qu'en présenteraient les terres pour des espèces marines. Dans ces migrations lointaines, et par suite des conditions d'existence qu'elles rencontreront, les espèces du groupe conquérant se modifieront sans doute, la loi d'adaptation tirera de ce fonds commun une foule d'espèces nouvelles; mais la loi de ca-

ractérisation maintiendra des rapports fondamentaux entre les genres et les familles qu'elles engendreront à leur tour, et quand leurs descendans auront repeuplé le globe, ils porteront encore dans leurs traits caractéristiques le cachet de cette origine commune.

Ces modifications de toute sorte, ces migrations en tout sens, s'accomplissaient, selon Darwin, pendant que le globe lui-même subissait les révolutions dont sa croûte solide a conservé les traces et passait par diverses alternatives de climat. Le monde organique recevait évidemment le contre-coup des événemens géologiques, et son évolution régulière en était inévitablement troublée. Un continent effondré laissait isolées l'une de l'autre deux faunes jusque-là en contact; un continent soulevé pouvait être peuplé à la fois de différens côtés et recevoir ainsi des représentans de faunes précédemment bien distinctes; une période glaciaire amenait au cœur de régions naturellement tempérées ou même chaudes des espèces des pays froids qui plus tard pouvaient se séparer, les unes se retirant sur le sommet des montagnes, les autres fuyant vers le pôle quand la température se réchauffait de nouveau. L'état présent n'est que la résultante de tout ce passé si complexe. Cette conséquence de la doctrine darwinienne n'est pas une des moins frappantes. L'imagination est vivement frappée par ce tableau de la continuité et de la corrélation des phénomènes, par cette solidarité des premiers débuts et de ce qui pour nous est la fin des choses, par cette étroite connexion du globe et des êtres vivans qu'il nourrit. Ajoutons que la distribution des faunes et des flores semble encore ici confirmer la théorie par certains faits généraux. Telle est en particulier la différence parfois très grande que présentent les productions de contrées offrant d'ailleurs des conditions d'existence identiques. Les lois de l'hérédité comprises à la façon de Darwin, les grandes migrations accomplies sous la condition de la lutte pour l'existence et de la sélection naturelle, expliquent ce fait très naturellement. Telle est encore l'influence des barrières naturelles arrêtant les migrations ou forçant à d'immenses détours les espèces envahissantes, qui se modifient en route, et s'écartent d'autant plus de la forme originelle que le voyage est plus long.

De cet ensemble de causes et d'effets jouant à leur tour le rôle de causes résulterait très naturellement l'un des traits les plus saillans de la distribution des êtres, je veux parler de ces grandes aires botaniques ou zoologiques nommées par la plupart des naturalistes *centres de création*. Darwin a désigné par cette expression le lieu d'origine de chaque espèce. Il a montré que sa théorie conduit à regarder chacune d'elles comme ayant été d'abord cantonnée et n'ayant pu s'étendre que par voie de migration. Or, les genres ayant pris naissance comme les espèces, l'aire occupée par chacun

d'eux a dû d'abord être continue. La descendance de plus en plus modifiée d'un petit nombre de genres dominans a donc envahi de proche en proche les régions voisines, emportant partout avec elle l'empreinte des types originels. Ainsi s'expliquent les analogies remarquables, la ressemblance générale des êtres qui peuplent les plus grands centres de création, un continent, une mer. Les conditions d'existence variant d'ailleurs de l'un à l'autre dans l'ensemble et entraînant des exigences d'adaptation différentes, on comprend que chaque grand centre devra différer des autres, alors même que les types premiers qui ont peuplé à l'origine chacun d'eux eussent été voisins. La migration de types isolés, les conditions locales, peuvent avoir aisément entraîné l'apparition des types spéciaux. L'Australie, l'Amérique du Sud, l'Afrique australe, présentent à un remarquable degré tous ces caractères.

Ces continens, placés dans le même hémisphère et à peu près sous les mêmes parallèles, possèdent au moins par place des conditions d'existence fort semblables; les phénomènes d'adaptation devaient donc offrir une certaine analogie et engendrer des êtres présentant des rapports assez étroits. Ici encore les faits concordent avec les inductions théoriques. Darwin cite l'agouti, la viscache, comme représentant dans l'Amérique du Sud nos lièvres et nos lapins, — l'ému, l'autruche, le nandou, comme reproduisant des formes analogues en Australie, en Afrique et en Amérique. Il aurait pu citer encore tous les marsupiaux de l'Australie, dont le type se modifie de manière à répéter pour ainsi dire dans cette série particulière les grandes divisions des autres mammifères, et l'on voit que la doctrine de Darwin justifie aisément ce parallélisme. Elle rend également compte d'un autre fait non moins important. Une contrée, centre de création très distinct quand il s'agit d'un groupe animal, peut fort bien se fondre dans les régions voisines lorsque l'on étudie un groupe différent. A ne considérer que la classe des mammifères, l'Australie est un centre des plus isolés; il en est de même de la Nouvelle-Zélande, si l'on s'en tient au groupe des oiseaux. Pour qui s'occupe des insectes au contraire, elles doivent être réunies entre elles et à la Nouvelle-Guinée (1). Le développement successif des types généraux, le peuplement par migrations tel que l'entend le savant anglais, auraient pu le faire prévoir.

Les espèces, les groupes de tout rang distribués à la surface du globe, ont entre eux des rapports multiples et variés dont la connaissance constitue le fond de la *méthode naturelle* telle que l'entendait Cuvier. C'est ici surtout que la doctrine de Darwin est faite pour entraîner les naturalistes. Certainement elle interprète bien

(1) *Introduction à l'entomologie*, par Lacordaire.

mieux qu'aucune autre ces rapports et en explique l'origine. Ajoutons seulement qu'en substituant l'idée de *filiation* et de parenté réelle à la notion d'*affinité* et de simple voisinage, Darwin accroît de beaucoup l'intérêt déjà si grand qui s'attache à cet ordre de recherches. Il se rencontre ici parfaitement avec Lamarck, et il est à regretter qu'il n'ait pas suivi l'exemple de son devancier en dressant le tableau généalogique des groupes principaux du règne animal, ou tout au moins en faisant l'application de ses idées à un certain nombre de types. Mlle Royer, dans quelques-unes des nombreuses notes où elle a fait preuve souvent d'un vrai savoir, l'a complété sur ce point. Partant de la classe des poissons, l'habile interprète de Darwin voit naître au sein des eaux des poissons volans, pères des reptiles volans de l'ancien monde et de nos oiseaux actuels, des poissons rampans, qui se transformèrent en reptiles ordinaires d'où sortirent à leur tour les mammifères. Il est à remarquer que, dans ces développemens très logiques de la pensée de son maître, Mlle Royer se rencontre avec Lamarck à peu près autant que le permettent les progrès de la science. Comme lui, entre autres, elle attribue à une métamorphose régressive l'apparition du type des cétacés.

Évidemment la conception de Darwin comme celle de Lamarck, la sélection naturelle comme le développement par suite des habitudes, conduisent à admettre qu'il ne peut y avoir de distinction tranchée d'espèce à espèce, à plus forte raison de groupe à groupe. Nous savons tous pourtant qu'il n'en est pas ainsi, et nous avons vu le naturaliste français rendre compte de ces irrégularités par des circonstances accidentelles quand il ne trouvait pas d'espèces intermédiaires, comme l'ornithorhynque. Ne tenant pas compte des données paléontologiques, encore bien imparfaites, il est vrai, il ne pouvait guère en effet invoquer d'autres raisons. Venu près d'un demi-siècle après lui, le savant anglais avait de bien autres faits à sa disposition, et c'est précisément la paléontologie qui les lui fournit. Comme l'avaient fait Blainville et bien d'autres depuis, c'est aux faunes, aux flores éteintes, qu'il demande les types intermédiaires destinés à combler les différences trop tranchées qui isolent nos genres, nos ordres, nos classes, et parfois, il faut l'avouer, elles semblent répondre à son appel. « Le cochon et le chameau, le cheval et le tapir, sont des formes parfaitement distinctes pour tous et à première vue; mais, si nous intercalons entre eux les divers mammifères fossiles qui ont été découverts dans les familles dont ces genres font partie, ces animaux se trouvent rattachés les uns aux autres par des liens de transition assez serrés. » Trop souvent cependant la paléontologie est muette, et ne fournit pas les types de transition désirés. Darwin explique ces lacunes par l'imperfection de notre savoir, par l'insuffisance des documens géologiques. Il ne

pense pas que les couches du globe renferment les restes de tout ce qui a vécu; il admet au contraire qu'un concours de circonstances assez difficile à réaliser a été nécessaire pour qu'il se formât des couches fossilifères. A l'en croire, nous devons donc renoncer à être jamais renseignés même sur des périodes entières, et cependant il se croit autorisé à conclure que l'ensemble des faits témoigne en sa faveur.

Les naturalistes n'ont pas à rechercher seulement les rapports de supériorité ou d'infériorité relative. Il en est d'autres plus obscurs et plus délicats dont on se préoccupe aujourd'hui avec raison, et dont la doctrine de Darwin rend souvent compte d'une manière à la fois simple et plausible. Ces rapports sont ceux que l'on désigne par les expressions de termes correspondans, d'analogues, de types aberrans, de types de transition. On donne le premier nom à des êtres qui, quoique appartenant à des types différens, n'en présentent pas moins des ressemblances secondaires tellement frappantes, qu'elles peuvent parfois masquer momentanément les différences radicales et faire croire à une parenté qui en réalité n'existe pas. Divers groupes de mammifères, par exemple, possèdent des représentans dont les uns sont faits pour mener une vie toute terrestre, dont les autres habitent les eaux. Pour les premiers, la distinction est aisée : personne ne confondra un carnassier et un pachyderme; mais chez les représentans amphibies de ces deux ordres le type a dû subir des modifications profondes pour s'adapter à un genre de vie spécial, et, les conditions d'adaptation étant les mêmes, il en est résulté des ressemblances qui ont fait longtemps hésiter les naturalistes. Le morse, le dugong, le lamantin, sont des termes correspondans. Chez tous les trois, la forme générale du corps s'est modifiée, les membres sont réduits à de simples palettes jouant le rôle de nageoires. Un pas de plus, et on arrive aux baleines, aux dauphins, que le vulgaire, trompé par les formes extérieures, confond avec les poissons, et qui ne sont en réalité que les analogues de cette dernière classe dans celle des mammifères.

L'épithète d'aberrant peut s'appliquer à tous les êtres qui s'écartent brusquement, par une ou plusieurs particularités frappantes, du type auquel il se rattachent d'ailleurs par les caractères les plus essentiels. Des conditions d'adaptation exceptionnelles suffisent généralement pour justifier l'existence de ces espèces ou de ces groupes hors rang; mais il est un cas plus difficile à expliquer, et dont la théorie de Darwin rend également compte. Je veux parler des types de transition. J'ai proposé de comprendre sous cette dénomination les groupes ou les espèces chez qui l'écart résulte de la juxtaposition de certains traits caractéristiques empruntés de toutes pièces à des groupes fondamentalement distincts. Tels

sont les échiures, dont les appendices antérieurs sont disposés par paires comme chez les annelés, tandis que les postérieurs divergent autour du corps comme chez les rayonnés. Tels sont encore le lépidosyren, qui tient du reptile et du poisson, l'ornithorhynque, qui, véritable mammifère, touche à la fois aux oiseaux et aux reptiles par son organisation. Pour Darwin, ce sont là autant de représentans peu modifiés des anciennes souches-mères; ils montrent ce qui existait avant que les rayonnés et les annelés, les poissons et les reptiles, les oiseaux et les mammifères, eussent été définitivement séparés grâce à la loi de divergence. Les types de transition seraient donc plus anciens à la surface du globe qu'aucun de ceux qu'ils relient à titre d'intermédiaires. Ici la théorie n'explique pas seulement des faits difficiles à interpréter, elle détermine en outre l'époque relative où ils ont dû apparaître.

La morphologie générale et l'anatomie philosophique présentent souvent avec la doctrine de Darwin un accord non moins saisissant. Chacun sait que les membres antérieurs de l'homme, du lion, du cheval, de la chauve-souris, sont composés d'élémens identiques au fond. Les invertébrés présentent des faits encore plus frappans peut-être. Dans la trompe si longue et si flexible du papillon, on retrouve les pièces qui composent la courte et robuste armature de la bouche chez les coléoptères. Tous ces faits ne sont au reste que des applications particulières d'une loi générale, de la loi d'économie, si bien mise en lumière par M. Edwards. Lorsque, partant des types inférieurs, on étudie comparativement des organismes de plus en plus élevés, on ne les voit jamais se perfectionner brusquement. Surtout, même alors que les fonctions augmentent en nombre, les instrumens anatomiques chargés d'y subvenir ne présentent pas pour cela d'emblée une multiplication correspondante. Il semble que, peu impérieux au début, chaque besoin physiologique nouveau peut être satisfait par la simple adaptation d'un organe déjà existant. Parfois les fonctions les plus générales, les plus nécessaires à l'entretien de la vie, s'accomplissent de cette manière. La respiration se fait longtemps par la peau seule; elle se localise ensuite sur quelques parties de l'enveloppe générale, sur certains points des organes locomoteurs, jusque dans la partie postérieure du tube digestif, bien avant que n'apparaissent des organes respiratoires proprement dits, branchies, poumons ou trachées. De là vient précisément cette gradation, cette progression des êtres qui conduit par degrés du plus simple au plus composé, et qui a donné naissance à l'aphorisme : *natura non facit saltum*. Qui ne voit que cette adaptation d'un même organe à l'accomplissement de fonctions diverses, la lenteur avec laquelle apparaissent les organes nouveaux, l'économie qui semble présider sans cesse à la constitu-

tion des appareils organiques, le perfectionnement insensible, mais progressif, qui résulte de cet ensemble de causes, pourraient se déduire des lois de la sélection naturelle?

Il y a plus. Dans tout organe composé de plusieurs élémens, les relations anatomiques entre ceux-ci sont à peu près invariables. Geoffroy Saint-Hilaire, qui le premier a formulé ce principe des connexions, disait avec raison « qu'un os disparaît plutôt que de changer de place. » Il partait des animaux supérieurs, et descendait l'échelle. Procédant en sens inverse, nous dirons : L'intercalation d'un élément nouveau peut seule rompre les rapports des élémens préexistans. De la palette natatoire des tortues marines à l'aile des oiseaux et au bras de l'homme lui-même, cette loi se vérifie aisément; pourtant les fonctions à accomplir sont aussi différentes que possible, et la forme des élémens osseux varie considérablement. Ici encore les lois d'hérédité et de caractérisation permanente posées par Darwin expliquent logiquement les modifications subies par les élémens de ces membres. La première accumule les petites différences et produit la divergence, la seconde maintient le plan général. L'esprit, en se figurant la succession des phénomènes, ne voit aucune raison qui puisse amener le déplacement d'un seul os, d'un seul élément organique, quelque raccourcissement, quelque élongation, quelque transformation morphologique qu'il ait subie.

De l'ensemble des règnes organiques, nous arrivons ainsi avec Darwin à l'espèce et à ses représentans adultes. Le savant anglais nous conduit plus loin encore, et rattache à sa doctrine le développement individuel lui-même. Adoptant à la fois les idées de Serres et celles d'Agassiz, il voit dans l'ensemble des phénomènes embryogéniques la représentation de la genèse des êtres. L'embryon est pour lui l'animal lui-même, moins modifié qu'il ne le sera plus tard, et reproduisant dans son évolution personnelle les phases qu'a présentées l'espèce dans sa formation graduelle. Il rend compte par là de la ressemblance extrême, de l'identité apparente si souvent constatée aux premiers temps de leur existence entre les animaux qui seront plus tard les plus différens, tels que les mammifères, les oiseaux, les lézards, les serpens. L'identité de leur structure embryonnaire atteste à ses yeux leur communauté d'origine. A cette époque de leur vie, ils reproduisent les traits de quelque ancêtre commun d'où ils descendent tous. Les phases successives qu'ils ont à traverser pour atteindre à leurs formes définitives ne sont qu'une manifestation de la loi d'hérédité à terme fixe faisant reparaître chez l'individu, dans l'ordre où ils ont apparu, les caractères successivement acquis par les variétés et les espèces qui ont précédé les types actuels. La même loi rend compte des différences qui distinguent les jeunes des adultes. Enfin le « déve-

loppement récurrent » lui-même, ce phénomène singulier qui nous montre l'animal parfait très inférieur à sa larve au point de vue de l'organisation, trouve encore dans cette manière de voir une interprétation satisfaisante, et révèle les transformations régressives qui ont donné naissance à certains types inférieurs.

Dans les applications de sa doctrine à l'embryogénie, Darwin ne compare guère les uns aux autres que les représentans d'une même classe, et tout aux plus ceux de l'embranchement des vertébrés. Il ne passe pas d'un embranchement à l'autre, et semble s'arrêter devant une généralisation complète. J'aurais aimé à voir le savant anglais aller jusqu'au bout, et il le pouvait certainement sans se montrer beaucoup plus téméraire que nous ne l'avons vu jusqu'ici. Si toute phase embryonnaire semblable ou seulement analogue atteste entre les animaux les plus différens une descendance commune, il doit en être à plus forte raison de même lorsqu'il y a identité au point de départ. Or cette identité, au moins apparente, existe entre tous les êtres vivans, à la condition de remonter assez haut. A leur début premier, tous les animaux se ressemblent et ressemblent aux végétaux : l'œuf, la graine, où se développera l'embryon et qui le contiennent virtuellement, débutent partout de la même manière. L'un et l'autre ne sont d'abord qu'une simple cellule. L'embryogénie nous ramène donc soit au *prototype* de Darwin, soit à quelque chose de très semblable. Pourquoi ne pas voir dans la cellule ovulaire le représentant de cet ancêtre commun de tout ce qui vit? La loi d'hérédité à terme, une des plus heureuses inventions de l'auteur, n'est-elle pas là pour expliquer les phases qui séparent cette forme initiale de la forme indécise du vertébré à peine ébauché, comme elle a interprété le passage de celui-ci au type accentué de reptile ou de mammifère? Tel est évidemment le dernier terme des idées darwiniennes appliquées à l'embryogénie.

La théorie de Darwin ne se borne pas à grouper les phénomènes présens et passés du monde organique, à les interpréter les uns par les autres; elle permet encore de jeter un coup d'œil sur l'avenir et de prévoir jusqu'à un certain point ce que seront les faunes, les flores qui succéderont aux plantes, aux animaux que nous connaissons. Rappelons-nous les phénomènes généraux du développement et de l'extinction des êtres. En général, les genres qui ne comptent que peu d'espèces, les espèces représentées par un petit nombre d'individus, sont en voie de disparaître; au contraire toute espèce largement développée et à laquelle se rattachent un grand nombre de variétés, tout genre composé de nombreuses espèces répandues sur de vastes espaces, attestent par cela même leur vitalité, et réunissent les conditions nécessaires pour l'emporter dans la bataille de la vie. En vertu des lois que nous avons ex-

posées, la victoire leur est assurée; tôt ou tard ils anéantiront leurs rivaux et renouvelleront la face du globe. Ils se modifieront sans doute et enfanteront de nombreux sous-types; mais la loi de caractérisation permanente arrêtera tout écart trop marqué. Les différences ne sauraient guère s'étendre au-delà de ce que nous montrent les dernières époques géologiques. Dès à présent donc, le botaniste, le zoologiste, peuvent faire une sorte de triage approximatif parmi les types contemporains, prévoir la disparition des uns, l'extension et les évolutions des autres, et se figurer le monde de l'avenir à peu près comme ils reconstruisent le monde du passé.

Telle est la doctrine de Darwin. Il n'est que juste de reconnaître ce qu'il y a de remarquable dans cette ingénieuse conception, dans la manière dont elle a été développée par l'auteur. Certes ce n'est pas un esprit ordinaire, celui qui, partant de la lutte pour l'existence, trouve dans la fatalité de ce fait la cause du développement organique, qui rattache ainsi le perfectionnement graduel des êtres, l'apparition successive de tout ce qui a existé, existe et existera, aux fléaux mêmes de la nature vivante, à la guerre, à la famine, à la mort, qui dans l'évolution embryogénique d'un seul individu retrouve l'histoire de tout un règne, qui, dépassant les appréciations des plus hardis géologues, repousse dans un incalculable passé tous les faits organiques en même temps qu'il nous en dévoile la succession et la marche, qui nous montre un avenir non moins étendu et la nature vivante sans cesse en progrès, élevant peu à peu vers la perfection tout don physique ou intellectuel. Je comprends la fascination exercée par ces magnifiques prévisions, par ces clartés qu'une intelligence pénétrante, appuyée sur un incontestable savoir, semblait porter dans l'obscurité des âges. J'ai eu à m'en défendre moi-même lorsque pour la première fois j'ai lu le livre de Darwin. Pourtant je sentais naître dans mon esprit de nombreuses difficultés, de sérieuses objections. Je trouvais trop souvent l'hypothèse à côté du fait, le possible à la place du réel. Le désaccord entre la théorie et les résultats de l'observation se mêlaient trop souvent aussi aux coïncidences que j'ai signalées. Ce qui m'a toujours écarté de Lamarck me séparait également de Darwin. L'ensemble des résultats acquis à la science m'a conduit depuis longtemps à admettre dans de très larges limites la variation des espèces : la même raison m'a constamment empêché d'en admettre la transmutation. Le premier ouvrage de Darwin, ses publications récentes, celles de ses disciples, n'ont pu changer mes convictions sur cet ensemble de questions, beaucoup moins simples qu'on ne le croit souvent. Il me reste à justifier la manière dont je les envisage.

A. DE QUATREFAGES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1868.

Voici donc la dernière heure d'une année qui disparaît en réveillant chez tous les hommes le sentiment de la fuite des choses. Elle n'a plus rien à nous donner, cette année qui s'en va derrière nous en tourbillonnant comme les rafales d'hiver; nous n'avons plus rien à lui demander, elle ne peut plus rien pour nous. Tout ce qu'elle renfermait d'obscur et d'inconnu, elle l'a livré à notre curiosité ou à nos désirs. Elle a porté aux uns la joie, aux autres le deuil, à ceux-ci des révolutions, à ceux-là un répit entre deux tempêtes; à tous elle lègue des souvenirs qui font désormais partie de l'histoire. Elle n'a résolu en vérité aucun des problèmes qui agitent aujourd'hui le monde, problèmes d'équilibre entre les nations ou d'organisation intérieure dans les sociétés. Tout ce qu'on peut dire d'elle, c'est qu'elle a été une année de paix ou plutôt une année d'observation et d'expectative au milieu des ambitions, des intérêts, des antagonismes toujours prêts à faire explosion, mais toujours contenus par une force supérieure. Elle s'en va maintenant, et en finissant elle laisse l'Europe en face d'un de ces conflits auxquels elle ne peut échapper de temps à autre, — la France en face d'un de ces changemens ministériels qui viennent quelquefois la surprendre quand elle ne s'y attend plus.

Le conflit de la Turquie et de la Grèce est en effet un des legs de l'année qui s'achève à l'année qui commence. Il a failli échapper à la diplomatie, tant les événemens semblaient se précipiter. La Turquie s'était hâtée de dépêcher son ultimatum à Athènes en laissant à peine quelques jours de réflexion aux ministres du roi George. La Grèce, fort émue, faisait mine de résister à la sommation. On n'avait pas eu encore le temps de se reconnaître que la rupture éclatait déjà, et l'amiral turc, un capitaine anglais passé au service de la Porte, Hobart-Pacha, était chargé d'aller croiser devant Syra pour donner la chasse à un corsaire, l'*Enosis*,

soupçonné de ravitailler l'insurrection crétoise. De son côté, le gouvernement hellénique, cédant à l'exaltation populaire, expédiait aussitôt à Syra un navire, heureusement devancé par un bâtiment français dont l'apparition a suffi pour écarter les chances d'une collision plus grave. Sur ces entrefaites, la diplomatie est intervenue pour tempérer cette humeur belliqueuse, et au demeurant les hostilités se sont bornées jusqu'ici à quelques coups de canon, envoyés par Hobart-Pacha contre ce redoutable *Enosis*, qui en d'autres circonstances aurait bien pu mettre le feu au monde. Le conflit n'est point assurément terminé, puisque les adversaires restent en présence; on peut dire cependant qu'il est provisoirement entré dans une phase d'apaisement par cela seul que les puissances européennes l'ont évoqué devant elles, comme elles en avaient le droit de toute façon, par leur titre de protectrices de la Grèce, en vertu du traité de 1856 et en fin de compte par cette considération supérieure qui domine toutes les autres, l'intérêt de la paix européenne. Aujourd'hui ce différend est passé sous la juridiction d'une conférence qui doit se réunir à Paris, comme toutes celles qui ont été appelées, depuis la guerre de Crimée, à délibérer sur des questions analogues dès qu'elles ont pris un caractère un peu général; du reste ce choix de Paris semble avoir été fait en quelque sorte spontanément, sans nulle objection d'aucun côté. L'idée de la réunion d'une conférence, quoiqu'elle dût naître évidemment dans tous les esprits, est venue de la Prusse, de M. de Bismarck, qui dans toute cette affaire s'est conduit en homme tenant à témoigner son zèle pour la paix. La dernière adhésion restée un moment incertaine, celle de la Russie, ne fait plus de doute aujourd'hui.

Ce n'était pourtant pas aussi facile qu'on le croirait de rassembler ce conseil des puissances. Deux questions au moins délicates s'élevaient tout d'abord. La première, c'était la question même de l'admission de la Grèce. La Grèce prendrait-elle part à la conférence, et à quel titre y figurerait-elle? Le gouvernement hellénique, puisqu'il était en cause, voulait naturellement assister à la délibération au même titre que le gouvernement ottoman. La Turquie de son côté ne voulait point du tout de la présence de la Grèce, et chacun des adversaires avait ses alliés ou ses partisans. L'Autriche, l'Angleterre, s'en tenant strictement aux traités, penchaient pour la Turquie. La Russie, on le comprend, soutenait la Grèce dans sa prétention. La France a pris le rôle de conciliatrice, et le résultat a été que la Grèce serait admise à la conférence avec voix consultative. Autre question préliminaire d'où dépendait la réunion de la conférence : sur quoi délibérerait-on? Ne se laisserait-on pas aller par une pente naturelle à scruter les causes supérieures du conflit, à interroger les rapports généraux de l'empire ottoman et du jeune royaume hellénique? Ici encore la difficulté était épineuse. La Turquie voulait avant tout que le cercle de la délibération européenne restât nettement défini, qu'on ne s'écartât pas des points précis de son ultimatum. L'An-

gleterre, qui a peu de goût pour les négociations vagues et indéfinies, devait avoir le même désir. C'était restreindre singulièrement la portée de l'intervention européenne; mais cette restriction même était une nécessité inévitable, si l'on ne voulait pas aller se heurter contre des questions qui feraient éclater aussitôt tous les dissentimens. La conférence prochaine, si rien au dernier moment ne vient la faire évanouir, n'a donc d'autre mission que d'empêcher Turcs et Grecs d'en venir aux mains, de régler le différend actuel, d'éteindre une « allumette chimique » qui de l'Orient pourrait communiquer le feu à l'Occident. Elle ne veut examiner ni les affaires de Crète, qui ont été le point de départ du conflit, ni les aspirations nationales de la Grèce, ni la manière dont la Turquie réalise ses réformes intérieures. Il n'est pas moins certain qu'au-dessus d'un débat restreint et en quelque sorte tout local planeront inévitablement toutes les considérations qui se rattachent à l'état de ces contrées orientales. La question d'Orient restera au seuil de la conférence, c'est ainsi convenu; il est bien difficile qu'elle ne fasse pas quelque apparition comme un fantôme importun, et nous ne savons pourquoi cette conférence ramène dans notre mémoire cette séance fameuse du congrès de Paris où l'Italie, sans être en cause, n'était pas moins présente, obscure et petite encore, mais prête à grandir et à faire parler d'elle dans le monde.

On s'est plu à dire avec une curieuse insistance depuis quelques jours, la presse russe ne cesse de proclamer avec passion, les journaux prussiens ont répété avec acrimonie que M. de Beust a été le boute-feu de ce nouveau conflit oriental, que c'est l'Autriche qui a poussé la Turquie à se jeter dans cette querelle avec la Grèce, et peu s'en faut qu'on n'ait imaginé quelque conspiration profonde entre Vienne et Constantinople pour brusquer la situation. En revanche, d'autres n'ont pas manqué de voir les excitations de la Russie dans les agitations incessantes de la Grèce, dans l'attitude provocatrice du jeune état hellénique vis-à-vis de la Turquie. Ce n'est pas bien nécessaire de rechercher dans quel intérêt M. de Beust se serait proposé aujourd'hui de mettre le feu à l'Orient en se cachant derrière la Turquie, ou quelle part d'influence peut avoir la Russie dans les dernières agitations de la Grèce. Ce conflit gréco-turc, il naît en vérité, comme ceux qui l'ont précédé et comme ceux qui le suivront, de toute une situation. Il faut être juste, tout est arrangé en Orient de façon à favoriser ces querelles, à la fois inévitables et insolubles. Qu'on se place à un point de vue supérieur. L'Europe après tout n'a que les embarras qu'elle s'est préparés; c'est elle qui a créé la Grèce, qui l'a soutenue dès ses premiers pas, qui l'a environnée de sa protection. Elle devait bien prévoir les conséquences de ce qu'elle faisait, elle ne pouvait ignorer que cet état nouveau formé d'un démembrement de l'empire ottoman, placé en face d'un ennemi séculaire, ayant de vieilles haines et de jeunes espérances, tendrait inévitablement à s'agrandir

même avant de s'être consolidé sur les bases qui lui avaient été faites. Elle savait qu'elle déposait en Orient un germe destiné à se développer; mais en même temps elle s'est fait un dogme de l'intégrité de l'empire ottoman. Il y a quatorze ans à peine qu'elle a fait une guerre colossale pour défendre cette intégrité contre la Russie, et pour la première fois ce principe, qu'elle ne reconnaissait jusque-là que comme une nécessité de fait, elle l'a inscrit dans des traités solennels qui font de la Turquie une puissance européenne, de telle sorte que l'Europe occidentale s'est mis sur les bras ce problème de maintenir l'intégrité de la Turquie contre la Russie et de faire vivre à côté une nationalité incomplète, insuffisante, entourée de populations qui ont avec elle toute sorte d'affinités de race, de religion, dont elle doit nécessairement tendre à se rapprocher sans cesse par entraînement de sympathie ou par ambition. Il en résulte cette condition inextricable à laquelle l'Europe n'échappe que par des inconséquences, se tournant tantôt vers la Turquie, tantôt vers la Grèce, croyant les satisfaire l'une ou l'autre à tour de rôle, et n'arrivant qu'à les tenir l'une et l'autre dans un état d'hostilité toujours prêt à éclater.

L'Europe d'ailleurs est-elle donc absolument étrangère au conflit actuel? On oublie aisément. Qu'on se souvienne de ce qui se passait récemment encore. Il y a deux ans à peine, l'Europe presque tout entière, sauf l'Angleterre, se réunissait un beau jour dans un effort collectif pour déterminer la Turquie à faire la cession de la Crète à la Grèce. C'est la France, on le sait, qui avait imaginé cette tentative combinée avec la Russie, et les autres puissances, l'Autriche, l'Italie, la Prusse, s'y étaient prêtées dans une certaine mesure. La démarche échoua, d'abord parce que l'Angleterre refusa de s'y associer, puis parce qu'il n'y avait pas grand'chose à répondre à la Turquie objectant que les mêmes raisons qu'on faisait valoir pour la cession de la Crète, on les reproduirait le lendemain pour la cession de ses autres provinces chrétiennes, qu'on pouvait la démembrer par la force si on voulait, que, quant à elle, elle ne s'y prêterait pas. Depuis on n'en a plus parlé, on a livré les événemens à eux-mêmes; mais il y a eu un résultat évident : d'un côté, on donnait raison à la Grèce, on encourageait ses espérances, on légitimait ses ambitions; d'un autre côté, l'échec de cette démarche collective était fait pour inspirer à la Turquie une confiance qui l'a conduite peut-être à ses représailles récentes contre la Grèce. Voilà comment l'Europe se crée à elle-même ces complications qui viennent l'assaillir de temps à autre. Cette situation, la prochaine conférence n'aura point à l'examiner dans son ensemble, elle aurait trop à faire; mais comment échapper absolument à la tyrannie de cette question? On maintiendra la paix, parce que la Russie n'est pas prête à la guerre, parce que la Prusse ne la désire pas en ce moment, parce que M. de Beust, quoi qu'on en dise à Moscou et à Berlin, n'est pas un si grand boute-feu. La Grèce sera probablement obli-

gée de se résigner à donner quelques satisfactions à la Turquie, dont il est difficile de contester les griefs et les droits. Diplomatiquement, la querelle sera assoupie. En définitive, le problème ne restera pas moins entier avec tous ses élémens discordans et confus, qui s'agitent des Balkans à l'archipel.

Le malheur de ces populations orientales ou plutôt de ceux qui les conduisent, c'est de ne pas comprendre parfaitement leur rôle, de troubler quelquefois l'Europe quand elle ne veut pas être troublée, et de ne pas prendre toujours surtout les meilleurs moyens pour intéresser à leur sort. On vient d'en avoir un exemple presque grotesque. Ne s'est-on pas avisé à Bucharest de voter une somme de 200,000 francs « pour missions diplomatiques et pour la presse étrangère? » Ainsi voilà les envoyés roumains partant avec quelques milliers de francs dans leur valise pour conquérir les journaux de l'Europe! C'est un peu valaque, il faut en convenir, et de nature à encourager singulièrement les sympathies qu'on pourrait avoir pour la Roumanie. Et ce qu'il y a de plus curieux dans cet aveu passablement cynique, c'est que ceux qui ont ainsi de l'argent de reste ont cru peut-être faire une chose toute simple!

C'est au milieu des incertitudes ravivées par le conflit turco-grec qu'une petite révolution ministérielle est venue nous surprendre en France comme préliminaire d'une campagne politique qui recommence, et qui reprendra toute son activité dans les chambres, convoquées pour le 18 janvier. C'est là pour aujourd'hui notre seule campagne d'hiver. M. de La Valette a été appelé au ministère des affaires étrangères comme successeur de M. de Moustier. M. Pinard est remplacé au ministère de l'intérieur par M. de Forcade La Roquette, qui cède lui-même le ministère des travaux publics et de l'agriculture à un membre du corps législatif, M. Gressier. On avait parlé, il y a quelque temps, de la possibilité de ces changemens; puis on n'en avait plus parlé, et c'est lorsqu'on avait presque cessé de s'en occuper, selon l'habitude, qu'ils ont éclaté; c'est le fruit des méditations de Compiègne. Chose curieuse, voici deux pays, l'Angleterre et la France, où des changemens ministériels se sont accomplis presque simultanément. M. Gladstone a pris le pouvoir des mains de M. Disraeli. Qui donc en Angleterre a pu avoir un doute sur le sens de cette évolution politique? Ce sens, il était d'avance et ostensiblement déterminé, expliqué, commenté par les débats des chambres, par les élections, et le dernier discours de M. Gladstone pour sa réélection à Greenwich ne fait que le confirmer. En France, il serait vraiment plus difficile de définir au juste la signification des derniers changemens, et ce serait même sans doute une méprise que de s'exagérer cette signification. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'entrevoir un symptôme dans le nom, les opinions ou les antécédans des hommes, et sous ce rapport les nouveaux ministres n'ont rien que de rassurant. M. de La Valette porte au ministère des affaires étrangères des traditions d'esprit et de libéra-

lisme. Ce doit être un ministre de la paix, puisque c'est lui qui a signé la circulaire du 16 septembre 1866, par laquelle la France faisait adhésion aux résultats de la guerre d'Allemagne, et quand on se souvient que M. de La Valette quittait l'an dernier le ministère de l'intérieur à propos de la seconde intervention française à Rome, on ne peut voir dans son avénement à la direction de nos affaires étrangères que le gage de dispositions parfaitement amicales à l'égard de l'Italie, probablement même le signe avant-coureur d'une solution de la question romaine, au moins quant à l'occupation qui dure encore. M. de Forcade La Roquette est un esprit sérieux, sensé, qui s'est montré libéral au ministère du commerce, et qui ne le sera pas moins sans doute au ministère de l'intérieur, où il arrive avec l'aptitude d'un homme formé à la pratique de l'administration. Quant à M. Gressier, il a été dans la dernière session le rapporteur de la loi militaire, ce qui est peut-être un singulier chemin pour arriver au ministère de l'agriculture; mais il est député, et c'est la première fois, depuis le rétablissement de l'empire, qu'un ministre est pris dans les rangs du corps législatif.

Au-delà de ces indices, on ne peut voir évidemment dans les dernières modifications ministérielles la portée d'un changement décidé de politique. Les hommes se succèdent, le système reste. Ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est la chute de M. Pinard après un an de ministère. M. Pinard n'a pas été heureux, cela est bien clair; il a montré quelque inexpérience dans le maniement de notre politique intérieure : et ce n'est point absolument sa faute. Une des plus singulières erreurs des pouvoirs qui ne consultent qu'eux-mêmes, c'est de croire qu'ils peuvent placer indifféremment les hommes dans toutes les fonctions; ils les usent, voilà tout. M. Pinard était un magistrat distingué, on a voulu en faire un ministre de l'intérieur, et il a échoué. Il a du reste accepté sa situation avec dignité en refusant toute compensation et en se faisant inscrire au tableau des avocats. Rien peut-être mieux que ces derniers changemens n'est propre à faire comprendre ce que la responsabilité, une vraie responsabilité, peut mettre dans la politique de dignité pour les hommes, de garantie pour le pouvoir lui-même, en dissipant toutes les obscurités qui planent sur nos révolutions ministérielles. Si M. Pinard avait eu à défendre sa politique devant des chambres, on saurait au moins pourquoi il est tombé. Aujourd'hui on est réduit à soupçonner que sa faute est de n'avoir pas été heureux, de n'avoir pas réussi dans les incidens qui se sont succédé depuis quelques mois. S'il avait réussi, il serait encore au ministère. — Mais n'est-ce pas là, direz-vous, une responsabilité d'un certain genre? Oui sans doute, seulement c'est une responsabilité équivoque, indéfinie, bien différente de la responsabilité ostensible, publiquement débattue; c'est celle-ci qui est la seule vraie et efficace, et il faut bien que cette idée de la responsabilité ministérielle soit en progrès, puisqu'un vice-président du conseil d'état, M. de Parieu, la déve-

loppait récemment dans un mémoire adressé à l'Académie des sciences morales, tant il est vrai que tout se réunit, les faits comme les inspirations de la raison théorique, pour remettre en honneur une des lois les plus essentielles de la politique des peuples libres!

Cette année qui finit, elle a eu pour tous des fortunes diverses. A nous, avant de s'en aller, elle nous a donné galamment un nouveau ministère, ou, pour parler d'une façon plus orthodoxe, des ministres nouveaux. En Autriche, le travail de réparation et de reconstitution qui s'accomplit depuis la guerre de 1866 ne s'est point interrompu. Des lois libérales ont été faites à Vienne. La Hongrie est pacifiée par cette combinaison du dualisme qui a créé un empire austro-hongrois, et M. de Beust s'efforce encore aujourd'hui d'appliquer les mêmes procédés de dextérité conciliante aux relations de la monarchie autrichienne avec la Galicie, avec la Bohême. Il ne réussira peut-être pas aussi complétement, parce qu'il n'a pas autant à donner aux Polonais et aux Tchèques; il réussira toujours assez pour se créer à l'extérieur une certaine liberté d'action dont il n'a pas sûrement renoncé à se servir, si des circonstances favorables s'offraient à lui. La Prusse a joui de ses immenses succès comme l'Autriche a profité de ses malheurs. Que la Prusse soit portée à désirer la paix aujourd'hui et qu'elle ait agi dans ce sens au milieu des complications actuelles, c'est vraisemblable, puisqu'elle y trouve pour le moment son intérêt. Est-ce à dire que tout soit définitif en Allemagne, que la paix soit bien complétement assurée? La Prusse compte visiblement sur la force des choses pour donner la véritable interprétation du traité de Prague et pour fixer la valeur réelle de la ligne du Mein. La confédération allemande du nord grandit, se fortifie, et la confédération du sud est dans les limbes; elle est morte avant de naître. L'autre jour, le ministre des affaires étrangères du Wurtemberg, M. Varnbuhler, l'enterrait sans façon dans un discours prononcé devant la chambre de Stuttgart. — Une confédération du sud, pourquoi faire? que peut-on y gagner? S'il faut s'absorber dans une agglomération, mieux vaut encore se confondre avec l'Allemagne du nord, à laquelle on est lié par les traités militaires, qu'on suivra sur les champs de bataille en cas de guerre. — Il ne faudrait pas presser beaucoup les raisonnemens de M. Varnbuhler pour s'apercevoir que les souverains de l'Allemagne du sud sont probablement destinés à occuper la même place que le roi de Saxe, à qui M. de Bismarck allait l'autre jour rendre visite en bon voisin. La ligne du Mein fera encore une figure dans les traités et sur les cartes de géographie qu'elle n'existera déjà plus. Voilà le point noir qui reste au nord, mais qu'on est convenu de laisser sous un nuage, en se recommandant au temps et en restant sous les armes.

Au midi, l'année a donné à l'Italie un certain apaisement, à l'Espagne une révolution, et, si peu que les choses continuent comme elles ont commencé, ce n'est pas l'année où nous entrons qui dira le dernier mot

de ces agitations nouvelles de la péninsule. Le fait est que la révolution espagnole ne semble pas près d'un dénoûment, et ce qu'on prendra pour un dénoûment ne sera peut-être que le commencement de complications plus redoutables, plus inextricables, tant les impossibilités s'accroissent à vue d'œil. Pour le moment, les partis restent en présence. Ils se sont entre-choqués récemment avec violence dans cette insurrection qui est demeurée maîtresse de Cadix pendant quelques jours. L'insurrection a fini par une sorte de transaction à l'approche des forces militaires conduites par le général Caballero de Rodas, mais les partis se sont retrouvés en lutte dès le lendemain dans les élections municipales, qui sont comme le préliminaire des élections pour les cortès constituantes. Or quel est le sens de cette première manifestation du suffrage universel au-delà des Pyrénées? Les partisans de la monarchie constitutionnelle ont eu certainement une immense majorité. Il n'y a point à le nier cependant, le parti républicain a eu des avantages qu'on ne prévoyait guère, et sur lesquels il ne comptait pas lui-même. Il a eu sur certains points, et notamment dans quelques-unes des principales villes, sauf Madrid, de tels succès, si incontestés, qu'ils ne s'expliquent que par l'abstention de toutes les autres opinions. C'est là en effet un des côtés graves de ces élections, et on pourrait le dire d'une façon plus générale de la situation de l'Espagne. Les opinions modérées, soit par inertie naturelle, soit par calcul, n'ont montré aucun empressement à courir au scrutin, et c'est ce qui fait que les succès du parti républicain sont moins décisifs qu'on ne le croit, que les avantages du parti monarchique sont encore plus sérieux qu'ils ne le paraissent. Quoi qu'on fasse, il y a toujours au-delà des Pyrénées une masse compacte, muette, qui reste, par habitude si l'on veut, par tradition, par instinct, essentiellement attachée à la monarchie, et ce serait une méprise bien étrange de croire que le tempérament d'une nation peut changer en trois mois, qu'un vrai parti républicain peut se former tout d'un coup, rallier la majorité d'un pays par un prodige d'intuition.

Ce qui cause cette illusion d'optique au-delà des Pyrénées, ce qui pourrait bien du reste à la longue faire sortir d'une telle situation un dénoûment qui eût été imprévu il y a quelque temps, et qui serait assurément peu durable, c'est que le parti républicain, quoique peu nombreux, est jeune, hardi, passionné, remuant; il a pour lui la complicité de tous les instincts d'agitation. Il sait de plus ce qu'il veut; il se divisera demain, aujourd'hui il veut la république fédérale, c'est le drapeau sous lequel il marche. Le parti monarchique au contraire ne sait pas ce qu'il veut, ou du moins, s'il veut la royauté, il ne sait à quel prince porter cette couronne en déshérence. Il flotte entre toutes les combinaisons, et nous assistons en vérité à un spectacle qui serait risible, s'il ne pouvait devenir tragique un de ces jours : c'est la comédie des candidatures à la couronne espagnole. Il manquait jusqu'ici un candidat qui n'avait pas

encore fait parler de lui, il ne manque plus : c'est l'infant don Henri, le frère du dernier roi. Il est vrai que l'infant don Henri, pour peu qu'on l'en pressât, se contenterait d'être le Washington de l'Espagne!

De qui n'a-t-on pas parlé pour ce malheureux trône espagnol? Le roi dom Fernando de Portugal a repoussé toute idée de ce genre, et les Portugais ont prouvé leur enthousiasme pour la fusion ibérique en célébrant l'autre jour l'anniversaire de la révolution de 1640, qui les sépara de l'Espagne. On a mis en avant le nom du prince de Carignan. Nous ne croyons nullement qu'il ait été consulté d'abord, et nous doutons encore plus qu'il eût accepté. Tout compte fait, il ne reste de vrais et sérieux candidats pour une royauté libérale que le duc de Montpensier ou le prince des Asturies avec une régence, à moins qu'on ne préfère l'infant don Carlos, qui est tout prêt, ou la république, qui ramènera infailliblement dans un temps donné à quelque monarchie de hasard. Notez que toutes ces incertitudes de l'opinion monarchique espagnole se retrouvent dans le gouvernement lui-même, où tous les candidats ont leurs partisans. Au milieu de ces bruyantes divisions cependant il y a un homme qui se tient immobile et silencieux, c'est le général Prim. Il s'est prononcé tout d'abord et l'un des premiers, il est vrai, pour la royauté; mais depuis quelque temps il se tait. Soit qu'il ait son choix fait d'avance, soit qu'il ait été frappé des progrès apparens du parti républicain, et que cela lui ait donné à réfléchir, il devient un personnage indéchiffrable. Se ménage-t-il quelque transition vers la république? Il y a des observateurs attentifs qui le croient, et qui ne doutent pas, bien entendu, qu'il ne soit le dictateur de la république. Le plus triste symptôme de l'état de l'Espagne, c'est que tout soit possible, et ce qu'il y a de plus redoutable à travers tout cela, c'est la possibilité, la probabilité de la guerre civile. On l'annonce déjà presque à jour fixe; on en est à se demander si elle n'éclatera pas avant la réunion des cortès constituantes. Assurément dans une telle situation ce ne serait pas trop de l'intervention de tous les esprits libéraux. Il y en a qui ne désertent pas le combat, et de ce nombre est le comte de San-Luis, qui vient de publier à Madrid, sous le titre de *Cuestion preliminar*, un manifeste aux électeurs. C'est un vaincu du dernier régime, il ne le cache pas; c'est dans tous les cas le partisan d'une monarchie libérale, et les opinions qu'il exprime sont des idées de bon sens et de modération en dehors desquelles l'Espagne ne peut guère trouver que des agitations indéfinies.

L'Italie, quant à elle, n'en est plus pour le moment aux grandes agitations, aux coups de théâtre ou même aux émotions un peu vives. Il y a un an, elle était dans la fièvre où venait de la plonger l'aventure étourdie et désastreuse qui allait aboutir au combat de Mentana et à la seconde occupation de Rome par la France. Aujourd'hui elle est revenue au calme; elle a passé des mois à s'occuper de cette œuvre laborieuse du rétablissement des finances. Nous ne voulons pas dire que ces événe-

mens de l'an dernier n'aient laissé au-delà des Alpes bien des irritations et des complications faites pour embarrasser la politique intérieure et encore plus la politique extérieure de l'Italie, restée depuis ce moment dans des dispositions assez équivoques vis-à-vis de la France; mais en définitive il y a un certain bon sens public plus fort que toutes les excitations factices, et telle est même la tendance à l'apaisement que la guerre qui se poursuit au sein des chambres entre le gouvernement et l'opposition se dénoue périodiquement au profit du ministère. Depuis un mois que la session est ouverte, cette guerre a recommencé; les partis ont essayé leurs forces à plusieurs reprises, et le ministère Ménabréa est resté debout, peut-être plus affermi que jamais. M. Rattazzi, avec toute sa tactique, avec toute son habileté à créer des embarras, M. Rattazzi a été vaincu. Ce n'est point décidément un grand homme que M. Rattazzi, et, s'il continue, sans cesser d'être un dangereux ennemi, il finira par n'être plus qu'un manœuvrier assez vulgaire, ne portant bonheur ni à l'opposition quand il en est le chef, ni au gouvernement quand il le dirige. Ce ne sont pas d'ailleurs de bien grosses batailles qui viennent d'être livrées dans le parlement italien, ce sont des escarmouches, qui auraient pu néanmoins conduire à de plus sérieux embarras, et qu'un peu de bon sens a su arrêter à propos.

La première question sur laquelle opposition et gouvernement se sont retrouvés en présence dans le parlement italien, c'est la réforme administrative, qui a presque autant d'importance que la question financière. Il s'agissait de savoir s'il fallait commencer par la fin ou par le commencement; en d'autres termes, l'opposition s'est efforcée de faire avorter les plans proposés par le dernier ministre de l'intérieur, M. Cadorna, soutenus par son successeur, M. Cantelli, et amendés par une commission parlementaire en présentant un contre-projet qui ne tendait à rien moins qu'à faire ajourner la réforme administrative jusqu'à la réorganisation complète des provinces et des communes. C'était refuser de remédier à un mal sous prétexte qu'on ne pouvait guérir tous les maux d'un seul coup, et écarter sommairement une première amélioration des plus utiles pour le plaisir de mettre le ministère en désarroi. M. Rattazzi, qui avait procédé de même en 1860, mais avec beaucoup plus de sans-façon, trouvait mauvais cette fois qu'on agît ainsi. Il n'est pas arrivé à persuader la chambre, qui a donné une assez forte majorité au gouvernement. Deux jours après, c'était une autre campagne infiniment plus grave qui pouvait de nouveau mettre le crédit en péril en compliquant les relations extérieures de l'Italie pour une affaire de foi publique. L'opposition, à propos du vote provisoire du budget, a imaginé de demander la suspension du paiement des intérêts de la dette pontificale transférée à l'Italie. La question, on le sait, a été réglée par des arrangemens négociés sous les auspices de la France et découlant de la convention du 15 septembre 1864. L'opposition a cru sans doute que c'était un bon

tour à jouer au pape et à la France. C'était tout simplement un calcul inique et de plus fort mesquin pour plusieurs raisons : d'abord parce que l'obligation de l'Italie dans cette affaire ne résulte pas tant d'une convention diplomatique que des annexions mêmes des provinces pontificales, ensuite parce qu'on frappait, non le pape ou la France, mais les malheureux créanciers, qui n'y peuvent rien, et le général Ménabréa avait bien quelque raison de dire qu'on rirait parfaitement à Rome de ce genre de guerre, qui n'aurait d'autre effet que d'ébranler le crédit italien. Singulière punition pour le gouvernement papal que de ne pas payer leurs intérêts aux porteurs d'une dette devenue italienne! Croit-on de plus que ce fût un moyen très efficace pour amener la fin de l'occupation française à Rome? L'opposition florentine a eu un tel succès avec sa motion que la majorité ministérielle s'est accrue singulièrement et est montée du coup à 100 voix, de telle sorte que l'existence du cabinet Ménabréa reste maintenant assurée pour quelque temps, toujours sauf l'imprévu. Il y a heureusement en Italie plus de bon sens qu'on ne croit, et il y a assez d'esprits sages qui, sans abandonner la politique nationale, sont parfaitement convaincus que ce n'est ni par des boutades ni par des coups de violence qu'on résoudra la question romaine.

Un certain apaisement est donc sensible au-delà des Alpes au moment où nous sommes. Est-ce à dire que tout soit le mieux du monde sous le meilleur des ministères? L'Italie souffre d'un mal qui n'est ni le regret du passé ni le désir de nouveaux changemens. Un des membres les plus éminens du parlement de Florence nous écrivait ces jours derniers : « Le pays est mécontent, mais au fond il ne veut pas un autre régime que celui qui existe. » Cela veut dire que le mal n'est pas essentiellement dans la situation nouvelle de l'Italie, dans les institutions : il est dans une organisation à peine ébauchée malgré toutes les apparences, dans les malaises créés par une révolution faite au pas de course, dans les vices d'une administration insuffisante et ruineuse; il est dans les antagonismes qui depuis quelques années ont si souvent décomposé les majorités et fait les pouvoirs précaires. Voilà le mal qu'il faut guérir, voilà la pensée faite pour rallier autour d'un gouvernement sensé tous les hommes qui ont été de ce parti national et libéral par lequel l'Italie a été affranchie. Cet apaisement d'aujourd'hui peut servir à une œuvre de ce genre. L'année finit bien sous ce rapport. Le jour où un parti vraiment libéral serait vigoureusement reconstitué, l'Italie aurait gagné une victoire qui effacerait vite tous les Mentana, et par la réalisation hardie de toutes les réformes nécessaires dont ce parti deviendrait l'instrument, elle ferait des progrès plus sérieux, plus rapides, que par les utopies d'une opposition plus légère et plus insuffisante encore que violente. Elle serait vraiment forte le jour où les circonstances lui donneraient un nouveau rôle à jouer dans les affaires de l'Europe, et c'est alors que la question romaine se résoudrait toute seule par la force des choses. L'Ita-

lie pour son malheur a dévié de la politique qui a fait son indépendance; c'est en revenant à cette politique qu'elle reprendra sa marche assurée sans cesser d'être une alliée pour la France.

Et maintenant, si l'on jette les yeux au-delà de l'Atlantique, vers le Nouveau-Monde, là aussi il y a des peuples qui s'agitent, qui se querellent et se font une guerre sans fin, comme dans les contrées de la Plata, où cet étrange dictateur du Paraguay, Lopez, résiste toujours à la coalition des Brésiliens et des Argentins; il y a des problèmes comme celui de cette énergique société anglo-américaine qui se développe dans sa force et dans sa liberté, quelquefois au milieu de violences dont notre civilisation raffinée s'offusque légèrement. Pour le moment, les États-Unis sont entre un président qui vient et un président qui s'en va. Encore deux mois, et la transition sera accomplie. Le président qui vient, le général Grant, est toujours le taciturne; il ne parle pas plus après son élection qu'il ne parlait avant, et, s'il a fait un discours il y a peu de temps dans une réunion publique, c'est en trois mots, en homme qui a hâte de finir avant d'avoir commencé, et pour vanter la vertu du silence. Il paraît destiné à introduire le laconisme dans la langue officielle des États-Unis. Quant au président qui s'en va, c'est autre chose; celui-là forme un parfait contraste avec le général Grant. Rien ne peut le réduire au silence, pas même le sentiment de la complète inutilité de ses paroles. M. Johnson mourra comme il a vécu, en bataillant. Élevé au pouvoir par le lamentable hasard de l'assassinat de Lincoln, il aura eu certes la présidence la plus bruyante, et dans son dernier message, qui vient d'arriver en Europe, il s'abandonne librement à son humeur querelleuse. Ses mésaventures ne l'ont point ému, il parle toujours comme s'il était écouté, et avant de prendre sa retraite il recommence avec plus d'assurance que jamais ses éternelles polémiques contre le congrès à propos des lois de reconstruction, il censure amèrement tout ce qui a été fait pour l'organisation civile et militaire du sud. C'est le testament tapageur d'un président malencontreux près de quitter la Maison-Blanche.

CH. DE MAZADE.

REVUE DRAMATIQUE.

SÉRAPHINE, comédie en cinq actes, par M. Victorien Sardou.

Un ingénieux critique, parlant ici même de la comédie contemporaine, distribuait nos auteurs comiques en deux groupes distincts, les uns qui se rattachent à Balzac, les autres qui relèvent d'Alfred de Musset. Ceux-ci ont conservé le goût de l'art, le soin du style, le sentiment poétique; ceux-là, étrangers ou indifférens à la poésie, sont occupés surtout à peindre la réalité, à la peindre crûment et cavalièrement, soit qu'elle s'affiche, soit qu'elle se masque. Dans quel groupe notre collaborateur

a-t-il placé M. Victorien Sardou? Ce ne pouvait être évidemment parmi les esprits fidèles à la comédie littéraire; par sa verve turbulente, par le sans-façon de ses tableaux, par son désir de rendre au vif les choses d'hier ou d'aujourd'hui sans se soucier de faire œuvre qui dure, l'auteur de *la Famille Benoîton* appartient au groupe des écrivains qui, à la suite de Balzac, ont installé sur le théâtre la réalité de la vie courante, réalité tantôt énergique et savamment étudiée, tantôt superficielle et quelque peu triviale. Il y a naturellement des degrés dans chacun de ces groupes, et si notre confrère n'avait donné à M. Sardou un rang secondaire parmi les disciples de Balzac, la comédie qui vient d'être représentée au Gymnase dérangerait un peu ses classifications. A côté des réalistes hardis et des écrivains qui ne renoncent pas aux délicatesses de l'art, il faudrait signaler une troisième catégorie d'auteurs comiques, ceux qui, ne visant ni à l'audace de l'observation, ni à l'élégance de la forme, excellent à enlever les succès avec une dextérité sans scrupules.

Séraphine est une femme ardente, passionnée, que le souvenir d'une faute a jetée dans une dévotion farouche. Pour expier un passé qui lui pèse, elle a fait vœu de consacrer à Dieu l'enfant né de cet amour coupable. C'est une jeune fille nommée Yvonne, toute gracieuse, toute candide; elle vient de sortir du couvent comme pensionnaire, elle va y rentrer comme religieuse. Est-ce donc là sa vocation? Pas le moins du monde; mais la baronne sa mère l'a décidé ainsi, la baronne Séraphine de Rosange, qui fait marcher sa maison comme un colonel son régiment. Si le baron, un vieil officier à moustache blanche, est plus intimidé qu'un conscrit sous cette parole impérieuse, la douce ingénue pourra-t-elle résister? Le sacrifice va donc s'accomplir, à moins que l'imprévu ne s'en mêle. L'imprévu, c'est le drame auquel il faut toujours s'attendre dans les comédies de M. Sardou. Le père, le vrai père d'Yvonne, non pas celui *quem nuptiæ demonstrant,* mais l'ancien amant de Séraphine, aujourd'hui contre-amiral, arrive à point nommé pour disputer l'enfant au fanatisme de sa mère. Yvonne, sa fille en réalité, est sa filleule aux yeux du monde; armé de ce titre de parrain, il se croira autorisé à intervenir brusquement, impérieusement, dans ces affaires de famille, et sans plus de façon il enlèvera Yvonne. On devine les complications que va produire ce coup d'autorité, la lutte du père et de la mère, la lutte de l'amant exalté par le sentiment paternel et de la pécheresse exaltée par le remords; on devine aussi la surprise du mari au milieu de cet imbroglio, les soupçons qui l'assaillent, les fureurs qui l'agitent. Comment le dramaturge va-t-il se tirer de là? Je crois, en vérité, que le principal intérêt de l'ouvrage est dans cette question que chacun s'adresse. Vérité, ressemblance, étude de la nature humaine, tout cela est hors de cause; le vrai sujet, c'est M. Sardou lui-même, au milieu des tissus qu'il embrouille et qu'il démêle, faisant et défaisant les nœuds, tantôt dégageant le fil avec adresse, tantôt le cassant d'une main brusque.

Que représente la baronne Séraphine de Rosange? Est-ce la passion mondaine transformée, le sentiment de la faute devenu une sorte d'exaltation ténébreuse, la pécheresse troublée par le remords et perdant le sens des choses morales? Ce type est vrai. Il se rencontre chez les hommes comme chez les femmes. Combien de gens, après une jeunesse mauvaise, chargent l'innocent de payer leur dette et font pénitence sur le dos du prochain! Si c'est là ce que M. Sardou a voulu peindre, son pinceau a mal traduit sa pensée. Séraphine n'est pas seulement une fanatique, elle est aussi une dévote mondaine, avide de pouvoirs occultes, jalouse d'un salon rival à qui elle veut enlever la présidence de je ne sais quelle coterie; voilà un type tout différent et qui contredit le premier. Ame fanatique, conscience troublée, elle nous intéresserait comme tout être qui souffre et qui se débat dans sa souffrance; si vous en faites la présidente d'un cénacle, une maîtresse-femme très froide, très sèche, qui a sa diplomatie, ses agens, sa police, nous ne pouvons plus croire aux cris de sa douleur, aux emportemens de sa passion, quand éclate la lutte avec son ancien amant. Tous ces traits sont assez incohérens. On se dit par instans : Quelle furie! Une minute après : Quelle tartufe! Et à la scène suivante de ce cœur bourrelé de haine sortent on ne sait pourquoi des accens maternels. Tout le talent de l'actrice chargée de ce rôle est impuissant à coordonner de telles disparates; la surprise que le spectateur éprouve de scène en scène est absolument contraire à l'émotion. Le caractère du contre-amiral, M. de Montignac, l'ancien amant de Séraphine et le père d'Yvonne, est plus simple, plus naturel; aussi le croirait-on peu capable des extravagances que le drame lui attribue. Mettons à part la petite profession de foi où il se donne comme un vrai dévot par manière de contraste avec la dévotion enragée de la baronne. C'est là une concession gauche et inutile à des convenances qui ne paraissent pas avoir gêné l'auteur. Des *chrétiennes* comme la baronne de Rosange appartiennent de droit à la comédie satirique; en parlant de la piété vraie, même pour lui rendre hommage, le spirituel écrivain entr'ouvre sans aucun profit un domaine supérieur à son art. Laissons donc le dévot chez M. de Montignac, et voyons simplement l'homme du drame qui s'agite sous nos yeux. Il est franc, loyal, généreux, mais que d'invraisemblances dans sa conduite! Ce parrain qui veille sur sa filleule du fond du Sénégal ne l'a pas vue depuis six ans; il arrive à Paris le jour même où l'enfant va être mise au couvent malgré elle; il l'enlève, il la transporte dans sa maison d'Auteuil, dans cette maison même où vingt ans auparavant la baronne s'était livrée à lui, maison mystérieuse, et néanmoins ouverte à tout venant, car une heure après tous les personnages de la pièce y sont rassemblés, et la baronne, et le baron, et les dévots et les indévots. Où est Yvonne? On n'a point de peine à la trouver; M. de Montignac est un de ces grands stratégistes qui dédaignent la prudence commune, et laissent volontiers les portes

ouvertes. Dans quel monde se passent de telles aventures? disait-on autour de nous. Il faut en effet la merveilleuse dextérité de l'auteur pour débrouiller son écheveau à travers ces intérêts inconciliables et ces contradictions. L'esprit sauve tout, la facture emporte le fond; l'action est invraisemblable, qu'importe? Elle pétille, elle éclate, on n'y voit que du feu. C'est surtout dans le caractère d'Yvonne que triomphe cette habileté de l'ingénieux dramaturge; dévouée à un parrain qu'elle connaît à peine, enchaînée à cette mère qui la terrifie, respectueuse et indifférente pour le bonhomme qu'elle appelle son père, subitement éprise d'un jeune étourdi qui est venu l'insulter chez elle, docile à celui qui l'enlève, docile à ceux qui la ramènent, elle jouerait le plus étrange personnage, si sa candeur, un sens naturellement droit, des réponses fines et charmantes, ne la préservaient du ridicule.

Auprès des personnages principaux, faut-il nommer les figures accessoires? Il y a là deux groupes qui se répondent comme la strophe et l'antistrophe, les dévots d'un côté, de l'autre les indévots: ici M. de Planterose, gendre de la baronne, et M. Robert de Montignac, neveu du contre-amiral, là le bon M. Chapelard et son filleul Sulpice. Certains libres penseurs pourraient bien chercher noise à M. Sardou, car son matérialiste, M. de Planterose, souvent aimable, spirituel, très utile surtout pour dénouer l'imbroglio, se permet çà et là des facéties du plus mauvais goût, disons le mot juste, des grossièretés indignes d'un galant homme. M. Sardou, il est vrai, pourra leur prouver son impartialité en montrant ce qu'il a fait du groupe correspondant. M. Chapelard, espèce de sacristain défroqué, tartufe de bas étage, qui se trouve associé on ne sait pourquoi aux intrigues de la brillante Séraphine, est assurément un type du comique le plus épais. Sulpice, dans le monde de la baronne, est une caricature. Une œuvre aussi mélangée, une œuvre où l'esprit alerte et la vulgarité, la passion vraie et le roman équivoque se heurtent à chaque pas, demandait à être enlevée victorieusement. L'auteur ne se plaindra pas de ses interprètes. Mme Pasca, Mlle Antonine, M. Pujol, l'ont heureusement secondé dans une tentative hardie dont ils ont assuré le succès. Bref, la comédie de *Séraphine,* qui supportera difficilement la lecture, aura sans doute autant de représentations que les œuvres les plus applaudies de M. Victorien Sardou. F. DE LAGENEVAIS.

ESSAIS ET NOTICES.

LES FINANCES DE LA RESTAURATION.

Histoire parlementaire des Finances de la Restauration, par M. A. Calmon; t. Ier, Paris, Michel Lévy.

Fils d'un ancien directeur-général de l'enregistrement et des domaines qui a laissé un nom respecté, M. A. Calmon, auteur de ce livre,

était avant la révolution de 1848 maître des requêtes au conseil d'état et député. Il appartenait, comme son père, à cette catégorie des fonctionnaires députés qui a probablement disparu sans retour dans la catastrophe de février. L'histoire dira si, en excluant les fonctionnaires de la chambre élective, on en a exclu l'esprit de dépendance et de soumission au pouvoir; elle dira si les fonctionnaires députés ne formaient pas un des groupes les plus éclairés et les plus libres, car il s'en trouvait en aussi grand nombre dans l'opposition que dans la majorité. Surpris comme tant d'autres par le 24 février au moment où s'ouvrait devant lui une double carrière administrative et politique, M. Calmon a subi sans se plaindre la loi des événemens. Il a cherché une diversion dans l'étude, et, comme l'y préparait son éducation première, il a tourné principalement ses recherches vers l'histoire financière de la France et de l'Angleterre. Il a été ainsi amené à écrire une *Histoire des finances françaises sous la restauration* dont le premier volume vient de paraître. La restauration a fourni de nos jours le sujet de travaux historiques excellens; mais la partie des finances méritait d'être traitée à part, car de tous les gouvernemens qui se sont succédé depuis soixante ans, c'est celui qui a eu la meilleure administration financière. « Au milieu des charges si lourdes, dit M. Calmon, auxquelles ce gouvernement a eu à subvenir, les ministres ont constamment pris à tâche de maintenir l'équilibre le plus rigoureux dans les budgets, et lorsque parfois les recettes ont été supérieures aux dépenses, les excédans, au lieu d'être employés par avance, ont toujours été mis en réserve et reportés aux exercices suivans. C'est qu'en effet de leur côté les chambres, aussi bien la chambre *introuvable* de 1816 et celle de 1824 que la chambre libérale de 1818 et 1819, n'ont cessé de maintenir avec énergie leur droit d'examen, de vote et de contrôle des dépenses et des recettes publiques, et c'est ainsi que par le concours d'un pouvoir exécutif animé des intentions les plus droites et d'un pouvoir législatif exerçant avec indépendance et autorité ses attributions constitutionnelles ont été fondés un budget et un système de finances qui resteront un des grands bienfaits du régime parlementaire. »

Le livre débute par un coup d'œil rapide sur les finances de la révolution et de l'empire. Le tableau des finances de la révolution est lamentable. L'ancienne monarchie avait environ 600 millions de revenus. Au lieu de conserver les impôts existans en les améliorant par degré, la révolution voulut faire, là comme partout, table rase. Elle commença par supprimer toutes les contributions indirectes, à l'exception des douanes, ce qui est un système financier comme un autre et même meilleur qu'un autre, mais ce qui n'est possible qu'en temps calme et régulier, quand on peut faire l'opération peu à peu, en ménageant la transition. Dans l'affreux désordre de ces dix terribles années, les impôts conservés ne rapportèrent que 300 millions par an, et comme on augmen-

tait les dépenses en même temps qu'on diminuait les recettes, il fallut remplir le vide par toute sorte de moyens. La vente des biens du clergé et des émigrés produisit en dix ans 3 milliards 500 millions; on vendit l'argenterie des églises, on fondit le métal des cloches, on décréta le *maximum* et l'emprunt forcé, on créa pour 45 milliards d'assignats qui finirent par tomber à rien en bouleversant toutes les fortunes. Jamais administration plus incapable n'a dirigé les affaires d'un grand peuple.

Le lendemain du 18 brumaire, quand le consulat voulut réorganiser les finances comme tout le reste, on dut appeler deux hommes qui avaient rempli de hautes fonctions au ministère des finances avant la révolution, MM. Gaudin et Mollien. Tous deux avaient travaillé avec Necker, le plus grand financier qu'ait eu la France et l'égal sous ce rapport des meilleurs ministres anglais. Gaudin était en 1789 premier commis ou directeur des contributions directes, Mollien des contributions indirectes. Quand le premier consul fit venir M. Gaudin, il lui dit : « Je vous confie une tâche difficile, mais je ne doute pas que votre habileté et votre persévérance ne la mènent à bonne fin. — Général, lui dit M. Gaudin, le succès n'est possible qu'à la condition de revenir aux anciens impôts en les améliorant. — Mais ce sont des vieilleries que vous me proposez là. — En fait d'impôt, général, les vieilleries sont souvent ce qu'il y a de meilleur. — Soit, dit le premier consul, essayez. » Le nouveau ministre essaya, et en trois ou quatre ans, grâce à la paix, l'ordre reparut dans les finances. Alors arriva la proclamation de l'empire; la guerre ramena de nouveaux désordres que toute l'habileté de Gaudin et de Mollien ne put conjurer. Napoléon aimait l'économie; mais il avait sur les finances et le crédit les idées les plus fausses. Malgré les contributions qu'il leva sur toute l'Europe et les impôts extraordinaires dont il accabla la France, il laissa en tombant un déficit que M. de Montesquiou, ministre de l'intérieur, évaluait à 1 milliard 646 millions, et que M. Calmon ramène à 724 millions, ce qui est déjà bien assez.

Ici entre en scène un homme qui, comme MM. Gaudin et Mollien, avait appris les finances avant la révolution, et qui devait comme eux rétablir l'ordre financier après une nouvelle épreuve, le baron Louis. M. Calmon a beaucoup étudié le baron Louis; il a eu ses papiers entre les mains, et en a tiré le sujet de mémoires intéressans lus à l'Académie des sciences morales et politiques. Nommé ministre des finances aussitôt après le retour des Bourbons, cet ancien conseiller-clerc au parlement de Paris se mit vaillamment à l'œuvre. Les impôts indirects avaient été rétablis par l'empire sous le nom de *droits réunis*, que le public appelait les *droits ruineux;* les Bourbons avaient été reçus aux cris de : *à bas les droits réunis!* et ils en avaient promis la suppression. Le baron Louis refusa de remplir cet engagement; il fit remarquer que, sous le poids des dettes laissées par Napoléon, ce n'était pas le moment de réduire les

recettes publiques. Ces impôts rapportaient alors 100 millions; ils en rapportent 300 aujourd'hui. En même temps, malgré les royalistes outrés, qui prétendaient que le roi n'avait qu'un compte sommaire à rendre à ses sujets, il présenta aux chambres un projet de budget avec le détail complet des recettes et des dépenses, et provoqua l'examen public de ses propositions. Le budget n'ayant été jusqu'alors présenté au corps législatif que pour la forme, cette dérogation aux habitudes impériales fit le meilleur effet. Ce n'était pas seulement une révolution financière, fait remarquer justement M. Calmon, c'était une révolution politique; le gouvernement parlementaire était fondé, et à M. le baron Louis revient l'honneur d'en avoir posé les premières bases.

Les conséquences de son administration se développèrent rapidement. Le 20 mars 1815, le recouvrement des contributions était à jour; 131 millions de l'arriéré avaient été soldés, les obligations pour l'acquitter étaient au pair, la rente avait atteint le cours de 80 francs, les biens non vendus des émigrés avaient été restitués à leurs propriétaires, tous les services étaient au courant, le trésor avait un encaisse de 50 millions. Le retour de Napoléon replongea la France dans le chaos. Les cent jours, qui ont fait tant de mal, bouleversèrent les finances. Après la seconde invasion, on se trouva en présence d'un milliard d'arriéré à solder et d'un autre milliard à payer aux étrangers comme contribution de guerre. A ces malheurs venait se joindre une succession de mauvaises récoltes; la famine approchait. Le baron Louis fut appelé de nouveau au ministère. Son premier soin fut de proclamer, malgré les cris des royalistes, que le gouvernement royal acquitterait toutes les dettes de l'empire, et par cette simple déclaration il fonda le crédit public. La confiance se ranima peu à peu. Les premiers emprunts furent contractés à des taux onéreux; il fallut donner le 5 pour 100 à 52 fr. Les emprunts suivans se firent à des conditions meilleures, et au bout de trois ans les étrangers durent évacuer le territoire après avoir reçu ce qu'ils avaient exigé. Non-seulement les créanciers de l'état ne perdirent rien, mais ils gagnèrent à la hausse des fonds publics. La France reparut avec la plénitude de ses ressources, et plus sa situation avait semblé désespérée, plus elle étonna l'Europe par cette prompte résurrection.

Ce ne fut pas le baron Louis qui dirigea les détails de la liquidation. La nouvelle chambre, élue dans le premier entraînement de la réaction contre les cent jours, se composait de royalistes exaltés qui le regardaient comme un révolutionnaire. Il avait pour collègue dans le ministère son ancien ami, M. de Talleyrand, que repoussaient encore plus les répugnances des députés. Tous deux se retirèrent, et un nouveau cabinet se forma sous la présidence du duc de Richelieu. M. Corvetto y avait le portefeuille des finances. Collaborateur du baron Louis, il partageait ses idées. La chambre *introuvable* ayant été dissoute par l'ordonnance du 5 septembre, de nouvelles élections donnèrent une majorité plus mo-

dérée. Le baron Louis fut nommé président de la commission chargée d'examiner les propositions du ministre. Les imprudences de la chambre de 1816 avaient compromis le crédit naissant, on prit des mesures pour le relever. Une des plus efficaces fut la constitution d'une caisse d'amortissement sérieusement dotée. Cette caisse fonctionna pendant toute la durée de la restauration, et en 1830 elle avait racheté pour plus de 50 millions de rentes. M. Calmon raconte avec détail tout ce qui se fit à cette époque mémorable pour constituer les finances. Les discussions de la chambre y eurent une grande part; elles éclairèrent toutes les questions et eurent pour effet d'arrêter l'aliénation commencée des forêts de l'état et des biens des communes. C'est là en effet une de ces extrémités que peut seule excuser la nécessité la plus absolue, et sous ce rapport l'administration du baron Louis n'avait pas été tout à fait irréprochable.

A la retraite du duc de Richelieu, le baron Louis redevint ministre des finances pour la troisième fois. Il appartenait au parti monarchique constitutionnel, qui voulait concilier le présent avec le passé, la charte avec la dynastie. La droite subissait impatiemment l'ascendant de son expérience et la rudesse qu'il mettait quelquefois dans ses rapports avec les personnes. Les grands embarras étaient passés; mais la constitution financière du nouveau gouvernement n'était pas encore terminée. Les chambres n'avaient pu jusqu'alors voter les impôts que par douzièmes provisoires. Le baron Louis voulut corriger cette irrégularité, il demanda que par exception le budget fût voté une première fois pour dix-huit mois, afin de rentrer ensuite dans l'ordre constitutionnel. La chambre des députés y consentit non sans peine; la chambre des pairs refusa. Le roi Louis XVIII, sur le conseil de ses ministres, créa d'un seul coup soixante nouveaux pairs pour changer la majorité. Cette mesure, dit M. Calmon, était un vrai coup d'état contre la chambre des pairs, de même que l'ordonnance du 5 septembre avait été un coup d'état contre la chambre des députés. Elle augmenta l'irritation du parti royaliste. Le baron Louis eut encore le temps de réaliser quelques améliorations; mais il était désormais moins nécessaire, quelques-unes de ses propositions furent rejetées ou modifiées. Après les élections de 1819, qui accrurent les forces de la gauche, le cabinet effrayé voulut réformer la loi des élections dans un sens favorable à la droite; le baron Louis et deux de ses collègues refusèrent de s'associer à cette mesure et donnèrent leur démission. Il sortit alors du ministère pour n'y plus rentrer qu'après la révolution de 1830.

La période intermédiaire entre la retraite du cabinet Dessolles et le triomphe définitif de la droite dura deux ans. Le ministère des finances échut à M. Roy. Cet homme d'affaires consommé continua l'œuvre de ses prédécesseurs. Le principal acte de son administration fut un dégrèvement notable sur l'impôt foncier. Le produit des impôts croissait naturellement, tous les services étaient assurés, et il restait encore un

excédant. L'assemblée constituante avait fixé en 1791 le chiffre de la contribution foncière à 240 millions répartis entre les départemens au prorata des impôts payés par les provinces avant 1789 sans tenir compte de l'inégalité des charges. Il en résultait que certains départemens payaient deux fois plus que d'autres relativement à leurs ressources. Plusieurs dégrèvemens partiels avaient déjà eu lieu. Le baron Louis en avait promis un de plus dès que l'état du trésor le permettrait; M. Roy proposa de le porter à 28 millions, dont 20 millions sur le principal au profit des départemens les plus chargés, et 8 millions sur les centimes additionnels à répartir entre tous les départemens. C'est une des opérations qui font le plus d'honneur à l'administration financière de la restauration. Au lendemain d'une crise terrible, quand il restait encore à liquider des engagemens onéreux contractés sous le poids d'une nécessité inexorable, le gouvernement ne se croyait pas en droit de disposer du surcroît des recettes publiques et le restituait aux contribuables. Il fut récompensé de cet acte de justice; le budget qui suivit la réduction se régla encore en excédant.

Le succès de l'extrême droite aux élections de 1821 porta M. de Villèle au ministère des finances. M. Calmon termine ce volume en racontant les deux premières années de l'administration de cet homme d'état. Il rend pleinement hommage à l'aptitude financière de M. de Villèle, « que bien peu de ministres, dit-il, ont égalée. » L'événement le plus important de ces deux années fut la guerre d'Espagne. M. de Villèle ne la voulait pas; après avoir longtemps résisté, seul de son avis dans le cabinet, il céda. Les fonds publics baissèrent. Il fallut demander 100 millions de crédits extraordinaires et avoir encore une fois recours à l'emprunt. Les meilleures raisons contre la guerre furent données à la tribune des deux chambres. Pour imposer silence aux opposans, la chambre des députés voulut faire acte de force : elle expulsa Manuel. Ces violences ne portèrent point bonheur au gouvernement, et les ressentimens qu'elles excitèrent firent plus de mal à la restauration que le succès de la guerre d'Espagne ne lui fit de bien. Au point de vue financier, la guerre eut ce résultat fâcheux, qu'elle interrompit le système si heureusement inauguré de restituer aux contribuables, par des dégrèvemens d'impôts, l'excédant des recettes sur les dépenses. La résistance de M. de Villèle était donc fondée; mais, une fois son parti pris, il dirigea les opérations financières avec habileté. On doit surtout le louer d'avoir fait rendre les deux ordonnances du 22 septembre et du 10 décembre 1823, qui sont encore en vigueur, et qui ont porté un ordre admirable dans la comptabilité publique.

A la fin de 1823, le régime constitutionnel durait depuis huit ans, et dans cet intervalle de temps on avait obtenu les plus grands résultats financiers. Pour payer les dettes laissées par l'empire et les contributions de guerre imposées par les alliés, il avait fallu emprunter 1,500 mil-

lions et grever la dette fondée de 130 millions de rentes. Malgré ces émissions successives, le cours des fonds publics dépassait le pair. Les comptes des trois premières années s'éaient réglés en déficit à cause des charges extraordinaires de l'occupation. En revanche, les cinq années suivantes présentaient toutes des excédans de recettes. Le produit annuel des impôts indirects avait augmenté de 78 millions par le seul développement de la richesse publique; cette progression avait permis d'opérer sur la contribution foncière un dégrèvement de 28 millions; les trois ministères de la guerre, de la marine et de l'intérieur avaient reçu des supplémens de dotation, l'amortissement avait racheté pour 34 millions de rentes. « La situation financière, dit M. Calmon, était à tous égards excellente, et cette situation, la France la devait incontestablement aux institutions dont elle était douée, institutions qui, en associant à la direction de leurs affaires et à l'administration de leurs intérêts les pays qui en jouissent, ne permettent pas les écarts et les dépenses inutiles auxquelles les pouvoirs sans contrôle sont trop souvent enclins à se livrer. »

Les sept dernières années de la restauration feront l'objet du second volume, M. Calmon a fait preuve d'un rare esprit d'impartialité en même temps que d'une connaissance approfondie des questions financières; on ne peut lui reprocher que de n'avoir pas fait une part assez large à la critique. Il n'y a guère qu'à louer dans l'administration financière de la restauration jusqu'en 1822. On ne peut pas en dire tout à fait autant depuis cette époque. Si bonne que fût la situation à la fin de 1823, elle aurait pu être meilleure. Sans la guerre d'Espagne, on aurait pu réduire encore les impôts et notamment en supprimer deux qui déshonoraient nos finances : la loterie, qui rapportait 15 millions, et la ferme des jeux, qui en rapportait 5. C'était le projet du baron Louis, et ce fut un des premiers actes du gouvernement sorti de la révolution de 1830. On peut faire une critique plus grave encore. L'amortissement avait racheté pour 34 millions de rentes; mais en même temps on avait émis de nouveaux emprunts, et il eût mieux valu ne pas émettre de rentes nouvelles que de racheter les anciennes. C'était encore l'opinion du baron Louis, qui combattit les nouvelles émissions. L'amortissement est un excellent instrument, mais à la condition, hors des cas très rares, qu'on n'emprunte pas pour amortir. Tout n'était pas faux dans les attaques de l'opposition contre ce système, et, s'il se mêlait beaucoup d'illusions aux déclamations des journaux sur le progrès de la dette publique, il s'y trouvait un fonds de vérité.

Il peut paraître exagéré de trouver à redire sur un budget de 900 millions, quand le nôtre dépasse aujourd'hui 2 milliards; mais l'administration de la restauration, la plus économe que nous ayons eue, aurait pu être plus économe encore. La liste civile était excessive (32 millions), et, quand la monarchie de 1830 la réduisit à 12 millions, elle rentra

dans la convenance. Ce n'est pas l'énormité de la liste civile qui fait l'ascendant de la couronne. Les monarques anglais n'en ont qu'une très modeste, et ils n'y perdent pas dans l'affection et le respect de leurs sujets. Les traitemens des principaux fonctionnaires de l'état étaient trop élevés, on les a réduits plus tard avec raison. En revanche, la dotation des travaux publics n'était pas suffisante. Le grand mérite de la restauration est dans les budgets de la guerre et de la marine, qui n'atteignaient pas ensemble 300 millions en 1829, et s'étaient longtemps maintenus fort au-dessous. La monarchie de 1830 les a portés à 450 millions, et le gouvernement impérial à 600, 700, quelquefois même à 800 millions. Cette progression neutralise en partie l'heureuse influence que les découvertes du génie moderne ont eue sur le développement de la richesse, elle fait que la France se laisse dépasser par ses principaux voisins dans les progrès de la population et de la production. Jamais au contraire ces progrès n'ont été plus marqués que sous la restauration; la France regagnait alors ce que la république et l'empire lui avaient fait perdre, parce que les dépenses militaires se renfermaient dans de justes limites.

On peut enfin reprocher à la restauration son système de douanes. Il reposait tout entier sur l'idée fausse et étroite de la protection. On ne doit pas en accuser le gouvernement lui-même, car il fit plusieurs efforts pour y échapper; mais la majorité de la chambre des députés était intraitable. Nos tarifs restèrent hérissés de prohibitions et de droits prohibitifs. Le mal qui en résulta ne fut pas bien grand, car le principal caractère du système protecteur, surtout en ce qui concerne l'agriculture, est l'impuissance. Malgré la législation savante de l'échelle mobile, les progrès de l'agriculture firent tomber les blés aux prix les plus bas qu'on ait jamais vus, et toutes les combinaisons imaginées pour les relever échouèrent. L'abondance amenait la vie à bon marché en dépit de la protection, de même que l'insuffisance de la production amène aujourd'hui la cherté malgré la liberté du commerce. L'effet fut un peu plus sensible sur l'industrie. Le développement industriel et commercial en fut gêné; mais la paix suffit pour donner un grand élan. Le commerce extérieur doubla en quinze ans; il passa de 600 millions à 1,200 en dépit des restrictions douanières. Ce fut le trésor public qui souffrit le plus du système protecteur. A la chute de la restauration, les douanes rapportaient 100 millions; elles auraient rapporté beaucoup plus, si les tarifs avaient été uniquement calculés au point de vue fiscal, et cette recette aurait permis d'alléger d'autres impôts, peut-être de remplir la promesse des Bourbons pour l'abolition des droits réunis. L'accomplissement de cette promesse manque à l'histoire financière de la restauration.

L. DE LAVERGNE.

M. JOSEPH PERIER.

Bien que depuis deux mois la sympathie publique semble comme épuisée par tant de morts illustres survenues coup sur coup, jamais peut-être ne s'est produite une émotion plus générale et plus profonde qu'autour de l'homme courageux qui vient d'ajouter par sa mort un nouveau lustre à ce nom de Perier porté par lui si dignement durant sa longue et honorable vie. Eût-il quitté ce monde d'une façon moins belle et moins terrible, par le seul poids de ses années ou par quelque accident involontaire et imprévu, M. Joseph Perier eût encore excité des regrets universels, tant il était connu, estimé, respecté, et, malgré sa réserve, disons mieux, malgré sa froideur apparente, aimé de ceux qui l'approchaient. Ce n'est pas seulement au foyer domestique qu'on eût pleuré ce cœur toujours ouvert au sentiment de la famille, et dévoué si tendrement aux siens; moins près de lui, partout où pénétraient son influence et son activité, il eût laissé le même vide et causé les mêmes regrets. Ces grandes entreprises dont depuis cinquante ans il était l'âme et la lumière, ces sociétés qu'il patronnait, ces conseils qu'il présidait, auraient-ils pu ne pas sentir l'absence d'un tel guide, de ce modérateur judicieux dont l'imperturbable bon sens et l'expérience sagement alarmée n'étaient jamais en défaut. Sa mort ne pouvait donc passer inaperçue, et l'ardent intérêt qu'il excite aujourd'hui lui était dans tous les cas en partie assuré; il ne lui fallait qu'une épreuve pour le conquérir tout entier, une épreuve qui en un jour le fit grandir au-dessus de lui-même, et révélât, même à ceux qui le connaissaient le mieux, toute la noble énergie de son âme.

Un mal d'abord inaperçu, suite d'un accident sans danger, mal devenu plus tard périlleux et enfin incurable, l'avait depuis trois mois astreint au repos forcé. C'était déjà bien dur pour lui, dont les quatre-vingts ans conservaient les vives habitudes, les goûts actifs de la jeunesse, et avant tout la passion des voyages, lui qu'on voyait partir tantôt pour l'Algérie, tantôt pour la Norvége, sans presque en avertir personne, comme d'autres s'en vont à Saint-Cloud, c'était un bien dur esclavage que cette chaise longue où son mal le clouait; il n'en murmura pas : les souffrances devinrent plus aiguës, il les accepta sans se plaindre. Cette nature ardente courbait la tête, comme un enfant soumis, devant la volonté de Dieu. Cependant son mal empirait : il exigea que les médecins ne lui cachassent rien. On le savait de force à entendre la vérité : on la lui dit tout entière. Il apprit donc que ses jours étaient comptés et son mal sans remède, mais qu'une chance lui restait de disputer à la mort la meilleure partie de lui-même et de conserver vivans à ceux qu'il chérissait son cœur et son esprit. Cette chance était de se soumettre à une opération sinistre, l'amputation d'une cuisse, entreprise incertaine à tout âge, presque im-

possible au sien. Les maîtres de la science discutèrent devant lui : il les laissa parler, lucide et attentif, comme s'il n'eût eu dans le débat qu'un intérêt de spectateur. Sans être ébranlé ni séduit par ceux qui refusaient de lui infliger d'inutiles souffrances, dès qu'il eut constaté que d'autres, également habiles, osaient croire au succès et se chargeaient de lui en faire courir les chances, c'en fut assez pour qu'aussitôt il attachât à cette tentative l'idée d'un devoir envers les siens. Dès lors son parti fut pris, irrévocablement pris, et sans la moindre hésitation il s'offrit en victime.

Restait à préparer le sacrifice. Lui-même il en voulut fixer le jour, l'heure et les moindres détails, sans apparat, sans faste théâtral, avec la simplicité modeste qu'il mettait dans toutes ses actions. Bientôt il fit de solennels adieux à ceux qu'il aimait le plus, leur envoyant même à distance ses tendres embrassemens transmis sous sa dictée par la main d'une fille chérie. Après les adieux vinrent les espérances : il voulut accomplir ses devoirs, tous ses devoirs religieux, et reçut les derniers sacremens avec la fermeté et la foi d'un chrétien antique. A ce spectacle fortifiant, tous les courages s'exaltèrent, une sorte d'enthousiasme gagna les assistans, les médecins comme les prêtres. L'effet en parvint au dehors, et bientôt Paris, on peut le dire, tomba dans une sorte de stupeur attendrie à l'attente du tragique dénoûment.

Le lundi 7 décembre, à l'heure et au jour dits, tout se passa sans accident, mais non pas sans souffrances; elles furent atroces, le chloroforme n'ayant pas suffisamment agi. Cette sérénité surhumaine qui jusque-là ne s'était pas démentie, et qui arrachait des larmes d'admiration aux hommes de l'art, si peu enclins à s'attendrir, un instant elle fut vaincue par la violence de la douleur. Cinq minutes avant l'opération, c'était un saint souriant aux terribles apprêts; vingt minutes après, le martyr s'éveillait dans d'effroyables convulsions. Cependant le calme revint; la faiblesse était grande, mais des symptômes rassurans autorisaient encore l'espoir. Sans une fatale hémorrhagie survenue le sixième jour et comprimée pendant six heures avec des peines infinies, peut-être ses souffrances auraient-elles eu leur prix, même en ce monde, et la vie se fût-elle maintenue dans les débris d'un corps si bien constitué; mais ce redoutable accident, bien qu'arrêté et amorti, laissa des traces irréparables. La faiblesse fit de nouveaux progrès, et peu à peu, par degrés insensibles, commença pour cette vaillante nature une agonie douce, silencieuse et clairvoyante. Son âme tout entière vivait encore et se manifestait par des signes touchans. Ses lèvres murmuraient des prières, ses mains cherchaient les mains de ses enfans; sa forte volonté était encore à l'œuvre, et ces ruines terrestres lui obéissaient encore. Les dernières heures furent de plus en plus calmes : la sérénité croissante de son front le disait clairement. « Que la volonté de Dieu soit faite, » avait-il répété sans cesse dans le feu de ses souffrances; ce furent aussi ses derniers mots dans le calme des suprêmes instans. Cette fin

sereine adoucit quelque peu le lugubre tableau d'un supplice inutile. Le supplicié s'est endormi dans la paix éternelle, et cette paix, il l'a vraiment conquise, au prix de quelles tortures, nous ne l'avons dit qu'à moitié!

Figure modeste, originale et attachante, il était d'étoffe héroïque sans s'en douter. L'aurait-il su, il n'eût pas fait semblant. Jamais personne ne s'est moins mis en étalage et n'a laissé plus large place aux autres. Avait-il jamais dit, même à ses plus intimes, que dès sa première jeunesse, auditeur au conseil d'état et chargé de la trésorerie de l'armée, sa présence d'esprit, son courage sur le champ de bataille de Hanau, au moment où la défection bavaroise allait enlever les fourgons confiés à sa garde, lui avaient valu cette croix d'honneur qu'il portait depuis 1815. Toujours enclin à s'effacer, malhabile à se faire valoir, personne au fond n'était plus désireux de plaire et plus aimable à l'occasion. Contrairement à la plupart des hommes, il devenait plus sociable et plus accommodant aux goûts de la jeunesse à mesure qu'il vieillissait. C'est à soixante-dix ans qu'il fit la découverte que la musique pouvait servir à son bonheur, et qu'il devint mélomane assidu. Il est vrai qu'il était bien tombé pour son apprentissage : Rossini l'avait pris en sérieuse affection. Dans ces concerts improvisés où les plus grands talens, par courtoisie pour le génie, se livraient à des inspirations presque inconnues ailleurs, nul n'arrivait plus tôt et ne partait plus tard que M. Joseph Perier. Il avait pourtant un émule, aussi fidèle et non moins diligent : c'était Berryer. Presque toujours à côté l'un de l'autre, dans le même coin de ce salon, ils laissaient voir comme à l'envi, à des signes bien différens, les douces joies dont leurs cœurs étaient pleins. Par quelle étrange et touchante harmonie tous deux, à si court intervalle, devaient-ils suivre dans la tombe celui d'où leur était venue cette source privilégiée de délicates émotions?

Dernier survivant de huit frères qui tous avaient adopté comme la meilleure part de l'héritage paternel les souvenirs de Vizille, première illustration de leur race, premiers échos de la liberté légale en France, M. Joseph Perier ne fut pas étranger à la vie politique. Sans s'y donner avec l'ardeur qui a fait la gloire et abrégé la vie du plus illustre de ses frères, longtemps dans nos assemblées il a tenu une honorable place. Il y portait la fermeté, la sûreté, la loyauté de son noble caractère, ennemi né des partis équivoques, imperturbablement fidèle à ses principes et à ses amis, modèle achevé du conservateur libéral, cet élément indispensable, et trop rare parmi nous, du vrai gouvernement libre. Jamais il ne chercha l'éclat, mais sans l'avoir voulu, par cette mort stoïque et chrétienne, le voilà qui s'est illustré, laissant un grand exemple, une leçon féconde, nous l'espérons, à ses contemporains, et en particulier aux deux générations qui le suivent, chargées de perpétuer les traditions de sa famille et l'honneur de son nom.

L. VITET.

LES LIVRES DE SCIENCE ILLUSTRÉE.

I. *La Terre, description des phénomènes de la vie du globe*, par M. Élisée Reclus, t. II : L'Océan, l'Atmosphère, la Vie; Hachette. — II. *Histoire des Météores*, par J. Rambosson; Didot. — III. *Voyage au fond de la mer*, par H. de La Blanchère; Furne et Jouvet. — IV. *Maison rustique des enfans*, par Mme Millet-Robinet; Librairie agricole. — V. *La Vie des animaux illustrée*, par A. Brehm; Baillière et fils.

L'importance des ouvrages qui ont pour but de rendre les conquêtes de la science accessibles à la foule est beaucoup plus grande qu'on n'est généralement porté à l'admettre. Elle n'est point tout entière dans la diffusion des connaissances utiles, dans l'influence, sans doute considérable, que ces livres exercent sur le niveau général de l'instruction; on ne saurait méconnaître que ces sortes de publications contribuent au progrès de la science elle-même. Un fait qui nous frappe dans l'histoire de toutes les sciences, c'est que beaucoup de découvertes de l'ordre le plus élevé deviennent seulement fécondes au bout d'un temps plus ou moins long, lorsqu'elles sont, pour ainsi dire, tombées dans le domaine public et qu'elles ont passé par toutes les mains. Voilà pourquoi l'humanité marche si lentement. Une vérité capitale peut rester pendant cinquante ans à la fois découverte et cachée; c'est comme si on n'osait y toucher. Enfin, quand tout le monde l'a répétée et redite, quelqu'un la comprend, l'approfondit, et s'enhardit jusqu'à faire un pas en avant. Les lois merveilleuses qui régissent l'univers s'enseignent aujourd'hui dans les écoles, et il nous semble toujours, à la manière dont elles nous sont présentées, que la découverte en soit due à des traits de génie isolés. Ce n'est cependant que très lentement qu'elles ont pris racine dans la science; elles ne frappèrent point les esprits lorsqu'elles furent énoncées pour la première fois, et ce n'est presque jamais celui dont elles portent le nom qui les a devinées le premier. La loi de l'attraction universelle, qui a été démontrée par Newton, plusieurs auteurs l'avaient indiquée avant lui d'une manière plus ou moins explicite. L'histoire du magnétisme et de l'électricité nous offre une foule de faits du même genre. Cela nous explique aussi pourquoi l'honneur de la même découverte est si souvent réclamé par plusieurs personnes, et pourquoi il est si difficile de décider entre les prétentions rivales. Les idées ont bien moins d'individualité qu'on ne croit : elles sont dans l'air, elles essaient de naître; mais elles ne naissent pas viables avant l'heure : une découverte n'est faite que lorsqu'elle est mûre.

Tout cela montre combien il est nécessaire de répandre les vérités acquises; plus elles seront connues, et moins le progrès se fera attendre; toute une génération aura collaboré à la découverte dont elles deviendront

le point de départ. C'est, à notre avis, un des principaux mérites des livres de science populaire, qu'ils procurent aux savans de profession une foule d'auxiliaires obscurs et ignorés, mais qui n'en ont pas moins leur part dans les conquêtes de leur époque. Aussi est-ce avec une grande satisfaction que nous constatons le succès toujours croissant de ces sortes d'ouvrages, et la tendance des vrais savans à se mêler aux écrivains qui s'adressent au public. Chaque année nous apporte quelques bons livres de science qui sont lisibles et même récréatifs, et que nous avons plaisir à signaler.

M. Élisée Reclus a terminé son intéressant ouvrage sur la physique du globe, *la Terre,* dont le premier volume avait paru en 1867 (1). Le second et dernier volume est consacré à la description des phénomènes que nous offrent la mer et l'atmosphère; c'est le résumé fidèle de tout ce que la science de nos jours peut nous apprendre sur les mystères des deux océans, l'un liquide, l'autre aérien, qui enveloppent notre planète. Ce qui assigne à cet ouvrage une place à part dans les publications de science populaire, ce qui le met au-dessus du niveau ordinaire, c'est la quantité de documens particuliers et peu connus que l'auteur a consultés et utilisés. M. Reclus n'a pas pris sa science toute faite dans les traités qui existent, il s'est adressé aux mémoires originaux publiés dans toutes les langues, il a fait œuvre de critique et de savant. Aussi peut-on recommander son livre comme une source d'instruction sérieuse et solide.

Le rôle immense que les eaux de la mer jouent dans l'économie générale du globe n'a encore été étudié que depuis peu de temps et d'une manière fort incomplète. Non-seulement les continens actuels se sont élaborés au fond d'un ancien océan, comme le prouve avec évidence la composition des couches terrestres, mais les eaux continuent encore de nos jours le lent travail par lequel elles transforment peu à peu la surface des terres. D'un côté, les flots sapent, creusent et emportent des péninsules et des falaises escarpées; de l'autre, ils construisent des plages et des îles. Sous l'action incessante des vagues, les promontoires de granit se désagrégent et se changent en strates de gneiss; l'argile qui provient de la dissolution des porphyres se transforme sous nos yeux en ardoise dont les feuillets durcissent et prennent l'aspect des schistes anciens. Enfin les travaux géologiques de certaines espèces animales dont la mer pullule nous apparaissent sous un jour tout nouveau depuis les recherches d'Ehrenberg, de Darwin et de tant d'autres naturalistes qui ont envisagé la vie animale dans ses effets généraux et dans ses rapports avec l'économie du globe. Les bestioles qui habitent la mer modifient la face de la planète par l'accumulation de leurs débris. Comme les plantes des marais finissent par s'étendre en couches de tourbe sur les plaines et sur les flancs des montagnes, les myriades d'animalcules que recèle l'océan

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1867.

forment à la longue des terrains nouveaux qui un jour apparaissent à la surface et s'ajoutent au domaine de l'homme. Les foraminifères, les diatomées, les coraux, les éponges, les madrépores, tout ce monde chaotique d'êtres infimes placés au seuil de la vie travaille sans cesse à la trame d'une terre nouvelle. Ces architectes invisibles s'emparent de l'acide carbonique, du calcaire et de la silice apportés par les fleuves, et rebâtissent en bas ce que les cours d'eau, les pluies et les vents démolissent en haut. La plupart des matériaux disséminés à la surface du globe n'ont pas d'autre origine. Burmeister fait remarquer que la chaux, la craie, la dolomie, sont des roches qui ont été mangées et digérées par des animalcules semblables à ceux qui peuplent nos mers actuelles. Le fond de l'océan est le berceau des terres.

L'océan exerce d'ailleurs sur le relief de la terre ferme une action à distance d'une très grande énergie. Les nuages et les pluies dont il est la source intarissable, les ouragans qu'il envoie périodiquement dévaster la surface des continens, sont des agens de destruction qui travaillent sans cesse à niveler les aspérités du sol. Les glaciers, qui polissent les roches et façonnent les flancs des vallées, les cours d'eau, qui ravagent l'écorce du globe, dissolvent les rochers et emportent les terrains par lambeaux, ce sont les vapeurs marines retournant au bassin d'où elles sont venues. Les innombrables rivières qui entretiennent la vie sur le globe sont également des émissaires de l'océan; M. Reclus les compare à un « système de veines et de veinules rapportant au grand réservoir océanique les eaux déversées sur le sol par le système artériel des nuages et des pluies. » La mer exerce enfin une influence capitale sur les climats terrestres; elle fond les contrastes, adoucit les rigueurs du soleil tropical et des glaces polaires, et nous apparaît partout comme la puissante médiatrice entre les forces naturelles qui se partagent le règne du globe.

Envisagée sous ces points de vue généraux, la géographie physique de la mer offre un intérêt immense. M. Reclus commence par nous faire connaître le lit de l'océan tel que nous le révèlent les nombreux sondages exécutés par les navigateurs. Quoique les matériaux acquis par ce moyen soient encore bien incomplets, si on les compare à l'étendue qui reste à explorer, et si on songe que nous ne pouvons connaître le fond des eaux que par le toucher, à la manière des aveugles, il faut cependant convenir que l'ensemble des résultats que nous possédons déjà est en lui-même fort imposant. On est surpris de voir figurer sur les cartes de M. Reclus les détails minutieux des coupes et profils océaniques, composés d'après des milliers de sondages; c'est surtout la pose des câbles sous-marins qui a récemment donné un nouvel élan à ces études si difficiles et si longues à exécuter. La partie la mieux connue de l'océan est l'Atlantique du nord; c'est une dépression dont les pentes descendent graduellement vers une cuve centrale située entre les États-

Unis, les Bermudes et le banc de Terre-Neuve, et d'une profondeur qui peut aller à 8 kilomètres; la France, l'Espagne et les îles britanniques reposent sur un plateau qui ne descend qu'à environ 200 mètres au-dessous de l'eau, et qui forme en quelque sorte le piédestal du continent d'Europe. L'ensemble de nos connaissances actuelles sur le lit de l'océan conduit à cette conclusion, que la mer s'approfondit graduellement vers le sud, où l'eau prédomine d'ailleurs. Le célèbre géologue Bischof croit même pouvoir admettre que le lit des mers est en moyenne aussi rapproché du centre du globe que le sont les pôles, de sorte que, sous les eaux, la terre serait parfaitement ronde; mais cette hypothèse aurait besoin d'être démontrée d'une manière plus rigoureuse.

La nature des eaux marines, la formation des glaces, les vagues, les courans et notamment le *gulf-stream*, la théorie des marées, fournissent à M. Reclus les sujets d'une série de chapitres fort importans dans lesquels il s'attache non-seulement à réunir les données les plus récentes et les plus dignes de foi, mais encore à signaler une foule d'erreurs et de préjugés qui ont cours dans les livres, et qui probablement seront encore pendant longtemps répétés par les compilateurs avant d'être définitivement bannis de la science. C'est cet esprit de saine critique qui rend surtout la lecture de *la Terre* agréable et qui ne pourrait être assez loué. La partie consacrée à la mer se termine par deux chapitres sur les rivages, les îles et les dunes, dans lesquels l'auteur étudie d'une manière plus spéciale les modifications incessantes que la mer fait éprouver aux terres fermes qu'elle baigne de ses flots. Il démontre que la forme doucement ondulée qu'offrent aujourd'hui la plupart des côtes est un signe de vieillesse; le littoral de l'océan était certainement autrefois plus accidenté, c'est la mer elle-même qui en a remanié le contour, soit en rongeant les aspérités, soit en comblant les échancrures. Les mille *fiords* de la côte de Norvége se sont conservés si longtemps parce qu'ils étaient anciennement comblés par des glaces, comme le sont de nos jours les baies du Groënland. Depuis que les glaciers de la Scandinavie ont reculé dans l'intérieur des montagnes, le travail de régularisation a commencé pour la mer et les torrens; les rivières apportent leurs alluvions, empruntées aux terrains supérieurs, et la mer étale des nappes de sable ou de vase à l'entrée de ces golfes, qui ne tarderont pas à changer d'aspect. Les débris de nos falaises, emportés par les eaux, vont former dans la Mer du Nord et sur les rivages de la Hollande ces dépôts que l'on appelle les *gains de flot;* la mer rend à la Hollande ce qu'elle a pris à la France; mais sur d'autres points la Hollande est elle-même obligée de disputer à l'océan les lambeaux de son sol. Ces transformations s'opèrent sans trêve, sans relâche, suivant une loi immuable; en les étudiant, on pourrait prédire quel sera l'aspect des continens dans quelques siècles. La mer, que nous voyons ainsi sans cesse occupée à démolir îles et falaises pour les rebâtir ailleurs, nous semble animée et douée d'une puissante

volonté; « éternellement mobile, elle symbolise la vie relativement à la terre impassible et silencieuse qu'elle assiége de ses flots. »

La seconde partie du nouveau volume de M. Reclus est consacrée à la météorologie et à l'étude du magnétisme terrestre. On y trouve exposés avec une grande clarté et avec des détails fort curieux la théorie des vents et des tempêtes, le régime des pluies, la distribution des orages, les phénomènes encore si mystérieux des aurores polaires. L'étude des orages, dont on ne saurait méconnaître la portée pratique, a pris dans ces derniers temps un élan tout nouveau grâce à l'initiative de l'observatoire de Paris. Les cartes météorologiques de la France, dressées depuis 1865 à l'aide des documens recueillis par de nombreux observateurs, montrent avec évidence que les orages de l'Europe occidentale suivent la même direction générale que les tempêtes et en accompagnent souvent la marche. Les orages ne doivent donc plus être considérés comme des phénomènes purement locaux; ce sont des symptômes d'un mouvement général de l'atmosphère. Il paraît acquis aujourd'hui que presque tous les orages nous viennent de l'Océan; très souvent les riverains entendent gronder le tonnerre dans les nuages marins plusieurs heures avant que le météore éclate sur la terre; de même en Allemagne les nuées orageuses viennent de l'ouest et du sud-ouest. Ce n'est que par exception que les nuages formés par l'évaporation des eaux dans l'intérieur des continens donnent naissance à des orages; mais la configuration du sol exerce une grande influence sur ces météores en modifiant la marche et les allures de ceux qui sont envoyés par la mer. Les orages secondaires qui se détachent du courant principal se propagent de préférence le long des montagnes, des collines ou des forêts. On les voit suivre les vallées comme des fleuves aériens superposés aux fleuves liquides qui roulent au-dessous; ils semblent être entraînés par l'eau, tandis qu'au contraire ils évitent les forêts et les contournent au besoin. La nature géologique du sol n'est pas non plus sans influence sur la marche de ces redoutables météores; il semble qu'il y ait des roches qui les attirent et d'autres qui les dissipent. Vers les pôles, le nombre des orages diminue considérablement, et l'on sait que dans le haut nord ils sont un phénomène très rare; mais il n'est pas exact de dire qu'en Islande et sur les côtes du Spitzberg on n'ait jamais vu d'éclair. Il y a eu en Islande des incendies causés par la foudre et des hommes foudroyés. D'après Cranz, on voit des éclairs au Groënland; de Baer et d'autres naturalistes ont observé des orages à la Nouvelle-Zemble et à Mageroé; enfin les quatre Russes qui passèrent six ans sur une île à l'est du Spitzberg y ont entendu gronder le tonnerre.

La partie de l'ouvrage de M. Reclus qui paraîtra à beaucoup de lecteurs la plus intéressante est la dernière; elle a pour titre : *la Vie*. Cette partie est consacrée à l'étude de la flore et de la faune terrestres, aux races humaines considérées dans leurs rapports avec le sol, et à la réac-

tion de l'homme sur la nature. M. Reclus fait remarquer que, par opposition avec la terre, dont la surface seule est peuplée, l'océan pourrait être considéré comme le milieu vital par excellence; des myriades d'organismes s'y pressent en si prodigieuses quantités que les eaux elles-mêmes en sont pour ainsi dire devenues vivantes; chaque goutte d'eau est un monde. Toutefois, si l'océan est vraiment le milieu principal des organismes animaux, la terre ferme est par contre le domaine du règne végétal. Les forêts de polypiers de la Mer du Sud, les bancs de harengs, où les poissons sont aussi pressés que le gazon des prairies, ont leur contraste dans les mers de feuillage des plaines de l'Amazone, dans les savanes ondoyantes qui se déroulent à perte de vue. Toute cette immensité appartient à l'homme; mais combien la prise de possession a été lente et pénible! Au lieu de conquérir tout à fait la terre et la mer, au lieu de jouir des richesses que leur offre la nature, les hommes sont occupés depuis leur création à s'entr'égorger, et, si on considère leur histoire, il n'y a aucun espoir qu'il en soit jamais autrement.

Sous ce titre : *Histoire des météores et des grands phénomènes de la nature*, M. J. Rambosson nous donne cette année un livre élémentaire sur la physique et la météorologie. Après avoir expliqué les principaux phénomènes de la chaleur, de la lumière, de l'électricité et du magnétisme, il y passe en revue les différentes espèces de météores, ouragans, tempêtes, orages, aurores boréales, et arrive enfin aux volcans et aux étoiles filantes, c'est-à-dire qu'il parle un peu de tout. Ce qui surtout rend cet ouvrage intéressant, c'est que l'auteur raconte souvent ce qu'il a observé par lui-même pendant ses voyages maritimes. Dans un chapitre qui sert d'introduction à ce livre, M. Rambosson s'étend sur l'utilité des voyages comme moyen d'instruction, et il fait remarquer que la facilité des transports permettrait aujourd'hui aux jeunes gens de compléter leur éducation en faisant une bonne fois le tour du monde, comme ils eussent fait autrefois le tour de la France. Cette idée n'a rien de chimérique, et il est bien possible qu'on finisse par en arriver là. Déjà, il y a trois ou quatre ans, une frégate autrichienne est partie de Trieste pour un voyage de circumnavigation qui n'avait aucun but officiel, et un armateur d'Anvers, M. Cateaux-Wattel, a essayé naguère d'organiser une expédition du même genre : le voyage devait durer deux ans, le prix de la pension des passagers était fixé à environ 5,000 francs par an, et le prospectus indiquait minutieusement tous les ports de relâche, ainsi que les jours d'arrivée et de départ pendant les années 1866, 1867 et 1868. Ce projet a-t-il été mis à exécution ?

En attendant que des trains de plaisir nous fassent faire réellement le tour du monde, nous pouvons en visiter toutes les merveilles à moins de frais en lisant les descriptions qui se multiplient à l'infini grâce aux progrès de la gravure à bon marché. Parmi les livres de ce genre qui

s'efforcent d'unir l'utile à l'agréable par un mélange de fiction amusante et de détails scientifiques, on peut signaler le *Voyage au fond de la mer*, par M. H. de La Blanchère. C'est un conte de fée écrit pour les enfans, et qui aura le mérite d'instruire les jeunes lecteurs auxquels il est destiné. La *Maison rustique des enfans*, par Mme Millet-Robinet, a un but plus pratique. C'est l'histoire d'une mère qui, née elle-même à la campagne, y retourne avec ses enfans, qui ont grandi à Paris; elle répond à leurs étonnemens et les familiarise peu à peu avec la vie des champs et avec les travaux de l'agriculture. Ce cadre léger est bien rempli; une foule de petites aventures spirituellement racontées fournit les prétextes de ces douces leçons que les mères savent si bien donner, et les idées saines et sages que respirent ces entretiens font de la *Maison rustique des enfans* un livre d'éducation qui mérite d'être recommandé.

Signalons enfin la *Vie des animaux illustrée*, par M. Brehm, dont le premier volume vient de paraître. Cet ouvrage est d'une lecture fort attachante : l'auteur, naturaliste et voyageur infatigable, a observé de près la plupart des animaux dont il a entrepris de peindre les mœurs. Il nous parle de ses lions, de ses panthères, de ses singes, comme d'autres parlent de leurs chevaux et de leurs chiens, et il confirme ce que disent tous les hommes qui ont vécu dans l'intimité des bêtes féroces, à savoir qu'elles sont beaucoup plus faciles à apprivoiser qu'on ne le supposerait. Ainsi M. Brehm raconte l'histoire d'une lionne qu'il a gardée pendant deux ans à la ferme qu'il habitait dans le Soudan oriental, et qui circulait librement. Elle suivait son maître comme un chien et se laissait corriger sans en garder rancune; seulement elle s'était arrogé un droit absolu sur tout ce qui vivait à la ferme, et traitait les autres animaux avec un dédain marqué, les inquiétait et les harcelait sans cesse pour se distraire. Elle taquinait aussi les hommes de la maison, mais sans jamais leur faire de mal. Des récits de ce genre, que l'on rencontre à chaque page du livre, des descriptions de grandes chasses et une foule de détails inédits sur la vie et les habitudes des animaux sauvages, assurent au livre de M. Brehm une place honorable parmi les nombreuses publications analogues que l'on possède déjà dans toutes les langues. En somme, le mouvement qui a porté, il y a quelques années, le grand public vers les connaissances scientifiques se continue et se régularise. Un nombre immense de lecteurs se montre décidément sensible à l'attrait sérieux que les observations de la nature offrent à des esprits cultivés. Plus on va, plus les livres que le succès consacre ont un caractère rigoureux; c'est là un bon signe qui montre combien s'est élevé le niveau du savoir général.

R. RADAU.

L. BULOZ.